

REVUE
DES
DEUX MONDES

CIII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

D

REVUE

DES

DEUX MONDES

CIII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME DIX-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—
1933

052
R3274
1933, v. 6

FEE 11 1934
336826
12 P

T

C

ca
Ce
ell
be
ma

ve
pe
l'u
gr
les
at
pr
la

ci
fo
de
tè
pi
Se
l'

LE NOUVEAU LIVRE DES BÊTES

TROIS PAUVRES DIABLES

C'EST fut le rapport d'un inspecteur qui bouleversa pour un temps les habitudes d'un taureau et d'un cheval, et en fit deux pauvres diables. Quant au troisième, ce furent des causes vraiment plus anciennes qui le mirent en détresse. Ces causes dataient de la création des panthères, postérieure elle-même à la création des antilopes et contemporaine de beaucoup d'autres bêtes à griffes. Et tout ce compte fait pas mal de millénaires.

Voici l'enchaînement des circonstances. Un avion qui allait vers le Tchad, venant de la côte, survola un immense troupeau de bœufs qui faisaient des taches blanches et jaunes dans l'uniformité des herbes. Tout satisfait d'en avoir fini avec la grande forêt du Bas-Cameroun, avec les fleuves tourmentés et les cascades, avec les marécages inquiétants, heureux d'avoir atteint les hauts plateaux, l'aviateur s'amusa et descendit presque à ras des cornes, suivant fidèlement les larges ondulations du terrain.

Les bœufs adultes levèrent leurs bons gros yeux vers le ciel, que n'habitent jamais de tels oiseaux, clignèrent deux fois les paupières, et rabattirent leurs oreilles au bruit des deux cent quarante chevaux du moteur. Les taureaux grattèrent le sol, redressèrent la tête et n'eurent pas le temps de protester. Les vaches gémirent, mais en retard, naturellement. Seuls les bouvillons, les veaux et les génisses manifestèrent de l'émoi, esquissèrent un trot, de côté, leur jeune bosse brinque-

ballant, jusqu'au moment où un mur vivant les arrêta : d'autres bœufs qui avaient repris leur mastication rythmée et leurs grands coups de langue dans le pâturage.

Nul d'entre eux ne se doutait que l'oiseau bruyant portait un écrit qui allait changer leur destinée.

Pendant les taureaux gardèrent de l'inquiétude : les oiseaux étaient rares sur ces montagnes dénudées, où quelques arbres apparaissaient comme des géants parmi l'herbe monotone et la broussaille courte ; quant aux manifestations du ciel, elles ne prenaient jamais ce visage. Si bien que le passage de la machine fit tourner les yeux des taureaux vers le berger, qui murmurait encore la prière spéciale recommandée par le prophète pour l'heure du péril alors même que l'avion avait disparu depuis un moment à l'horizon.

Les Peulhs ne sont guère expansifs. Ce berger n'avait aucune raison de faire exception à la race. D'ailleurs, il n'avait pas eu le temps de comprendre, lui non plus. Suivant le cours de sa rêverie, il remit d'aplomb son bonnet de cotonnade autrefois blanc. Il serra aussi le cordon de son chapeau tressé, abandonné sur son dos et qu'il ramenait sur sa tête chaque fois que l'eau du ciel ruisselait le long des grandes cornes et perlait aux longs cils des bœufs, des vaches et des taureaux.

Les Peulhs, fils de l'orient, riverains des grands fleuves, habitaient ici, dans ce pays presque froid, non point parce qu'ils s'y plaisaient eux-mêmes, — ils auraient préféré la chaleur du Soudan ou de l'Égypte, — mais pour la raison majeure que les bœufs y prospéraient et qu'un Peulh suit toujours les pas de son troupeau.

Appuyé sur son bâton, le berger subissait le lent mouvement à travers la prairie sans limites. Lorsqu'il avait faim, il demandait le lait d'une vache. Et il apaisait sa soif par le même moyen, comme font tous les Peulhs lorsqu'ils ne sont pas en guerre.

De temps à autre, les chefs peulhs, beaux cavaliers, venaient visiter le troupeau et prélevaient des bœufs qu'ils vendaient au delà des montagnes, à d'autres gens qui les enlevaient par les cornes et les expédiaient par-delà les mers, vers des peuples affamés de viande. Utilisés comme monnaie, les bœufs faisaient aussi partie du trafic entre tribus, comme autrefois ils faisaient aussi partie du butin, avec les femmes et

les esclaves, — le menu bétail étant nourriture de voyageurs et de petites gens.

Mais ceux qui restaient ne se rendaient compte de rien et serraient simplement les rangs.

Et les rangs s'élargissaient de nouveau à chaque saison, par le simple jeu des amours et des traditions bovines.

Ainsi, d'une année à l'autre, au gré des saisons, la marche des bœufs oscillait à travers ces vastes plans d'herbes qui forment le toit du pays. Le froid les chassait dans les vallées, à l'abri des énormes rochers où l'on se gratte avantageusement les cornes et le cuir. La chaleur les faisait monter vers les sommets où l'air est léger, où la terre se rencontre plus volontiers, la nuit, avec les nuages, et où le feu du ciel traversait leurs rêves interminables.

Ces montagnes, autrefois en flammes, avaient craché une poudre noire et fertile sur toute la surface du sol, et leurs cratères étaient devenus des lacs sacrés où nul ne se baigne, où nul ne boit.

Pour les hommes, elles étaient des divinités; mais aux gros yeux des taureaux, des vaches et des bœufs, elles apparaissaient comme des prairies élevées qui se gardaient vertes pour l'heure de la saison torride.

Lorsque la pluie durait, le berger s'accroupissait, le dos tourné au vent; les bœufs s'arrêtaient, inclinaient la tête et serraient la queue entre les cuisses, sans penser à maudire la richesse qui tombait et qui devenait le sang de l'herbe. Et sur cette monotonie désolée, qu'il y tombât de l'eau ou de la lumière ardente, le vent passait en longues trainées, se déchirant aux cornes de bœufs et couchant les hautes herbes.

Il y avait bien au loin les maisons des hommes, groupées au pied d'une masse toute droite, toute noire. Mais ces maisons étaient trop petites pour abriter les bœufs innombrables, qui ne gardaient ainsi que le ciel pour toiture. En revanche, une fois par an, les troupeaux faisaient un pèlerinage aux sources de natron, dont l'eau adoucissait le cuir et le guérissait de l'injure des taons. En somme, ces bœufs étaient aussi heureux que les bœufs peuvent l'être, depuis qu'ils ont abandonné leur état de buffles ou d'antilopes et qu'ils sont venus à l'homme en engageant leur descendance; sur ces terres élevées, l'herbe était toujours si drue que leur bosse demeurait

pleine et droite en toute saison, et les vaches s'occupaient librement de leurs veaux jusqu'à l'âge de l'ingratitude. Quant à la piqure des mouches, elle n'y était pas mortelle.



L'AVIATEUR, à son premier atterrissage, près du grand rassemblement des Peulhs au centre duquel se trouvaient le commerce et la Résidence, remit la lettre à son destinataire, le *lamido* du pays d'Adama, chef politique influent, qui était chef de guerre avant la venue des hommes blancs.

Descendue du ciel, cette lettre venait de l'inspecteur d'une Société de Plantations qui opérait sur la basse côte de l'Océan. Là, des hommes qui ne craignaient pas de mouiller quatre pyjamas par jour essayaient de domestiquer des arbres et d'en acclimater d'autres, sur une terre que l'homme n'avait jusque-là jamais touchée et que l'on appelait « la Terre des Singes ».

À côté des blâmes qui sont de mise dans un rapport, l'inspecteur avait voulu se signaler, à l'égard du personnel, par une mesure de bienveillance qui lui permettrait, si son idée réussissait, de revendiquer une part du succès. L'inspecteur avait donc convaincu le Siège, à Paris, que la nourriture des planteurs et des ouvriers laissait à désirer, qu'ils ne mangeaient que des conserves et du gibier, entre autres de l'éléphant, — ce qui vous échauffe le sang, — que les ouvriers des plantations et leurs contremaîtres travailleraient mieux, s'ils avaient une alimentation carnée: bref, qu'il était de toute urgente nécessité que l'on fit venir des hauts plateaux du nord un troupeau de bœufs destinés au ravitaillement de cette province du sud-ouest, bordée par la mer.

En veine de réformes utiles, ce cher inspecteur ajouta qu'il serait profitable à tout le monde et au service général que le directeur eût un cheval pour se déplacer à travers la plantation, même en dehors des quelques routes qui en partageaient l'immense superficie.

Paris avait accepté. Le président et les administrateurs s'étaient même félicités d'un air entendu. Quant aux actionnaires, ils furent satisfaits d'apprendre que, grâce à cet appoint de bétail et au renfort du cheval, le rendement serait très amélioré: les travailleurs travailleraient davantage, le

directeur dirigerait mieux et les actionnaires détacheraient plus régulièrement des coupons.

Il est rare qu'un inspecteur puisse contenter ainsi tout le monde, surtout quand les parties de ce monde sont séparées entre elles par sept ou huit mille kilomètres. Aussi notre homme ne pensa-t-il qu'au succès de son idée pendant les vingt et un jours de bateau et d'escales qui constituent la traversée. Il avait tout calculé, au moyen de chiffres et de cartes du pays; et ses calculs avaient satisfait le directeur de plantation qui, de son côté, ne risquait rien, même en cas d'échec de cette ingénieuse combinaison, sinon de manger enfin des biftecks.

L'inspecteur avait tout calculé, sauf les différences d'altitude, de climat, sauf les insectes et ce qu'un inspecteur n'a pas le temps de voir et qui vous démolit toute une affaire.



On parla donc beaucoup de bœufs, sur la montagne, mais moins qu'on n'en parla sur la côte, car les Peulhs en avaient davantage l'habitude. Cela faisait tout de même une bonne affaire pour eux. Leur lamido était insatiable et ne pensait qu'à posséder des chevaux sans nombre et à embellir des femmes qui sont les plus belles de l'Afrique. La vente de cinquante paires de cornes à un homme qui paie bien, ne pouvait donc que le satisfaire. Ça valait mieux qu'un vol de bêtes ou une de ces épidémies de peste qui mettent à néant les espoirs de deux ou trois grandes saisons. Aussi, dans leurs chants, les Peulhs répétaient : « Nous sommes les maîtres des bœufs... C'est nous qui possédons tous les bœufs de la terre... Les Blancs eux-mêmes nous les achètent pour les emmener dans leur pays et au pays des singes... C'est Dieu qui l'a voulu... ! »

Les gens du sud, qui ne suivent pas les troupeaux mais qui les mangent, se trémoussèrent également, mais pas pour les mêmes raisons que les gens de la montagne.

Ainsi, tous les hommes, les Blancs, les Noirs du sud et les Noirs du nord, se réjouirent sur le dos des bœufs; car la joie de l'homme est rarement simple, rarement pure et sans victimes.

Le lamido, qui commande à la région, — après Dieu et

le chef venu de France, — appela son intendant et lui dit :

— Le Blanc qui achète ces bœufs pour les emmener au Pays des Singes veut aussi un cheval. Choisis un de ceux qui ne peuvent plus, sans desseller, aller à Garoua ou à Tibati. C'est assez bon pour un Blanc qui habite la forêt...

L'apparition de l'automobile et la construction des routes n'avaient pas encore trop fait baisser le prix d'un cheval, considéré comme un animal noble. L'occasion de se débarrasser d'une bête jugée médiocre était excellente. Car il n'est pas coutume chez ces conquérants, habillés et coiffés avec recherche, de détruire leurs machines de guerre, encore moins de les manger. Ils laissent de telles pratiques aux sauvages de l'Ouest et à certains peuples blancs.

C'est ainsi qu'un matin, un cheval se détacha de l'immense campement des Peulhs pour se diriger vers le sud, à travers les hautes plaines, les cailloux et l'herbe, suivi par un taureau, vingt vaches et vingt-neuf bœufs. Deux hommes les accompagnaient. Le premier précédait, monté sur le cheval ; le second suivait à pied, tournant le dos au bon pays d'Adama.

Au début, la marche fut monotone. Le jour, on s'arrêtait pour boire aux ruisseaux. On s'arrêtait pour manger un peu partout, car le ciel a distribué l'herbe sans compter sur ces terres qui appartiennent à tout le monde. La nuit accueillait le troupeau et ses gardiens avec simplicité, et les rendait de même à la lumière. Les bœufs crurent qu'on les changeait simplement de pâturage et ne dirent rien.

A la fin de la lune, quelques vaches meuglèrent au rappel des compagnes laissées et de leurs veaux que les bergers venaient de sevrer. Quant au taureau, il appela et il appela encore. Sans réponse, il rechercha de nouvelles amitiés parmi les bêtes qui l'entouraient et qui lui obéissaient. Puis tout rentra dans le calme, cependant que chaque jour éloignait le petit troupeau du grand clan qui était resté sur la montagne.

La nature fait rarement des bonds. C'est par degrés que le troupeau descendit et s'enfonça dans la chaleur, comme dans les trop grandes herbes qui fatiguaient les mâchoires et pouvaient cacher plus de dangers que l'herbe basse.

Des buffles, dont les silhouettes se montrèrent un matin,

furent frémir le taureau. Mais il n'y eut pas de bataille. Et c'est sans autre incident que les bœufs, leur taureau, le cheval et les hommes arrivèrent sur le bord d'un fleuve dont le lit était encombré d'ilots marécageux, au point que le partage de la terre et des eaux, commencé dans la nuit des temps, n'était pas encore achevé.

Le passage fut pénible, mais on ne perdit aucune bête. Comme si ce fleuve eût été la ligne de démarcation entre deux mondes, ce fut sur la rive opposée qu'apparut le grouillement des bestioles qui ne semblent avoir été créées que pour nuire aux hommes et aux bêtes.

Les bœufs s'aperçurent alors qu'il ne fallait pas stationner en toute place, et qu'avant de paître il était prudent d'inspecter la terre. Des fourmis s'attaquèrent au pis des vaches et, s'introduisant dans les naseaux, rendirent le taureau plus furieux qu'une tornade de plein hivernage. Celui des guides qui marchait à pied apprit à ses dépens la terreur que peut inspirer le peuple des rampants. Il s'en consola, lorsque les gens du pays lui confièrent que ces terribles bestioles servaient au supplice infligé aux femmes adultères.

Ainsi, de jour en jour, par une pente insensible, à travers des dangers surnois, le cheval et les bœufs pénétraient dans la grande chaleur humide. Et plus ils avançaient de la sorte, plus les mâchoires se fatiguaient, car ils ne rencontraient plus que de l'herbe à éléphant, qui vraiment n'est pas faite pour les bœufs ni les chevaux, ni même pour les taureaux audacieux.

Et plus ils avançaient, plus les hommes rencontrés devenaient leurs semblables, c'est-à-dire nus, tellement nus que le soleil et la pluie usaient tour à tour leurs moyens sur ces épaules noires et luisantes, sur les croupes et les ventres énormes des femmes chargées comme des bêtes de somme.

Ces pays sont tellement compliqués que la vérité de la forêt n'est plus la vérité de la savane. Si l'inspecteur eût mieux connu la question des troupeaux, il eût donné des ordres pour que le conducteur les acheminât par la route des montagnes, la plus longue, mais aussi la plus sûre. Il eût ainsi trompé leurs ennemis : hommes, bêtes et insectes.

Le premier soir que les bœufs quittèrent les territoires des Peulhs, une vache disparut au cours de l'obscurité. Interrogés par le chef de la caravane, — celui qui allait à cheval, — les

hommes nus prétendirent que c'était la panthère qui avait enlevé la bête, ou le crocodile à l'heure où les vaches s'en vont boire au fleuve.

Ils mentaient et croyaient prendre leur revanche sur les Peulhs qui, avant la venue des Blancs, cueillaient des esclaves parmi eux. Le taureau mugit un instant parce qu'il perdait une robe brune. Les trente-huit autres paires de cornes, et davantage encore le cheval, continuèrent de paître sans plus de souci que pour une feuille qui tombe. Et le troupeau reprit le chemin de sa destinée, pendant que, dans l'ombre, les hommes nus mangeaient la viande facile, la viande qui appartenait aux hommes habillés et qui leur parut plus savoureuse.

Car la joie des hommes est rarement simple, même sous le quatrième parallèle nord.

Mais le pire ne vint pas des hommes, dont on peut surveiller les manières, ni des grosses bêtes à l'humeur imprévue, ni même d'un éléphant qui essaya de faire peur au troupeau jusqu'au moment où il eut peur lui-même. Le pire vint de ce que le troupeau traversa un pays où beaucoup trop de gens dormaient pendant des heures trop nombreuses, un pays où les gens n'attendaient pas d'être à l'ombre ni allongés pour dormir, un pays dont les hommes dormaient en marchant ou assis, un pays dont les hommes auraient dormi la tête en bas. Et comme ces hommes, ces femmes et ces enfants dormaient tout le temps, ils ne mangeaient pas. Et comme ils ne mangeaient pas, ils devenaient maigres, tout semblables à des cuirs ratatinés au soleil.

Les bœufs ne s'aperçurent guère que les hommes avaient changé d'allure, parce que le changement n'avait pas eu lieu en un seul jour, et que les hommes ne les intéressent vraiment pas. Et puis, l'herbe ne pouvait pas manquer dans ce terrain mou, dans ce terrain de marécages. L'herbe y était même trop abondante. Mais aussi les mouches. Au point que les bœufs, les vaches, le taureau, le cheval mangeant, passaient tout le temps à se balayer les flancs et la croupe à coups de queue. Et à tout instant, ils soulevaient les sabots, frappaient la terre molle, se donnaient des coups par-dessous, au poitrail, au ventre.

Qu'était devenue la paix des plateaux, la paix des montagnes? Les petites mouches de là-haut n'étaient que caresses

à côté de ces mouches à ailes croisées, qui bourdonnaient peu, qui s'abattaient sur vous sans crier gare, que l'on ne sentait pas sur le poil, jusqu'au moment où une véritable aiguille de feu vous perçait le jarret, la peau du cou, et surtout la bosse.

Il y avait bien les petites aigrettes de prairie, les garde-bœufs, qui venaient soulager la misère du troupeau; mais elles n'avaient vraiment pas le temps d'écarter toutes ces mouches d'enfer, aux ailes croisées comme les ailes des démons, qui mettaient la mort lente dans la peau des hommes et des bêtes. On aurait sûrement préféré des serpents, qui vous piquent le museau, mais par hasard, et non pas avec cette persévérance qui n'a d'égale que celle des longues pluies de l'hivernage.

Alors le troupeau hésitait à sortir des *mayos*, de ces larges rivières que l'on passe en rangs serrés, cornes contre cornes, têtes contre croupes, en faisant beaucoup de bruit pour effrayer les crocodiles, les hippopotames et les autres génies de l'eau. Le troupeau hésitait à sortir, parce que les mouches ne piquaient pas sous l'eau, et que l'eau était douce au tourment de leur peau, à la brûlure de leur sang qui commençait à s'échauffer. Et lorsque les hommes émergeaient, lorsque le cavalier et le cheval bondissaient sur la berge, les bœufs et leur taureau suivaient, lourds de regrets, mais hâtant l'allure, afin d'échapper aux dards des mouches qui donnent le sommeil de mort.

Pendant les peuples riverains, enlizés dans leur déchéance, s'extasiaient sur la richesse du maître qui pouvait posséder tant de bœufs...

La savane s'épaississait chaque jour davantage. Un éléphant tua un bœuf, au cours d'une charge contre le troupeau, pour la seule raison que des hommes lui avaient autrefois fait des misères. On mangea la viande, à la face des autres bœufs; et le chef de la caravane garda un pied et la queue, afin de représenter la bête au directeur de la plantation.

Le cheval, lui, s'était enfui devant cette masse noire, car il n'avait jamais vu de sa vie que du bétail et des antilopes.

Plus loin, un autre bœuf se cassa les pattes entre les poutres mal jointes d'un pont. Il fut abattu et vendu aux indigènes, après qu'on eut encore gardé une patte et une queue. Cela ne rendit pas plus habile le reste du troupeau. Car les

bœufs, pas plus que les chevaux, n'ont guère de réflexion, beaucoup moins que les ânes, peut-être à cause de leur sujétion à l'homme, au profit duquel ils ont depuis si longtemps abdiqué toute initiative pour être des mercenaires.

De la sorte, le cheval, le taureau et les bœufs, après le passage d'une rivière, se retournèrent une dernière fois vers la route parcourue. Au loin, ils aperçurent, parmi les nuages, les sommets des montagnes aux flancs propices, des montagnes où ils avaient connu le bonheur de vivre, caressés par le long vent des plateaux, au milieu de l'herbe courte et drue. Comme ils ne savaient pas que déjà ils portaient en eux les germes du mortel sommeil, et qu'au mieux aller ils devaient remplacer une auto détraquée et la viande des éléphants, ils se retournèrent à l'appel du cavalier et reprirent les chemins de descente, sans même se rendre compte qu'ils participaient au grand frémissement de ce monde surchauffé.

Tout d'un coup, ils aperçurent en contre-bas la forêt aux masses éternelles. Ils crurent que le sommet des arbres qu'ils dominaient était une prairie aux herbes sombres parsemées de vastes fleurs rouges. Mais ils s'abusaient : ce n'était là qu'une de ces prairies où nul ne se promène, si Dieu ne l'a fait oiseau, vent ou nuage.



La forêt les accueillit dans le plus grand silence. La forêt avait ses propres occupations, ses maladies cachées, ses patientes intrigues, et ne s'étonnait pas d'un troupeau de bœufs, même précédé par un taureau blanc et noir et par un cheval bai brun qui prenait encore de temps en temps le galop. Les grands de la forêt étaient trop hauts pour voir le troupeau. Les bourgeois n'aspiraient qu'à monter et ne s'occupaient pas de ceux qui leur marchaient sur les racines. Quant à la racaille, qui se débrouillait en dessous, elle faisait assez d'ennuis à tout le monde pour avoir encore des tours à jouer au taureau et au cheval de tête, avec beaucoup d'astuce et de désinvolture.

Le taureau et son troupeau apprécièrent tout d'abord l'ombre, dont la montagne n'est prodigue que le soir, à l'heure où les sommets s'allongent sur le plateau. Puis, cette lumière verte les fatigua. Leurs gros yeux ronds et bien pourvus

de blanc, les bœufs les levèrent en direction du ciel. Mais la route même, la route taillée par les hommes, les arbres la rendaient obscure, au point que le vent qui soufflait là-haut balançait les cimes sans agiter la moindre feuille d'en-bas.

Alors la marche reprit, lourde et angoissée. Plus angoissée encore, lorsque les gorilles, indignés de cette violation de domicile, se frappèrent la poitrine à grands coups de poing et que cela ébranla la forêt comme un tam-tam de guerre.

Après quoi le silence se referma, à peine dérangé par le frisselis des branches au passage d'un singe, ou la chute monotone des gouttes que les grands seigneurs parmi les arbres laissaient tomber, après la pluie, comme les miettes d'un festin.

Le cheval, lui, ne voyait rien, occupé à éviter les racines et les trous formés par les bois pourris. Un camion automobile amena quelque surprise dans le groupe; tous les gros yeux ronds, toutes les oreilles longues et velues se tournèrent vers la machine bruyante qui portait des outils, des scies, des haches : de quoi ravager l'orgueil de la forêt. Puis, ce fut, de nouveau, le silence humide dans la verte prison.

C'est ainsi que le troupeau parvint au double ruban de fer qui monte du pays bas vers le nord, et qui sert de route aux « machines à fumée », objets de crainte et de colère pour les gorilles. Ni le cheval, ni le taureau, ni les bœufs n'avaient encore vu de train. A son passage, ils pratiquèrent un petit trot de côté. Quelques-uns firent même un temps de galop, la queue haute. Mais l'indifférence les reprit bien vite, car il est admis que les chevaux et les bœufs ne s'étonnent jamais longtemps des manières des hommes.

Le transport par rail était trop coûteux pour toutes ces bêtes, et le Maître du train préférerait voir descendre des wagons vides plutôt que de modifier ses tarifs en faveur du planteur, maître des bœufs. Alors, tous ces pauvres mangeurs d'herbes rentrèrent de nouveau sous la forêt.

Plus loin, en passant près d'une concession, le cheval rencontra un autre cheval, exilé lui aussi. Hennissements, ruades, gambades, joie et joie. Mais le plaisir fut de courte durée. Car il fallait marcher encore...

Et ils reprirent tous le chemin qui descendait à la côte, portant déjà dans leur sang des germes de détresse et peut-être de mort.



DANS les basses terres, près de la mer, la terre noire de la montagne avait fait place à un humus spongieux que le ciel arrosait une fois par jour et que les arbres enrichissaient de leurs cadavres sans cesse accumulés. C'est là qu'aboutirent le cheval, le taureau et le troupeau réduit à trente vaches et bœufs qui avaient réussi toutes les étapes. Leurs membres étaient moulus et la pluie, qui tombait sans trêve et les empêchait de regarder le ciel trop lourd, les rendait tristes et grelottants.

Le premier soir de leur arrivée sur ces terres basses où la vie et la mort font très vite leur chemin, ils se mirent à meugler, regrettant la course des nuages sur les plateaux et les grand coups de vent allongés qui couchaient à terre les roseaux au teint pâle.

Le directeur de la plantation était fils de paysans de France : ces cris ne l'étonnèrent point. Mieux que cela, il avait déjà fait construire une écurie pour son cheval et une longue étable en branchages, couverte de larges feuilles de latanier qui imitaient les tôles ondulées et sur lesquelles tambourinait la pluie.

Le cheval était habitué au couvert, car chez les Peulhs on soigne sa machine de guerre. Mais les bœufs mirent quelque résistance à se laisser attacher le long de l'abri, la croupe tournée vers les portes. Puis, comme ils sont avant tout fatalistes et habitués depuis des millénaires à obéir à l'homme, même sous le couteau de la mort, ils finirent par se caser panse contre panse, corne contre corne. Seul, le taureau, qui montrait plus de personnalité, fut isolé dans une étable à côté de l'écurie.

Deux hommes, désignés pour garder le troupeau contre les bêtes de nuit, allumèrent des feux de bois vert dont la fumée devait, chaque soir, écarter les insectes.

Et la nuit, pluvieuse et lourde, enveloppa bientôt les bœufs, le taureau et le cheval, les laissant au sommeil et à leurs mastications rythmées, pareilles au bruit de petites meules tournées par des esclaves.



Au matin, les bœufs et les vaches hésitèrent devant l'herbe de ce pays qui leur paraissait nouvelle. « Quelle plante brouter ? Quelle feuille détacher d'un coup de dent ?... Alors que là-haut on pouvait paltre les yeux fermés, toute la journée, sans penser, sans choisir !... » Les bœufs se disaient : « Nous suivrons le taureau qui nous a toujours guidés... » Et le taureau, lui, qui cherchait les horizons de montagne, ne voyait plus qu'une muraille circulaire, faite d'énormes troncs droits, d'immenses troncs blanchâtres, et de masses vertes comme on n'en voit nulle part au monde.

La haute muraille des arbres encerclait la concession ; elle encerclait aussi la tête du nouveau maître, dont les idées tournaient en cage. Au point qu'il ne pensa qu'à manger les bœufs pour satisfaire ses ouvriers, qui considéraient ces bêtes comme des animaux de rêve. Ensuite il soignerait les vaches et leur taureau, afin d'avoir des veaux et des génisses et de se constituer un nouveau troupeau.

Le directeur de la plantation calculait tout cela, parce qu'il était devenu « maître des bœufs », tandis que les vrais bergers savent bien que le travail se fait tout seul. Il recommanda :

— Faites attention aux panthères, surtout à celle qui vient de l'Est et qui m'a, autrefois, mangé deux chiens.

Et les indigènes lui répondirent :

— Il y a longtemps qu'elle ne mange plus de chiens et qu'elle ne fait plus de mal qu'aux poulets et aux cochons de lait...

— On ne sait jamais ! cria-t-il. On ne la voit pas, mais on dit qu'elle est là quand même !

Tous les calculs de l'homme blanc et de ses aides furent déjoués par le travail que les mouches avaient pratiqué lorsque le troupeau était passé par le pays des hommes qui dorment toujours. Les bœufs une fois mangés, les vaches restèrent avec leur taureau, mais dans un tel état de faiblesse que la Direction de Paris retira bientôt le rapport suivant d'une lettre de quinzaine :

TROUPEAU. Les bêtes semblent avoir été piquées par les mouches tsé-tsé au cours de leur voyage. Le mal ne s'était pas déclaré sur le moment. Mais aujourd'hui ce qui nous reste

du troupeau est dans un état d'abattement qui fait pitié. A défaut de médecin ou de vétérinaire, les indigènes, qui connaissent la maladie, prétendent que les bêtes ne survivront pas. Je crois donc devoir vous avertir que je les ferai abattre progressivement et distribuer au personnel, ce qui, d'ailleurs, nous évitera une grève devenue probable à cause de la baisse des salaires...

Les travailleurs noirs de la plantation, au bout de trois mois, ne firent pas grève mais eurent des éruptions de boutons, car ils n'étaient pas habitués à la viande.

Et seuls demeurèrent le taureau et le cheval, témoins de cette caravane paisible qui était descendue des hauts plateaux.

C'étaient des mâles qui avaient plus de ressort, plus de cran. Et puis, le maître de la plantation les soignait mieux : le cheval parce qu'il s'en servait de monture à travers les allées de la plantation et qu'il en tirait de l'orgueil; le taureau parce qu'il espérait obtenir d'autres vaches, qui viendraient cette fois par le chemin des montagnes et par le chemin de fer.

La case du taureau et du cheval fut donc refaite avec beaucoup de soin. Une mouche n'aurait pu passer par les interstices, pas plus qu'un moustique. Tous les soirs, un feu de bois vert les enfumait et un gardien noir dormait dans une case contiguë, — car le cheval et le taureau étaient devenus précieux, depuis la mort du troupeau, bien qu'ils ne fussent déjà plus un cheval comme les vrais chevaux, ni un taureau comme les taureaux que Dieu a créés en pleine puissance.



ADATER de ce jour, il y eut de grands changements dans la vie de ces deux pauvres diables. Obstinément ils regardaient le ciel, et le ciel leur renvoyait la pluie. Les plantes se réjouissaient, mais les deux malheureux n'avaient plus assez de sang pour lutter contre cette eau du ciel qui n'était plus un accident, mais le fond même de la vie. La pluie, claire, drue et abondante, aurait fait la fortune des hommes et des bêtes du désert. Ici, elle créait trop d'abondance et les rendait tous misérables.

Par un heureux côté du destin, le maître de la plantation était bon. Il gardait donc un peu de son pain pour le cheval, chaque jour. D'ailleurs, il tenait à la bête comme à un

emblème. On n'aurait pu dire de lui : « Un tel monte à cheval. » Mais on disait : « Un tel a un cheval... » Et, malgré la nuance, il tirait assez de fierté de cet avantage.

Souvent aussi il donnait une poignée de sel au taureau. Et le cheval et le taureau qui, au début, avaient fait quelques manières pour se soumettre, venaient maintenant à son appel.

Mais chaque jour, hélas ! ils accouraient moins vite. Non qu'ils fussent moins friands de pain et de sel, mais parce qu'une langueur les envahissait chaque jour davantage, et que leur tête devenait plus lourde, et leurs pattes plus raides, et leurs flancs plus maigres.

Parfois le malheur porte en lui son remède. Ainsi, le cheval ne s'apercevait pas qu'il ne pouvait plus trotter, comme à son arrivée, la queue en panache et la crinière dressée. Il ne s'en apercevait pas pour la raison qu'il ne voyait personne de son rang courir autour de lui ni devant lui, et qu'ainsi il pouvait se croire encore le premier coursier de la terre. Et puis il n'y avait pas de miroir, pas même de flaque d'eau dans un pays où toute eau est courante. Alors, quand il gigotait un peu, il croyait encore qu'il avait franchi des espaces, qu'il était un cheval de fantasia...

Quant au taureau, en se grattant contre un arbre, il pouvait se croire le premier lutteur de l'empire des bœufs, puisqu'aucune paire de cornes ne se présentait à lui.

Et c'est avec ce reste d'orgueil de race que les deux pauvres diables allaient aux abords immédiats de leur demeure couverte de chaume, pour y chercher, tout lentement, leur pitance quotidienne. Par bonheur, l'herbe poussait si vite, dans ce pays soumis à l'eau du ciel, que celle qu'ils tondaient aujourd'hui avait repoussé trois jours après, et que celle qu'ils négligeaient, toute tendre, dépassait leur garrot une semaine plus tard. Ils n'avaient donc pas à se déplacer : tout juste de quoi mettre quelque distance entre eux et les porcs, la volaille et les hommes.

Mais cette herbe était pleine d'eau et nourrissait peu. Et parmi les plantes, aucune ne s'offrait qui, par hasard, eût pu guérir ces deux pauvres garçons du mal que leur avaient fait les mouches.

C'est dans cet état de leur pauvre corps que le taureau et

le cheval devinrent des frères, comme ils ne l'auraient jamais été sur la montagne. Ils commencèrent à se taquiner, bien qu'ils n'eussent pas les mêmes manières de manger, de crier leurs désirs, ni même de prendre leur sommeil, — ce sommeil qui gagnait des heures de plus en plus nombreuses sur leur existence.

Puis, peu à peu, leurs taquineries devinrent plus molles. Les ruades, les amicaux coups de corne à la cuisse, les gambades, étaient des jeux oubliés. Ils restaient de longs moments, tête à queue, se grattant mutuellement la croupe ou le cou, de la mâchoire ou de la corne, comme les ânes infortunés qui ne connaissent que la trique ou les pointes d'aiguillons.

D'autres fois, tête contre tête, ils se confiaient, non pas la détresse où ils étaient tombés, jour après jour, heure après heure, mais le souvenir des grandes randonnées sur les plateaux herbus, où le soleil du matin devenait une caresse après la fraîcheur de la nuit. Ils se parlaient du berger, hiératique et moins bavard que les autres hommes, du berger qui savait le langage des bœufs, tant pour le crier que pour l'entendre. Ils causaient ensemble de la venue des veaux et des génisses, et de cette odeur de lait qui était une odeur saine et joyeuse, à la place de l'odeur âcre de ces terres basses qui sentent la pourriture et la mort.

Parfois, écartés l'un de l'autre, ils rêvaient. Alors, sans raison, le taureau essayait d'un mugissement qui s'étranglait dans sa gorge. Tandis que le cheval frappait d'un sabot mou la terre plus molle encore, au rythme des chevauchées guerrières de ses anciens maîtres peulhs, au rythme des courses lumineuses, à cet amble qui permet d'aller de chez un lamido à la capitale d'un autre, au cours de la même journée.

Ce jeu même lui devint bientôt pénible, parce que la corne des sabots poussait trop vite, dans cette terre visqueuse. Alors il se contentait de fléchir le genou, non plus comme lorsqu'il se cabrait aux fêtes et aux réjouissances, mais à une douce cadence, tel un vieux guerrier aveugle.

De la sorte et avec la suite des lunes, les deux pauvres amis, engourdis par un froid inconnu, se sentirent devenir des arbres. Seules, en effet, les oreilles et la queue gardèrent du mouvement, ainsi qu'au vent les branches et les feuilles. Ils

devenaient de pauvres arbres, mais sans la joie grave des fins de journée où les cimes sont dorées par le couchant, sans les joies légères du matin, lorsque la vie reprend et que la brume s'élève des terres nourricières...



Ce fut à ce moment qu'une infortune égale à leur infortune vint apporter dans leur abri une grande inquiétude, suivie de quelque apaisement.

Le jeune patron du cheval et du taureau était fils de la terre et, comme tel, n'appelait le médecin qu'à l'article de la mort. Aussi le taureau et le cheval devenaient-ils de jour en jour plus insensibles. Le premier n'aurait plus souffert de la piqure d'une mouche ou d'une abeille ; le second n'aurait pas été réveillé d'un coup d'éperon, même donné par une brute. Une telle indifférence les envahissait, qu'ils ne s'aperçurent même pas que le gardien de nuit les avait abandonnés et qu'il avait laissé éteindre le feu, un certain soir que la peur des génies nocturnes s'était emparé de cet homme et que certain grognement l'avait fait se réfugier à l'abri de la maison des Blancs.

Le lendemain, il ne fut pas question de sommeil manqué, mais de sérieuse doléance, lorsque le gardien prévint le maître de la plantation que l'on avait repéré des traces autour de l'écurie, des traces qui n'étaient pas des traces d'hommes, ni de voleurs, ni celles de bêtes amies.

Le directeur descendit de sa véranda et se pencha sur la terre. Comme il n'avait pas encore plu de la matinée, il vit tout de suite de quoi il s'agissait.

— C'est la panthère ! dit-il.

Il interrogea les contremaitres, les ouvriers, les chefs de villages alentour. On connaissait une famille de panthères qui avait donné de ses nouvelles à plusieurs reprises, soulevant les rancunes des populations. Des porcs et même des enfants avaient disparu. Mais ces malheurs dataient de quelques années. Cependant, des pattes de panthères avaient continué de marquer le sol jusqu'en ces derniers temps, laissant des traces plus nombreuses depuis l'arrivée des bœufs.

Les hommes étaient tous d'accord sur ce point : on n'avait affaire qu'à une seule bête. Nul ne la voyait, car elle n'atta-

quait ni les femmes ni les enfants, même par derrière, en plein sur la nuque, comme faisaient les panthères de l'autre famille, disparues aujourd'hui dans les pièges ou piquées par les serpents. Celles-là comptaient plus de victimes qu'elles n'en pouvaient manger. « Tue-sans-faim » était leur surnom. Tandis que la bête qui était venue près du cheval et du taureau, la nuit dernière, ne faisait de mal qu'aux lièvres, à quelques porcelets qui s'écartaient de leur mère-truie, aux petits animaux sans défense qui hantent les forêts et les abords des plantations. Les autres panthères passaient pour des ogres dans les familles de singes : celle-ci ne touchait même plus aux chiens errants qui se permettaient d'aboyer sans fin au passage des seigneurs de la brousse.

Sur l'ordre du directeur, on examina les arbres des environs. Nulle marque de griffes. La bête ne grimpait donc pas, et cela expliquait la quiétude des singes. On ne trouvait guère plus la trace de ses pattes mortelles dans la forêt, où chacun marche sur des feuilles vite réparées et sur des tiges promptes à se redresser. Ainsi donc cette panthère ne faisait pas la police pour laquelle Dieu l'avait créée ? Les antilopes avaient donc tout le loisir de tuer les arbres à leur première pousse ? On pensa un moment à un guépard, ces chiens à peau de panthère. Mais la région n'en possédait pas plus que de lions... Alors... ? Bien des questions se posaient dans les cerveaux des hommes, qu'ils soient blancs ou noirs. Mais ces derniers finissaient par avoir une idée fixe : cette panthère, assuraient-ils, était un sorcier, un mangeur d'âmes.

Et nul ne voulait plus coucher à côté du cheval et du taureau, dont la bosse, si ronde et si grasse le jour qu'il était arrivé, était devenue comme un vulgaire sac vide ou le sein d'une négresse de cinquante ans.

Une nuit que le directeur dormait mal et que la lune éclairait la forêt, laissant tomber dans la cour une indécise clarté, il se leva pour jeter un coup d'œil sur la cour. Ne venait-il pas d'entendre un vague hennissement, ce qui n'arrivait plus depuis longtemps à son pauvre et inutile cheval ?

Il se leva, se pencha sur la véranda et vit, tout simplement, que la porte de l'écurie était ouverte.

Devant cette porte, une masse était allongée. Le temps

d'accommoder son regard à la pénombre et, stupéfait, il reconnut le corps d'une panthère de grosse taille.

Par réflexe et d'un bond, il sauta dans sa chambre et prit son fusil. Quand il revint, épaulant son arme, la bête avait disparu.

Les chiens aboyèrent sur la gauche, puis se turent brusquement, la voix coupée par la terreur.

L'homme attendit en vain une heure, douta de sa vue et finit par s'endormir, moite et abandonné, sous les plis de sa moustiquaire.

La lumière du jour et le réaliste café du matin accrurent les doutes du directeur; jusqu'au moment où les indigènes l'appelèrent pour lui montrer les traces de la bête. Les pattes larges accusaient une panthère âgée, et la queue traînante ne rendait pas compte d'une santé excellente. Même qu'un des contremaîtres noirs fit cette réflexion :

— C'est un vieux sorcier qui n'a plus de remèdes pour guérir son propre corps!...

Cependant, comme si rien n'était arrivé, le cheval et le taureau, timidement campés sur leurs membres grelottants, continuèrent leur vie mélancolique et leurs tristes colloques.

Les nuits suivantes, la lune éclaira davantage la cour. Le directeur fit veiller deux de ses hommes pour guetter la bête, avec ordre de ne pas tirer, mais de le réveiller dès son apparition; car il ne voulait pas laisser à un Noir l'honneur d'un tel gibier.

Le troisième soir seulement la bête vint, comme une ombre. Elle avançait, à pas feutrés, irréaliste.

Les deux Noirs furent tellement saisis qu'ils ne purent esquisser un mouvement. La bête s'arrêta, se coucha devant la porte de l'écurie, après l'avoir flairée. On aurait pu croire qu'elle attendait que cette porte s'ouvrit.

Comme rien ne bougeait, la bête repartit.

Le lendemain, le maître de la plantation laissa la porte de l'écurie largement ouverte et se prépara au massacre. Les Noirs ne voulaient plus veiller: ils ne se souciaient nullement de mourir dans l'année si le sorcier, — car c'était bien un sorcier, — les apercevait dans la nuit. Et l'homme blanc veilla lui-même.

Nul ne vint à l'heure prévue, et l'obscurité enveloppa la cour et l'écurie. Rien à faire que de dormir.

Ainsi pendant trois autres jours. Sans doute, la bête comprenait le manège et déjouait les ruses de l'homme.

Le quatrième soir, au moment que son attention se relâchait et qu'il somnolait sur sa véranda, le directeur fut secoué par un secret avertissement intérieur.

Alors, il vit ce spectacle ahurissant : devant la porte de l'écurie ouverte, la panthère était couchée et se léchait paisiblement les pattes.

Son premier mouvement fut de tirer. Et il l'aurait fait, à coup sûr, si d'autres nuits étranges, racontées par les Noirs, ne l'avaient déjà préparé à l'improbable, à l'impossible. Et puis, la grâce revêt bien des formes. Celle qui touche les chasseurs n'attend pas toujours qu'un cerf passe, porteur d'une croix lumineuse entre ses bois. On a vu bien souvent des hommes, armés de fusils infaillibles, épargner une victime qui excitait davantage leur curiosité.

Le directeur de la plantation n'était pas une brute : il espéra quelque événement plus sensationnel qu'un simple coup de fusil. Et il attendit.

Dans l'écurie, tout paraissait tranquille. Le cheval ne hennissait plus, le taureau soufflait, mais à faible poitrine. Étaient-ils trop « sommeilleux » pour réagir ? Étaient-ils habitués au danger depuis les visites nocturnes de la bête, qui s'était montrée inoffensive ? Il n'en faut pas davantage, de la part de l'homme, pour apprivoiser l'animal le plus craintif, n'est-ce pas ? Voilà ce que, dans l'arrière-fond de lui-même, pensait le directeur qui considérait le rare spectacle de cette nuit.

Un bruit insolite, un bruit de l'ombre, fit lever la panthère qui s'éloigna, une patte et la queue trainantes.

Les nuits suivantes, l'homme recommença l'expérience. Sans succès. Jusqu'au soir où, vers le déclin de la lune, il put voir la panthère accroupie à l'entrée de l'écurie, la tête tournée vers l'intérieur, vers deux grosses têtes dont on distinguait les gros yeux et les cornes.

...Immobiles, les trois malheureux se confiaient vraiment leur détresse...

Un vagissement d'enfant, parti d'une des cases d'ouvriers, fit redresser la panthère, qui repartit encore, sous les regards des deux animaux, chargés de sommeil et de curieuse bonté.

Le cheval et le taureau étaient déjà rentrés dans l'écurie, à petits pas, lorsque l'homme blanc crut avoir trouvé l'explication de ce qui le ferait passer pour fou, s'il le racontait en Europe, à son prochain congé. Il pensa, et fort à propos, sans doute, que la panthère avait dû être piquée par les mouches, elle aussi, dans le moyen pays, et que les langueurs mortelles s'étaient emparées de son corps et de sa vie. Alors... pourquoi les pauvres sommeilleux ne se sentiraient-ils pas, ne se reconnaîtraient-ils pas entre eux et, oubliant leurs besoins brutaux, leurs désirs sauvages, leurs haines millénaires, ne se rapprocheraient-ils pas pour dormir côte à côte... ?

Et il se souvint des soirs de bataille, de ces soirs sans fin où les blessés se recherchent pour mourir ensemble.



LES hommes ne savent pas tout des bêtes, encore moins des insectes et des arbres. Et c'est dommage, car ils y prendraient des leçons de vivre, et des idées pour l'avenir de leur corps et de leur âme. Si le directeur de la plantation eût été moins écrasé par le vilain climat des basses terres de ce pays, il eût mis toute sa patience à savoir. Il n'eût surtout pas parlé à ses contremaitres indigènes de ses étonnements nocturnes.

Mais la solitude est souvent piètre conseillère. On ne peut pas rester seul, indéfiniment, à parler aux murs de pisé et à attendre des réponses du toit en tôles ondulées ou en feuilles de lataniers sur lequel la pluie joue au tambour. Notre directeur raconta donc l'histoire de la nuit, parce que c'était une histoire et qu'il y avait joué un rôle. Il l'aurait bien écrite en France, mais on ne l'aurait pas cru, parce qu'on l'y avait connu tout petit, qu'on l'avait suivi à l'école et au service militaire, et qu'il ne suffit pas de venir de loin pour bien mentir, qu'il faut aussi se présenter en inconnu ou mieux encore en étranger.

Il ajouta, s'adressant à ses nègres :

— Couchez-vous tôt et laissez-moi faire. Je vais surveiller la bête et connaître ses intentions. Moi, je n'ai peur ni des sorciers ni des panthères. Et celle-ci me paraît avoir un

caractère autre que celui des ordinaires voleurs de brousse.

La lune avait disparu du ciel, mais tout le monde sait que l'obscurité excite encore davantage la panthère à marcher la nuit, surtout lorsqu'il s'agit d'une panthère qui a peur des vipères cornues, du serpent-minute gros comme un ver et bleu de ciel, des boas qui lui disputent les chemins et les branches, et des fourmis qui défilent dans le pays en rangs serrés, s'attaquant à tout ce qui dort, à tout ce qui est immobile. Dans la brousse, le jour est aux tyrans, la nuit aux voleurs et aux couards.

La panthère qui a vieilli n'a plus rien de tyrannique. Encore moins lorsqu'elle a subi la piqure des fameuses mouches. C'est, du moins, ce que l'homme blanc croyait. Aussi examina-t-il, plusieurs matins de suite, les traces de la bête dans sa cour, aux abords de l'écurie et de l'étable. Car il ne fermait plus les portes, espérant qu'il arriverait enfin quelque chose, même au péril de la vie du taureau et du cheval.

Mais il avait beau surveiller la cour, tendre ses nerfs, fixer les regards sur l'entrée de l'écurie et de l'étable, boire du café pour ne pas dormir, jamais il ne pouvait surprendre la panthère. Elle faisait moins de bruit qu'un esprit.

Et cependant, presque tous les matins, sauf lorsqu'il pleuvait trop fort, on pouvait repérer les traces de la bête, et les mêmes traces.

Le directeur fit installer un lit pliant sous la véranda, avec son fusil et un paquet de cordes à côté de sa moustiquaire.

Vains efforts, vaines dispositions. Un seul fait apparaissait : ni le taureau ni le cheval ne s'agitaient. Aucun désordre, aucun tapage ne révélait, chez eux, de la peur ou de l'angoisse. On pouvait seulement distinguer, à l'orientation des sabots fendus ou ronds, que les deux animaux, libres dans leur abri, tournaient la tête vers l'extérieur, sur le seuil de la porte.

Les trois pauvres diables se faisaient donc toujours leurs confidences.

Un matin même, chacun put remarquer que les traces de la panthère avaient pénétré sous le toit et se mêlaient aux empreintes du cheval et du taureau. Et l'on s'aperçut que c'était justement une nuit où la grande pluie avait commencé tard.

Sans oser l'exprimer, l'homme blanc pensa que la panthère cherchait les deux autres malheureux pour se réchauffer et que, surprise par la tornade, elle s'était réfugiée près des pauses de ceux qui, autrefois, eussent été ses victimes. Cependant que les nègres grommelaient, disant que c'étaient là des façons de sorciers et que celui-ci viendrait bientôt se glisser dans les cases, parmi les corps des humains pour en emporter le souffle et le sang.

Le malheur est que le directeur de la plantation crut bon de dire « qu'il serait content d'avoir vivante cette fameuse bête, et que ça serait d'autant plus facile qu'elle avait l'air de vouloir entrer en amitié avec les hommes et avec les bêtes qui appartenaient aux hommes ».

Il disait de telles choses parce que ni lui ni sa famille, ni son bétail, au pays des hommes blancs, n'avaient jamais souffert des panthères. Il eût mieux fait de garder pour lui son discours.

A son insu, les contremaitres et la valetaille de la plantation se mirent aussitôt à tendre des pièges un peu partout, des pièges à corde, des pièges-trappes, des pièges à trous, sacrifiant même quelques petits pores de leur élevage.

La deuxième nuit, la ruse des hommes n'eut d'autre résultat que de faire sortir, en pleine obscurité, le taureau et le cheval de leur abri. Est-ce parce qu'ils n'avaient pas vu leur nouvel ami à l'heure accoutumée? Nul ne le sut, et toute interprétation de leurs gestes demeurerait audacieuse. Ce qui est certain, c'est que la panthère tomba dans un piège. Elle ne changeait guère de chemins; et puis, dans son cerveau embrumé par la piqure des mouches, elle avait oublié les précautions ancestrales. Ses pattes alourdies suivaient les sentiers, tout droit et tout en lenteur. Elle ne prenait plus la peine de faire des détours.

Et puis, la ruse des bêtes succombe toujours devant la ruse des hommes.

Le pire, en beaucoup de circonstances, vient de ce que les serviteurs exagèrent les consignes du maître. C'est ainsi que les nègres de la plantation apportèrent morte la panthère que leur maître avait demandée vivante. La tribu, qui n'avait pas compris ses intentions, se réjouit de la mort de cet ennemi des hommes et des bêtes; mais, l'homme blanc fut tenté de

pleurer; et il avait le cœur serré, car il était sûr que la panthère était devenue une amie de ces deux malheureux garçons, le taureau et le cheval, qu'il aimait lui-même comme des compagnons d'exil.

Il examina longuement le cadavre. C'était celui d'un mâle, comme l'avait indiqué sa trace couchée. Ses crocs étaient arrondis, quelques dents branlaient dans la mâchoire déchaussée. Les griffes s'étaient usées à gratter la terre. Des vers grouillaient à la base des oreilles, en haut des cuisses, tout contre le ventre. Le poil manquait en beaucoup d'endroits.

Cette bête, qui périssait de sa réputation, serait bientôt morte, toute seule, méprisée même des chiens. Il y avait longtemps qu'elle ne se nourrissait que de lézards, ou de gros escargots sylvestres comme les hommes les plus misérables des basses terres.

Si ce pauvre diable avait eu l'instinct de fuir assez tôt vers le Levant, il eût peut-être été sauvé, guéri par le grand air sec et le soleil. Mais le destin est le destin : le fauve devait mourir ici en essayant la colère des hommes à cause des rancunes très anciennes qui pèsent toujours sur le clan des panthères.



Un médecin qui passait confirma les idées du directeur à ce sujet, après qu'il eut fait une prise de sang sur le cadavre et qu'il l'eut examinée au microscope.

— Trypanosomes! dit-il. Passons maintenant à votre cheval et à votre taureau.

Les deux animaux étaient si abrutis qu'on aurait pu prélever de leur cervelle sans qu'ils s'en aperçussent.

— Trypanosomes! répéta-t-il. In-du-bi-ta-ble-ment!

Le taureau avait, depuis longtemps, depuis si longtemps même qu'on en avait perdu le souvenir, abdiqué la liberté et préféré la sécurité près de l'homme, moyennant l'offrande de quelques têtes du troupeau, à époques fixes, funérailles ou fêtes rituelles, à la façon des hommes qui sacrifient aux dieux une part de l'individu ou du clan pour protéger le reste. Quant au cheval, il s'était soumis à l'homme depuis que l'homme était apparu en armes sur les terres habitables : cela, non plus, ne faisait pas de doute; et c'est même à cause de ce

pacte que le nombre des chevaux et des bœufs a toujours augmenté dans l'univers, malgré l'abattoir et les combats, tandis que les bêtes libres disparaissent peu à peu.

Pour ces raisons de fidélité très ancienne, le médecin fit aux deux malades des injections qu'ils ne sentirent même pas. Et, de la sorte, fut enrayé le mal qui en avait fait de misérables machines à dormir.

Le médecin et le directeur de la plantation parlèrent beaucoup de cette histoire aux repas de midi et du soir. Les jours suivants n'épuisèrent même pas les hypothèses que forgeaient leurs cerveaux à propos des menées de cette vieille panthère. On parla de suicide... Les panthères savent bien que la mort vient trop souvent d'une ruade à toute volée ou d'un coup de corne bien pointé...

— Pourtant, affirmait le médecin, les bêtes ignorent le suicide. C'est prouvé. On en est sûr.

Alors, que s'était-il passé sous le crâne de la panthère, sous le crâne de ces trois malheureux? Ah! si l'on savait à quoi les bêtes songent!

En tout cas, ni le taureau ni le cheval ne renseignèrent quiconque à ce sujet. Après plusieurs traitements, ils devinrent de nouveau des bêtes vivantes et bien éveillées, qui oublièrent peut-être leur étrange visiteur nocturne. Oh! bien sûr, le cheval n'était pas encore un de ces chevaux de Peulhs qui se couchent pour laisser monter leur cavalier et qui, à peine redressés, franchissent un mur d'enceinte. Bien sûr, le taureau ne ressemblait pas non plus à ces taureaux de Madagascar que l'on mène au marché tout fleuris, au son des violons et des guitares, et qui manifestent de l'humeur dès que les musiciens prétendent se reposer... Mais enfin, grâce à la soumission de leurs ancêtres, ni l'un ni l'autre ne furent plus des objets de dérision pour les pores, les poules et les nègres de la plantation; et ils eurent de nouveau le droit de porter le nom de taureau et de cheval, et de figurer comme bêtes de luxe dans la maison des hommes.

ANDRÉ DEMAISON.

EN ESPAGNE

I

AVEC LE RÉGIMENT DE TOURAINE

C'ÉTAIT un fort beau régiment que le régiment de Touraine, quoiqu'il n'eût pas l'ancienneté des « quatre vieux » ni même des « petits vieux ». Les premiers : Picardie, Navarre, Champagne, Piémont, avaient été formés dès le milieu du xvi^e siècle. Les seconds : Auvergne, Bourbonnais, Béarn, Flandre, Guyenne, avaient été levés en 1610. Touraine ne datait que du règne de Louis XIV, mais il partageait avec certains autres régiments, tels que Orléans, Bretagne et Rouergue, le privilège de ne pas prendre le nom de ses colonels successifs et de conserver le sien. Touraine ne fut donc jamais que Touraine, avant, pendant et après les quarante-neuf années durant lesquelles en porta l'uniforme François de Régnier de Vigneux qui, entré le 12 septembre 1710 en qualité d'enseigne au régiment de Touraine, dont il devint, le 13 octobre 1746, le lieutenant-colonel, ne le quitta que le 20 mars 1759, chevalier de Saint-Louis, avec le grade de brigadier des armées du roi.

François de Régnier de Vigneux (M. de Vigneux, ainsi qu'on le nommait communément) était né le 20 avril 1696, au château de Vigneux, de François de Régnier, seigneur de Vigneux en Thiérache et de Marie-Anne de Hézecques. La seigneurie et le château de Vigneux appartenaient dès 1585 à sa famille paternelle. Son bisaïeul, Crespin de Régnier, capitaine d'une compagnie d'hommes d'armes du maréchal de Balagny, avait failli y périr du fait des Ligueurs qui l'y assaillirent, mais il

y vivait encore en 1620 avec sa seconde femme Anne de Cléry, la première, Élisabeth de Fay d'Athies, étant morte avant 1617. Un acte d'échange passé en 1633 nous apprend que le château de Vigneux consistait en une maison bâtie tant de pierre que de briques, flanquée d'un pavillon avec cour, puits, dépendances et jardins, le tout, y compris les terres labourables, « en nature de fief ». La maison, jouxtant à un étang muni d'écluses et de canaux d'eaux, était un des « lieux seigneuriaux » de Vigneux.

Ce fut donc en ce petit bourg de Thiérache, aux confins du Laonnois et du Porcien, que naquit le jeune enseigne qui revêtait à quatorze ans l'uniforme du régiment de Touraine. Il était le troisième des sept enfants qu'eut son père, de son mariage avec Marie-Anne de Hézecques et l'aîné des deux fils qui formaient, avec cinq filles, cette famille nombreuse et qui s'accrut encore, car Marie-Anne de Hézecques étant morte le 11 juin 1702, François de Régnier épousa en secondes noces Françoise-Marie de Pastoureau qui lui donna deux filles et quatre fils desquels trois suivirent la carrière des armes et que nous retrouverons en temps et lieu.

LA chère devait être maigre à la table du seigneur de Vigneux, car il ne possédait qu'un bien médiocre, à en juger par le contrat de son mariage avec la demoiselle Marie-Françoise de Pastoureau dont j'ai les articles sous les yeux. Le régime adopté est celui de la communauté. En cas de dissolution par décès, l'épouse reprend six cents livres franches, ses habits, linge, un lit garni à son choix, dix paires de draps de lit. Il lui est reconnu un douaire de cent cinquante livres viagères, rachetables pour deux mille francs. Pendant son veuvage, elle a droit à une chambre à cheminée dans le corps du logis de Vigneux. Elle n'eut d'ailleurs pas à user de ce droit, car elle décéda le 20 novembre 1712, laissant à son mari le soin d'élever sa nombreuse progéniture. Le jeune François de Régnier de Vigneux, son beau-fils, ne dut pas assister à ses funérailles, car, en 1712, il faisait campagne en Flandre avec le régiment de Touraine qui avait alors pour colonel le comte de Maillebois. François avait obtenu le 1^{er} décembre 1711 une commission de lieutenant. Dès son arrivée au corps, en septembre 1710, il avait fait connaissance avec les

marches et les bivouacs. Je l'imagine comme un de ces soldats que représente Watteau dans ses tableaux de jeunesse, piétinant sur les routes boueuses ou faisant halte à l'entrée d'un village ou auprès de quelque ferme. Je le vois debout devant sa tente plantée à l'orée d'un bois, songeant à la gentilhommière de Thiérache où s'était écoulée son enfance parmi ses frères et sœurs, au temps où il prenait leçon du curé et étudiait le rudiment, mais fier de sa nouvelle condition et de s'employer au service du Roi, soucieux de faire honneur à son nom, à quoi les occasions ne lui allaient pas manquer. En 1719, la France ayant déclaré la guerre à l'Espagne, le régiment de Touraine fut envoyé au delà des Pyrénées avec l'armée commandée par le maréchal de Bervick dont la première opération fut le siège de Fontarabie. Pour la première fois, notre lieutenant voyait la mer et la montagne. Cela ne ressemblait guère aux champs de la Thiérache et aux plaines de la Flandre. Le ciel du Rhin n'était pas celui qui se mirait dans la Bidassoa. Que pensait le jeune officier de ces nouveautés? Je me le représente dans la tranchée devant Saint-Sébastien, devant le Seu d'Urgel, devant Rosas et je vais volontiers l'y rejoindre en pensée. Je pourrais l'y laisser et, après l'avoir remercié de m'avoir conduit vers l'Espagne, y continuer ma route vers Madrid et vers Tolède tandis que, la campagne de 1719 terminée, il rentre en France, avec son régiment; mais ne serait-ce pas témoigner envers lui d'un peu d'ingratitude que de me borner à dessiner son image en frontispice à ces notes de voyage?

Ne mérite-t-il pas mieux que de m'avoir servi d'introduit dans un pays dont j'étais curieux depuis bien des années? Ne devrais-je pas essayer de tracer de lui un portrait moins sommaire? Ne m'y invite-t-il pas par celui que j'ai sous les yeux en écrivant ces lignes? C'est une de ces figures à l'encre noire, dites « à la silhouette ». Il y est montré en pied, de profil, comme un personnage de lanterne magique. Debout, près de sa tente, il porte l'habit militaire. Il a l'épée au côté et sa main s'appuie au pommeau d'une haute canne. Il me semble qu'il me convie à une causerie à travers le temps. J'ai l'aussi, dans ce cartonier, quelques papiers le concernant : commissions, brevets, pièces d'archives. En les feuilletant, nous nous rendons compte de ce que fut la vie d'un bon officier

de l'ancien Régime, qui ne fut point un homme de marque, mais qui fut certes un homme de cœur.

Le 8 juillet 1719, François de Régnier de Vigneux avait été nommé au grade de capitaine et ce fut en cette qualité qu'il fit les campagnes de 1733, 1734 et 1735. La Croix de Saint-Louis récompensa ses services. La guerre de la succession d'Autriche allait lui fournir des occasions « de se bien montrer », comme on disait dans le langage du temps.

Dès le début de la guerre, le régiment de Touraine partit de Port-Louis sur le Rhin pour se rendre en Autriche. Le 13 octobre 1741, il passa le Danube. Cerné à la fin de décembre à Steyer par le corps de Khevenhüller, le régiment parvint à se faire jour et se retira en bon ordre sur Lintz où il entra dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1742. Durant la belle défense que fit dans cette ville ouverte le comte de Ségur, M. de Vigneux fut blessé de deux balles dans la tête à l'affaire de Galswaikirchen. Il était capitaine de grenadiers depuis le 21 janvier 1741. Après la capitulation de Lintz, le régiment reentra en France, ayant pris l'engagement de ne pas servir pendant un an.

En 1743, Touraine reprit la campagne à l'armée du duc de Noailles. A la sanglante bataille de Dettingen, François de Régnier de Vigneux fut blessé d'un coup de fusil à l'épaule. Nommé commandant de bataillon, il passa avec Touraine à l'armée de Flandre. Le régiment se distingua à l'attaque du chemin couvert d'Ypres, et, en 1745, il était à Fontenoy. En 1746, à Raucoux, il contribua avec Champagne à la brillante victoire remportée par le maréchal de Saxe en déployant une rare valeur à l'attaque du village d'Ance. Après plusieurs semaines passées au camp de Malines, Touraine prit part le 2 juillet 1747 à la bataille de Lawfeld. Mis à la disposition du comte de Lowendahl chargé du siège de Berg-op-Zoom, il arriva devant la place le 10 août et entra immédiatement en ligne. Dans la nuit du 24 au 25 août, il ouvrit la tranchée devant le fort de Roowers qui était couvert sur deux côtés par les inondations. Le 30 août, l'ennemi tenta une sortie que Touraine repoussa complètement. Le 16 septembre, l'assaut fut donné. François de Régnier de Vigneux y commandait le premier bataillon du régiment de Touraine dont il avait été nommé lieutenant-colonel le 19 octobre 1746.

COMME il n'y a rien de plus certain que la mort et que personne ne peut en savoir le moment, je crois devoir profiter du moment qu'il plaît à Dieu, mon Créateur, de me laisser pour mettre ordre à mes affaires et écrire mes dernières volontés. » Ainsi s'exprime François dans un testament fait au camp devant Berg-op-Zoom, le 12 septembre 1747. Il y lègue la totalité de ses biens, y compris la donation qui lui a été faite par son cousin messire Charles d'Escanneville, chevalier, seigneur de Rocan, à son frère Nicolas-Louis de Régnier du May, lesquels biens il substitue après la mort de son dit frère, à son neveu et filleul François de Régnier, fils de son frère utérin et filleul Gabriel-François de Régnier. Ces dispositions ainsi prises, « y ayant apposé le cachet de ses armes » et s'étant tiré sain et sauf de l'assaut de Berg-op-Zoom, M. de Vigneux s'en alla avec Touraine, sous le commandement du comte de Lowendahl, mettre le siège devant Maëstricht.

Envoyé en 1754 au camp de Sarrelouis, le régiment de Touraine ne prit part à la guerre de Sept ans qu'à compter de 1757, à l'armée du maréchal d'Estrées, après la bataille d'Hastembeck. Au mois d'octobre, il alla renforcer l'armée du prince de Soubise. Il échappa à la malheureuse bataille, perdue le 3 novembre à Rosbach, ayant été détaché sous les ordres du comte de Mailly et évitant ainsi le désastre qui amena la retraite de l'armée française sur le Rhin. Cantonné ensuite autour de Dusseldorf, il en partit en 1758 pour rejoindre l'armée du comte de Clermont qui, le 23 juin 1758, livra bataille à Creveld aux Prussiens commandés par le duc de Brunswick.

A cette bataille le régiment de Touraine posté dans un bois, le long de la Niers où s'appuyait la gauche de l'armée, essuya pendant trois heures un feu terrible, et après avoir repoussé trois fois les attaques de l'ennemi fut obligé de se replier avec de grandes pertes. Je lis à cette date dans l'histoire du régiment de Touraine : « Le colonel duc de Montmorency et le lieutenant-colonel M. de Vigneux furent tous deux faits brigadiers pour leur belle conduite dans cette journée. » M. de Vigneux y avait été atteint d'une forte contusion au ventre.

Ce fut sa dernière campagne, car le 20 mars 1759 le duc de Montmorency demanda pour lui une pension de retraite. Il dit

que « cet officier, brigadier le 22 juillet 1758, s'est trouvé depuis 1710 à toutes les actions où le régiment a été employé, qu'en toutes occasions il a donné des marques d'une valeur très distinguée et qu'il est dans le cas de mériter la grâce qu'il demande pour ses services que de fréquentes attaques de goutte et autres incommodités ne lui permettent plus de continuer ».

Le 31 mars, une retraite de 1500 livres lui était accordée. « Il est homme de condition et vit honorablement à la tête du corps où il est considéré, mais il manque un peu du côté de la fermeté. » Je lis cette note marginale sur le dossier de François de Régnier de Vigneux qui, durant sa longue vie militaire, ne semble pas cependant avoir témoigné de beaucoup de mollesse. Quarante-neuf années de service, dix-huit campagnes, trois blessures ne sont pas d'un « officier un peu mou », ainsi que le qualifie un rapport de marquis de Brézé, non plus que d'avoir combattu à Lintz, à Dettingen, à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, à Creveld et d'être monté à l'assaut de Berg-op-Zoom. François de Régnier de Vigneux pouvait aller sans remords soigner sa goutte et autres incommodités après avoir une dernière fois salué de l'épée le drapeau fleurdelysé du beau régiment de Touraine.

C'est ce qu'il fit. Ce ne fut pas au château de Vigneux, où il était né, qu'il se retira, mais au château de Rocan, près de Sedan, que lui avait légué son cousin Charles d'Escanneville. Bâti en 1555 par Raoul de Coucy, chambellan du roi François 1^{er} et chevalier de son ordre, Rocan, au milieu du xvi^e siècle, était tenu par Charles d'Escanneville et sa femme Isabeau de Proisy, quand, en 1655, leur fille Charlotte d'Escanneville épousa Charles de Régnier, seigneur de Vigneux, lequel fut le grand-père de François de Régnier de Vigneux. Du séjour de ce dernier au château de Rocan je ne sais rien, sinon qu'il y décéda le 23 juin 1763 et qu'il fut inhumé dans le chœur de l'église de Chéhéry. Avant de disparaître, il avait appris la mort de deux de ses frères utérins, nés du second mariage de son père avec Marie-Françoise de Pastoureau et qui tous deux avaient suivi comme lui la carrière des armes.

Le premier, Jean-Claude de Régnier de Lambercy, était né le 8 décembre 1708. Capitaine de grenadiers au régiment de Touraine, il fut tué à l'ennemi le 4 juillet 1761 au combat de

Schaffhausen. Il avait été fait chevalier de Saint-Louis le 27 octobre 1747. Le second, Gabriel-François de Régnier de la Motte, était né à Craonne le 26 octobre 1708. Il mourut le 4 juillet 1761 brigadier des cheuau-légers. Il fit les campagnes de 1742 et 1743, sur le Rhin, celles de 1745, 1746 et 1747 à l'armée de Flandre et celle de 1761 à l'armée d'Allemagne. Il eut son cheval tué à la bataille de Deltingen. Il avait été fait chevalier de Saint-Louis le 10 janvier 1751 et avait épousé le 13 avril 1744 Marguerite-Françoise de Villelongue.

De ce mariage est issu François de Régnier de la Motte qui naquit le 31 janvier 1746 et fut admis en 1756 au nombre des gentilshommes élevés à l'École militaire. Chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment de Royal Dragons, il obtenait le 14 mars 1789 une pension de retraite et se retirait au château de Rocan que lui avait légué son oncle et parrain François de Régnier de Vigneux. Il avait épousé le 30 novembre 1779 Henriette-Charlotte de Léonardy, fille de Jean-Jacques de Léonardy et de Françoise-Louise-Charlotte du Theysacq d'Armentières. Ce fut du château de Rocan qu'il partit en émigration le 1^{er} août 1792.

J'ai voulu, il y a quelques années, aller voir ce Rocan où était mort mon arrière-grand-oncle, François de Régnier de Vigneux, et que mon bisaïeul François de Régnier avait quitté pour émigrer, emmenant avec lui sa femme, ses trois filles et son fils, Charles-François-Henri qui fut mon grand-père. Né à Rocan, en 1789, il mourut en 1873 et j'ai gardé de lui un très présent souvenir. C'était tout ce passé familial qui m'attirait à Rocan et ce fut par une belle journée d'automne que je quittai Mézières pour gagner le petit village de Chéhéry et, de là, monter à Rocan qui en est proche. De loin on aperçoit le château sur le plateau rocheux où il s'élève et d'où il domine un assez vaste horizon de collines et de forêts, en face des bois de la Marfée. En bas, coule la Bar, et le village de Chéhéry groupe ses maisons autour de sa vieille église. De la route part le chemin qui mène à Rocan. Ses tournants sont bordés d'antiques bornes de pierre. Le château se détache sur un fond de verdure encore vigoureuse.

C'est un bâtiment carré, construit probablement sur l'emplacement d'un donjon plus ancien. Aux angles diagonaux

s'élèvent deux tourelles coiffées de toits aigus et percées de meurtrières. Tous les joints des pierres sont ciselés et le corps des parements est en bas-relief. Les murs ont environ deux mètres d'épaisseur, ce qui n'empêcha pas le château d'être pris d'assaut après la bataille de la Marfée par le général autrichien Lamboy, allié des Sedanais, poursuivant le maréchal de Châtillon. On accède à la terrasse sur laquelle repose le château par un portail flanqué de deux pavillons qui semblent dater du *xvii^e* siècle. Au bas du terre-plein est aménagé un étroit jardin. De là Rocan apparaît en sa sévère et haute carrure. Quatre fenêtres s'y étagent deux par deux. Faisons le tour du bloc. Passons au pied de la tourelle d'angle qui s'implante solidement dans le sol rocheux et levons les yeux vers la façade d'arrière du château. Une seule fenêtre s'ouvre dans sa masse de pierre, une fenêtre placée très haut, au dessus de laquelle on distingue des écussons dont les armoiries ont été grattées, sans doute celles qui portaient les fasces de vair et de gueules des Coucy et les trois croissants surmontés de trois billettes des Escannevelle.

Grâce à la complaisance du propriétaire actuel de Rocan, j'ai pu pénétrer dans l'intérieur du château. Du rez-de-chaussée on atteint les étages par l'escalier pratiqué dans l'une des tourelles. Les pièces d'habitation sont desservies par un long couloir et n'ont rien conservé de leur aspect ancien. D'ailleurs Rocan ne dut jamais rien avoir d'un lieu de plaisance. C'est une petite forteresse qui commandait le cours de la Bar et le village de Chéhéry dont la seigneurie appartenait aux châtellains de Rocan. Des terres et des bois en relevaient qui, à la Révolution, furent vendus, ainsi que le château, comme biens nationaux. D'ailleurs les idées nouvelles avaient pénétré dans Chéhéry. Chéhéry avait ses patriotes qui manifestèrent leur civisme en tirant des coups de fusil contre le château. Ce fut à la suite de cette démonstration patriotique que mon bisaïeul François de Régnier jugea bon de mettre sa famille à l'abri et se résolut à émigrer. Un jour donc, on partit comme pour une promenade, mon arrière-grand-père sa canne à la main, sa femme le tricot aux doigts, promenade qui dura douze années et dont la première étape fut Coblenz où François de Régnier s'enrôla dans l'armée des Princes, et qui, après sa dissolution, se continua à travers l'Allemagne et l'Autriche.

On m'a montré le chemin que durent prendre nos émigrés. C'est un sentier qui, derrière le château, monte à travers bois. Je l'ai suivi un moment en mémoire de ces vieux souvenirs. Il me semblait entendre sur les cailloux le bruit de ces pas lointains qui s'en allaient vers un long exil, et j'évoquais le groupe mélancolique que devaient former, en ce premier jour d'août 1792, ce père, cette mère et leurs quatre jeunes enfants. Les portraits que j'ai d'eux me les rendaient présents. Mon arrière-grand mère y est représentée de profil, coiffée d'un bonnet tuyauté, les épaules couvertes d'un fichu blanc qui se croise sur un corsage brun. Le visage aux traits réguliers a de la finesse et de la beauté. La ligne du nez est délicate. Le dessin, rehaussé de couleur, est de bonne main et le dessinateur inconnu qui l'exécuta ne manquait pas de talent. Il en avait davantage que le peintre à qui est dû le portrait à l'huile de mon arrière-grand-père. L'artiste nous y montre un grand jeune homme de figure honnête et simple, en son uniforme de sous-lieutenant au régiment de Royal Dragons, vert à parements blancs. Il a la main sur le pommeau de son sabre. Auprès de lui est posé son casque à peau de tigre. Le voici encore, dans une assez bonne miniature. Il a pris de l'âge. Le visage s'est coloré. Il porte maintenant l'épaulette de capitaine et la Croix de Saint-Louis est suspendue sur sa poitrine. Ce portrait, cette miniature ont passé aux mains de son fils Charles-François-Henri de Régnier. L'enfant qu'il emmenait avec lui en émigration est devenu à son tour un homme et un vieillard. Je le revois tel que je l'ai connu dans mon enfance, de taille moyenne, de visage sévère, sous de rudes cheveux blancs, octogénaire encore vigoureux qui inspirait au petit garçon que j'étais alors un respect intimidé.

Après avoir jeté un dernier regard sur Rocan, je suis redescendu vers Chéhéry. Dans le chœur de l'église j'ai cherché la pierre tombale de François de Régnier de Vigneux et je n'en ai plus trouvé trace, mais j'ai pu lire dans les registres paroissiaux déposés à la mairie son acte de décès et, en le lisant, j'évoquais sa haute stature militaire telle qu'elle est figurée en silhouette, à l'encre noire, sur le dessin qui le représente, l'épée au côté, le chapeau et la canne en main, debout au seuil de sa tente, comme au temps où, pendant quarante-neuf ans, pour le service du Roi, brigadier de ses

armées, lieutenant-colonel de son régiment de Touraine, il avait été présent à toutes les occasions qui s'étaient rencontrées de « se bien montrer » tant en Autriche, en Bohême, en Allemagne, en Flandre qu'en Espagne où, en 1719, fier de son épaulette de lieutenant, il avait franchi la Bidassoa pour prendre part au siège de Fontarabie.

VERS FONTARABIE

C'est à Fontarabie où j'ai voulu mettre pour la première fois le pied sur la terre d'Espagne que mon arrière-grand-oncle François de Régnier de Vigneux avait foulée, deux cents ans auparavant, en son bel uniforme du régiment de Touraine. Déjà cependant j'avais approché de la frontière espagnole et voici en quelles circonstances. Invité par des amis, j'étais allé les rejoindre à Cauterets. Ils y occupaient une grande villa devant laquelle, d'un vaste bassin, s'élevait la fusée intarissable et violente d'un puissant jet d'eau dont le bruissement liquide se mêlait à la rumeur du gave qui coulait en bordure du jardin. Cette rumeur, je la retrouvais dans la chambre que j'avais louée au-dessus du magasin d'un libraire. C'était une pièce bizarre, toute en longueur, dont le gave remplissait le torrentueux silence de sa voix rauque et caillouteuse. La fenêtre ouverte, cette voix grondait assourdissante, mais, derrière la vitre close, elle se transformait en un bourdonnement continu auquel on finissait par s'habituer. D'ailleurs je ne séjournais guère dans cette chambre que pour dormir et je passais les journées et les soirées dans l'accueillante et amicale villa que parait la fête continuelle de son jaillissant jet d'eau.

Ce furent de douces journées de repos et de loisir, de lectures ou de rêveries, de douces soirées d'exaltation ou de silence, de musique et d'entretiens, des après-midi de pesant et somptueux soleil, des nuits d'étoiles innombrables ou de radieux clairs de lune. Parfois un âpre et lourd vent du sud nous rappelait l'Espagne proche qui nous envoyait son haleine brûlante et paresseuse. Elle nous offrait aussi, pour nous prouver son voisinage, les grappes juteuses de ses muscats ambrés et vineux, puis, dans la vallée dominée par les hauts sommets, l'air surchauffé s'apaisait, rafraîchi par les eaux courantes qui la traversent. Cauterets, petite ville pyrénéenne, est aussi

station thermale. Ses sources curatives sont justement réputées. Elles attirent buveurs et baigneurs. Il y a tout un Cauterets à l'usage de ces hôtes saisonniers : grands hôtels, établissements médicaux, casino, magasins où l'on vend les produits du pays et les articles de Paris; mais ce Cauterets-là, nous ne le fréquentions guère. Aller au théâtre ou au concert, assister aux représentations de quelque troupe en tournée ou au récital de quelque virtuose de passage! A quoi bon? N'avions-nous pas pour nous distraire les livres des grands poètes et les partitions des grands musiciens? Sous les doigts d'une de nos amies, la villa retentissait des accords wagnériens et des harmonies beethoveniennes. Parfois quelque chanson d'Albeniz ou quelque danse de Granados semblaient venir à nous de par delà les montagnes qui nous séparaient du pays où elles étaient nées et dont elles nous apportaient la nostalgie passionnée. Souvent aussi nous laissions là livres et piano et nous partions pour quelque promenade nocturne.

La montagne qui domine Cauterets est pleine de sentiers capricieux qui s'élèvent sur ses pentes, et les nuits d'août y sont belles. Nous prenions un de ces sentiers au hasard et nous montions au gré de ses lacets. De la vallée s'exhalait une fraîcheur ténébreuse, une odeur d'eau, d'herbes et de feuilles. En bas, les lumières de Cauterets brillaient dans l'ombre. A mesure que nous montions, nous allions vers plus de silence et de paix, vers plus de solitude. Assis sur quelque tronc d'arbre renversé ou sur quelque rocher moussu, nous restions là longtemps sans parler ou échangeant de vagues propos. Parfois, nous accompagnions d'un vœu la chute d'une étoile filante. Parfois aussi nous formions des projets. Pourquoi n'irions-nous pas passer une nuit dans la haute montagne et y voir se lever l'aurore? Les heures s'écoulaient, puis venait enfin celle du retour. Nous descendions vers la vallée où nous retrouvions la rumeur du gave. Elle m'attendait dans ma petite chambre, mais je ne la regagnais pas avant d'avoir reconduit mes amis à la villa. Nous nous séparions devant le grand jet d'eau qui s'élançait en son cristal sonore vers le ciel étoilé ou vers la lune comme s'il voulait aller en remplir la ronde coupe d'argent.

Rentré dans ma chambre, au-dessus de la boutique du libraire, quelque livre, feuilleté d'un doigt paresseux, me

conduisait au sommeil. Je me rappelle avoir relu plus d'une fois les pages célèbres des *Mémoires d'outre-tombe* où Chateaubriand raconte son séjour à Caunterets et la rencontre qu'il y fit de la Sylphide. Il la connaissait depuis longtemps et elle avait déjà rôdé autour de son adolescence, au temps où son génie s'éveillait dans la solitude romantique de Combourg. Elle l'avait accompagné durant toute sa vie, cette Sylphide, fille de l'amour, toujours fuyante et toujours présente, et elle avait pris pour l'attirer, pour le charmer, pour le désespérer, des figures différentes. Elle lui était apparue tout d'abord sous les traits fraternels de Lucile, ensuite elle se montra à lui avec le visage fiévreux de Pauline de Beaumont. Elle lui avait parlé sous des noms divers. Elle avait été tour à tour M^{me} de Custine et M^{me} de Duras. Elle avait revêtu la forme charmante de M^{me} de Mouchy pour errer avec lui sous les ombrages de Méréville et dans les jardins du Généralife. Il l'avait retrouvé à l'Abbaye au Bois dans la sage beauté de Juliette Récamier. Sous la tonnelle d'une guinguette, elle avait été Hortense Allard de Méritens et elle allait venir à lui une dernière fois lui sourire à Caunterets, parée de toutes les grâces de la jeunesse pour faire subir au vieil enchanteur sa suprême tentation.

Or, comment être à Caunterets sans évoquer le souvenir de celle qu'il n'a voulu nous laisser entrevoir que sous ses voiles d'Occitanienne? Bien souvent nous commentâmes l'épisode fameux et, sa mystérieuse énigme, car, à cette époque, on ignorait encore que l'Occitanienne était M^{lle} de Villeneuve, devenue plus tard M^{me} de Castelbajac. J'avoue que je l'aimais mieux inconnue, mais c'est elle-même qui a levé le voile dont avait respecté le secret l'illustre héros de cette romanesque aventure. De savoir que la Sylphide de Caunterets fut toulousaine, cela me l'a gâtée un peu. Je l'imagine avec l'accent méridional. Par sa bouche l'amour gasconnaît, mais, avec quelque accent qu'il parle, l'amour est toujours l'amour, surtout pour un incorrigible et vieil amoureux comme l'était M. de Chateaubriand. Cette fois l'amour venait trop tard. C'est ce que comprit l'enchanteur. Il ne referma pas ses bras sur la séduisante et imprudente tentatrice. L'aventure finit en commerce épistolaire et le passage des *Mémoires d'outre-tombe* demeura mystérieux jusqu'au jour où la Sylphide d'Occitanie elle-même en donna la clef.

Nous discutâmes donc plus d'une fois de la Sylphide et de

son Sylphe, soit en regardant monter vers le ciel le haut jet d'eau qui semblait cacher dans ses écumes irisées et vaporeuses quelque sylphidienne apparition, soit en errant dans la montagne. Si les soirs sont beaux dans cette vallée de Caute-rets, quand le soleil couchant illumine les cimes qui l'enclosent, si les nuits y sont merveilleuses de silence et d'étoiles, les matins y sont délicieux. Souvent, pour en goûter les charmes, nous montions à la Raillère, tantôt par le petit chemin de fer qui y mène, tantôt par les sentiers qui y conduisent. A la Raillère, on boit et l'on se baigne, mais un de ses attraits est sa cascade. Une eau pure s'y endiamante et s'y brise dans sa chute sur des rochers où elle s'éparpille en poussières liquides, en neige scintillante. Nous la retrouvons en descendant vers Caute-rets divisée en minces ruisseaux dont l'un bordait le sentier et attirait par sa fraîcheur les papillons errants. On les voyait posés un instant sur quelque tige flexible, dans la palpitation de leurs ailes frémissantes, avant de reprendre leur vol lumineux et chancelant. Humbles sylphides aériennes que nous saluions au passage.

Au-dessus de la cascade de la Raillère une route se détache. C'est celle qui conduit au pont d'Espagne. Nous allions parfois jusque-là où finit la terre de France. Quelle tentation de franchir la frontière. Mais l'heure n'était pas venue d'accomplir un projet qui m'était cher. J'avais à m'en tenir encore aux livres des voyageurs qui, plus heureux que moi, avaient rapporté de là-bas tant de beaux souvenirs. Théophile Gautier ne m'avait-il pas emmené avec lui *tra los montes*? N'avais-je pas vu par ses yeux Burgos et Tolède, Séville et Grenade? Mais j'étais avide de voir par les miens ce que les siens m'avaient aidé à imaginer.

Certes, l'Espagne ne serait pas celle dont j'avais rêvé enfant, en lisant le *Gonzalve de Cordoue*, de Florian, qui avait tant enchanté ma jeunesse. Que de fois j'avais feuilleté ces petits volumes qui chantaient les exploits du Grand Capitaine et dont le romanesque oriental et mauresque me ravissait! Les escadrons des Abencerages et des Zégris y évoluaient en de merveilleux carrousels guerriers. Ce n'étaient que combats, joutes, défis, cavalcades, aigrettes, boucliers, cimenterres, armures sarrazines et chrétiennes, beaux sentiments, actes héroïques, générosités magnifiques! Émirs et chevaliers y riva-

lisaient de prouesses ; tous avaient le culte de l'honneur. On y mourait noblement pour la Croix et le Croissant sous le regard des nobles dames et des sultanes amoureuses. Ah ! si j'avais trouvé ce *Gonzalve de Cordoue* chez le libraire de Cauterets, avec quel plaisir j'eusse relu ces récits si aimablement pompeux et élégamment conventionnels ! Mais Florian n'est pas un auteur pour baigneurs, et son *Gonzalve de Cordoue* ne figure plus que dans les bibliothèques de châteaux à côté de son *Estelle et Nemorin*. Florian n'est plus de notre temps.

Cependant celui de mon séjour à Cauterets avançait et le moment du départ était proche. Une dernière fois je descendis de la Raillère, une dernière fois je dormis dans la petite chambre où grondait la rumeur du Gave, une dernière fois je vis le jet d'eau de la villa lancer sa fusée d'argent. Je dis adieu à nos amis et le chemin de fer à crémaillère me ramena à Pierrefitte. De là, par Argelès et Lourdes, je devais gagner Pau et ensuite m'arrêter à Orthez. D'Orthez je comptais aller passer une journée dans une propriété située à quelque distance de Sauveterre de Béarn. J'avais donc une soirée et une nuit à demeurer à Orthez. On y avait mis aimablement à ma disposition une chambre dans une maison dont les maîtres étaient absents et où tout avait été disposé pour m'accueillir. C'était un charmant vieux logis, rempli de meubles anciens et démodés. Un dîner m'y était préparé. En pénétrant dans l'appartement qu'on m'avait réservé, j'eus la surprise de voir, étalée sur un fauteuil, une magnifique robe de chambre en antique soie à fleurs. Un papier y était épinglé, portant qu'elle avait appartenu au maréchal duc de Richelieu, de galante mémoire. Je pouvais la revêtir, si bon me semblait, et dîner aux bougies dans cet accoutrement d'un autre âge, en tête-à-tête avec tous les fantômes à perruques et en habits de cour qu'il me plairait d'évoquer.

COMME il était encore trop tôt pour me mettre à table, je laissai là ces atours et je pris le parti d'aller faire connaissance avec Orthez. A peine avais-je mis le pied dans la rue, je vis venir à moi un homme d'allure corpulente et rustique, porteur d'une forte barbe, coiffé d'un feutre à larges bords sous lequel je reconnus le poète Francis Jammes qu'un heureux hasard plaçait sur ma route pour me faire les honneurs

d'Orthez. Ce fut donc en sa compagnie que j'accomplis mon tour de ville. De cette promenade orthézienne j'ai conservé un excellent et pittoresque souvenir que me rend précieux mon admiration pour le poète de *De l'Angelus de l'aube à l'Angelus du soir*. J'avais la bonne fortune de me trouver avec lui dans les lieux mêmes où était née son œuvre d'une poésie si originale et si émouvante. C'était là que lui étaient apparues Clara d'Ellébeuse et Almaïde d'Etreumont, qu'il avait écrit *Jean de Noarieux et le Roman du Lièvre*.

Tout en marchant, j'écoutais sa voix sonore et ses propos abondants. J'admirais sa vitalité puissante, sa verve intarissable, tandis qu'il frappait le pavé du bout ferré de sa grosse « makila » que retenait à son poignet un cordon de cuir à la mode basque. La makila heurta encore plus rudement le sol quand nous nous arrêlâmes devant une maison que précédait un haut portail. C'était celle qu'avait habitée Alfred de Vigny en garnison à Orthez. C'était de là qu'il avait espéré partir pour la guerre d'Espagne, mais la destinée voulait que le capitaine de Vigny, de la vie militaire, connût plus les servitudes que les gloires. C'était d'Apollon et non de Mars qu'il devait tenir son laurier...

Je me réveillai le lendemain devant la robe de chambre du maréchal de Richelieu. Aucune apparition amoureuse n'avait visité mon sommeil et il n'avait délégué auprès de moi aucune Sylphide, mais avec lui l'Espagne revenait encore à ma pensée. Ne s'était-il pas illustré en remportant la victoire de Port Mahon? Peut-être, un jour, aborderais-je dans cette île de Minorque, dans les eaux de laquelle il avait livré bataille, mais pour l'instant il s'agissait de gagner Sauveterre de Béarn. Une voiture attelée d'un vif petit cheval m'attendait et je fis bonne route jusqu'au lieu où je me rendais.

C'était une grande et belle vieille maison, entourée de beaux arbres et d'où l'on avait une vue magnifique sur les Pyrénées. De la maison, de molles prairies descendaient vers un gave où l'on distinguait lès piles d'un pont romain. Nous l'atteignîmes tout en devisant. Dans l'herbe épaisse, de larges dalles apparaissaient, les unes rompues, les autres encore intactes. Elles indiquaient le tracé d'une route et cette route avait été l'un des chemins que suivaient les pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle. Encore une fois, l'Espagne proche

m'appelait. Combien de temps résisterais-je à son appel ? Pourquoi différerions-nous ainsi de céder à nos désirs ? Demain nous rendra-t-il plus facile de les réaliser qu'aujourd'hui ?

La station thermale de Saint-Christau n'est plus ce qu'elle était lorsque j'y vins chercher le bon effet de ses sources bienfaisantes. Une société s'est constituée pour la remise en état de l'établissement et des hôtels et on y trouve maintenant tout le confort médical désirable. Il n'en était pas ainsi au temps où, de la gare d'Oloron, une sorte d'antique landau, conduit par un cocher béarnais à béret basque, me déposa au seuil de l'hôtel du Grand Turc que l'on m'avait indiqué comme le meilleur de l'endroit. Je m'aperçus vite qu'il ne fallait pas s'attendre à y trouver un luxe oriental. C'était une grande bâtisse jaune qui offrait aux baigneurs des chambres sommairement meublées où l'andrinople des rideaux répandait son odeur de jeune éléphant. Les cabinets de toilette et l'eau courante y étaient inconnus. Le personnel était des plus réduits et le « salon de conversation » ne devait se prêter qu'à des commentaires désolés entre les malheureux pensionnaires, condamnés à passer vingt et un jours dans ce lieu dépourvu de toutes ressources. Le mieux était de prendre son parti de l'aventure balnéaire où je me trouvais engagé et ce fut à quoi je me résolus.

Une fois réglées les conditions de mon séjour, et après un premier repas, d'ailleurs assez consolant, car la cuisine était bonne, je sortis pour explorer mon nouveau domaine, et la première impression ne fut pas mauvaise. Saint-Christau est situé dans une vallée enclose de belles pentes boisées. La station thermale dispose d'un vaste parc, traversé d'une allée de platanes. De beaux arbres y croissent le long d'un ruisseau d'eau vive qui alimente le petit lac. Des pelouses étalent leur herbe drue. C'est au bout de ce parc que s'élève l'établissement.

C'est une étrange construction. Elle ressemble à une mosquée. Elle est surmontée d'une coupole et dominée par une sorte de minaret. Est-ce le turbé du Grand Turc ou le tombeau du Grand Mogol ? Les murs portent les traces d'une inquiétante vétusté. Les plâtres s'écaillent et des lézardes y zigzaguent. L'intérieur ne vaut guère mieux que l'extérieur. Les cabines de bains offrent, sous des plafonds fléchissants, des baignoires

rafistolées. L'eau jaillit d'une tuyauterie détraquée. Les peignoirs s'effilochent et les serviettes reprises ont des transparences d'usure qui attestent leur long service. Cette misère en ce décor oriental a quelque chose d'ironique. Je laisse cette turquerie à demi effondrée pour continuer ma promenade de reconnaissance et me voici devant le Casino. Il est aussi piteux que l'établissement. Quelques vieux journaux traînent sur les tables de la salle de lecture. Dans une autre s'alignent des chaises dorées, et un vieux piano bâille de tout son clavier aux touches d'ivoire jauni. Quelles soirées sinistres devaient avoir lieu dans ce local ! On y devait pousser la romance et y détailler la chansonnette, mais je me promettais bien de ne pas être assidu à ces fêtes et de me livrer dans ma chambre solitaire à des orgies de lectures.

Ces constatations faites, j'organisai ma vie en conséquence. Le traitement suivi, il me restait chaque jour pas mal de temps pour écrire, lire et flâner. Je connus bientôt tous les recoins du parc. J'y eus mes bancs préférés. Je liai amitié avec tels arbres et avec les massifs de sauges, dont l'écarlate me réjouissait les yeux que charmaient les feuilles argentées d'un grand érable.

Parfois quelque causerie me retenait devant le tennis. Souvent je faisais les cent pas devant la mosquée avec l'aimable docteur qui déplorait la misère de ce Saint-Christau qu'il aimait, dont il admirait les vertus curatives et pour qui il rêvait un brillant avenir. Il avait la passion de ce beau pays béarnais, de ses vallées et de ses montagnes et il m'y indiquait maintes promenades, les unes proches, les autres plus lointaines. Chaque jour je me promettais de suivre ses conseils, mais la paresse me retenait, soit dans ma chambre de l'hôtel du Grand Turc, soit dans le parc où j'errais indéfiniment. Que de fois j'ai parcouru l'allée de platanes, m'arrêtant pour arracher à leurs troncs de larges plaques d'écorce qui commençaient à s'en détacher et sous lesquelles apparaissait la blanche chair de l'arbre ! Ainsi passaient mes journées dont les soirées étaient brèves, car, à dix heures, le moteur qui fournissait le courant électrique cessait de fonctionner et c'était l'instant venu de la bougie et du sommeil.

Quelquefois cependant, las d'être « parqué », je prenais la route qui, de Saint-Christau, mène au petit bourg de Lurbe, mais le plus souvent je m'arrêtais au lieu dit des « Trois

Vallées ». Ces trois vallées sont celles de Baretous, d'Ossau et d'Aspe. Cette dernière, par Escot, Sarrance, Accous et Elsault, aboutit au fort du Portalet, à Urdos et au col du Somport. Je n'aurais pas voulu quitter Saint-Christau sans avoir fait cette promenade et, un jour, je profitai d'une offre gracieuse pour mettre à exécution ce projet.

Elle est d'une grave et sauvage beauté, cette vallée d'Aspe, tantôt resserrée, comme à Escot, tantôt s'élargissant sans cesser de conserver un âpre pittoresque, malgré les travaux qu'y a nécessités la construction de la ligne du chemin de fer qui atteint, d'Oloron, Jaca en Espagne, à travers le tunnel du Somport. Une belle journée de septembre nous favorisait, et après avoir passé Sarrance, où la reine Marguerite de Navarre écrivit les premiers contes de son *Heptameron*, Bedous et Accous, nous quittâmes la voiture pour monter à pied jusqu'à Lescun. Un sentier caillouteux y conduit et on y rencontre à mi-chemin la belle cascade dont la chute étincelante et cristalline rend plus pauvre encore le pauvre hameau de Lescun que surplombe de sa cime neigeuse le pic d'Anie.

Avant d'atteindre Urdos, on passe au pied du fort du Portalet. Ses défenses se confondent avec la montagne dans laquelle il est inséré. Au bas de la citadelle gronde le Gave. Le site est sauvage. Le fort du Portalet ne doit pas être un lieu de garnison très recherché, et Urdos, qui en est proche, offre peu de ressources. Quelques cabarets, quelques boutiques où se rafraichissent et qu'achalandent douaniers et gendarmes. Village de frontière et de contrebande, Urdos est mi-français, mi-espagnol, car le Somport est une des entrées de l'Espagne. La tentatrice est dernière la montagne, avec tout ce que son nom seul évoque.

Il me semblait que l'austère et médical séjour à Saint-Christau me donnait droit à quelque compensation bien légitime. Or, dans les conversations qui se tenaient « autour de la source », revenait souvent le nom de Biarritz. En absorbant les verres d'eau glacée, les buveurs se promettaient des rafraichissements moins monotones. Plusieurs d'entre eux, leur cure finie, se disposaient à aller goûter les plaisirs biarrois. Ils songeaient aux « Arceaux » sous lesquels, à Bayonne, on déguste le chocolat parfumé, et l'envie me gagna de faire con-

naissance avec Biarritz, le rocher de la Vierge, la côte des Basques et la Chambre d'Amour; mais j'étais surtout curieux de Bayonne, de ses remparts, de ses vieilles rues, de son musée, et ce fut à Bayonne que je m'installai et où je passai la plupart de mes journées, car j'en eus vite fini avec Biarritz et j'en eus vite épuisé les agréments.

Certes, c'en est un de voir passer, demi-nues et la peau cuite de soleil, de jeunes et jolies femmes qui semblent toutes appartenir à une peuplade exotique et s'être échappées d'un marché d'esclaves, d'aller les contempler, à l'heure du bain, à travers les transparences de l'eau ou de les voir allongées sur le sable chaud, pour les retrouver ensuite, toutes brillantes de sel marin, chez le pâtissier réputé ou au dancing en vogue... C'est un plaisir aussi de suivre à la piste quelques vieux monstres qui semblent survivre à une époque disparue et ont l'air d'être contemporaines du Biarritz au temps du Second Empire dont elles conservent les modes surannées, comme le sera un jour celle qui fait se répandre dans le Biarritz d'aujourd'hui la jacassante horde de charmantes sauvagesses qui y montrent complaisamment leurs cheveux courts et leur peau ensoleillée.

Quoique amusé par ce spectacle, je reprenais sans regret le petit train qui me ramenait à Bayonne et me déposait à la gare du B. A. B., et avant de rentrer à l'hôtel je faisais un tour de ville. J'aimais sa grande place où s'élève le théâtre de style pompier et qu'animent les principaux cafés, la rue Thiers, qui est celle du commerce et surtout celle du Vieux Pont où, sous les arceaux, se pressent les petites tables des chocolateries et s'ouvrent les boutiques de confiseries. Tout au bout, j'apercevais les hautes flèches de la cathédrale. Vaste et sonore, j'y errais souvent, les yeux aux deux vertigineuses verrières bleues qui enfoncent dans la muraille la perspective de leurs rosaces spiralées; mais bientôt m'attiraient les doux noms de l'Adour et de la Nive et j'allais les voir confondre leurs eaux, du terre-plein du Réduit. Puis le soir tombait; les fenêtres des maisons du quai des Basques s'éclairaient. Tout à l'heure j'irais fumer mon cigare à travers le silence du Bayonne nocturne.

Souvent je sortais de la ville pour contourner ses remparts. Ils la ceignent presque entièrement de leurs bastions à la Vauban. Je longuais le fossé qui les précède, tantôt profond

encore, tantôt à demi-comblé, parfois transformé en jardinets. Pour rentrer dans Bayonne, j'avais le choix entre plusieurs portes, mais celle que je préférais était la porte d'Espagne, à cause de son nom et parce qu'elle avait conservé ses défenses. Par elle l'Espagne venait encore à moi ; je la retrouvais aussi au musée Bonnat, avec quelques toiles de Goya. Il y avait aussi de l'Espagnol chez Bonnat qui avait subi fortement l'influence de Velasquez, mais ses dames du monde et ses messieurs en redingote ne valaient pas les infantes du portraitiste de Philippe IV et des seigneurs de la cour de Madrid. Cependant avant d'être le Bonnat des effigies officielles, le Bonnat des portraits d'hommes célèbres et des femmes en vue, il y avait eu en lui un peintre de verve robuste et de métier solide, ainsi que l'attestait sa puissante esquisse de M. Ingres, devant laquelle je m'arrêtais volontiers avant d'aller admirer la magnifique série de crayons du maître Montalbanais que Bonnat avait donnés à sa ville natale avec le musée qu'il y avait fait construire pour abriter ses collections de grand amateur d'art qui témoignaient aussi bien de son goût sûr et raffiné que de sa noble générosité.

Mon temps passait ainsi en flâneries paresseuses et en rêveries vagues en ce Bayonne où l'on croisait de jolies filles du pays ou de fringantes baigneuses venues de Biarritz pour déguster le chocolat ou goûter dans les confiseries où l'on s'installe « sous les arceaux ». Ce fut là, qu'un jour, comme mon séjour touchait à sa fin, je rencontrai des amis dont l'aimable insistance me persuada de différer mon départ. N'avais-je pas honte de quitter Bayonne sans être allé jusqu'à Saint-Jean-de-Luz et jusqu'à Hendaye, sans avoir lu l'heure au clocher de l'église d'Urrugne, « dont le nom à la rime répugne », ainsi que le constatait Théophile Gautier dans le petit poème d'*España* où il commente la pensée mélancolique et funèbre inscrite sur le cadran de l'horloge basque ? Ne verrais-je donc pas se dresser dans le ciel, au delà de la Bidassoa, la cime de Jaizquibel et regagnerais-je Paris sans savoir si, comme le dit Victor Hugo en deux vers absurdes et mémorables,

Le poisson qui rendit la vue au vieux Tobie
Se joue au fond du golfe où dort Fontarabie !

Comment résister à de pareils arguments, surtout quand

s'y ajoute celui que prochainement va être donnée dans les arènes de Bayonne une course de taureaux, que cette course s'annonce comme devant être fort belle, et qu'y prendra part un jeune torrero de haute mine et excellente épée, et que le soir, sur la grande place de Bayonne, je pourrai assister au jeu populaire du « taureau de feu » ? Comment ne pas se rendre à ces attrayantes perspectives accompagnées d'amicales instances et que faisait encore plus pressantes le charme de Bayonne ! Aussi ma résolution fut-elle vite prise, et puis, n'était-ce pas encore une fois l'Espagne qui venait à moi et m'appelait à elle ? Je me décidai donc à attendre le grand jour. Cette attente ne me permettrait-elle pas de continuer encore ces flâneries bayonnaises auxquelles je trouvais tant de plaisir ?

Ce fut par un après-midi de clair soleil, que je me dirigeai vers les Arènes en compagnie de François Duhourcau et de sa charmante femme. A travers une foule gaie et bigarrée, je gagnai ma place « côté de l'ombre » où j'avais pour voisin un prêtre à mine d'inquisiteur et qui aurait dignement présidé à un autodafé. Devant moi le vaste cirque évasait la courbe de ses gradins autour de l'arène sablée, où bientôt allait couler le sang de la bête cornue, peut-être mêlé à celui de l'homme à l'épée. Je n'étais pas sans éprouver une certaine appréhension du spectacle qui s'offrirait à mes yeux pour la première fois, et ce ne fut pas sans un battement de cœur, lorsque la *quadrilla* eut fait son entrée, que je vis s'ouvrir la porte du toril.

Noir, luisant, trapu, les cornes aiguës, l'encolure puissante, surpris par la lumière, le taureau demeura tout d'abord hésitant et comme stupide, puis le jeu élégant et brutal commença : ruée furieuse sur les picadors bousculés ou désarçonnés, banderilles posées par des mains hardies, fuites prestes devant le poitrail bestial et le front armé, premières traînées de sang sur le noir pelage, sabot faisant voler le sable. Cris, applaudissements, sifflets, rumeur de foule haletante et passionnée, jusqu'au moment où se fait un grand silence d'attente et d'angoisse. Le taureau et le torero sont face à face. L'homme, l'épée pointée, attend le choc de la bête massive dont l'élan n'atteint qu'un lambeau d'étoffe rouge. La bête s'acharne, s'affole ; l'homme la guette et l'évite. Soudain la lame étincelante s'enfonce dans le garrot. Une clameur de joie gronde. Les

gradins chargés de spectateurs ne sont qu'une seule voix. Le prêtre qui était assis à mon côté s'est levé. A sa bouche déformée, je devine le cri qu'il pousse et que je n'entends pas.

Ce noir taureau dont j'emportais dans mes yeux l'image foudroyée et sanglante, je l'ai retrouvé ce même soir sur la grande place de Bayonne, au milieu d'une foule joyeuse qui se pressait autour de lui, avec des rires et des lazzis. Fait d'une armature d'osier recouverte d'étoffe sous laquelle étaient dissimulés les deux gaillards qui la faisaient mouvoir, il répandait autour de lui les étincelles d'un feu qui ne brûlait pas, et que produisaient des pièces d'artifice. Houspillé, cahoté, il oscillait, tanguait, et il finit par s'affaïsser, après avoir épuisé sa provision de pétards. Quand la place fut devenue déserte, et que le jeu du « taureau de feu » eut pris fin, je heurtai du pied les débris de ce divertissement populaire qui couronnait dignement cette journée de « corrida », cette journée pour moi déjà espagnole.

L'Espagne, en serais-je donc si près sans poser au moins un instant le pied sur son sol tentateur ? Ainsi songeais-je à Saint-Jean-de-Luz en regardant au Casino une danseuse à mantille, à peigne d'écaille, à castagnettes qui, au grattement des guitares, cambrait voluptueusement ses reins en frappant du talon le plancher sonore de la scène. J'emportais avec moi son image en errant à travers la petite ville au nom historique et jusque dans l'église, illustrée par le souvenir d'un mariage royal. J'en imaginais le cérémonial et les pompes majestueuses, l'île des Faisans toute emplumée de beaux oiseaux de Cour qui y faisaient la roue sous les rayons du jeune Soleil Louis quatorzien. Celui qui éclairait ce bel après-midi de septembre me donna l'envie d'aller à Hendaye assister au calme et grave crépuscule qu'il promettait. Mes amis bayonnais m'offrirent de se joindre à moi et, quelques heures après, nous nous trouvions assis sur le sable de la plage où venait mourir doucement le flot tranquille et sournois de l'estuaire. En face de nous, Fontarabie se dressait au delà de la Bidassoa avec ses maisons étagées, que dominaient son église et sa forteresse. La nuit était venue quand nous partîmes pour regagner Bayonne, laissant derrière nous la masse indistincte d'une Fontarabie où brillaient sous les étoiles les humbles lumières qui veillent sur le repos des villes endormies.

UNE JOURNÉE A FONTARABIE

IL y a, à Hendaye-plage, une « fruteria » espagnole dont j'ai gardé un charmant souvenir. C'est une étroite boutique que parfument toutes les odeurs de Vertumne et de Pomone. Du plafond pendent à leur régime les longues bananes qui, en leur enveloppe de peau souple, « épaississent leur beurre », selon l'expression de Lamartine. En des corbeilles s'amoncellent les piments rouges, jaunes ou verts, vernissés comme des faïences. A côté d'eux, des grappes de muscat ambré gonflent leurs grains liquoreux, et d'avares grenades enferment en leurs bourses secrètes leurs rubis vineux et leurs aigres périclits. Des citrons grenus et presque pustuleux allongent leurs œufs, tandis que des oranges rugueuses et douces arrondissent leurs dômes cuivrés, et que des figues, luisantes et grasses en leurs molles carapaces violettes, verdâtres ou mordorées, s'entr'ouvrent voluptueusement et lâchement, et montrent leurs succulentes entrailles suantes et juteuses sur lesquelles bourdonnent les colères et les gourmandises ailées des guêpes acharnées et peureuses. Sur ce domaine rustique régnait un petit homme au teint olivâtre et aux façons d'hidalgo qui vous faisait les honneurs de ses corbeilles, comme il vous eût reçu au seuil d'un palais où se fussent entassés en des coffres tous les ors « que Cipango nourrit dans ses mines lointaines ».

Ce fut après nous être rafraîchis chez Pomone et Vertumne que nous gagnâmes la barque qui devait nous conduire à Fontarabie. La fière petite cité espagnole ne nous attendait pas en un de ces jours de fête où les pénitents en cagoules promènent dans les rues des Madones parées et des Christs sanglants, où les bannières oscillent et accompagnent les saintes figures; nous allions la trouver en son humble vie quotidienne et en ses occupations ordinaires, sans office dans son église et sans procession dans sa Calle Mayor... Il me semblait qu'ainsi j'entendrais mieux la voix de son passé et l'accent de son terroir. Cependant la barque où nous étions montés avait quitté le rivage et les rames battaient l'eau silencieuse de l'estuaire. Derrière nous la maison basque de Pierre Loti s'éloignait, discrète et secrète, la maison d'où l'auteur de *Ramuntcho* avait si souvent contemplé le paysage que nous

avions sous les yeux et qui s'était mêlé aux innombrables images du vaste monde qu'il conservait en sa mémoire pour en charmer sa mélancolie ardente et désespérée.

Comme nous comprenions bien pourquoi il avait aimé cette longue étendue où les eaux fluviales et marines se confondent, cette sorte de lagune aux fonds inégaux, sillonnée de courants et de remous qui étalait devant nous sa tristesse déserte, où passait parfois le vol d'un oiseau de mer! Cette tristesse, nous la sentions nous envelopper et pénétrer en nous, malgré les douces nuances des eaux, la pureté de l'air, l'éclat voilé de la lumière. Elle nous préparait à cette gravité qui convient aux approches de la terre d'Espagne, l'Espagne si âpre et si sérieuse, si fervente et si hautaine, rude et splendide à la fois et qui s'étourdissait de son incurable désespoir, de ses angoisses et de ses terreurs d'âme, au claquement des castagnettes, au grattement des guitares, au rythme de ses chansons et de ses danses, aux jeux sanglants de ses arènes qui lui font oublier un moment son long songe de feu et de cendres. Cette Espagne éloquente et taciturne dont j'avais si souvent rêvé était là.

C'est sa vraie figure qui m'accueillit, quand nous primes pied sur le môle de pierre où avait accosté notre barque. D'une guérite sortit un factionnaire qui s'avança vers nous pour nous réclamer les laissez-passer qu'à défaut de passeport nous avait octroyés le commissaire spécial d'Hendaye. En lui tendant la feuille, je regardai l'homme. Il était petit et trapu. Dans son visage anguleux et basané brillaient des yeux sombres et caves sous d'épais sourcils. Sur son front proéminent se plaquaient des cheveux rudes et noirs. Ce visage eût pu, aussi bien que l'indifférence orgueilleuse dont il témoignait, exprimer la colère ou l'extase. Visage de bandit et de visionnaire, il semblait copié par la nature sur une eau-forte de Goya. Avec un bref salut, l'homme se retira dans sa guérite. Nous le vîmes feuilleter nos paperasses d'un air méfiant et il nous suivit d'un long regard attentif, puis il reprit sa faction immobile et patiente, comme s'il rentrait dans le tableau goyesque d'où il était sorti un instant.

On entre dans Fontarabie par une antique porte qui s'ouvrait jadis dans ses murailles et qui s'orne des armoiries de la cité, sculptées dans les vieilles pierres du fronton où elles écartèlent fièrement leurs quartiers sous la couronne qui les

surmonte. C'est en ville noble que se présente Fontarabie au visiteur. Elle lui offre ses rues pittoresques dont la principale, la Calle Mayor, monte vers l'église au lourd clocher qui, avec la forteresse rebâtie par Charles Quint, domine l'antique cité à laquelle se sont ajoutées des bâtisses plus modernes. Néanmoins, elle a belle allure sous la haute garde du Jaizquibel. Elle a figure et odeur d'Espagne avec sa porte et ses maisons blasonnées, aux toitures en avancée, aux fenêtres grillagées et aux balcons fleuris. En sa vie d'aujourd'hui, on imagine bien sa vie d'autrefois. Il émane d'elle une sorte de mystère un peu farouche. Elle semble attentive et vigilante, comme si elle prêtait l'oreille aux échos de son passé.

Nous avons longuement erré dans les étroites *calle* fontarabiennes, de la Calle Mayor à la Calle de las Tiendas, sur leur petit pavé aigu et dur, entre leurs maisons dont quelques-unes ont des airs et des façons de palais. D'autres, plus humbles, prêtaient leurs boutiques à des commerces variés et nous lisions avec plaisir leurs enseignes en cette belle et sonore langue espagnole dont nous entendions, au passage, les syllabes rauques ou dorées, qui donnent, à les entendre, des idées de passion et d'orgueil et qui se prêtent si bien aux rythmes haletants ou voluptueux des chansons de désir et d'amour; mais, ce jour-là, nulle guitare ne grésillait dans l'air tranquille et les voix que nous écoutions n'échangeaient que des propos coutumiers; et cependant nous nous sentions entourés d'une sorte d'atmosphère romantique, de ce romantisme si particulier à l'Espagne et dans lequel on pénètre, dès qu'on a mis le pied sur ce sol contagieux.

Cette impression, je l'éprouvai fortement et avec elle s'agitaient tous mes longs rêves de voyage. Des noms tentateurs m'appelaient et je subissais leur sortilège verbal. Il m'attirait et je jouissais de la mélancolique souffrance de me refuser à ses invites. Là-bas et si proche, Pampelune me faisait signe et me montrait du doigt Ernani, Burgos, Saragosse, Léon. Ségovie, Salamanque secondaient la voix de Madrid. Tolède et Avila me promettaient de me révéler leur secret. Valence m'offrait de me conduire vers Grenade et Cordoue et, par Séville, d'atteindre Cadix. C'était toute l'Espagne qui se proposait à mes pas, et Fontarabie m'en tendait les clefs. Comment aurais-je la force de récuser ce présent magique? Cependant il

fallait à tout le moins en différer l'acceptation et l'heure approchait où il faudrait regagner la barque qui nous attendait pour nous ramener à Hendaye.

Nous y revînmes comme le jour achevait de tomber. L'estuaire que nous avions traversé était devenu, à marée basse, une lagune où il fallait chercher les chenaux navigables et les courants propices. Notre rameur quittait parfois la rame pour la perche. La vase crissait doucement sous la quille, puis l'immense silence s'étalait sur les eaux amincies et sous le ciel qui se décolorait et s'obscurcissait peu à peu. Nous étions seuls sur la vaste étendue marine où j'avais l'impression de n'être plus qu'une ombre, comme si j'eusse laissé une partie de moi-même sur la rive que je venais de quitter. Au moment où nous nous embarquions, le petit factionnaire était venu rôder autour de nous. Il devait ressembler à un de ces soldats d'Espagne contre lesquels s'était battu, en l'an 1719, mon arrière-grand-oncle, lieutenant au régiment de Touraine, lorsque l'armée commandée par le maréchal de Bervick avait mis le siège devant Fontarabie.

Ce souvenir m'avait accompagné toute la journée et, le soir, quand, après dîner, je revins m'asseoir sur le sable obscur de la plage d'Hendaye, il me semblait vous avoir à mes côtés, invisible et présent, François de Régnier de Vigneux, vous dont j'avais si souvent évoqué la mémoire en lisant les vieux papiers où étaient relatés vos états de service, vous que j'avais si souvent suivi en pensée aux campagnes de Flandre, d'Allemagne et de Bohême, du siège de Berg-op-Zoom à la bataille de Dettingen, à Lawfeld et à Fontenoy, partout où vous aviez bien fait, vous que j'étais allé saluer en votre château de Rocan, où, vieux brigadier des armées du Roi, vous vécûtes vos derniers jours, vous enfin qui m'aviez conduit jusqu'au seuil de cette Espagne qui s'est ouverte à moi par la Puerta Mayor de Fontarabie, sous l'arche blasonnée de laquelle avaient résonné vos pas de jeune officier et où les miens ont réveillé l'écho des vôtres, endormi depuis deux siècles, dans le silence du passé où se rejoignent nos sangs.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

PSYCHOLOGIE

DU PEUPLE CANADIEN

Y a-t-il un peuple canadien ? Question préalable, semble-t-il, et qui pourtant doit être posée, non comme un point de départ, mais comme une conclusion. Deux races, en effet, se juxtaposent au Canada, après s'y être d'abord opposées ; deux grandes nations européennes y ont successivement introduit, installé leur langue, leurs mœurs, leurs traditions. D'autres éléments sont venus, étrangers à ce double apport. Une force colossale enfin, celle des États-Unis, exerce par le voisinage la double influence d'une pression et d'une attraction qui tendent à américaniser la population canadienne peu nombreuse et formée d'éléments très différents. Cependant sur ce vaste territoire, qui s'étend aujourd'hui de l'Atlantique au Pacifique, — *a mari usque ad mare*, — se développe une destinée politique et se prépare une destinée nationale, liées l'une et l'autre à la psychologie des groupes d'origines diverses qui forment cette population.

CANADIENS-FRANÇAIS ET CANADIENS-ANGLAIS

De la fondation de Québec par Champlain en 1608, jusqu'au funeste traité de Paris de 1763, qui nous fit perdre l'Amérique du Nord, le Canada, réduit alors à la région du Saint-Laurent, ne fut qu'une colonie française, organisée à partir de 1663 en province royale, et gouvernée dès lors comme les provinces

de la vieille France, c'est-à-dire directement de Versailles. Le peuple canadien de ce temps-là, c'étaient les colons français. Ils venaient surtout des provinces du nord-ouest et du sud-ouest. En dehors de l'Île-de-France, qui en fournit un assez grand nombre, c'est la Normandie et plus particulièrement le Perche, l'Annis et Saintonge, avec l'île de Ré et l'île d'Oléron, le Poitou, le Maine et l'Anjou, la Guyenne, qui formèrent le fond de la population canadienne. Ce sont des régions agricoles, et s'il y faut ajouter quelques éléments du nord et de l'est (Picardie et Champagne), ce n'en est pas moins une population presque exclusivement rurale qui a colonisé la Nouvelle France. Nous avons là le premier trait de la psychologie du peuple canadien, le caractère fondamental et celui que Taine eût appelé dominateur : la population primitive du Canada, celle qu'une magnifique natalité en trois siècles a portée de 70 000 à 2 millions et demi (sans compter 1 million 500 000 « Franco-Américains », Canadiens-Français émigrés aux États-Unis), a été longtemps et reste encore pour une bonne part composée de terriens (1).

Dans l'ensemble, elle était de condition modeste. Les cultivateurs qui possédaient de bonnes terres en France n'éprouvaient pas le besoin d'aller en chercher ailleurs. Mais ces provinces agricoles du nord-ouest et du sud-ouest comprenaient toute une petite noblesse terrienne souvent mal pourvue des biens de fortune et où les cadets, qui n'héritaient pas du domaine patrimonial, ne se trouvaient pas plus avancés que les fils de simples cultivateurs. Les meilleures familles canadiennes, celles qui occupèrent les « seigneuries », se rattachaient généralement à cette origine. Dans la Nouvelle France comme dans l'ancienne, il se forma ainsi une sorte d'aristocratie rurale, très rapprochée du peuple des cultivateurs, familière avec ses travaux, engagée dans les mêmes intérêts, soumise aux mêmes préoccupations, partageant la même vie, ayant par suite à peu près le même esprit et les mêmes mœurs.

S'il y avait, au-dessus du cultivateur moyen, une classe supérieure qu'on peut appeler aristocratique, il y avait aussi en dessous de lui une classe inférieure qui provenait du prolétariat rural. C'était la catégorie des « engagés » ou, suivant

(1) La proportion de la population rurale restait encore, en 1871, de 80,5 pour 100 ; elle n'est plus aujourd'hui que de 44 pour 100.

l'appellation populaire, des « trente-six mois ». Journaliers et domestiques, ils étaient, en effet, comme leur double nom l'indique, engagés pour une période de trois ans. Ils partaient donc sans risque, comme sans initiative ; mais rien ne les empêchait là-bas d'améliorer leur condition et de se fixer à leur tour en passant dans une catégorie sociale un peu plus élevée. A côté d'eux, les « volontaires », hommes de peine qui n'étaient liés par aucun contrat, travaillaient là où on voulait bien les employer. Les plus hardis des volontaires vivaient le plus souvent dans les bois, au service des commerçants qui faisaient la traite des fourrures.

Mais la classe supérieure et dominante était naturellement, comme dans toutes les colonies, composée des représentants de l'autorité royale, c'est-à-dire les fonctionnaires et les officiers. Ils formaient, autour du gouverneur, une petite société assez brillante qui reconstituait là-bas, autant qu'elle le pouvait, sa vie de France. Après la cession du Canada à l'Angleterre en 1763, tout ce petit monde du « château » rentra en France, sauf quelques exceptions individuelles : des Canadiens auxquels le Roi avait fini par confier quelques-unes des fonctions civiles ou militaires de la colonie et qui, restant dans le pays, contribuèrent à y former l'élite sociale.

L'élément le plus nombreux et le plus actif de cette élite, celui qui, après avoir dès le début joué un rôle essentiel et tenu une grande place, allait voir désormais ce rôle grandir sans cesse, cette place s'élargir d'une manière continue, ce fut le clergé. L'influence du clergé est sans aucun doute le second caractère dominateur dans la psychologie du peuple canadien. Dès les origines, le missionnaire avait accompagné ou précédé le pionnier, l'explorateur. Il avait converti l'Indien, et il était devenu son ami parce qu'il l'avait pris par la douceur et s'était toujours montré à son égard bienveillant et humain (1). Puis il s'était fait pour le colon canadien fixé sur le sol, pour « l'habitant », un éducateur. C'est le clergé qui avait ouvert les premières écoles : le curé n'enseignait pas seulement le catéchisme, il enseignait tout : la lecture, l'écriture, un peu de grammaire et d'arithmétique et, chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, un peu de latin. Quand les jésuites fondèrent le

(1) Au moment du transfert de souveraineté, huit mille Indiens, presque tous catholiques, faisaient partie de la population.

collège de Québec en 1635, la colonie comptait trois cent cinquante habitants. On peut dire que ce fut un acte de foi. Les religieuses ne se montrèrent pas moins empressées à fonder et à multiplier les écoles pour les jeunes filles du Canada. Dès 1639, des Ursulines arrivaient à Québec ainsi que des Hospitalières et les deux couvents étaient fondés, dont le premier s'occupait de l'éducation. En 1653, la Vénérable Mère Marguerite Bourgeois s'installait à Ville-Marie (le futur Montréal) où elle allait fonder la Congrégation de Notre-Dame. En 1659, un prêtre de Saint-Sulpice, envoyé de Paris par M. Olier, fondait dans la même ville un séminaire rattaché à cette Compagnie. La même année, Mgr François de Montmorency-Laval arrivait à Québec comme vicaire apostolique de la Nouvelle France, c'est-à-dire le premier évêque du Canada (1).

En dehors même de ces influences spirituelles, il s'était très vite établi une unité entre les divers éléments de la population, sous la pression du milieu et les circonstances communes de la vie. Les particularismes régionaux, les premiers, avaient dû disparaître dans une fusion des éléments provenant des diverses provinces. Si de l'une à l'autre, en effet, il y avait chez nous des différences liées aux particularités du sol, du langage, des mœurs, elles ne pouvaient se maintenir chez les Canadiens qui se trouvaient tous maintenant soumis aux mêmes conditions générales d'existence. Ils étaient là-bas des défricheurs, obligés de s'adapter à leur tâche très rude sous un climat plus rigoureux que celui de la France. Les caractères et les mœurs tendaient donc à une certaine uniformité, qui se manifesta bientôt dans le langage lui-même. Ceux des émigrants qui avaient apporté leur patois durent l'abandonner peu à peu pour se faire comprendre de ceux qui ne l'entendaient pas. Ils avaient d'autre part constamment affaire aux fonctionnaires ou officiers du Roi : il fallait, autant que possible, parler leur langage. C'est ainsi qu'il se forma progressivement une langue commune avec un accent commun; et comme cette langue avait dû dépouiller progressivement les particularités locales les plus accentuées, il se trouva qu'elle fut un excellent français dont la qualité vers la fin du XVII^e siècle, mais surtout au XVIII^e, frappe tous les voyageurs.

(1) L'érection de Québec en évêché est de 1674.

C'est donc une population rurale, de vieille souche française, conduite par son clergé, profondément attachée à sa foi, à ses traditions, à sa langue, qui passe du régime français à la souveraineté de l'Angleterre par le traité de 1763. Dès lors une phase nouvelle commence dans l'histoire du pays qui cessait d'être la Nouvelle France; un second élément de population va se juxtaposer et essayer de se superposer au premier, créant un dualisme ethnique auquel se rattachent la plupart des péripéties de l'histoire canadienne et quelques-uns des traits essentiels de la psychologie du peuple canadien.

LE MIRACLE CANADIEN

Il avait été convenu dans la capitulation de Québec que la garnison française sortirait de la ville avec les honneurs de la guerre et serait renvoyée en France, que les habitants conserveraient leurs biens, leur religion et ne seraient pas déportés comme l'avaient été les Acadiens en 1755. L'année suivante, la capitulation de Montréal assurait les mêmes conditions. Toutes les places occupées par les Français devaient être évacuées sans délai et livrées aux troupes de Sa Majesté britannique. Le gouverneur, l'intendant et leurs employés devaient être rapatriés. Une colonie française, qui avait déjà un siècle et demi d'existence, devenait une colonie anglaise et transférait d'une couronne à l'autre une vaste région qui pouvait être appelée par la suite à devenir le cadre d'une grande nation (1).

La lutte entre les deux éléments fut d'autant plus vive que l'élément anglais se trouva d'abord être, par suite des circonstances, particulièrement intransigeant. Il était formé, en effet, des officiers et fonctionnaires envoyés de la métropole pour gouverner et administrer la nouvelle colonie et aussi par des colons anglais des provinces en révolte, — les futurs États-Unis d'Amérique, — qui voulaient rester fidèles à la couronne et fuyaient pour se séparer des insurgés. Les uns et les autres étaient donc de fidèles sujets de Sa Majesté britannique, également attachés aux institutions anglaises, à la langue anglaise

(1) Par le traité de 1763 nous cédions à l'Angleterre non seulement le Canada, mais l'immense vallée du Mississipi, que Cavalier de la Salle avait appelée la Louisiane et que, durant un siècle, nous avions jalonnée de nos postes.

et au protestantisme. Il était naturel qu'ils s'accordassent dans la lutte contre les traditions des colons de la Nouvelle France et leur résistance à ce qu'on appelle là-bas l'anglicisation. Il ne s'agit nullement alors d'un conflit entre deux éléments canadiens, les Canadiens-Français et les Canadiens-Anglais, mais d'une opposition entre les Canadiens de la Nouvelle France et des Anglais qui n'avaient rien de canadien. La persistance et parfois la violence de ce conflit expliquent la formation d'un des traits essentiels du caractère canadien : la ténacité, développée à l'extrême par l'effort continu d'un petit peuple obstiné à défendre ce qu'il avait de plus cher : sa personnalité morale et le principe même de sa vie morale, c'est-à-dire son âme.

Cette survivance constitue ce qu'on a appelé le miracle canadien. On ne saurait trop admirer, en effet, qu'un groupe ethnique aussi restreint, isolé et comme perdu au nord de l'Amérique, dans le voisinage des treize colonies devenues la République des États-Unis, qui allait s'étendre de l'Atlantique au Pacifique et couvrir de ses quarante-huit États cet immense territoire, soit passé en un siècle et demi de 70 000 individus à un peu plus de quatre millions et qu'il ait maintenu sous la couronne d'Angleterre les traits essentiels de la culture et la langue même qu'il avait apportés de France et tout naturellement conservés sous le régime français.

Pour les besoins de la lutte et l'organisation méthodique de la résistance, le peuple canadien allait développer en lui le sens politique et le goût du jeu parlementaire : nouveau trait que nous voyons s'ajouter à sa psychologie. Puisque les Canadiens étaient maintenant sujets britanniques, c'était bien le moins qu'ils bénéficient des avantages que pouvaient leur assurer les institutions de la Grande-Bretagne. Or elles sont toutes dominées par le vieux principe, — cher à tous les cœurs anglais et d'où dérivent tous les privilèges traditionnels auxquels demeurent si fortement attachés, sur tous les points du globe, les sujets de Sa Majesté, — que ceux qui paient l'impôt ont le droit de le voter : c'est là le fondement inébranlable du régime parlementaire anglais. Pour voter l'impôt, en effet, il faut des assemblées représentatives, et ces assemblées, qui seules peuvent fournir au gouvernement les recettes régulières dont il a besoin, ont ainsi le moyen de lui faire entendre

leur voix, de défendre les intérêts de leurs électeurs et, en fin de compte, de contrôler le gouvernement. Les Canadiens ne pouvaient pas négliger de tels avantages. Dès lors, le résultat auquel devaient tendre tous leurs efforts était d'obtenir que leur fût appliqué le régime parlementaire et que leurs représentants élus, participant au gouvernement du pays, fussent ainsi en mesure de défendre leurs droits. C'est la lutte pour l'établissement, l'extension et le maintien de ce régime qui remplit toute l'histoire du peuple canadien et qui a exercé une si décisive influence sur le développement de sa psychologie.

Dès 1691, le Parlement de Westminster instituait le gouvernement représentatif pour le Canada. Il séparait en même temps le pays en deux provinces : l'une nommée Haut-Canada (c'est aujourd'hui l'Ontario), l'autre Bas-Canada (c'est la province de Québec). Les auteurs de cette constitution avaient surtout en vue de protéger les vainqueurs contre la supériorité numérique des vaincus. Les Canadiens-Français durent bientôt reconnaître que la métropole ne renonçait pas au dessein de les assimiler. Ce fut donc une lutte de tous les jours avec des alternatives de violence et d'accalmie.

Au lendemain de l'insurrection de 1837, qui marque le point le plus aigu de la crise, le grand publiciste anglais John Stuart Mill, dans un remarquable et courageux article de la *London and Westminster Review* (1), prenait la défense de « ce peuple si calomnié dont le loyalisme et la loyauté ne demandaient rien d'autre que l'abolition d'un régime inconstitutionnel et injustifié ». Un Canadien-Anglais, M. John Castell Hopkins, dans un important ouvrage publié à Toronto en 1902, *Progress of Canada in the Century*, s'efforce d'établir que les Canadiens se montraient déraisonnables dans leurs exigences, puisqu'ils réclamaient en somme un gouvernement responsable, que l'Angleterre elle-même ne possédait pas. Ne pourrait-on retourner cette objection en leur faveur et faire du reproche un éloge ? Car, après tout, cela revient à dire que, sous la double pression de leurs difficultés et de leur esprit logique, les Canadiens-Français manifestaient assez d'intelligence politique « pour demander que l'empire britannique leur concédât ce qui, dans la suite, fut établi partout comme une

(1) Année 1838, page 327.

règle normale. Quelque retardataires qu'ils fussent à tant d'égards, leur pensée politique avait devancé le temps » (1).

La conséquence de l'insurrection fut la réunion des deux provinces. La constitution de 1791 n'avait plus de raison d'être, puisque la progression continue de l'émigration anglo-saxonne allait enlever aux Français la supériorité numérique. Jamais la menace n'avait été plus grave ni le danger plus pressant. L'acte d'union portait notamment que la langue anglaise serait la seule langue parlementaire et que les deux Canadas auraient le même nombre de représentants dans la Chambre unique (42), bien que le Bas-Canada fût encore beaucoup plus peuplé que l'autre.

Ces mesures et d'autres attestent que l'union se faisait au profit exclusif du Haut-Canada et que la vieille province de Québec était sacrifiée. Elle se défendit.

Les vingt-cinq années qui suivent l'acte d'union sont la phase décisive de la lutte sans cesse reprise par les Canadiens-Français pour la défense et le maintien de leur autonomie spirituelle. C'est durant cette période que leur sens politique acheva de se former et de se fortifier. Il trouva son expression chez des hommes d'État remarquables comme Louis Lafontaine et Georges-Étienne Cartier, qui réussirent à installer au Canada le gouvernement responsable en organisant de nouvelles provinces: Ile du prince Édouard, Terre-Neuve, Colombie britannique, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse. Le Canada s'étendait maintenant sur toute la largeur du continent américain, de l'Atlantique au Pacifique; il allait d'une mer à l'autre et se trouvait prêt à adopter la fière devise qui serait celle du nouvel État : *A mari usque ad mare*. Ce nouvel État, cadre d'une nouvelle nation, c'est celui que crée la Confédération de 1867 sous le nom de Puissance ou Dominion du Canada.

LA CONFÉDÉRATION CANADIENNE ET LES POPULATIONS DE L'OUEST

L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui constituait en une Confédération de provinces la Puissance du Canada, établit leur union politique et consacre en même temps, avec l'autonomie de chacune d'elles, la dualité nationale de l'État

(1) Jean-Charlemagne Bracq, *L'Évolution du Canada français*, 1 vol.; Plon, éditeur.

canadien. Il reconnaissait comme langues officielles le français et l'anglais, sur le pied d'égalité. Cette organisation permet donc d'assurer l'indépendance réciproque des deux nationalités-mères au Canada et de clore entre elles les conflits qui les ont trop souvent opposées. Mais, d'autre part, elles ont, l'une et l'autre, trop de force, de trop vieilles et trop solides traditions, et correspondent réciproquement à la réalisation d'un trop haut idéal de culture, pour qu'il soit possible de concevoir leur fusion comme le terme auquel doit tendre l'évolution du peuple canadien. La question qui se pose est plutôt de savoir si la coexistence de deux éléments nationaux juxtaposés est elle-même un obstacle à l'unité nationale, entendue dans le sens le plus large d'un accord et d'une harmonie de ces deux éléments. La complexité n'exclut pas l'unité : elle en est, au contraire, la forme la plus riche et, comme on dit aujourd'hui, la plus évoluée. L'évolution va du simple au complexe, ce qui ne signifie point qu'elle aille au désordre et au chaos. L'ordre le plus complexe, celui d'une symphonie, par exemple, est aussi le plus parfait, celui qui représente une unité supérieure à la simplicité. Il convient donc de faire entrer dans la psychologie du peuple canadien ce dualisme ethnique qui n'exclut pas l'unité nationale.

On ne saurait contester, en effet, qu'il y a aujourd'hui une nation canadienne et qu'elle ne consiste pas seulement dans l'union politique des éléments qui la composent. Elle se manifeste, en outre, par des traits communs, résultant d'une vie commune, de communs intérêts, de préoccupations et d'aspirations communes et plus encore peut-être de la coopération et de l'influence réciproque des deux nationalités-mères. Il suffit d'avoir vu un Canadien-Français comme l'honorable Rodolphe Lemieux, présider la Chambre des communes à Ottawa dans un cadre et un cérémonial qui rappelle celui de Westminster et en se servant avec une maîtrise parfaite de la langue anglaise, ou d'y avoir entendu la magnifique éloquence française d'un Ernest Lapointe, pour se rendre compte qu'il y a un parlement canadien, une nation canadienne et des hommes d'État canadiens, tout cela différent et distinct de la nationalité française et de la nationalité anglaise qui ont contribué à les former. Ni l'un ni l'autre pourtant de ces deux éléments originaux n'a disparu ; ceux qui se rattachent à l'un ou à l'autre

n'ont pas cessé de lui demeurer fidèles, et pourtant l'un et l'autre se modifient, se transforment, évoluent dans le sens d'un accord résultant de l'influence mutuelle et de l'inévitable coopération.

L'ÉLÉMENT AMÉRICAIN

Un troisième élément d'ailleurs vient se joindre aux deux précédents et contribue pour sa part au caractère de l'ensemble : l'élément qu'on pourrait appeler américain. Il faut d'abord prendre garde de l'exagérer. Le Canada étant une partie de l'Amérique du Nord, sans autre séparation des États-Unis qu'une ligne conventionnelle, de part et d'autre de laquelle aucune différence géographique ne se manifeste, on a trop souvent cru que le plus peuplé, le plus riche et le plus puissant des deux ne pouvait manquer de déborder constamment sur l'autre ou d'exercer sur lui une constante pression. De là à prédire l'américanisation du Canada il n'y avait pas loin, et certains indices pourraient laisser croire qu'elle est déjà commencée.

Tout d'abord, une part de la population provient directement des États-Unis. L'exode avait commencé au temps de la guerre d'Indépendance. Après la paix, vingt-cinq mille loyalistes environ passèrent la frontière et vinrent s'établir dans le Haut-Canada. Sans parler des infiltrations continues, les Américains vinrent en grand nombre, au cours des dix ou douze années qui précédèrent la grande guerre. Les émigrants fournis par les États-Unis égalaient alors en nombre ceux de la Grande-Bretagne. Ce qui n'était pas américain ou britannique était composé d'éléments analogues à ceux qui ont formé, au cours du *xix^e* siècle, surtout dans sa seconde partie et au commencement du *xx^e*, la population des États-Unis. Les hardis colons venus de la Normandie, de l'Anjou, du Poitou entre 1608 et 1760 avaient eu beau se multiplier magnifiquement, ils ne formaient tout de même qu'une bien petite population pour l'immense territoire à exploiter et à peupler. Les agriculteurs anglais et écossais étaient venus à leur tour et après avoir contribué au développement des provinces maritimes de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, avaient colonisé l'Ontario. Mais la population ainsi accrue restait toujours

insuffisante pour mettre en valeur les vastes étendues du territoire canadien. Alors, comme aux États-Unis, affluèrent toutes sortes d'éléments, — germaniques, slaves, scandinaves, latins, — qui furent dirigés vers l'ouest. Ils tiennent une place importante dans le peuplement du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta.

Il faut noter pourtant que si ces provinces nouvelles, taillées dans la région des prairies, ne doivent rien au passé ni à l'histoire, elles ne restent pourtant pas tout à fait dépourvues de traditions françaises et de traditions britanniques. Si la vie y ressemble fort, par la nature même des choses, à ce qu'elle est de l'autre côté de la frontière, dans les États de Minnesota, de Dakota et de Montana, des Anglais s'y établissent, et surtout l'apport des Canadiens-Français, élite active et diligente, n'y est pas négligeable. C'est ce qui permet, avec le bloc de la province de Québec, la résistance à l'américanisation, et voilà bien ce qui assure aux Canadiens-Français une si belle place en même temps qu'un rôle si essentiel, non seulement dans la psychologie du peuple canadien, mais encore dans ses destinées.

M. le sénateur Rodolphe Lemieux, alors président (*Speaker*) de la Chambre des communes à Ottawa, mettait ce point en lumière dans un discours prononcé à Paris en juillet 1927 à l'occasion du soixantième anniversaire de la Confédération : « Pour la France cette union est le gage d'une culture latine, c'est le goût de l'idéal, c'est le sens de la mesure et de la clarté qui s'infiltrèrent lentement, mais sûrement à travers le continent nord-américain. Pour l'Angleterre, le bloc canadien-français constitue un solide rempart contre l'annexion aux États-Unis. Ainsi le comprennent les mieux avertis parmi les hommes d'État de la Grande-Bretagne. »

L'influence américaine, il est vrai, s'est fait sentir encore d'une autre manière : la solidarité des intérêts a rapproché les deux pays. La mise en valeur d'un pays neuf comme le Canada développe le goût des affaires. L'homme d'affaires canadien est tout naturellement porté à adopter les procédés, les méthodes, les manières du *businessman* américain ; ils sont faits pour se comprendre et ils ont tout intérêt à s'entendre : de là des communications, des conversations, des échanges.

C'est alors surtout qu'intervient le solide élément de résis-

tance, celui qu'un écrivain canadien, M. Pierre Dupuy, nous montre à l'œuvre dans un roman qu'il intitule, avec une intention bien claire: *André Laurence, Canadien-Français*. Il nous présente un jeune compatriote hanté par un idéal d'activité littéraire que contrarie douloureusement son travail quotidien. Malaise, en vérité, qui pourrait exister ailleurs, antagonisme dont le Canada n'a pas le monopole. Mais l'un et l'autre, — et c'est sans doute ce qu'a voulu montrer l'auteur, — sont aggravés par cette atmosphère du Nouveau-monde, si différente de celle que voulait venir chercher à Paris André Laurence et qu'il y aurait trouvée. A Montréal, grande cité industrielle, dont les forces vives ne peuvent se soustraire à l'appel du travail producteur, ni échapper au commandement de fabriquer de la richesse, André ne se sent en accord ni avec son milieu, ni même avec ses amis. Il souffre de ce que, dans ce pays des vastes possibilités, l'amour du gain et le goût du risque ont créé une atmosphère américaine. C'est pour y échapper qu'il partira, malgré toutes les raisons qu'il a de rester, malgré tout ce qu'il est exposé à sacrifier pour son départ. Il partira par une libre détermination de sa volonté, clairement consciente qu'en sauvegardant ainsi sa personnalité de Canadien-Français, il défend la cause du Canada tout entier, de cette nation canadienne qui, touchée d'américanisme, ne doit pas se laisser américaniser.

LA CONSCIENCE NATIONALE

Trois facteurs essentiels, de qualité différente et d'importance inégale, déterminent donc la psychologie du peuple canadien, et ils correspondent aux trois apports successifs : français, britannique, américain. Il est plus facile de les distinguer par l'analyse que de définir ou de caractériser leur synthèse : celle-ci, à vrai dire, est en cours de formation ; elle est la virtualité de l'avenir, alors que les éléments qui la composent correspondent aux réalisations du passé. Le présent est, si l'on peut dire, entre les deux, comme la société elle-même qu'il offre à nos regards. Celle-ci, dans ses couches profondes, ses assises populaires, laisse voir très nettement les parties composantes.

Le Canadien-Français des campagnes du Québec, l'« habi-

tant », n'a pas beaucoup changé, en ses caractères de race, depuis les temps du vieux régime; enraciné dans sa terre, il a tout gardé du passé auquel il reste fidèle : sa foi, sa langue, sa tradition, ses mœurs, ses coutumes et jusqu'à ses vieilles chansons.

Pareillement, on retrouverait peut-être encore dans l'Ontario le descendant du nouveau maître tel qu'il apparut au lendemain de la cession, avec toutes les prétentions du vainqueur, toutes ses exigences et le sentiment de sa supériorité. Mais ce n'est plus l'esprit de la métropole et, sur place même, de telles dispositions ne semblent plus destinées à prévaloir. S'il y a encore au Canada, surtout dans l'Ontario, des Canadiens-Anglais, plus Anglais que Canadiens, ils ne demandent plus que le Canadien-Français perde sa langue et tout ce qui constitue sa personnalité originelle pour disparaître par assimilation et absorption (1).

Enfin, dans les vastes plaines où le vent fait onduler les moissons des prairies, on rencontre l'émigrant d'hier, venu des États-Unis ou de ces mêmes pays d'Europe dont le trop-plein se déversait naguère dans l'immense creuset de la République américaine. Scandinave, Germain, Italien ou Slave, il est venu, entre 1906 et 1914, dans l'Alberta, la Saskatchewan ou le Manitoba, comme il venait, quelques années auparavant, dans le Minnesota, le Dakota, le Montana, pour y faire le même travail; il s'est mis à y mener la même vie, à y parler le même langage, un anglais rudimentaire et inorganique, qui s'adapte aux besoins d'une intelligence inculte et suffit aux exigences de la vie matérielle. Ce Canadien-là ressemble fort à son voisin de l'autre côté de la frontière : immigrant sur le continent d'Amérique, il n'est, au point de vue de l'ethnographie, rien d'autre qu'un Américain.

Mais au point de vue politique et national, il se différencie très nettement de ce voisin et même s'oppose à lui; il se reconnaît et se proclame Canadien, d'autant plus Canadien même qu'étranger aux deux races composantes et aux deux

(1) Le regretté sénateur Belcourt, — dont les Canadiens-Français déplorent la perte récente, — par sa campagne de 1912 à 1929, a convaincu les « Orangistes » et fait abroger la loi qui supprimait l'emploi de la langue française dans les écoles publiques et même dans les écoles privées de l'Ontario. L'étude du français est maintenant obligatoire dans toutes les écoles publiques de l'Ontario.

nationalités-mères, il ne se rattache qu'à la double entité politique, celle de sa province et celle du Dominion. Il est Canadien, si l'on peut dire, directement et exclusivement, non point comme les autres, parce qu'il est un Français du Canada ou un Anglais du Canada, mais parce qu'il est un citoyen d'une province canadienne et du Dominion tout entier. Comme tel, il se montre non seulement très attaché à la terre hospitalière où il a trouvé la sécurité et où il espère conquérir la richesse, mais encore très détaché de sa nationalité européenne, que rien ici ne lui rappelle, parfaitement étranger aux deux traditions nationales qui, marquant d'une si forte empreinte le Canadien-Français et le Canadien-Anglais, les séparent encore après les avoir si longtemps opposés. Ce Canadien-là, que nous appelons le Canadien-Américain, se montre tout aussi autonomiste qu'ils peuvent l'être eux-mêmes. Pour lui, le Canada est tout ensemble, sans restriction ni réserve, un État, une nation, une patrie. Il se suffit à lui-même et il leur suffit.

Une fois de plus, nous vérifions ici l'exactitude de l'aphorisme que les extrêmes se touchent, car ce sentiment national, qui nous apparaît comme une conséquence naturelle et une réaction spontanée chez les derniers venus des Canadiens, chez ceux qui en sont encore à une mentalité primitive, c'est celui que nous retrouvons au sommet de l'ordre politique et de la hiérarchie intellectuelle, chez les hommes d'État les plus éminents, les historiens les plus réfléchis, les écrivains les plus conscients de la destinée de leur pays. En d'autres termes, il y a, chez les Canadiens qui connaissent le mieux le passé, qui ont le plus vif souci et le sentiment le plus éclairé du présent avec les plus larges vues de l'avenir, la conscience très nette d'une vie nationale en cours d'organisation et d'une destinée nationale dont le développement ne fait encore que s'indiquer.

Cette conscience s'affirme surtout dans l'attitude des chefs auxquels incombe la responsabilité de diriger l'évolution du peuple canadien, d'un Wilfrid Laurier, par exemple, dont la grande figure, toute proche encore de nous, appartient déjà à l'Histoire. Ce n'est pas l'effet du hasard que le plus grand homme d'État canadien soit un Canadien-Français, c'est-à-dire un descendant des premiers colons, un fils de la première

nationalité européenne établie sur le sol, un héritier de la plus ancienne communauté politique installée parmi les solitudes de la nature vierge ou les tribus indiennes. Noblesse oblige. Mais les qualités de sa race furent mises exclusivement au service de sa patrie. Un publiciste français, installé au Canada, M. Robert Rumilly, a très justement donné pour titre à l'intéressante biographie qu'il lui a consacrée : *Sir Wilfrid Laurier, Canadien*. Et ce que cette biographie met en lumière, en effet, c'est que l'illustre homme d'État, le premier Canadien-Français qui ait été le chef du gouvernement dans le Dominion, était, dans toute la force du terme, un Canadien, un pacificateur au-dessus des divisions de partis et des querelles intestines. Wilfrid Laurier a su s'imposer à tous, gouverner pour tous, avec l'unique pensée du bien commun de la nouvelle nation qu'il commandait. Il avait vingt-six ans au moment où fut établi le régime actuel, celui de la Confédération. Sa chance fut que toute sa carrière politique coïncidât avec la période pendant laquelle le Canada, jusqu'alors colonie anglaise, est devenu, sans se détacher de l'allégeance britannique, un État moderne, uni et prospère ; et cette évolution, pour une bonne part, est due aux quinze années de son gouvernement (1896-1911).

Mais il faut ajouter aussitôt, — et c'est ce qui achève d'en préciser la nature et le sens, — que l'œuvre de Laurier avait été préparée par la collaboration d'hommes d'État des deux races et qu'elle fut complétée, on pourrait presque dire achevée, par un Canadien-Anglais. Lorsque, suivant l'heureuse formule de M. François de Tesson, le Canada, après avoir assuré la liberté de ses destinées à l'intérieur, a exigé la liberté de ses actes à l'extérieur, c'est le premier ministre Mackenzie King qui l'a fait entrer, en 1928, dans la voie de l'indépendance diplomatique. « Le Canada, déclarait-il, lié à l'Europe par ses origines et à l'Asie par le voisinage, doit être directement représenté dans les deux continents et associé à leur double politique. Il a des liens à entretenir et des intérêts à sauvegarder. » Il en a surtout avec son voisin le plus immédiat, la République des États-Unis. En conséquence, une légation était créée à Washington et deux autres à Paris et à Tokio. Ce n'est sans doute qu'un commencement. A la même date, l'importance du Canada dans les relations internatio-

nales s'affirmait dans un autre fait : l'élection d'un Canadien, M. le sénateur Dandurand, à la présidence de l'Assemblée générale de la Société des nations.

La littérature nous semble ne venir qu'au second rang, derrière la politique, comme expression du génie national canadien, et les causes de ce retard ne sont pas très difficiles à discerner. La première est la subordination de l'activité intellectuelle aux exigences de la vie pratique dans une communauté de pionniers où tout est à faire pour la mise en valeur du sol, l'exploitation des richesses naturelles, l'organisation même de la société et de l'État. Ce dernier problème prit dans le pays qui avait été la Nouvelle France une acuité particulière du fait que la cession de 1763 y substituait brusquement l'autorité anglaise à l'autorité française et qu'un long conflit s'ouvrait dès lors entre les deux races, les deux langues, les deux traditions. C'était une autre tâche, pratique elle aussi, mais d'ordre intellectuel et non plus matériel, que de régler ce conflit et d'en faire sortir une organisation. Elle absorba les meilleures forces de l'esprit canadien de 1760 à 1867, sans cesser depuis de l'occuper ou de le préoccuper. On ne saurait trop dire à quel point elle lui fait honneur.

D'autre part, il avait été privé d'aliment durant la longue période où, coupé si l'on peut dire de ses communications avec la source où il puisait sa sève, tout son effort s'épuisait à se maintenir sans qu'il fût question pour lui de croissance, encore moins d'épanouissement. Les lettres et les arts sont comme les fleurs d'une civilisation : elle ne les donne que si la plante trouve à se développer dans des conditions suffisamment favorables. C'est un surcroît, un luxe, une parure qu'elle ajoute à sa vie. C'est aussi une grâce qu'elle accorde, ou qu'elle refuse quand les circonstances ne lui permettent pas de l'accorder. Durant plus de deux siècles, pour des raisons diverses, les circonstances ne l'ont pas permis. Sans livres, souvent sans écoles, le petit peuple canadien fit des prodiges pour maintenir son allégeance spirituelle à la patrie d'où il était sorti. Rien n'est plus émouvant, nous le savons tous, ni plus édifiant aussi que cette histoire. Le résultat fut qu'il y a aujourd'hui un double courant de littérature canadienne, celle-ci se développant d'une part dans un sens qui la rattache à la littérature française, et de l'autre dans un sens qui la rattache

à la littérature anglaise. L'originalité trouve ainsi plus de difficulté à s'affirmer; mais c'est là seulement une entrave, non un obstacle, à son expression.

Les Canadiens-Français ont créé, il y a une quinzaine d'années, un mouvement qu'ils appelaient l'Action française et qu'ils appellent aujourd'hui, pour éviter toute équivoque, l'Action canadienne-française. Son programme intellectuel est d'édifier, sur la base de l'héritage fourni par la mère-patrie, une littérature canadienne nourrie des chefs-d'œuvre de la grande époque classique. Il est tout entier dominé par le principe que la tradition seule assure le progrès.

La littérature canadienne de langue anglaise ne se rattachant point à une tradition de cette sorte, unique et constante, reste plus indéterminée dans ses origines et se trouve par ailleurs exposée, non seulement à l'influence de la littérature anglaise mais à celle de la littérature américaine. Elle n'en évolue pas moins dans le même sens, sous la pression de la nécessité qui lui impose d'être nationale sous peine de n'être pas.

Déjà cette originalité du caractère national marque les écrivains de l'une et l'autre langue et promet un double développement de la littérature canadienne. Celle-ci dispose de deux langues, de même qu'on voit la littérature suisse s'exprimer par le triple truchement du français, de l'allemand et de l'italien. C'est la preuve que l'unité politique et même l'unité nationale peuvent se constituer en dehors de cette unité suprême assurée par une commune manière de penser, de sentir et d'exprimer ses sentiments et ses pensées. Elles se sont suffisamment constituées au Canada pour qu'on puisse maintenant affirmer l'existence d'un peuple canadien. Sa psychologie, comme celle de tous les peuples, mais plus encore que celle des peuples au long passé, se trouve en pleine évolution, parce qu'il est lui-même en pleine activité, en pleine force, si l'on peut dire, en pleine marche dans une voie largement ouverte aux plus beaux espoirs, — une voie où rien n'entrave le puissant dynamisme de son avenir.

FIRMIN ROZ.

SAINTE-BEUVE ET LAMARTINE

LETTRES INÉDITES

UNE ADMIRATION DE JEUNESSE

Élève à la pension Landry, Sainte-Beuve avait seize ans quand il lut pour la première fois les *Méditations*. Près d'un demi-siècle plus tard, en 1863, dans une lettre à Paul Verlaine, ou encore dans ses conversations avec son secrétaire Jules Troubat, qui nous les a rapportées, il rappelait « l'impression vraie, légitime, ineffaçable » que les lecteurs de 1820 avaient ressentie à la révélation de cette poésie nouvelle. Et il ajoutait, avec une chaleur d'expression qui prouve à quel point avait été profonde cette émotion : « On ne se figure pas aujourd'hui, on ne peut plus se figurer quel enthousiasme, quel transport ce fut pour les premiers vers de Lamartine parmi ceux de notre âge... un soleil nouveau nous arrivait et nous réchauffait déjà de ses rayons. » Il affirmait en tout cas dans leur vocation ceux qui, comme Sainte-Beuve, rêvaient de faire des vers. De ce jour, il éprouva pour Lamartine une admiration qui, par ses manifestations, rappelait bien plus le sentiment quasi religieux d'un fidèle ou la tendresse d'un amant, que l'admiration ordinaire d'un lecteur charmé.

La connaissance qu'il fit de Victor Hugo, dans les premiers mois de 1827, eut pour résultat, comme on sait, de le détacher du milieu rationaliste du *Globe* et de l'amener au milieu catholique et royaliste du Cénacle dont il adopta, de surcroît,

les doctrines littéraires au point de s'en faire le théoricien et, comme il dira par la suite, l'« avocat », le « héraut d'armes ». Si Lamartine n'appartenait pas à proprement parler à cette école, s'il se tenait en dehors d'elle, si, pour reprendre le mot célèbre, il siégeait déjà au plafond, il n'en était pas moins revendiqué par les membres de ce groupe pour un des leurs; ils se réclamaient de lui : son triomphe était leur première victoire. Ainsi l'enthousiasme de Sainte-Beuve s'en trouva renforcé. Il ne lui manquait plus que de faire la connaissance du poète dont les vers étaient pour lui une source d'inspiration.

Celui-ci, précisément, quitta l'Italie pour rentrer en France dans la deuxième quinzaine du mois d'août 1828. Au mois d'octobre, il était à Paris où l'amenait le soin de son avancement. Il alla voir Hugo qui habitait alors au 11 de la rue Notre-Dame des Champs. C'était à la fin d'un après-midi, la nuit tombait; Lamartine, le dos tourné à la fenêtre, lut quelques vers. David d'Angers, qui se trouvait là, regardait en artiste la tête du poète qui se détachait en silhouette dans la demi-obscurité; il contemplait ses « attitudes ondoyantes » et songeait au buste qu'il ferait de lui, lors de son prochain voyage, en janvier, car Lamartine devait, quelques jours plus tard, retourner dans ses terres. Le hasard voulut que Sainte-Beuve, le plus familier des hôtes de ce salon, où il venait à cette époque deux fois par jour, fût absent au moment de la visite de Lamartine, lui qui, d'Angleterre où il se trouvait quelques mois plus tôt, s'inquiétait si fort, dans ses lettres à Hugo, de savoir si le poète était venu comme il l'avait promis.

Pouvait-il toutefois être complètement absent, celui qui confessait à Hugo : « Je ne suis heureux et chez moi que sur votre canapé ou à votre coin de feu » ? Il occupait bien trop l'esprit du maître de la maison et de sa femme pour qu'on ne prononçât pas son nom et ce n'est sans doute pas une conjecture bien téméraire si l'on avance que, ce jour-là, on fit lire à Lamartine les vers que Sainte-Beuve avait écrits sur les pages d'un Ronsard in-folio offert par lui à Hugo, lequel en avait fait un *album amicorum*. Ce qui est certain, — on le verra par la lettre qu'on lira plus loin, — c'est que Victor Hugo fut l'interprète, auprès de son hôte, des sentiments du critique. On peut conjecturer, encore, que les propos échangés au cours de cette visite, rapportés à Sainte-Beuve, le décidèrent à faire parve-

nir à Lamartine les vers qu'il a recueillis plus tard dans son livre : *Vie, poésies et pensées de Joseph Delorme* :

O toi qui sais ce que la terre
Enferme de triste aux humains,
Qui sais la vie et son mystère
Et qui fréquentes, solitaire,
La nuit, d'invisibles chemins.

La pièce tout entière est un hymne au poète des *Méditations*, « messager que Dieu nous donna » ; c'est aussi l'aveu des sentiments que sa poésie éveillait chez un enthousiaste qui ne voulait point que tant de ferveur fût perdue, faute d'être connue de celui qui en était l'objet :

... qu'importe
Hélas ! si tu ne le sais pas !

PREMIÈRES RELATIONS

La spontanéité de cette confession, — si sincère, — ne pouvait que flatter celui qui la reçut. Il se hâta donc de remercier son correspondant (1) :

A Sainte-Beuve

Saint-Point.

« J'ai bien regretté, monsieur, que mon ignorance de votre adresse d'abord et ensuite quelques jours de maladie m'aient privé à Paris du plaisir de vous remercier et de vous connaître. Je dis reconnaissance, car on en doit à tout ce qui sympathise avec nous. Je vous en dois bien plus encore aujourd'hui où vos vers délicieux viennent m'enchanter dans ma solitude. J'avais lu de vous, dans un album, des vers ravissants aussi qui m'avaient donné grand soif d'en connaître d'autres. Je ne me doutais pas que les premiers que je verrais seraient non seulement faits par vous, mais adressés à moi. Ce commerce

(1) Cette lettre, comme toutes celles de Lamartine à Sainte-Beuve qu'on trouvera plus loin, est tirée du fonds Spoelberch de Lovenjoul ; celles de Sainte-Beuve à Lamartine se trouvent dans les Archives du château de Saint-Point, où nous avons pu en prendre copie grâce à l'amabilité du comte de Noblet, à qui nous tenons à exprimer ici nos remerciements.

m'enchanter et vous aurez en retour ce que je trouverai de moins indigne à vous être adressé dans les poésies que j'ensevelis dans mon album depuis trois ans. Je n'avais pas écrit cent vers dignes du nom. La distraction du monde ne nous vaut rien. Je suis maintenant dans une retraite absolue, sans autre occupation que les soins de la campagne, n'ayant point de soirée à perdre dans le monde et allongeant mes matinées de plusieurs bonnes heures dérobées à la nuit. Dans ce silence et dans ce loisir, l'amour des vers me reprend et l'inspiration tente de revenir, mais bien faiblement encore. Je voudrais que V. Hugo, Vigny, Émile Deschamps et vous pussiez mener la même vie que moi et surtout près de moi. Nous nous ferions un monde à notre fantaisie. Ne le pouvant faire ainsi, je m'en sépare avec délices quand le moment le permet comme à présent. Ne me croyez cependant pas misanthrope, c'est la plus triste des folies. Mais un peu de solitude rend plus indulgent pour les hommes; plus on s'éloigne du foyer de leurs passions et plus on est capable de les aimer.

« Je quitterai pourtant au printemps la campagne pour revoir à Paris mes amis connus et inconnus. Vous êtes, à mon grand regret, du nombre de ces derniers, mais j'espère bien que je saurai bientôt à qui je dois, et des sentiments si bienveillants et des inspirations si belles.

« Agréez, en attendant, monsieur, les bien sincères assurances de mes sentiments de reconnaissance et j'oserai dire d'amitié.

« LAMARTINE. »

A cette lettre, Sainte-Beuve répondit sans tarder :

A Lamartine

5 janvier 1829.

« J'ai lu et relu, monsieur, votre lettre bien bonne et bien aimable. Permettez-moi de vous en remercier avant que je vous voie au printemps. Jamais, je vous assure, l'hiver ne m'aura semblé si long. Vous êtes de ceux qu'on est encore plus heureux que fier de connaître. J'aime vos vers encore plus que je ne les admire, s'il est possible. Si vous saviez comme nous parlons de vous ici, comme nous vous relisons, comme nous

avons soif de tous ces fruits savoureux que la branche abandonne pour qu'on les cueille ! Il y a si longtemps que nous en sommes sevrés. Vos vers à Victor (1), si délicieux et si touchants, n'ont fait qu'augmenter notre désir, et nous ne nous consolons qu'en les sachant par cœur, aussi bien que leurs aînés. Émile Deschamps, que je voyais un de ces derniers jours, me disait qu'il avait entre les mains une sublime *Harmonie* de vous, que vous aviez envoyée à l'un de vos amis d'ici : l'Italie d'une part *et mon cœur n'est pas là*, une chaumière en France *et c'est là qu'est mon cœur* (2); la semaine ne se passera pas que je n'aille lire cette belle pièce chez Émile.

« Ce que vous voulez bien dire d'un monde à notre fantaisie, où j'aurais place, me rend bien heureux. Car c'est un peu de votre amitié que je réclame avant tout. Celle de Victor, d'Alfred de Vigny, d'Émile me comble : nous nous voyons assez souvent, aussi souvent qu'on le peut dans ce grand vilain Paris où l'on est si loin l'un de l'autre. C'est au reste le seul moyen de se rendre la vie de Paris tolérable que de se voir, de converser, de se lire entre soi ce qu'on fait, de s'échauffer mutuellement, les plus faibles aux rayons des forts.

« Si, en effet, on ne rencontrait ici par le monde que des tièdes et des indifférents, pour qui Poésie et Art ne signifient ni plus ni moins qu'autre chose, et qui en parlent au hasard, selon l'occasion, sans y attacher d'importance, ce serait un très petit malheur et il n'y aurait pas de quoi se plaindre. On ne peut guère exiger des gens qui ont leurs affaires, leurs ambitions, leurs habitudes positives, de s'intéresser ardemment aux choses d'un monde idéal dont ils ne soupçonnent pas même l'existence. Mais le pire, ce qui est pour l'Art, pour la Poésie, un vrai fléau, dont elle ne saurait trop se garder, ce qui serait capable de la dessécher et de la tarir, comme un mauvais soufleur, c'est la partie moqueuse et dénigrante de la société. Ce sont ces gens-là qui soufflent le froid sur l'inspiration et dont les éloges, même, sont décourageants. On a besoin d'être en garde contre eux, de s'enfermer quelquefois pour les oublier tout à son aise; et d'entretenir le feu du sanctuaire loin des profanes. Vous avez eu du moins cela d'heureux, monsieur, que vous êtes resté depuis long-

(1) *La Retraite. Harmonies poétiques et religieuses*, livre III.

(2) *Milly, ou la terre natale. Ibid.*, livre III.

temps hors de la portée et de la courte haleine de ces petits hommes ; vous n'aviez laissé aux Sarmates d'ici que votre gloire.

« SAINTE-BEUVE. »

Lamartine avait promis à Sainte-Beuve ce qu'il trouverait de « moins indigne » à lui envoyer. Il n'avait pas encore tenu cette promesse quand il retourna à Paris, à la fin du printemps de 1829, ramené dans la capitale par le souci de sa carrière. Comme la fois précédente, il alla chez Hugo où il rencontra enfin Sainte-Beuve. Il récita ce jour-là les vers qui devaient trouver place dans ses *Harmonies* :

Qu'est-ce donc que la gloire ? Un vain son répété,
Une dérision de notre vanité (1) !

Il feuilleta le *Ronsard* où Sainte-Beuve avait transcrit quelques jours plus tôt un poème dédié « A Madame la Baronne V... H... » ; c'est celui qui ouvre les *Consolations* :

Ah ! que la vie est longue aux longs jours de l'été
Et que le temps y pèse à mon cœur attristé !

Ces vers étaient bien faits pour plaire au poète des *Méditations* ; ils lui plurent, en effet. Il les déclara très remarquables et très supérieurs à ceux de *Joseph Delorme* récemment parus. Cette opinion, si on en croit un contemporain, Amédée Duquesnel, aurait décidé Sainte-Beuve à publier ses *Consolations*. On peut croire cependant qu'elles auraient vu le jour quand même Lamartine se serait tu. Il avait le désir de posséder le texte de ce poème. L'auteur, ravi, s'empressa de le lui copier ; il mit, au-dessous de la dédicace, l'épigraphe avec laquelle ils ont paru : « *Notre bonheur n'est qu'un malheur plus ou moins consolé*, Ducis » et les envoya à Lamartine, alors descendu au grand hôtel de Rastadt, rue Neuve Saint-Augustin, près de la rue de la Paix, avec ce billet :

Ce 15 juin 1829.

« Voici, monsieur, si vous vous en souvenez encore, les vers que vous avez été assez bon pour désirer. Si je savais l'heure où l'on peut espérer de vous trouver sans vous trop

(1) *Pourquoi mon âme est-elle triste ? Harmonies*, livre III.

déranger, j'eusse été heureux de vous les porter moi-même et de causer quelques instants avec vous. J'espère que vous êtes encore à Paris pour quelque temps et que je vous reverrai avant notre départ. J'ai bien besoin de causer poésie avec vous, et surtout de votre poésie ; vos vers sur *la Gloire* ne me sortent pas de la tête, depuis que je les ai entendus. Que cela est grand, immense et d'une tristesse reposée ! Adieu, monsieur, et veuillez bien m'accorder quelquefois une petite place dans votre souvenir. »

C'est alors que s'établirent entre eux ces relations, tout de suite très intimes, dont a parlé Sainte-Beuve dans sa *Biographie* (1). Pour Lamartine, il aima ce jeune homme « pâle, blond, frêle et sensible jusqu'à la maladie, poète jusqu'aux larmes », comme il l'écrivit dans le commentaire qui accompagne ses *Harmonies* dans l'édition de ses œuvres complètes. Il allait le voir « avec bonheur », dans la petite maison où il habitait avec sa mère et qui, avec son jardin, lui rappelait « les presbytères ». Ensemble, ils se rendirent une fois au jardin voisin des Chartreux dont l'emplacement est occupé aujourd'hui par le petit Luxembourg, l'École coloniale et l'École de pharmacie. Tantôt se promenant, tantôt assis, ils s'entretenaient d'eux-mêmes. Sainte-Beuve confiait ses pensées et ses sentiments ; Lamartine, plus âgé, répondait avec une égale confiance, évoquant sa jeunesse, pas encore bien lointaine, préludant ainsi aux pages des Mémoires qui devaient sur la fin de sa vie admettre le public dans son intimité. Le futur auteur des *Harmonies* parlait de Dieu, et c'est cet entretien qui a fourni le sujet de la sixième pièce de vers des *Consolations*, celle qui est adressée à M. A. de L...

Elle parvint à Lamartine, comme il était rentré dans sa province, après avoir vu tout Paris qui l'avait « fêté, aimé, prôné, caressé, enivré d'encens et de faveurs », et où David d'Angers avait commencé de fixer ses traits dans le marbre.

Au moment où il la reçut, il était bien plus occupé de politique que de poésie. Charles X venait de congédier le ministre Martignac et de faire appel au prince de Polignac dont le nom seul était un programme. Avec lui, les ultras

(1) Au tome XIII des *Nouveaux Lundis*.

triomphaient, cependant que les esprits sages s'alarmaient pour la dynastie. Lamartine était de ceux-là, il refusait donc l'offre du secrétariat général du ministère des Affaires étrangères que lui faisait le prince. Les lettres qu'il écrivit à cette époque attestent la clairvoyance de ses vues; il se trouvait, en quelque sorte, dans une période de transition, hésitant entre la muse, qui conservait ses préférences, et une carrière au Parlement, à laquelle il songeait, autant par intérêt personnel que par devoir.

Il écrivit alors à Sainte-Beuve cette lettre de remerciement :

A Sainte-Beuve

Saint-Point, 19 août 1829.

« J'ai reçu, mon cher Sainte-Beuve, les vers délicieux que vous m'avez adressés. Si je n'ai pas remercié plus tôt, c'est que je voulais vous remercier en vers. Mais courses sur courses, une maladie grave de ma belle-mère, etc., m'ont empêché jusqu'aujourd'hui de faire des vers à mes amis. J'ai cependant la réponse aux vôtres griffonnée au crayon, le jour même où ils m'arrivèrent. Je les remettrai au net et vous les enverrai, j'espère, la semaine prochaine, s'ils peuvent paraître à mes yeux tout effacés qu'ils sont et prendre figure de vers.

« Je pense que vous êtes comme moi tout ébahi de cette péripétie politique, dénouement au premier acte très inattendu. Il m'afflige. Les esprits se rapprochaient, les opinions se touchaient. Les voilà rejetés dans la colère et l'invective, et le bien de dix années de nouveau compromis par les terreurs que ce mouvement inopportun inspire. Cela glace aussi la verve. Je vois le nom de notre ami Hugo mêlé à tout cela. J'en suis fâché aussi : ce n'est pas la place des vers que ces colonnes de journaux politiques où l'on salit tout ce qu'on y affiche comme sur les colonnes des carrefours.

« Je ne compte plus comme auparavant aller à Paris dans peu de temps. Mais vous devriez bien venir passer quinze jours à Saint-Point.

« Voyez-vous M. David ? Parlez-lui de moi et de ma reconnaissance pour l'immortalité que je lui devrai. Je voudrais bien que vous me disiez en confidence comment je pourrai

lui témoigner ma gratitude comme artiste sans le blesser et sans manquer non plus à ce que je lui dois pour son travail. Vous pourriez tâter cela comme pour un autre et m'en informer tout bas. Serait-ce de l'argent? Serait-ce un cadeau de pendule, bronze ou quelques tonneaux de vin de Bourgogne? Rendez-moi ce service.

« Mille amitiés à Hugo, Nodier, Vigny et sans savoir s'ils sont pour ou contre M. de Polignac. »

Sainte-Beuve n'avait pas encore répondu qu'il recevait cette nouvelle lettre qu'il a publiée en partie dans l'édition de 1863, de ses *Poésies complètes* :

Saint-Point, 24 août 1829.

« Je vous tiens parole, mon cher Sainte-Beuve, plus tôt que je ne comptais. Voici ces vers que je suis parvenu à vous griffonner en trois jours sur les idées que votre épître délicieuse m'avait inspirées quand je la reçus et qui étaient ensevelis et effacés sur mon album au crayon. Vous aurez de la peine à déchiffrer à votre tour. Mais je voulais vous éviter un port énorme qu'ils ne valent pas. Pardonnez-moi de vous répéter en vers (1) mes injures poétiques sur quelques morceaux de *Joseph Delorme*. Vous verrez qu'elles sont l'ombre de la lumière qui environnera son nom, et si ce sans-façon poétique vous déplaît, déchirez-les. »

Les « injures poétiques » à l'adresse du malheureux *Joseph Delorme* forment une longue strophe :

J'avais pourtant noté d'un doigt réprobateur
Tes vers trop tôt ravés à l'amour de l'auteur,
Tes vers où l'hyperbole, effort de la faiblesse,
Enflait d'un sens forcé le vide ou la mollesse ;
Tes vers, fruits imparfaits d'un arbre trop hâté...

Quand il reçut cette épître, il ne semble pas que Sainte-Beuve en ait éprouvé un vif ressentiment. Le soir même, en

(1) Les vers qui accompagnaient ces lignes se trouvent au livre troisième des *Harmonies* sous le titre *Épître à M. de Sainte-Beuve... ou Conversation*.

Oui, mon cœur s'en souvient, de cette heure tranquille
Qu'à l'ombre d'un tilleul, loin des toits de la ville,
Nous passâmes ensemble au jardin des Chartreux.

effet, il fut la lire chez Hugo et lui-même la publia, avec ses vers à Lamartine, dans le *Correspondant* du 30 mars 1830. Sa réponse à Lamartine, datée du 29 août, et qui a été publiée en 1893 dans le Recueil des *Lettres à Lamartine*, ne laisse percer aucune mauvaise humeur. Tout au contraire, Sainte-Beuve s'y déclare « bienheureux et glorieux » ; il ne peut s'empêcher cependant de comparer assez tristement la manière « si large, si naturelle » de son correspondant à la « manière petite, étroite » qui est la sienne, à son « impuissance d'atteindre plus haut », conséquence de son « indigence un peu honteuse de génie ». Dans cette même lettre, on trouve, avec la justification de la conduite de Victor Hugo dans l'affaire de *Marion Delorme*, la réponse à la question relative à David d'Angers. Sainte-Beuve conseillait, soit le don des œuvres dédicacées de Lamartine, soit, et de préférence, la dédicace au sculpteur d'une des *Harmonies*.

LAMARTINE A L'ACADÉMIE

Au mois de novembre suivant, Lamartine était élu à l'Académie française, en remplacement du comte Daru et quelques jours après, le 19, il perdait sa mère. Ce fut seulement vers la fin du mois de décembre que Sainte-Beuve lui écrivit :

Paris, ce 20 décembre 1829 (1).

« Mon cher Lamartine, en relisant tout à l'heure une de vos consolantes *Méditations*, il m'est revenu plus vivement dans l'esprit que, depuis que je ne vous avais vu, une grande et irréparable douleur vous avait visité et je me suis reproché d'avoir hésité si longtemps à vous écrire la part que j'y ai prise du plus profond du cœur ; il y a eu, dans ce silence, respect et pudeur de troubler une affliction sans remède ; mais puisque que vous êtes pour mon âme un consolateur de tous les jours et de toutes les nuits, il y aurait presque ingratitude de ma part à ne pas vous reporter, en cette peine immense, mon faible écho de douleur.

(1) La lettre était fermée par un cachet de cire rouge où l'on distingue les initiales S. B. entrelacées et surmontées d'une couronne fantaisiste qui rappelle une couronne comtale.

« Lorsque vous êtes arrivé à Paris, il y a six semaines, j'arrivais moi-même d'un assez long voyage que j'avais fait du côté du Rhin, et au moment où je me félicitais, avec nos amis communs, de votre triomphe (1), d'un triomphe bien plus doux encore à ceux qui vous entourent et vous admirent qu'à vous-même qui n'en recevez rien de plus glorieux, voilà qu'avant d'avoir pu vous serrer les mains, vous nous êtes enlevé par la plus amère douleur. Nous en avons bien souvent causé avec Victor, et dans le sens grave de cette philosophie religieuse dont vous avez été tous deux les si sublimes organes. Nous y avons vu un de ces traits du doigt divin qui écrit des paroles sévères dans la vie des plus heureux ; un de ces avertissements lamentables qui vous crient que tout est vain, hors ce monde de l'âme et de Dieu que vous nous avez révélé. Je me suis plus que jamais souvenu des bons et salutaires conseils que votre amitié me donnait sous le tilleul du Luxembourg, de ces vers où j'osais vous appeler *heureux* et de ceux où vous me confessiez magnifiquement votre *bonheur*, et quand je pensais que tout cela ne pouvait plus se dire, que ce qui était vrai il y a dix mois ne l'était déjà plus, et que vous en étiez vous-même à recourir à ces consolations mystérieuses que votre génie semblait n'avoir désormais qu'à distribuer aux autres, il m'était impossible de ne pas sentir à fond la vérité intime de vos paroles, de vos croyances, et de ne pas en reconnaître l'efficacité divine en une si rude épreuve. Je m'en pénétre de plus en plus ; et il y aura dans vos larmes une rosée bien salutaire à mon âme. Ces larmes, mon cher Lamartine, ne seront pas non plus inutiles à la vôtre. Les malheurs, que l'homme de génie éprouve au milieu de la vie, lui donnent une seconde jeunesse de sentiments, de piété et d'amour ; ils l'empêchent de s'enfoncer trop avant dans le bonheur humain et dans les combinaisons de ce monde ; s'ils ne le rendent pas plus grand poète (ce qui ne vaudrait pas l'épreuve), ils le maintiennent bon, tendre, religieux, ce que vous êtes en un mot, ce que vous ne pouvez cesser d'être ; mais avec les âmes choisies qu'il [aime], Dieu n'épargne pas les précautions et il a voulu s'assurer à tout jamais de la vôtre en la retrempant dans un tel malheur.

(1) L'élection de Lamartine à l'Académie.

« Pardon, mon cher Lamartine, de ces effusions qui réveillent votre peine, mais je m'en serais voulu de n'y point céder.

« Tous nos amis, Victor, etc. ont senti ce qu'ils doivent sentir.

Lamartine lui répondit chez Victor Hugo :

A Sainte-Beuve

24 décembre.

« Mon cher Sainte-Beuve, votre lettre est une consolation, car elle montre une profonde et vraie sympathie. C'est ce qu'une douleur inconsolable comme la mienne peut espérer et trouver de mieux. Mais quand cette sympathie vient d'un cœur comme le vôtre, d'une âme qui sent et comprend tout, d'un esprit qui cherche la consolation seulement là où elle peut être, alors elle a un double prix. Recevez donc mes vifs remerciements pour ces lignes si intimes et si pénétrantes et dites-vous : je lui ai fait quelque bien. J'en ai besoin, mon cher ami : jamais je ne fus frappé d'un coup plus rude et plus inattendu. Ma mère était pour moi au delà de ce que des mots peuvent exprimer, de ce que les larmes peuvent pleurer !

« Je vous écris ce peu de lignes à la hâte en trouvant votre lettre à mon retour de Saint-Point où je viens de remplir le devoir le plus amer, mais pour moi le plus consolant, celui d'y transporter au moins les reliques mortelles de ma mère. Adieu ; dans un tel moment il faut vous aimer beaucoup pour vous écrire, même un mot, mais tel est mon sentiment pour vous et il sera aussi durable qu'il a été rapide et qu'il est profond. »

Le 1^{er} avril suivant eut lieu, à l'Académie française, la réception de Lamartine. La séance finie, Victor Hugo et Sainte-Beuve qui y assistaient vinrent féliciter le nouvel académicien avec qui ils s'entretenirent quelques instants. Les journaux hostiles aux doctrines littéraires qu'ils représentaient, demandèrent ironiquement le lendemain s'ils étaient venus le remercier d'avoir plaidé leur cause. C'était une allusion à la fin du discours du récipiendaire : acte de foi dans les générations nouvelles et invitation à ses confrères d'ouvrir leurs rangs aux talents « sans acception d'écoles ou de partis ». Deux jours

après, *le Globe* contenait un article, non signé, de Sainte-Beuve sur cette réception. Nous savons aujourd'hui, par les lettres de Lamartine, dans quel esprit il avait écrit son discours, et nous retrouvons, sous la plume de Sainte-Beuve, des commentaires susceptibles de lui prouver qu'il avait réussi. Naturellement, le critique ne manquait pas de saluer l'entrée du poète à l'Académie comme une « conquête de l'opinion publique sur l'esprit de notre premier corps littéraire... gage irrévocable d'indépendance et de raison pour l'avenir ».

UNE MISSION MANQUÉE

Comme Lamartine était à Paris, les Puissances qui avaient aidé la Grèce à conquérir son indépendance lui cherchaient un roi. C'est au prince Léopold de Saxe-Cobourg, — qui était appelé à devenir le premier roi des Belges, — qu'elles proposaient ce trône, cependant que Charles X se disposait à désigner Lamartine pour le représenter en qualité de ministre auprès du souverain futur. La presse, qui n'est pas toujours discrète, révéla ces projets; le *Courrier français* précisa même, dans son numéro du 6 avril, que Lamartine avait déjà « fait choix de son secrétaire », et il ajoutait : « Il doit emmener en cette qualité son ami M. de Sainte-Beuve. » C'est, en réalité, comme secrétaire de la Légation, et non comme secrétaire particulier qu'il devait se rendre en Grèce. Cette double nomination irritait les journaux libéraux. *Le Corsaire* raillait : « Voilà un voyage bien long et bien romantique pour ce pauvre Joseph Delorme, poitrinaire et romantique »; et sur le même mode, le *Courrier français* : « Ainsi, deux poètes romantiques seront appelés à représenter la diplomatie française sur la terre classique des beaux-arts et des lettres », et, à nouveau, quelques jours plus tard, sous le titre *Joseph Delorme en Grèce*, *le Corsaire* s'indignait : « Tandis que le mysticisme rêveur du grand plénipotentiaire va projeter quelque stérile *Méditation* là où l'héroïque Byron sacrifiait sa vie et ses trésors, le tout malade Joseph Delorme méditera peut-être de nouveaux blasphèmes contre les dieux du Parnasse français sur la terre classique des génies créateurs qui les inspirèrent. »

Dès le premier jour, Sainte-Beuve s'était empressé de se disculper auprès de Lamartine de tout reproche d'indiscrétion :

A Lamartine

Ce mardi matin [6 avril 1830].

« Mon cher Lamartine,

« *Le Courrier français* de ce matin, parlant de votre nomination en Grèce, ajoute que vous m'avez choisi, dit-on, pour votre secrétaire.

« J'en suis fâché, parce que cela peut vous contrarier ; car, pour moi, j'ai grand mépris et insouciance des journaux et de tout ce qu'ils peuvent dire à mon sujet.

« Croyez au reste que ce bruit n'est en rien venu de moi ; j'ai été muet, mais je crois que vous en avez parlé négligemment à MM. de Salvandy et Villemain, qui en ont jase. Si ce bruit ne vous contrarie point, il n'y a pas de mal ; seulement, j'ai voulu vous assurer que je n'en étais point l'auteur. »

Le brusque départ du prince Léopold renonçant à sa couronne mit fin à la collaboration éventuelle de Lamartine et de Sainte-Beuve, qui étaient pourtant destinés à collaborer mais sur le terrain même où ils s'étaient connus : celui de la poésie.

LA PUBLICATION DES « HARMONIES »

En partant de Paris, Lamartine laissait, en effet, à son éditeur, le manuscrit des *Harmonies*, et à Sainte-Beuve, le soin d'en surveiller l'impression et d'en corriger les épreuves, comme nous l'apprend la lettre qui va suivre. Le 11 juin, une note du *Globe*, qui était de Sainte-Beuve, annonçait la mise en vente pour le lundi suivant de cette œuvre nouvelle du poète dont ce journal offrait en primeur deux pièces : *Le Premier amour*, qui n'était pas encore intitulé *Premier regret*, et *Milly ou la terre natale*.

Les deux volumes publiés, Sainte-Beuve leur consacra, toujours dans le *Globe*, deux articles, les 16 et 20 juin. On était alors à quelques jours des élections ; les électeurs d'arrondissement étant convoqués pour le 23 et ceux des départements pour le 3 juillet, afin d'élire une nouvelle Chambre, en remplacement de celle qui avait été dissoute à la suite de l'adresse des 221. Lamartine remercia son ami en ces termes :

Saint Point, 27 juin 1830 (1).

« Recevez mes bien vifs remerciements, mon cher Sainte-Beuve, pour toute la peine que vous a donnée le laborieux enfantement de mes deux volumes au jour. J'ai lu avec reconnaissance les deux articles du *Globe*, et on m'a dit que le *Constitutionnel* même avait parlé assez favorablement. Le grand nombre de lettres particulières d'inconnus que je reçois tous les jours me font assez bien augurer pour l'avenir de cette publication. Donnez-m'en des nouvelles, si vous savez de Gosselin comment on la prend.

« Je suis enfin au lieu du repos. Les élections font un moment troublé, mais elles sont partout comme ici si prononcées dans un sens hostile qu'il n'y a plus rien à faire qu'à s'envelopper de son manteau et à attendre les événements. Lorsque comme nous on déplore les sottises des deux partis, on passe sa vie à gémir. Tout marche à un renversement de l'état provisoirement tranquille où nous étions depuis quelques années; hâtez-vous de faire entendre votre voix poétique pendant qu'il y a encore au moins le silence de la terreur; bientôt peut-être on n'entendra plus que le cri des combattants. Les symptômes sont alarmants; vos paisibles amis de Paris qui font de la politique, avec leur encre et leur papier dans la liberté des théories, verront à quels éléments réels ils vont avoir affaire: la plume cédera au sabre, soyez-en sûr. La force brutale, envieuse, ennemie de toute intelligence parce que intelligence et liberté ne sont qu'un, attend le moment avec impatience. Je parle de la force populaire bien plus redoutable que la force tyrannique: les tyrans rougissent, mais les peuples non; enfin espérons mieux.

« Hier, j'ai relu les *Consolations* pour me consoler de ce que j'entrevois. Elles sont ravissantes, je le dis et je le répète; c'est ce que je préfère dans la poésie française intime. Que de vérité d'âme, d'onction et de poésie, j'en ai pleuré, moi qui onques ne pleure. Soyez en repos contre vos détracteurs: je vous réponds de l'avenir avec une telle poésie. Croissez seulement et multipliez. Adieu. Mille amitiés. »

(1) Cette lettre a été publiée, en partie seulement, comme celle du 24 août 1829, dans les *Poésies complètes* de Sainte-Beuve, édition de 1863.

La révolution de Juillet vint réaliser la prophétie de Lamartine qui se trouve ainsi l'avoir annoncée, un mois d'avance et jour pour jour, de la campagne où il était, ce qui est une preuve nouvelle de son sens des réalités politiques si souvent contesté. Le prince de Polignac et les ministres qui avaient contresigné les ordonnances arrêtés, un courant d'opinion, très vif et très répandu, réclama contre eux la peine capitale; les mots « Mort aux ministres » étaient écrits partout sur les murs; des pamphlets, des placards, demandaient leur exécution. La voix d'un poète pourrait-elle les sauver? Lamartine le crut, il écrivit donc son *Ode contre la peine de mort* et l'envoya, dans les premiers jours de novembre, à Aimé Martin qu'il priait, si on l'approuvait à Paris, de la faire paraître chez Gosselin et de la publier auparavant dans quelques journaux. Un mois plus tard, il écrivait à Sainte-Beuve, en réponse, semble-t-il, à une lettre que nous n'avons pas retrouvée :

« Mon cher ami, je suis étendu depuis trois semaines sur un lit de douleurs et pas encore quitte. Voici le premier jour où je tiens une plume. Sans cela je vous aurais répondu et recommandé une petite ode politique contre la peine de mort que j'ai envoyée il y a un mois à Paris et qu'il me paraît qu'on n'ose pas insérer dans un journal. »

LAMARTINE A LA REVUE

Rentré en France, après avoir fait, comme Chateaubriand, son pèlerinage à Jérusalem, et à peine installé à Paris où il venait remplir son mandat de député, Lamartine reçut une demande de Sainte-Beuve qui le sollicitait de donner de ses vers à la *Revue*.

« Mon cher Lamartine,

« M. Buloz, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, me demande un mot d'introduction auprès de vous; lui et la *Revue*, vous le savez, vous sont tout dévoués, il voudrait prendre date auprès de vous pour quelque promesse de vos beaux vers quand vous vous déciderez à en livrer un fragment.

« M. de Pierreclos m'a parlé l'autre soir d'une ravissante *Orientale* que vous lui avez lue et qu'il vous suppliait de

laisser publier dans notre *Revue* : un échantillon de ce genre serait le comble des vœux de M. Buloz et des nôtres. C'est bien indiscret peut-être de vous presser ainsi à ce sujet, mais d'autres vous presseront à coup sûr et M. Buloz et la *Revue* nous tenons bien à ne pas être supplantés dans cette promesse. »

Sainte-Beuve, M. Buloz et la *Revue* eurent satisfaction, puisque le numéro du 15 janvier 1834 contient un poème de Lamartine, — très certainement la « ravissante *Orientale* » dont avait parlé M. de Pierreclos. Il y est intitulé : *A une jeune Arabe qui fumait le narguilé dans un jardin d'Alep*.

Qui ? toi ? me demander l'encens de poésie !

Toi, fille d'Orient, née au vent du désert !

Fleur des jardins d'Alep, que Bulbul eût choisie

Pour languir et chanter sur son calice ouvert !

On a reconnu les vers à M^{me} Jorelle, au tome premier du *Voyage en Orient*. En bas de page de la *Revue*, on lit cette note : « Un de nos amis nous envoie de Marseille des vers que M. de Lamartine composa à son arrivée en Syrie, pour une jeune dame qui fumait le *narguilé*, pipe turque où la vapeur du tombach passe dans une urne de cristal, à travers de l'eau de rose. Nous ne croyons pas déplaire à l'illustre poète, occupé aujourd'hui d'intérêts si graves, en publiant sans sa participation des vers qu'il a laissés tomber en passant, et qui sont entrés ainsi dans le domaine commun de la belle poésie. »

Au moment où il pénétrait dans la vie politique, Lamartine, craignant que la poésie ne lui fit tort, feignait d'être étranger à cette publication et inventait la fable de l'ami de Marseille, comme en 1820, alors qu'il sollicitait le poste de secrétaire de légation de France à Florence, il écrivait, se défendant d'être poète : « Je ne l'ai jamais été que... par intervalles, par désœuvrement, par occasion, jamais par état. »

« JOCELYN »

Dans les derniers mois de 1834, Sainte-Beuve écrivait à M^{me} de Lamartine une lettre qui renferme ces lignes :

« Oui, madame, j'aurais trouvé, comme vous le dites, le calme, le loisir facile et l'inspiration à Saint-Point ; j'y aurais

trouvé ce qui me manque depuis bien des années, un dégagement de soins, une rêverie, bien chère à l'âme, dans le voisinage des personnes admirées et dont on sent à fond le génie, les vertus et les douleurs.

« Je ne sais si la poésie pour moi aurait été égale à l'inspiration et à l'émotion, car quand on admire beaucoup et qu'on est rempli chaque jour de ce qu'on entend vibrer autour et au-dessus de soi, on n'est peut-être pas très propre à démêler sa propre mélodie perdue dans les grandes voix meilleures. Mais qu'importe ? et le souvenir d'un mois passé à côté de M. de Lamartine et de vous, madame, serait fécond plus tard et propice à tous les bons échos du souvenir. Quel obstacle donc m'a retenu ? Mon Dieu ! ce qui me retient depuis des années et pour des années peut-être encore dans mes projets de distractions les plus prochaines comme les plus lointaines que je ne fais plus. Je me suis laissé engager à promettre à M. Guizot pour le mois de janvier un mémoire sur nos vieux poètes (lequel, hélas ! n'est pas prêt encore) ; j'ai des recherches pour un *Port-Royal* à poursuivre ; j'ai eu enfin des articles de revue à faire à la traverse un peu par nécessité, un peu par goût et caprice de critique : ainsi, je n'ai pas eu d'automne, sans avoir eu (s'il m'en souvient) beaucoup plus de printemps. Excusez-moi, madame, faites que M. de Lamartine m'excuse aussi et que surtout ni l'un ni l'autre de vous deux ne doute jamais du tendre et fidèle respect que je leur ai voué et que je leur garde. Vous allez bientôt nous revenir, et deux volumes d'admirables vers seront votre bienvenue ; ils ne trouveront nulle âme plus préparée que la mienne au milieu de toutes celles qui vont les saluer. »

C'est seulement un an plus tard que les « deux volumes d'admirables vers » qui portèrent pour titre : *Jocelyn*, furent terminés. Ils devaient paraître à la fin du mois de février 1836 ; l'auteur fondait sur eux de sérieux espoirs d'avenir. Il ne doutait point que *Jocelyn* dût rivaliser en popularité avec *Paul et Virginie* ; toutefois, il ne comptait pas sur une première lecture pour créer un sentiment aussi durable ; il réclamait donc de tous une troisième et même une quatrième lecture ; il la demandait à Sainte-Beuve, à qui il fit parvenir un exemplaire d'épreuves reliées avec ce billet :

Vendredi 12.

« Voilà, mon cher Sainte-Beuve, mon épisode chéri que je vous recommande comme un enfant de prédilection.

« Ne le jugez pas avant de l'avoir lu deux ou trois fois, par s'il a quelque prix pour des poètes, ce n'est pas par l'éclat, mais par l'intimité et la vérité. »

La réponse du critique fut telle que devait l'espérer l'auteur : un aveu d'admiration :

Ce jeudi.

« J'ai besoin de vous dire, mon cher Lamartine, avant que je l'écrive pour d'autres, combien ce poème m'a enlevé de plus en plus, à mesure que j'avais dans la lecture. La mort de la mère, les laboureurs, toutes les paraboles du Nil, de la caravane, des deux frères, de l'aigle et du soleil, sont d'une beauté et d'une élévation et d'un naturel continus, qui doivent saisir tous les cœurs. Je vous lis et vous relis et me dispose, non pas à aider, mais à célébrer dignement, par une critique émue et pénétrée, cette œuvre d'une si haute et si belle expansion. Quelle beauté de cœur vous donnez de plus en plus à connaître ! »

Deux jours avant la publication dans *le Globe* de son article sur *Jocelyn*, Sainte-Beuve écrivait de nouveau à Lamartine :

Ce samedi soir.

« Je ne vous quitte pas, sans vous voir. Les deux tiers de mon article sont déjà donnés et imprimés. J'achève le dernier tiers. Mon seul vœu, c'est que vous soyez content et que mon peu de critiques disparaisse et se noie dans un ensemble d'admiration. Aussi tôt (*sic*) que j'aurai fini, j'irai vous voir et continuer de causer de vous et de *Jocelyn* avec vous. L'article paraît le 1^{er} mars sans faute. Tout à vous de cœur. »

ENQUÊTE SUR XAVIER DE MAISTRE

Le 1^{er} mai 1839, Sainte-Beuve donnait dans la *Revue* un portrait de Xavier de Maistre. Celui-ci, comme on sait, s'en montra fort offensé et s'emporta violemment contre « l'inso-

lent écrivassier ». N'avait-il pas osé raconter que l'auteur du *Voyage autour de ma chambre*, au temps qu'il était jeune, donnait volontiers des rendez-vous à la dame qu'il aimait, dans le jardin du lépreux de la cité d'Aoste ?

Par une note des *Portraits contemporains* nous savions que cet article sur Xavier de Maistre n'était, pour son auteur, qu'une « manière de prélude », les « faciles et gracieuses prémices » d'un « sujet plus sévère ». Par là il désigne la biographie qu'il consacra, en 1843, à Joseph de Maistre de qui il s'était « dès longtemps occupé ». C'est, en effet, comme on va le voir, sept ans plus tôt que le critique avait conçu la première idée de ce travail.

Ce 16 novembre.

« Mon cher Lamartine,

« Je n'ai eu de vos nouvelles qu'indirectement depuis votre départ, par M^{me} de Jussieu et par Cazalès que j'ai vu à son passage à Paris. Il paraît que vous avez été souffrant, du genou toujours, et que, gardant la chambre plus que de coutume, vous avez plus poétisé encore : ce sera un épisode de plus que nous attendons. J'ai peu changé de vie depuis que vous nous avez quittés ; ma plus grande distraction a été de passer environ six semaines proche Chantilly, revenant à Paris tous les quinze jours pour des livres ou pour l'imprimeur. J'ai gagné pourtant à ce travail aux champs un peu de repos et quelque retour de poésie. Mais en écoutant mon cœur, la voix était changée : ce n'était plus un chant (s'il a jamais chanté) ; c'était un discours grave, suivi, *sermo* ; l'âge mûr ; l'épître morale ; j'ai essayé sur ce ton, et je tâcherai d'y donner suite à travers les distractions forcées. Je vous enverrai une de ces épîtres appelée *Pensée d'août* qui a déjà été imprimée dans un magazine, mais je veux y joindre une espèce de petit poème appelé *Monsieur Jean, maître d'école*, qui s'imprime et a 700 vers ; c'est mon plus long jusqu'ici, il est possible que le numéro du magazine où il sera (1) ne paraisse qu'en décembre ; mais si vous n'êtes pas encore ici, je vous l'adresserai là-bas avec

(1) Ces deux poèmes ont paru dans le *Magasin pittoresque* : *Pensée d'août*, dans le numéro 36 du 3 septembre 1836 ; *Monsieur Jean, maître d'école*, la même année dans le numéro 48 du 26 novembre, c'est-à-dire, dix jours après la lettre à Lamartine.

l'autre pièce, heureux si Jocelyn donne un sourire au pauvre magister! c'est tout le public que je lui souhaite. Que ferait l'autre public, de cette poésie moins enlevée, moins brillante en couleurs que jamais?

« Cazalès que j'ai consulté sur M. de Maistre dont je dois écrire l'article, m'a parlé d'une correspondance et d'une lettre entre autres, qu'aurait M. de Virieu, celui-là même à qui vous avez adressé cette pièce d'un milieu de la vie, que j'ai tant de fois récitée par les chemins. J'écris un mot à M. de Virieu en m'autorisant du nom de Cazalès et du vôtre. Serez-vous assez bon pour mettre l'adresse à la lettre ci-jointe et pour la faire jeter à la poste?

« Paris a été bien désert cet été et je n'y ai vu personne. M. de La Mennais y est, mais je ne le vois pas. On parle toujours de ce livre des *Affaires de Rome*, des *Plaies de l'Eglise* qu'il doit publier. Ce sera le prochain coup d'État en fait de publication, et même le seul; à moins que vous ne nous veniez avec un poème.

« La situation politique est bien peu animée excepté par les criailleries et les intrigues superficielles. Les doctrinaires revenus et en partie rajeunis de leur jeune milice essaient, dit-on, des améliorations intellectuelles et autres : en viendront-ils à bout? Ont-ils l'esprit assez inventif et assez accueillant pour cela? Ne seront-ils pas détournés du rôle qui n'est pas chez eux une inspiration essentielle, mais bien plutôt un moyen secondaire de gouvernement, n'en seront-ils pas détournés par les tracasseries personnelles qui s'attachent à leur passé? Et puis quels ministres peuvent rien entreprendre de nos jours, quand ils ne sont pas sûrs de trois mois de règne, et qu'entre le Château et la Chambre ils sont tout en démonstrations factices et en tactique perpétuelle qui les usent? Colbert n'avait affaire qu'à Louis XIV, et Pitt qu'au Parlement.

« La multitude des journaux et des journalistes nouveaux n'a que mieux montré le néant de la jeune et de l'ancienne presse; ce qu'il y a de certain, c'est que ce qui est, est à bout et qu'il faut de nouvelles idées et une nouvelle formation vraie dans le monde politique. Vous pouvez beaucoup pour cela; mais, de grâce, ô noble nature, tout en restant la conciliation même, croyez un peu plus au mal, à la difficulté, à l'incon-

vénient. La chose sera beaucoup plus facile pour vous, quand vous la croirez très difficile. »

Lamartine transmet à son ami Virieu, en la lui recommandant, la lettre de Sainte-Beuve. « Fournis-lui ce que tu auras sur M. de Maistre, lui disait-il. C'est en bonnes mains, mieux que dans les miennes. »

Quelques semaines plus tard, Lamartine dictait à M^{me} de Lamartine la lettre suivante :

A Sainte-Beuve

« J'ai attendu, mon cher ami, pour vous répondre la réponse de M. de Virieu. Il vous l'envoie, m'écrit-il hier. Donc rien là-dessus. J'ai connu moi-même beaucoup le prophète de Maistre. Je vous ferai de vive voix son portrait physique et moral. C'était une grande et simple figure de la Bible égarée dans le XVIII^e siècle et ne comprenant rien au XIX^e, que le mouvement et le style. Honnête âme, âme sainte, mais esprit trop aiguë par la scolastique italienne et catholique du moyen âge et cherchant la pensée dans le paradoxe. Je le vénère comme homme ; je m'en amuse comme philosophe, mais je ne prends pas ses ultra-vérités au sérieux. Il n'y a pas une des conséquences de son système social qui ne mène droit à l'inquisition ou à l'anéantissement de la raison humaine. Jugez du principe.

« Vous m'annoncez des vers nouveaux de vous. C'était une bonne nouvelle, rien n'est venu que l'eau à la bouche. Des vers de vous, des vers intimes et disant au cœur tout haut ce que les années et les tristesses nous disent si mystérieusement à la pensée. C'est une *Consolation* toujours. Or, nous avons bien besoin d'être consolés. Je suis bien profondément triste, non des choses extérieures contre lesquelles il y aurait encore assez de réaction dans ma poitrine, mais d'un long combat qui se passe en moi et où il faut vaincre, pour Dieu, son amour-propre, son orgueil, son respect de soi-même, son respect humain. Pourquoi recevons-nous deux éducations ? Une des autres, qui se reçoit *a priori*, une de nous-même et des choses qui nous fait éparpiller les forces d'une vie déjà trop courte, et d'une individualité déjà trop frêle pour le dévelop-

pement d'une même pensée. Vous voyez que je veux parler de la question religieuse. Toutes les autres sont légères, selon moi.

« J'ai reçu l'abbé de la Mennais, mais non encore lu. C'est un grand et saint athlète qui ne craint pas d'ôter son habit pour combattre et de se montrer nu au peuple. Je vais le lire. Vous savez que nos deux pensées, l'une excessive, l'autre modérée, ne s'accordent pas, mais nos deux consciences s'estiment toujours. Après cela, parlerons-nous de presse politique? C'est bien vil. Cependant j'en ferai si vous voulez. Organisez cela, mais à condition que vous, Ballanche, Tocqueville, Beaumont, Carné, Pagès, etc., nous écrivons ensemble; car là serait une force: en moi seul il n'y a qu'un instinct droit et rapide des choses.

« J'ai passé une triste année ici, mes affaires de fortune sont malades, gênées, me préoccupent et inquiètent autour de moi, bien qu'il n'y ait pas ruine. Ma luxation au genou m'a privé d'exercice et par là de santé. Le Conseil général du département m'a privé de loisir pour la pensée poétique. Il n'y a que six semaines que je dérobe à mes nuits quelques heures matinales pour nos douces et fortes rêveries de jeunesse. J'ai écrit quelques milliers de *Lignes* comme disent les Anglais. J'aurais besoin d'un coup de votre cloche, mêlée d'argent et d'airain, pour faire vibrer à l'unisson une âme composée en partie du même alliage que la vôtre. »

Les *Affaires de Rome* venaient, en effet, de paraître et Lamennais en avait envoyé un exemplaire à Lamartine qui, peu après avoir écrit à Sainte-Beuve, s'était mis à le lire comme nous l'apprend une lettre de lui à Virieu, datée du 27 novembre. A Sainte-Beuve il disait de Lamennais: « C'est un grand et saint athlète qui ne craint pas d'ôter son habit pour combattre et de se montrer nu au peuple »; cette image, le critique l'a reprise, sept ans plus tard, dans sa « Chronique parisienne » de la *Revue suisse* du 18 février 1845, où on lit: « Ce petit homme qui jette dans le gouffre de Decius sa personne autant qu'il peut... qui retroussé ses manches et descend bras nus pour faire l'athlète comme au premier soleil du combat. » Nous allons voir qu'il utilisa, de même façon, sa correspondance dans l'article sur de Maistre.

Non seulement Virieu, qu'il interrogeait au sujet de l'au-

teur des *Soirées de Saint-Petersbourg*, se mit à la disposition du critique, mais aussi M^{lle} de Virieu. Une lettre d'elle, conservée dans le fonds Lovenjoul, contient une relation des derniers jours de Joseph de Maistre. C'est ce récit d'un « témoin ami » qu'il n'a pas cru devoir autrement désigner, que Sainte-Beuve a rapporté entre guillemets, vers la fin du portrait qu'il en fit.

Au moment de l'écrire, il relut la lettre précédente de Lamartine et en retint quelques expressions, et d'abord celle de « prophète ». Sainte-Beuve n'écrit-il pas : « A le voir avec la tête haute, toujours découverte, ses beaux cheveux blancs et son verbe ardent, enflammé, il avait l'air d'un prophète », et, plus loin : « Qu'y a-t-il d'étonnant qu'il se soit maintes fois échappé à trop dire, à trop pousser ses *ultra-vérités*? » *Ultra-vérités*, ce sont les propres mots de Lamartine, soulignés dans sa lettre par Sainte-Beuve qui les a pareillement soulignés dans le texte imprimé. Au reste il a reconnu dans cet article avoir interrogé « un poète illustre sur M. de Maistre qu'il avait fort connu ».

LES SÉVÉRITÉS DU CRITIQUE

Ici prend fin l'amitié qui pendant une dizaine d'années unit Sainte-Beuve et Lamartine; l'article sur les *Recueils* dans la *Revue* du 1^{er} avril 1839 en marque, en quelque sorte, le terme. Aussi bien avaient-ils cessé alors de faire même route. Le poète, devenu homme politique, ne relevait plus du tribunal du critique resté, lui, fidèle aux lettres. Ils ne se verront donc plus, sauf au hasard d'une rencontre, dans une ruelle près de l'église Saint-Gervais, en avril 1848. On sait pourtant, par les notes des « Chroniques parisiennes », insérées dans la *Revue suisse* par Juste Olivier, par celles qui figurent en appendice au tome onze des *Causeries du Lundi*, ou à la suite des articles sur Lamartine, dans l'édition de 1869 des *Portraits contemporains*, par les Carnets de Sainte-Beuve, enfin, qu'il accompagna d'un intérêt constant, mais à distance, celui dont les événements l'avaient séparé. Avec quelle sévérité il juge, désormais, l'homme et l'écrivain! Même légèreté chez l'un et chez l'autre, même manque de travail, même abandon à l'improvisation; si l'homme est ambitieux, s'il montre des prétentions

souven
faction
les dé
dans J
ordre
choqua
qualité
qui n'
dans s
roman
lui-mê
que p
nom
certai
cite c

Il
sion,
gaspie
l'aute
ture
avec
que l
mot d
à la
voulu
l'app
expli
Saint
à lire
polit
sous
tuait
sans
tions
à ce
d'esp
d'em
vital

souvent excessives, s'il fait voir en un mot une puérile satisfaction de soi qu'on peut bien nommer fatuité, chez l'écrivain les défauts déjà relevés dans les *Harmonies* et, plus encore, dans *Jocelyn*, se sont accentués : les incorrections de tout ordre abondent ainsi que les erreurs et cela est d'autant plus choquant qu'il aborde l'histoire, laquelle exige justement la qualité dont il est le plus dépourvu : l'exactitude. Sainte-Beuve, qui n'a pu souffrir le roman historique tel que l'a conçu Vigny dans son *Cinq-Mars*, peut encore moins supporter l'histoire romancée telle que la pratique l'auteur des *Girondins*. C'est que lui-même, toujours si scrupuleux, exagère encore, à mesure que passent les années, le culte de la vérité dont il prend le nom même pour devise. Voilà qui explique la sévérité de certains de ses jugements résumés par lui en un vers qu'il cite complaisamment :

Lamartine ignorant qui ne sait que son âme.

Il s'indigne de voir le poète renoncer à sa véritable mission, sacrifier sa gloire dans la poursuite des faux biens, gaspiller et mépriser des dons incomparables. Il s'irrite quand l'auteur des *Recueils*, dans sa préface, affecte la désinvolture pour parler de sa poésie ; il lui en veut de manquer ainsi avec tant de légèreté à sa destinée et de décevoir les espérances que l'on plaçait en lui. Sur cette déception, sur ce *deuil*, ce mot est de lui, Sainte-Beuve a tenu à s'expliquer le jour où, à la fin de sa vie, réunissant ses articles sur Lamartine, il voulut rendre compte à ses lecteurs, comme à lui-même, de l'apparente contradiction de ses opinions, comme il s'en est expliqué, dans une lettre de 1836, à son compatriote M. Jules Saint-Amour, publiée par Valentine de Lamartine, et qui serait à lire en entier : « Lorsque M. de Lamartine est devenu un politique, je n'ai pu me décider à le suivre ; je l'aimais trop sous sa première forme ; je m'étais fait un idéal, il en substituait un autre. Je ne l'ai pas voulu. J'en souffrais. C'est là sans doute une manière exclusive de sentir, mais les affections vives et premières sont ainsi. Le malheur c'est qu'obligé à certain moment, un peu par ma nature et vocation d'esprit, beaucoup par la nécessité et le besoin de vivre, d'embrasser la profession de critique, de *jugeur*, j'ai été inévitablement amené à exprimer publiquement mes dissidences,

et à dire tout haut ce qu'il eût été plus conforme à ma première condition de poète et d'honnête homme de garder pour moi. »

Quoi qu'il en soit, jamais Sainte-Beuve ne revint sur son appréciation des livres qui avaient suscité en lui un enthousiasme que les années n'affaiblirent point. Alors même que l'anonymat des « Chroniques parisiennes » de la *Revue suisse*, — anonymat qui nous est un gage de sa sincérité, — lui permet de qualifier Lamartine de « charlatan », à l'occasion d'une lettre politique, le voici, dans la même revue, qui, procédant à un classement de ses contemporains, met Lamartine « hors ligne [...] par le talent », et, toujours dans la même revue, il dit de lui, une autre fois, qu'il est « le poète des âmes d'élite ». Cependant qu'il note pour lui seul ses remarques si dures sur l'*Histoire des Girondins*, qu'on lira dans la troisième édition des *Causeries du Lundi*, à la fin du tome onze, il écrit : « Ce qu'il y a surtout dans Lamartine, c'est le talent immense, l'instrument merveilleux et le besoin d'en jouer : jeune, à une heure sublime de mystère et d'amour, dans ses premières *Méditations* ; plus tard et déjà à l'état de sonate, dans les *Harmonies*. » Au lendemain de la Révolution de 48 qui l'a chassé hors de France, dans le cours sur Chateaubriand qu'il professe à Liège, quand le nom de Lamartine vient sur ses lèvres il parle aussitôt de sa « douceur céleste » ; après un passage des *Nouvelles Méditations* qu'il vient de citer, il commente : « Jamais l'harmonie musicale n'a versé plus d'enchantement dans une parole humaine. » Si l'auteur de l'*Histoire de la Turquie* « n'est plus un écrivain sérieux », il n'en demeure pas moins par son œuvre passée l'un des « deux plus grands poètes contemporains », l'autre étant Victor Hugo.

C'est un de ces passages d'admiration qui amena, aux dernières années de l'Empire, entre les deux anciens amis, une reprise des relations d'autrefois. Dans un article sur M^{me} de Staël dans le *Constitutionnel* du 3 mai 1862, après avoir conté comment des compagnons de l'auteur de *Corinne*, alors qu'ils voyageaient en voiture avec elle, n'avaient pas même remarqué un effroyable orage, tant ils étaient occupés par ses propos, Sainte-Beuve ajoutait : « N'est-ce pas ainsi que Lamartine un jour, pendant une pluie d'orage, sut tenir en suspens tout un

banquet à Mâcon, par le charme et les chaînes d'or de sa parole? et l'on était en plein air, tout au plus sous une tente! » Lamartine lui écrivit le jour même :

« Merci à mon cher ancien et si vous le voulez toujours ami. Le passage est antique et sonne comme l'airain dans ce beau morceau de musique.

« Quand vous en trouverez une occasion naturelle, n'oubliez pas de me rappeler d'un mot au public de qui j'attends aujourd'hui non mon salut (je suis mort), mais celui des malheureux que j'ai perdus si le public ne les sauve. »

Un an plus tard, dans les premiers mois de 1869, Sainte-Beuve publia une édition nouvelle de ses poésies complètes qu'il envoya à Lamartine. Celui-ci le remercia d'abord par une lettre, puis, par deux « Entretiens » du *Cours familier de littérature*. Voici la lettre :

Paris, 22 avril 1863.

« Mon cher Sainte-Beuve,

« La jeunesse a toujours raison. Je viens d'éprouver en lisant vos poésies ce *Mens interior* que j'avais si fortement senti en vous lisant à vingt-cinq ans; je dirai même plus : j'ai senti davantage combien ce qui sort de l'âme est supérieur à ce qui vient de l'esprit; si je savais comme vous faire d'admirables Lundis, j'en ferais sur ce volume. Je ne vois que Goethe dans *Werther* ayant pu faire en prose ce que vous avez fait en vers. Je n'ai pas voulu vous répondre avant de vous avoir bien relu et dès que j'aurai pu sortir de l'horrible abîme d'affaires insolubles où je me suis plongé, j'essayerai de dire tout haut en public ce que je vous dis tout bas au vous serrant la main. »

Ces lignes contenaient une promesse : elle fut tenue par les deux « Entretiens » qui terminent le dix-septième volume du *Cours familier de littérature*. Conçus sous forme de lettres à Sainte-Beuve, ils constituent une longue paraphrase de la lettre précédente. Déjà en 1830, dans le commentaire qui accompagnait pour la première fois l'*Épître à Sainte-Beuve* dans l'édition de ses œuvres qu'il publiait alors chez Firmin

Didot, Lamartine, rappelant son affection d'autrefois pour le poète de *Joseph Delorme* et des *Consolations*, avait écrit : « Depuis ce temps, à mon grand regret, il s'éloigna de moi qui l'aimais d'une prédilection forte et constante... Je regrette M. Sainte-Beuve pour la poésie, je le regrette pour l'amitié. Je le suis d'un œil attentif dans sa carrière d'écrivain. C'est un de ces hommes qui, en s'éloignant, emportent toujours un morceau du cœur : ils ne vous deviennent jamais étrangers, fussent-ils même ennemis. »

Plus tard, dans le dixième « Entretien » de son *Cours de littérature*, rappelant, cette fois, le souvenir des poètes qu'il connut, il écrit à nouveau : « Il y en eut un autre que j'aimai, qui m'aima, que j'aime encore et qui ne m'aime plus. C'est Sainte-Beuve. » Suit une page à la louange de ce dernier. Lamartine disait vrai, on le voit, dans le « Commentaire » cité plus haut, quand, à propos des sévérités du critique à son égard il déclarait : « Jamais je n'ai eu le moindre ressentiment » et il l'a bien montré dans les deux « Entretiens » de 1864 qui révèlent une rare grandeur d'âme et le plus généreux oubli.

Parvenu presque au terme de sa vie, le poète vieilli, de sa « barque flottante à tous vents », qu'il radoube chaque jour « pour gagner un port aventuré », se retourne vers le rivage lointain des années de sa jeunesse et c'est un Sainte-Beuve, poète lui aussi, idéalisé même, qu'il y montre à ses lecteurs. Une lettre qu'a publiée Valentine de Lamartine lui apporta les remerciements de l'auteur comblé qui lui disait : « J'ai ma couronne, ma double couronne ! Ce que vous avez bien voulu dire de moi à tous, venant de vous et découlant de votre plume avec cette grandeur et cette magnificence, est ce que je n'aurais osé ambitionner et ce qui me fait désormais une gloire, — mot bien grand et que je ne me serais jamais avisé de prononcer auparavant. »

C'est à cette lettre de Sainte-Beuve que paraît répondre celle-ci :

Saint-Point, le 13 août 1864.

« J'ai été bien touché de votre sensibilité à mon œuvre bien impartiale mais bien cordiale. Je vous dirai bientôt plus longuement, quand je serai rétabli, pourquoi vous ne recevez

aujourd'hui qu'un mot et pourquoi ce mot n'est qu'une excuse et une amitié. »

Lamartine mourut en 1869, le dernier jour de février. Sainte-Beuve, alors malade et qui devait mourir, à son tour, huit mois plus tard, se rappela, ce soir-là, le temps où les *Méditations* lui avaient révélé une poésie nouvelle; il prit un volume des œuvres du poète, il l'ouvrit et tout haut, il dit, parfois de mémoire, les vers du *Passé* :

Voici la borne qui partage
Ce douloureux pèlerinage.

.

Un nom chéri vole sur l'onde!...
Mais pas une voix qui réponde,
Que le flot grondant sur l'écueil.
Malheureux! quel nom tu prononces!
Ne vois-tu pas parmi ces ronces
Ce nom gravé sur un cercueil?...

Il lut, ainsi, tout entière, cette pièce qu'il avait « tant de fois récitée par les chemins », il la lut « d'une voix et d'un accent inspiré » qui témoignaient de sa constante ferveur pour le poète toujours aimé.

A. CHESNIER DU CHESNE.

QUARANTE ANS DE GUERRE AUX ÉTUDES CLASSIQUES

Rien de plus déconcertant que l'opiniâtreté des politiciens d'extrême-gauche, depuis une quarantaine d'années, à détruire en France les études gréco-latines, maîtresses de civisme et de liberté, et à introduire en France un régime scolaire imposé par Guillaume II aux universités de Prusse en haine de la démocratie. Que la République ait calqué en 1902 les programmes des lycées sur ceux que les gymnases allemands durent adopter en 1901 après dix ans de résistance, c'est sans doute un effet de la germanomanie qui sévissait alors à la Sorbonne. Mais il faut expliquer encore comment il se fait que la bataille anti-classique menée par l'empereur d'Allemagne pour se prémunir contre les idées libérales répandues par les anciens dans le monde, fut poursuivie chez nous par des esprits qui croyaient servir ainsi la République.

C'est que nos réformateurs se sont moins souciés d'éducation que de politique. Plus ou moins convaincus, malgré l'évidence des faits, que le grec et le latin empêchaient le peuple d'accéder aux plus hautes fonctions de l'État, au lieu d'élever l'élite des enfants pauvres aux études humaines et libérales, ils se sont attachés à supprimer ce prétendu obstacle, préférant ravalier la culture des lycées au niveau du primaire.

Au moment où la gratuité des études, couronnement de ce long effort, ramène l'attention sur le grave problème de l'éducation nationale, il est opportun de montrer l'erreur pédagogique et politique commise jusqu'ici, la calamité sociale dont

elle nous menace, et la vanité du prétexte invoqué pour ruiner l'enseignement secondaire.

LA LUTTE DU MODERNE POUR L'ÉGALITÉ DES SANCTIONS

Il faut d'abord rappeler brièvement les faits. Les réformateurs modernistes se sont appliqués à réintégrer dans l'enseignement secondaire la clientèle des inaptes que Duruy avait dérivés dans le « spécial » et à leur ouvrir toutes les Facultés, partant toutes les professions libérales. D'abord en 1890, par la création de « l'enseignement moderne » qui devait avoir ces deux vertus contradictoires de soulager des cancren les classes d'humanités et de former des esprits distingués par le moyen des langues vivantes. Son baccalauréat, équivalait pour les sanctions au baccalauréat ès sciences, conduisait en outre aux carrières de l'administration.

Mais ce succès ne suffisait pas aux partisans du moderne. Le député Jules Legrand réclama bientôt pour le nouvel enseignement toutes les sanctions du classique. Son projet de résolution donna lieu à un mémorable débat (24 novembre 1896), où Jaurès montra que l'égalité de sanctions réclamée serait la mort des humanités qui évidemment « disparaîtraient devant des études plus faciles, de même qu'en matière de circulation monétaire c'est la mauvaise monnaie qui chasse la bonne. » Mais, si l'humaniste se lamentait sur la ruine prochaine des études antiques, le chef de parti ne croyait pas devoir empêcher les radicaux, adversaires alors du socialisme, de commettre une faute. La bourgeoisie, disait-il, « en appelant à sa tête des hommes imprégnés de la culture antique » essayait jusqu'ici « d'ajouter par elle au prestige grossier de l'argent, le prestige d'une noble culture... Vous faites de singuliers progrès dans la décadence, messieurs. Vous paraissez croire aujourd'hui que, dépouillés de ce prestige de la culture antique, n'ayant plus que le prestige grossier de la richesse, vous pourrez vous défendre. Non, messieurs, vous vous dépouillez, vous vous découragez vous-mêmes, et voilà pourquoi nous votons avec vous (1). » Goblet vit le double danger. Bien que partisan du moderne, il combattit la propo-

(1) *Annales de la Chambre des députés. Session extraordinaire de 1896*, p. 521 et 522-23.

sition, qui fut repoussée par la Chambre. Si la réforme moderniste de 1890 marquait un sérieux progrès dans la décadence de l'éducation bourgeoise, le parti républicain, alerté par le discours méprisant de l'orateur socialiste, s'arrêtait sur la pente.

Douze ans après, il s'y laissait glisser. L'enseignement moderne décevait ses partisans eux-mêmes. Fondée sur l'illusion ingénue qu'une seconde langue vivante remplacerait dans l'éducation les humanités antiques, cette première expérience des « humanités modernes » aboutissait à une faillite. Allait-on y renoncer? Mais la clientèle des inaptes, qu'on ne se décidait pas à aiguiller vers les écoles primaires supérieures, demandait un enseignement à sa mesure, et les familles réclamaient pour eux l'accès des carrières qui jusque-là leur étaient fermées.

Précisément, en Allemagne, Guillaume II poursuivait avec ténacité la ruine des études antiques et le développement du moderne, de tout repos pour son Empire. Après dix ans de lutte contre les humanistes et les Universités, il venait enfin de triompher. En 1901, il réorganisait l'enseignement secondaire en Prusse. Les études classiques étaient mutilées; le grec pouvait, dans les gymnases, être remplacé par une seconde langue vivante; dans les gymnases réaux, le latin était enseigné conjointement avec les sciences; et, dans les écoles réales, les sciences et deux langues vivantes étaient à la base des programmes. Surtout, ces quatre types d'enseignement, de valeur et de difficulté inégales, obtenaient des sanctions identiques et donnaient accès à toutes les études des Universités. Ainsi Guillaume II condamnait à mort la culture gréco-latine.

L'année suivante, la République « fit la même chose que lui », comme dit la chanson. En 1902, à côté de la section A gréco-latine, les sections B (latin-langues), C (latin-sciences), D (sciences-langues) offraient aux jeunes Français aussi des programmes pour toutes les inaptitudes et pour tous les degrés de paresse. La culture générale, insuffisamment germanique, fut bannie de chez nous. Les sections B et D, qui devaient renouveler l'expérience fâcheuse du moderne, étaient destinées à recueillir le déchet des autres. L'enseignement primaire supérieur donné en D à la bourgeoisie, prolongé jusqu'à dix-huit ans, devait d'ailleurs permettre aux meilleurs élèves des

écoles primaires supérieures de poursuivre leurs études dans les lycées et au delà (1). Chacune des sections avait son baccalauréat spécial. Enfin toutes les Facultés, y compris celles des lettres, étaient ouvertes aux bacheliers de toutes les sections, et la cohue des inaptes à l'enseignement secondaire put envahir le supérieur et les carrières libérales. Duruy avait sagement limité leur ambition, tout en créant, dans les lycées mêmes, des programmes à leur portée. L'effort des réformateurs depuis 1890 a été de les pousser dans les professions libérales en abaissant la barrière, infranchissable pour eux, d'une véritable culture (2).

Il est juste de dire qu'en consommant la ruine des études classiques ils visaient à un autre but que Guillaume II. Certains même ont pu regretter l'éducation humaniste qui a formé le génie français et fait de la France la patrie des droits de l'homme. Mais, dominés par cette pensée que les études gréco-latines interdisaient au peuple la haute culture et les premières places de l'État, ils voulaient supprimer ce prétendu obstacle à son avènement. Pas d'erreur plus certaine, ni plus répandue parmi les militants modernistes. En vain leur objecte-t-on le nombre incalculable des hommes distingués ou illustres dans les lettres ou dans la politique parvenus au sommet par la voie des humanités, issus pourtant des familles les plus modestes : leur siège est fait. Par la faute des humanités, le secondaire est « un enseignement de classe » ; il faut les détruire.

Dans cette croisade ils s'appuyaient sur l'immense armée des primaires qui, par « la voie d'évitement » ouverte aux élèves du moderne, allaient pouvoir aussi obtenir diplômes et postes sans prendre la peine d'étudier les langues anciennes, surtout sans passer par les lycées où se contractent l'esprit critique et l'infirmité de suspendre parfois son jugement. Il suffirait de multiplier les équivalences des titres primaires au baccalauréat. Ce qu'on fit par des décrets successifs qui permirent aux jeunes gens de passer directement du primaire

(1) Un nombre infime passa par cette porte, 452 en 1920, 457 en 1921, au temps où M. Léon Bérard préparait sa réforme.

(2) Certes, les cancren ne manquaient pas jadis dans l'enseignement classique : du moins étaient-ils généralement arrêtés au baccalauréat et devaient-ils renoncer aux études supérieures. En tout cas, ils ne se risquèrent pas dans les facultés des lettres.

supérieur dans toutes les Facultés, sauf dans celles de droit, dont l'énergique résistance a triomphé jusqu'ici. Bien plus, on put entrer dans celles des lettres sans aucun diplôme primaire, quitte à se pourvoir, au cours des études supérieures, du baccalauréat ou d'un titre équivalent, pour aspirer à un grade.

De là les colères contre le projet de réforme annoncé en 1921 par M. Léon Bérard. Le ministre prétendait restaurer les études classiques et appeler à les suivre tous les enfants de France aptes à l'enseignement secondaire. Pour ceux qui se seraient attardés trop longtemps à l'école primaire, des cours spéciaux étaient organisés qui les amèneraient au niveau de leurs camarades. Les instituteurs étaient invités à diriger sur la sixième des lycées leurs meilleurs élèves. La plus vive opposition accueillit ce projet « réactionnaire » qui fut pourtant approuvé par la Chambre vers la fin de la législature, après un débat qui avait occupé treize séances (juin 1922; juin et juillet 1923). Mais, quelques mois plus tard, le premier soin du Cartel arrivé au pouvoir fut d'abroger le décret du 8 mai 1923. Après une chaude alarme, « l'enseignement démocratique » était sauvé : l'élite des écoles primaires pouvait de nouveau se fourvoyer dans des études organisées pour les cancre de la bourgeoisie.

L'AMALGAME

Le moderne était en effet nécessaire à M. François Albert, ministre de l'Instruction publique, qui abrogea la réforme de M. Léon Bérard, et à M. de Monzie qui lui substitua en 1925 un nouveau plan d'études, pour préparer l'École unique telle qu'ils la concevaient. C'était un article du programme cartelliste, qu'on avait pris soin de ne jamais définir pour pouvoir s'entendre. Il s'agit, disait-on, d'élever à la culture les enfants pauvres capables de suivre les études secondaires. Mais tous les partis étaient unanimes sur ce principe élémentaire. Sur les moyens on différait. Tandis que les modérés pensaient le réaliser par le régime des bourses amélioré au besoin, les autres ne voyaient la justice sociale possible que par la gratuité. C'est la thèse soutenue au Sénat en 1928 par M. Herriot, ministre de l'Instruction publique, questionné par M. Léon Bérard sur le sens de la mystérieuse École unique. Pour l'au-

teur du X^e décret-loi, qui n'osa pas, au cours d'une dangereuse interpellation sur l'amalgame, dire toute sa pensée, l'École unique consistait dans la gratuité, nécessaire pour épargner aux enfants du peuple « une aumône ». « La bourse a quelque chose d'un peu gênant » (9 février 1928). Ainsi les citoyens de situation modeste pouvaient sans humiliation être exonérés de l'impôt direct, mais non des frais de scolarité. Au Parlement, toute l'extrême gauche suivait par discipline, beaucoup, surtout au Sénat, sans conviction. Mais on peut dire que, pour la grande majorité, l'École unique se réduisait à la gratuité.

Les réformateurs de 1925 interprétaient à la lettre ce vocable électoral. Ils entendaient réunir dans les mêmes établissements et dans les mêmes classes tous les petits Français du même âge. Secondaire, primaire supérieur et technique fusionneraient dans l'enseignement du second degré. Jusqu'ici la formule ambitieuse : « Tous les enfants égaux devant l'instruction » avait prévalu. Mais comme on finit par s'apercevoir qu'ils ne sont pas tous égaux devant les mathématiques ou les humanités, on s'achemine vers celle-ci, plus réalisable : « L'instruction égale devant tous les enfants. » Il suffit, en effet, de l'abaisser au niveau des plus faibles pour obtenir l'égalité idéale.

On commença par fondre ensemble le moderne et le classique, afin d'amorcer la fusion de tous les enseignements. D'abord, par le fait du prince, ils devinrent, dans les *Instructions*, équivalents. Dès lors, il était possible de mélanger dans les classes, pour les parties communes, les élèves de toutes les sections. Les jeunes humanistes durent apprendre le français avec leurs camarades dispensés des langues anciennes et renoncer, pour cette étude, au bénéfice de leur effort dans ces disciplines laborieuses. Quand le bureau de la Société franco-ancienne alla protester contre cette fantaisie pédagogique auprès de M. Daladier, alors ministre de l'Instruction publique, l'ancien professeur s'écria : « C'est idiot ! » Plus tard, comme elle continuait à sévir, aggravée par le X^e décret-loi, le Sénat manifesta en termes parlementaires le même avis. M. Léon Bérard interpellant M. Herriot, grand maître de l'Université, sur l'amalgame, devant l'hostilité de tous les orateurs et de l'Assemblée, le ministre, sans attendre le vote, annonçait dans

les couloirs qu'il allait abroger la mesure incriminée (1). Ce qu'il fit par la circulaire du 27 juin 1928. Mais l'amalgame demeurait un rouage indispensable à l'École unique telle qu'on la rêve rue de Grenelle. Aussi, lorsqu'après l'enquête sur le surmenage on diminua les horaires, l'arrêté du 30 avril 1931 comportait une rubrique : « Enseignements communs » à toutes les sections. C'était rétablir la mesure condamnée par le Sénat.

Ainsi, depuis quarante ans, d'abord pour maintenir dans les lycées les enfants de la bourgeoisie inaptes aux études secondaires, puis, sous prétexte d'y amener ceux des écoles primaires les plus intelligents qui eussent été capables de s'élever à la vraie culture, on a rabaisé les études au niveau des plus médiocres. Aujourd'hui l'amalgame de tous les enseignements dans l'École unique couronne cette entreprise politique.

LA DOCTRINE PÉDAGOGIQUE OFFICIELLE

Il a bien fallu la fonder sur une doctrine pédagogique. On connaît cet argument de réunion publique sur le monde moderne qui réclame une éducation moderne, comme si les esprits qui furent au *xix^e* siècle et de tout temps à l'avant-garde du progrès dans tous les ordres de pensée, même dans les sciences, n'avaient pas été formés par les études classiques ; et cette opinion aussi négligeable, à quoi se ramène une phraseologie dégonflée (2), que, si on ne balbutie pas au sortir du lycée une « seconde langue » vivante, on est un fossile dans un monde en travail. Mais la doctrine prétend aussi justifier la politique moderniste par la philologie et par l'histoire. Sous prétexte que l'histoire de la langue française atteste le long effort de nos ancêtres pour s'affranchir du latin et pour tout exprimer dans « notre vulgaire », il paraît que la connaissance des langues anciennes est inutile pour expliquer les textes de

(1) La gauche démocratique, ne voulant ni tolérer l'amalgame ni mettre en échec le chef du parti radical, obtint de lui qu'il y renonçât. Elle put alors faire voter un ordre du jour vague qui, sans approuver le ministre, sauva la face (29 février 1928).

(2) On sait que, les élèves de toutes les sections apprenant une langue étrangère, la « seconde langue » constitue à elle seule les « humanités modernes ». Voir, dans la *Revue* du 15 juin 1931, notre article, *les Langues vivantes et l'éducation secondaire*.

la Renaissance ou de notre XVII^e siècle qui en sont imprégnés ; pour suivre jusqu'à nos jours le développement de la civilisation grecque, qui est la nôtre ; pour transmettre à la jeunesse, avec un trésor de vérités morales, avec le culte de la beauté, de la raison, de la vérité, de la mesure, de la perfection, les qualités de l'esprit seules capables de résister à la barbarie perfectionnée de notre temps.

La doctrine se précisa dans la contre-réforme de 1925, quand il s'agit de décréter que le moderne équivalait au classique, tenu pour précellent, même rue de Grenelle, quelques mois plus tôt. M. Vial, directeur de l'enseignement secondaire, se chargea de la mettre au point. Il manquait peut-être d'autorité pour cette mission. Auteur d'un ouvrage sur *l'Enseignement secondaire et la démocratie*, ardent plaidoyer anti-moderniste, il avait écrit entre autres vérités : « Nous repoussons de toutes nos forces cette soi-disant démocratisation de l'enseignement secondaire qui consisterait, sous prétexte de le mettre à la portée du grand nombre, à faire de l'enseignement moderne le véritable enseignement secondaire, tandis que les études classiques et libérales seraient réservées à une infime minorité... La vraie réforme démocratique consiste à renouveler dans un esprit vraiment libéral les études classiques et à restaurer, en proclamant bien haut leur supériorité, en les défendant contre toute concurrence d'un enseignement inférieur, leur prestige aux yeux du public et des familles » (avant-propos, p. xi). Mais on pensa sans doute que le miracle de cette conversion attirerait des fidèles à la religion de l'École unique. Le directeur elabora donc et le ministre, M. de Monzie, signa des *Instructions* où était révélée la vérité officielle, fondement de l'ordre nouveau qui se préparait. L'Université apprit « qu'il peut y avoir un enseignement classique en dehors du latin et du grec et que les esprits formés par cette culture classique nouvelle, s'ils ne sont pas identiques, peuvent être équivalents à ceux qui auront reçu la culture gréco-latine ». On appuyait ce nouveau principe de l'équivalence sur un texte de Cournot « sollicité » (1).

L'important était de justifier l'amalgame, clef de voûte du nouvel édifice. « Il n'est pas de moyen plus sûr, disent les

(1) Voir Cournot, *Des Institutions d'instruction publique en France*, 1864, pp. 46, 47, 52 et 61 où le philosophe dit le contraire de ce qu'on veut lui faire dire.

Instructions, de signifier cette égalité (celle du classique et du moderne) aux yeux des élèves, des professeurs et des familles, que de fondre ensemble l'enseignement gréco-latin et le moderne. » Sans ce mélange des aptes et des inaptes, l'égalité des enfants est un vain mot. « Par la fusion, est introduite dans l'enseignement secondaire une égalité dont il est socialement utile d'inculquer aux jeunes gens la juste notion » (*sic*). ...« C'est une réforme pédagogique et sociale de grande portée dont l'objet précis est, en conférant à l'enseignement moderne son titre de noblesse, d'établir fortement l'unité de l'enseignement secondaire » en attendant d'établir « l'unité » de l'éducation nationale par la fusion du technique, du primaire supérieur et du secondaire.

Cette théorie « démocratique » était d'une application difficile par la nature même des enseignements. Les modernes par exemple étant soumis à plus d'heures de français que les classiques, il était impossible d'organiser les services sans leur donner, pour cette langue, deux et parfois trois professeurs. Une telle difficulté n'arrête pas un réformateur épris de justice sociale : « Quel inconvénient y a-t-il qu'un élève ait deux professeurs quand tous les deux sont bons ? » (Édition Colin, p. 112.) Si, d'autre part, on objecte que le grec et le latin, nécessairement bannis des classes modernes, sont utiles aux jeunes humanistes pour leurs études françaises, les *Instructions* décident que « n'enseigner le français que par le français sans recourir au latin, c'est la pratique qui s'impose désormais généralement » (p. 120).

Comme cet oracle moderniste ne suffit pas à empêcher le français classique et même contemporain d'être farci de latinismes inexplicables sans le latin, on voit bientôt surgir dans une revue officielle la théorie, désormais officielle, du latinisme. Elles supprime simplement le gêneur. En français, il n'y a qu'un nombre infime de latinismes. Il suffit, pour s'en convaincre, de modifier la définition de ce mot. N'est latinisme que l'expression employée par un auteur contre l'usage de son temps avec le ferme propos d'introduire dans son texte un mot nouveau tiré du latin. Les nombreux vocables issus du latin, jadis usuels, tombés aujourd'hui en désuétude et incompréhensibles avec la seule connaissance du français, ne sont pas des latinismes. Inutile de se souvenir du latin. Le dictionnaire suffit.

Pour lire Racine en vacances, on se contentera d'y joindre dans sa valise les cinq grands in-4° de Littré. Quant à Rabelais et à Montaigne, on révélera aux calendes grecques le secret de les étudier sans recourir aux langues anciennes. En attendant, les *Instructions* prescrivent aux professeurs de ne pas utiliser le latin dans les classes de français, car, suivant une expression lapidaire, « le latin favorise la paresse de l'esprit » (1).

Ainsi, depuis quarante ans, s'édifie, au fur et à mesure des besoins, la doctrine pédagogique appropriée à cette « soi-disant démocratisation de l'enseignement secondaire », qui aboutit au type le plus indéfendable d'École unique.

LA FAILLITE DU MODERNE

Mais la nature des choses ne se plie pas aux sophismes de la politique. Les ministres, soutenus par leurs théoriciens, ont pu décréter l'égalité des sanctions, puis l'équivalence éducative du classique et du moderne, ils n'ont pas conféré aux études sans humanités une vertu qu'elles ne peuvent avoir.

Il n'a pas suffi aux scientifiques des sections latin-sciences et sciences-langues d'être gavés de sciences aux dépens de leur formation littéraire pour avoir la culture des meilleurs d'entre leurs aînés, qui avaient passé par la rhétorique gréco-latine, avant de se spécialiser dans les sciences. De là, depuis 1902, les plaintes des chefs d'industrie à qui les grandes écoles envoient des ingénieurs incapables de fixer une idée, de composer, d'écrire correctement un rapport ou une lettre ; et des facultés de médecine où la grande majorité des étudiants scandalisent les professeurs par leur inculture (2).

(1) Cette phrase ne figure pas dans les *Instructions*. Elle a été citée récemment par M. Léon Bérard.

(2) On connaît la vigoureuse campagne menée au Sénat par le regretté professeur Debierre et, dans la presse, par les professeurs Sargent et Marfan. Le docteur Roux écrivait naguère à ce dernier : « Vous avez cent fois raison ; depuis qu'on a saboté l'enseignement secondaire, on a supprimé les élites. Pendant les vingt-cinq années que j'ai fait le cours de bactériologie à l'Institut Pasteur, j'ai eu affaire avec un grand nombre d'internes des hôpitaux et j'ai pu constater que, dans les dernières années, la qualité des travailleurs était bien inférieure à ce qu'elle était avant 1900. Même parmi les travailleurs de talent qui font des recherches parfois intéressantes, bien peu aujourd'hui savent rédiger un mémoire. Pas d'ordre dans la composition, impropriété des termes, etc. Si nous ne revenons pas à l'ancien bachot ès-lettres, il n'y aura plus d'élite en France. » (*Le Temps*, 6 juin 1933.)

Encore l'expérience a-t-elle prouvé, depuis la création de l'enseignement spécial, qu'on peut former des scientifiques sans lettres et même des savants. Dans l'ordre littéraire on cherche en vain les esprits supérieurs et les œuvres distinguées produits depuis quarante ans par la seconde langue promue à la dignité « d'humanités modernes ». Qu'on montre la contribution éminente apportée par le moderne à la philosophie, à l'histoire, aux lettres! Qu'on cite un maître de la tribune ou du barreau qui ne doive le meilleur de sa pensée ou de son talent aux humanités classiques! Le bilan du moderne littéraire se résume en deux faillites : celle de 1890 et celle de 1902, sans compter celle de 1923, qui n'est pas encore déclarée.

C'est à ce néant que la politique a sacrifié la « noble culture » à laquelle la France doit sa suprématie intellectuelle et morale. La mauvaise monnaie n'a pas tardé à chasser la bonne. En 1921, lorsque M. Léon Bérard entreprit de restaurer les lettres classiques, dans les 372 lycées et collèges de l'Université, la section latin-grec comportait, pour la classe de seconde, 481 élèves sur un effectif global de 8 132 (1).

ABAISSMENT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

Du jour où des baccalauréats pour toutes les variétés d'inaptitude ont mené à toutes les carrières libérales et à toutes les fonctions publiques, l'inflation des diplômes a commencé, qui a dévalorisé les études supérieures après les secondaires. Une cohue de non-valeurs a encombré les Facultés des lettres, de médecine et de droit, après celles des sciences, abaissant, comme il était fatal, les grades à leur niveau. On peut étudier le droit sans connaître le peuple qui l'a créé, et même les Pandectes sans savoir un mot de latin, s'inscrire au barreau sans avoir jamais expliqué un plaidoyer de Cicéron ni un ouvrage de rhétorique, devenir magistrat avec le jugement que donne

(1) Depuis, la lutte engagée au Parlement et dans la presse pour sauver les bonnes études a ouvert les yeux des familles. Une statistique récente fournie à M. le sénateur René Héry donne, pour 1932-1933 et pour la 2^e A des établissements masculins, 1 437 élèves, chiffre encore bien insuffisant. Mais on y voit aussi que l'effectif de la 6^e classique laisse espérer un redressement : 17 461 élèves contre les 5 359 de la 6^e moderne. Comme le disait M. Léon Bérard, « le plébiscite est fait ».

la culture primaire supérieure des lycées. Cette même culture permet d'aspirer à la carrière médicale qui devrait être une mission sociale, et ne demande pas seulement des qualités d'observation, mais encore une connaissance des hommes, une finesse d'esprit et un tact que donne une éducation supérieure; on peut s'y préparer sans être même en mesure de comprendre les termes de la médecine, comme cet étudiant qui prenait la pédiatrie pour une maladie des pieds.

Mais la gageure fut d'ouvrir les Facultés des lettres aux bacheliers sans lettres, aux non-bacheliers et au tout-venant sans diplôme. On peut, sans savoir ni grec, ni latin, ni français, faire des études supérieures d'histoire, de philosophie, de littérature française ou étrangère. Les grades sont ravalés à la portée de tels étudiants. Grâce au système des multiples certificats au choix des amateurs, on peut, sans culture générale, devenir à bon compte licencié et même docteur ès lettres, ce qui permet d'aspirer à toutes les places de l'administration. On peut devenir professeur de philosophie, d'histoire et de langues étrangères sans savoir un mot de grec, en s'élevant, pour le latin, à la hauteur d'un élève de troisième. Après avoir proclamé que, dédaigneuses de la « littérature », elles dressent les jeunes gens à la recherche, à la critique des sources, les Facultés des lettres enseignent la philosophie antique à des étudiants incapables d'expliquer un texte de Platon, l'histoire ancienne et celle du moyen âge, y compris celle de Byzance, à de futurs chercheurs qui ne savent pas un mot de grec; elles expliquent Goethe à des jeunes gens pour qui l'hellénisme est un mystère. Et comme, par deux votes, le Sénat avait réclamé que la culture gréco-latine fût exigée des licenciés ès lettres, les modernistes en appelèrent à la Chambre. Devant sa commission de l'enseignement (16 décembre 1931), une délégation de la Sorbonne affirma qu'il était inutile à des professeurs de philosophie, d'histoire et de langues vivantes d'être initiés à l'hellénisme. Par une coïncidence remarquable, la Fédération générale de l'enseignement, composée surtout de syndicats primaires, vint, à la même séance, opposer son veto à la réforme votée par le Sénat; car, expliquait son représentant, exiger le grec (1) à la licence ès lettres, c'est interdire

(1) Le peu de latin demandé aux licences spéciales s'apprend très vite pendant la préparation des trois certificats qui n'en comportent pas.

aux primaires les chaires des lycées (1). Jamais encore on n'avait si crûment avoué le but de la politique scolaire qui, depuis 1902, avilit toutes les études.

LES FACULTÉS ENVAHIES. — LE PÉRIL SOCIAL

Les suites sociales n'en sont pas moins graves. Que les fonctions publiques et les professions libérales soient envahies par les médiocres de toutes les conditions qui, avant 1902, n'y étaient pas admis, c'est déjà pour l'État un dommage sensible. Mais le pis est que la suppression, dans les lycées et dans les Facultés, de toutes les barrières opposées jadis à l'ambition des inaptes a égaré des milliers de jeunes gens dans une voie sans issue.

Voici des chiffres inquiétants. En 1900-1901 on a délivré 5 647 diplômes de bachelier, et 14 376 en 1928-1929. Dans les seuls lycées et collèges de garçons, les effectifs, de 1902 à 1932, ont passé de 91 087 à 134 730 (2), alors que, pendant cette période, la population masculine de dix à dix-neuf ans avait peu varié (3 199 933 au recensement de 1906 ; 3 280 974 à celui de 1926).

En voici d'effrayants. Les Facultés recevaient en 1902, 30 370 étudiants français, et 78 674 en 1931 ; celles des sciences, ces mêmes années, 4 167 et 13 939 ; celles de médecine 7 006 et 17 544 ; celles de droit 10 472 et 20 871 ; celles des lettres enfin, qui détiennent le record des diplômes au rabais et du succès, 3 901 et 18 386. L'administration de l'enseignement secondaire, dans un plaidoyer *pro domo*, partant du mythe de l'équivalence, triomphe de ses lycées « prospères » ; les modernistes de l'enseignement supérieur se gonflent de fierté à la vue des

(1) Cf. « Les primaires savent... que l'antienne gréco-latine n'a été inventée que pour les brimer et pour leur interdire, dans un intérêt de classe, l'accès des hautes fonctions sociales. » (*Le Temps*, 25 juillet 1928. Lettre d'un inspecteur primaire de la Seine.)

(2) Il faut y ajouter les effectifs des institutions privées, et ceux des établissements universitaires de jeunes filles. Ceux-ci ont passé de 15 743 en 1902 à 66 737 en 1932. — Dans les effectifs d'étudiants indiqués ci-dessus, les jeunes filles françaises figurent, en 1931, aux Facultés des sciences pour 2 771 ; à celles de médecine pour 2 381 ; à celles de droit pour 2 264 ; à celles des lettres pour 6 922. À peu près le double, pour ces dernières Facultés, de l'effectif global (garçons et filles) de 1902. Tous ces chiffres sont empruntés à la *Statistique générale de la France*.

Facultés débordées. C'est comme si le ministre des Finances tirait vanité de l'énorme circulation monétaire provoquée par la dévalorisation du franc.

Encore si toute cette jeunesse ne cherchait que le profit des études ; les plus insuffisantes peuvent avoir quelque utilité. Mais elle recherche surtout les diplômes, comme il est naturel, pour les places qu'ils semblent promettre. Or la majorité des étudiants ainsi recrutés perdent plusieurs années à poursuivre vainement les parchemins ; et, s'ils les obtiennent, les places espérées manquent pour tant de candidats. M. de Monzie, ministre de l'Éducation nationale, avait raison de dire que la gratuité de l'enseignement secondaire n'en est pas responsable ; elle n'a pas eu encore le temps d'aggraver le mal. Il est jusqu'ici imputable exclusivement à l'égalité de sanctions qui attire dans les Facultés les inaptes des sections modernes, et les primaires par surcroît.

L'Allemagne, à qui nous avons emprunté ce régime, en souffre plus encore que nous, parce qu'elle récolte en outre les premiers fruits de l'École unique instituée en 1920 : « Une statistique allemande nous montre que toute ville de 50 000 habitants fournit en moyenne 23 pour 100 de ses jeunes gens, et 17 pour 100 de ses jeunes filles aux écoles supérieures. Ce pourcentage élevé risque d'une part d'éloigner les écoles secondaires de leur mission, qui consiste essentiellement à former une élite destinée à l'Université ; et, d'autre part, les Universités, surchargées d'étudiants, fournissent un nombre d'intellectuels toujours trop élevé pour les emplois disponibles. Ceci est, pour l'Allemagne, une véritable tragédie, et un lourd danger politique. Chaque année, des milliers d'intellectuels sont jetés ainsi dans la vie sans moyens d'existence. Et si notre jeunesse, sortant de nos Universités, adhère à l'extrémisme politique, ceci est dû en partie à cette situation désespérée (1). » Voilà ce qu'écrivait, à la veille de la révolution hitlérienne, une Allemande sociale-démocrate, membre du Reichstag, et voilà le danger suspendu sur nos têtes si l'on ne renonce pas à une erreur qui, chez nous aussi, devient tragique.

(1) Gertrud Baumer, *l'Enseignement en Allemagne*, p. 204 (*Revue de Paris* du 1^{er} septembre 1932).

L'ARGUMENT CONTRE LES HUMANITÉS TOMBE DE LUI-MÊME

Les études secondaires désormais gratuites, on ne voit pas comment persévéraient dans cette erreur les plus sincères de ceux qui voyaient dans l'égalité de sanctions le seul moyen d'ouvrir au peuple l'accès des hautes fonctions. C'était, on s'en souvient, le grand argument politique invoqué en 1923 par les adversaires des humanités obligatoires au lycée, qu'instituait M. Léon Bérard. Comme la majorité de la Chambre allait approuver la réforme, M. Painlevé s'écriait : « Nous n'aurons pas de repos tant que nous n'aurons pas rouvert la route des hautes études aux intelligences issues du peuple. » (12 juillet 1923.) En dépit de toutes les précautions prises par le ministre pour amener au lycée les plus intelligents des petits primaires, on continuait à lui objecter « le mur d'argent » qui se dresse entre l'enfant pauvre et les études secondaires. C'est pourquoi, malgré le discours profond de M. Bracke en faveur des humanités, sans lesquelles il pense qu'il n'est point d'études, le groupe socialiste qui l'avait mandaté ne vota pas la confiance. Il considérait « que l'étude bien conduite des humanités classiques constituerait, dans une éducation vraiment nationale, un moyen d'assurer à la jeunesse son meilleur développement intellectuel » ; mais « que la réforme envisagée fermerait l'entrée des carrières libérales à des enfants qu'un enseignement accessible à tous y aurait au contraire appelés (1) ».

Si superflu qu'il soit, pour faire bénéficier des études secondaires les enfants pauvres, d'offrir les frais de scolarité aux familles riches, si lourdement que pèse un tel cadeau sur un budget déficitaire, la gratuité du moins doit lever les scrupules. Nul ne peut plus croire qu'il faut consommer la déchéance de l'éducation nationale et créer une armée de chômeurs diplômés ou candidats perpétuels aux diplômes pour « ouvrir la route des hautes études aux intelligences issues du peuple ».

Le modernisme a perdu son prétexte. L'égalité de sanctions pour des études inégales apparaît comme une iniquité désor-

(1) Ordre du jour socialiste. 2^e séance du 11 juillet 1923. Naturellement il conclut, suivant la doctrine du parti, qu'une réforme utile de l'éducation nationale est impossible sous le régime capitaliste.

mais sans excuse. Iniques aussi les divers amalgames qui mélangent dans les mêmes classes, sous couleur d'égalité sociale, aptes et inaptes, primaires et secondaires, au détriment des mieux doués et des plus laborieux. Un ministre a beau décréter l'équivalence d'enseignements inégaux, ils restent inégaux. Il serait peut-être attendrissant de voir tous les enfants de France élevés sur les mêmes bancs; mais le ministre le plus fertile en ressources, assisté des plus subtils docteurs en pédagogie électorale, n'a pas le pouvoir d'identifier les contraires et de muer un amalgame en une sélection. L'élite ne peut se former, comme jadis, que par les humanités gréco-latines, parce qu'elles sont la civilisation même. Dans un temps où elle est menacée de toutes parts, dans cette crise de la liberté, du civisme, de la raison, de la morale, de la beauté, dans cette crise du français, il est plus que jamais nécessaire que la jeunesse destinée à continuer l'œuvre humaine de l'antiquité soit mise à son école. Comme l'a dit le député Bracke, « seuls les boiteux et les paralytiques ne peuvent passer par cette porte. »

S'il en est qui préfèrent la voie facile du moderne, puisqu'il est possible, sinon désirable, de produire des scientifiques sans lettres, qu'il leur soit loisible d'accéder aux Facultés des sciences comme leurs camarades cultivés par les humanités. Mais qu'on exige le baccalauréat gréco-latin dans celles des lettres, de droit et de médecine, où l'éducation classique est requise par les études mêmes et par les carrières qu'elles ouvrent. Ainsi on relèvera études et professions; du même coup, avec la foule de non-valeurs qu'y amène l'égalité de sanctions, sera éliminé un redoutable péril social. Le salut est dans la déflation des diplômes par la régénération des études.

L. BLUM.

UNE CONSPIRATION

SOUS LOUIS XVIII

GRENOBLE ET LE DAUPHINÉ EN 1816

Grenoble n'avait pas, lors du retour de l'île d'Elbe, caché ses sentiments bonapartistes. Elle était la première ville de France qui eût alors reconnu Napoléon pour empereur ; elle fut la dernière à accepter sa chute. Cette attitude à l'égard de l'usurpateur constituait une faute irrémissible aux yeux des ultra-royalistes de la seconde Restauration. On le lui fit bien voir.

Dès le 10 juillet 1815, un commissaire général de police nommé par les Alliés fut chargé, d'accord avec la Commission départementale remplaçant le préfet, de montrer aux Grenoblois ce qu'il en coûte d'être infidèle à son roi. Ce commissaire, Randon Saint-Marcel, substitut du procureur près le tribunal civil, accomplit en conscience la besogne qu'on exigeait de lui ; et les habitants, soupçonnés de bonapartisme ou simplement de libéralisme, connurent les agréments d'une Terreur au petit pied : arrestations, perquisitions, mises en surveillance, Randon Saint-Marcel fit si bien qu'il se rendit impossible et que le gouvernement, craignant l'indignation populaire, se décida à déplacer ce fonctionnaire trop zélé.

Son successeur, le préfet Casimir de Montlivault, avait comme tant d'autres un passé bonapartiste, mais cet ancien intendant de la maison de l'Impératrice fut l'un des premiers à saluer le retour des Bourbons en 1814 ; et pour témoigner de son zèle royaliste, il arborait une immense cocarde

blanche. Malgré cette ardeur de néophyte, il montra tout d'abord de la modération, ordonna l'élargissement des victimes de Randon Saint-Marcel, « qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer devant les tribunaux », et cet acte de justice fut accueilli avec faveur par les Grenoblois; mais là s'arrêta sa condescendance.

Qu'il le voulût ou non, le nouveau préfet devait obéir, non seulement aux instructions du ministre Decazes, mais encore et surtout, à celles des sociétés royalistes qui prétendaient diriger l'opinion. Or, Grenoble avait comme d'autres villes son club d'ultras, dont le nom d'ailleurs n'inspirait point l'effroi, mais plutôt l'image d'un plaisant loisir: le Casino. Dans cette association clandestine mais fort active se rencontraient des nobles comme M. de Chaleon, commandant de la garde nationale à cheval, qui en était le président, des bourgeois tels que Romain Gagnon, l'oncle de Stendhal (1), et aussi une troupe bigarrée, équivoque, un résidu de Révolution, que Champollion-Figeac décrit ainsi: « cloaque de délations mené par un prêtre marié et deux ou trois maratistes de 1793, gens à toute main, à qui toutes les terreurs convenaient également, la blanche comme la rouge, et qui se chargeaient de toutes les turpitudes favorables aux intérêts d'une caste qui n'était point la leur. »

Sous l'impulsion de la Chambre introuvable, de l'entourage de Monsieur, frère du roi, et des ultras de Grenoble, Montlivault « épura »; sur 558 maires il en destitua 264 qu'il remplace par des royalistes dont l'obéissance est certaine. Après les maires, les percepteurs, dont 80 sont changés; ainsi des autres administrateurs. Puis la magistrature a son tour: le premier président de la cour d'appel, de Barral, un vieillard, voit son fauteuil occupé par un autre vieillard qui a le mérite d'être le père du préfet de police Anglès, le bras droit de Decazes; le procureur général subit le même sort.

A lui seul, Montlivault ne peut assurer une transformation aussi radicale de l'armature, du personnel administratifs, ni déjouer les complots possibles; mais Decazes lui procure des collaborateurs de marque: un commissaire général de police, Bastard de Létang, maître des requêtes au Conseil d'État

(1) M. H. Dumolard, qui a éclairé le rôle du Casino, observe que, treize ans plus tard, écrivant *le Rouge et le noir*, Stendhal donnera ce nom au « cercle noble de Verrières ». Cf. H. Dumolard, *J. Didier et la Conspiration de Grenoble*, p. 26.

et entièrement dévoué au ministre, est nommé tout exprès. D'une activité moins mondaine, mais singulièrement plus efficace sont les agents provocateurs, instruments nécessaires d'une bonne police. Voici par exemple le sieur Lecamus, dont Decazes annonce l'arrivée à Montlivault dans les termes suivants : « Placé en surveillance spéciale par vos ordres, cet agent, ancien militaire décoré, porteur de quelques signes proscrits, de chansons séditieuses... etc..., saura bientôt capter la confiance des conjurés, s'il en existe. »

A ces collaborateurs soldés il faut joindre les nouveaux maires, les curés qui, gratuitement et pour le plus grand bien de la monarchie, renseignent le préfet ou plutôt son secrétaire officieux, un certain Dupérou, ex-policier sous la Révolution, ex-chef de la contre-police royaliste sous le Consulat, qui est parvenu à se faire inscrire au barreau de Grenoble (1). Enfin pour exécuter les opérations de grande envergure et assurer l'ordre, Montlivault a sous la main d'une part la garde nationale à cheval (non la garde à pied qu'on ne réunit guère, car elle est suspecte) commandée par M. de Chaléon et composée de nobles ou d'aspirants à la noblesse qui ne demandent qu'à se distinguer au service du roi, et, d'autre part, la compagnie départementale, corps qui vient d'être créé pour « former la garde des hôtels de préfecture, archives, prisons... » et dont le capitaine est un homme de confiance, le négociant Pellat, ex-gendarme de la République.

Ainsi le pouvoir civil, en la personne de Montlivault, est solidement étayé et défie les surprises. Mais « les ennemis de l'État », s'il en existe encore à Grenoble, ont à compter avec un adversaire mille fois plus redoutable : le général Donnadieu, commandant la 7^e division militaire.

Un curieux personnage, celui-ci, et de plus haut goût que le préfet. En 1813, il n'a que trente-huit ans, mais quelle étonnante carrière ! Né à Nîmes de parents protestants, Gabriel Donnadieu entre à douze ans comme cadet au 2^e carabiniers, passe sous-lieutenant au 8^e hussards dont son père, ex-tonnelier, est devenu colonel ; mais celui-ci vole la caisse de son régiment, « mange la grenouille » et se brûle la cervelle. Le fils supporte le choc sans faiblir, va guerroyer en Vendée sous les

(1) M. Ernest d'Hauterive vient de retracer sa carrière tourmentée dans la *Contre-Police royaliste en 1800*.

ordres du général Turreau, l'homme des colonnes infernales, et, comme il est à court d'argent, tue une nuit au coin d'un bois un gentilhomme qui s'appêtait à émigrer et portait sur lui « une tirelire en or contenant une somme considérable ». En 1802, à Paris, il conspire contre Bonaparte, accepte même de « le poignarder au cours d'une revue » ; mal lui en prend ; on l'arrête, il dénonce ses complices et, par surcroît, passe à la solde de la police consulaire... Pour peu de temps, car, chargé de mission en Angleterre, il dilapide les fonds dont il dispose, ce qui lui vaut d'être emprisonné de nouveau ; mais, comme c'est un courageux gaillard, on le réintègre dans l'armée où il gagne les galons de colonel en 1807. Après une assez « vilaine histoire de tricherie », qui montre que le vieil homme n'a point disparu, Donnadiou apprécie les douceurs de la campagne d'Espagne, « enfer du soldat, providence des généraux » ; il devient général, baron, mais recommence à conspirer, et si maladroitement qu'il est découvert. Cette fois, Napoléon en a assez, le met à la retraite d'office en 1811 et l'envoie à Tours en résidence obligatoire avec 2500 francs par an.

C'est là que la première Restauration trouve cette malheureuse victime du Corse, qu'elle élève aussitôt et sur place à la dignité de commandant du département d'Indre-et-Loire. Donnadiou rebondit, mais la modestie de son origine le gêne et, pour assurer sa situation dans la société nouvelle, il enlève à Tours une jeune ci-devant, encore pensionnaire, dont il fait sa femme. Aux Cent jours, en royaliste fidèle, il suit Louis XVIII à Gand, est nommé lieutenant général et, après Waterloo, reçoit, en récompense de ses loyaux services, le commandement de la division de Grenoble.

Tel est, à la fin de 1813, le représentant du pouvoir militaire en Dauphiné. Molé le définit « un mauvais sujet, un véritable sacrifiant ».

Mais un sacrifiant qui sait son métier. L'ancienne armée impériale a été dissoute, non remplacée ; et dans les casernes de Grenoble errent « quelques centaines de recrues à peine encadrées ». Donnadiou aussitôt réclame des renforts, et, comme il se méfie des paysans dauphinois à l'esprit indépendant et rebelle qui composent la légion de l'Isère, il fait venir du Midi un détachement de bons royalistes de l'Hérault, bien fanatiques et qui se sont sans doute fait la main sur les bona-

partistes et les jacobins pendant la Terreur blanche. Puis, pour commander la légion de l'Isère, il fait nommer un vieux camarade qu'il tutoie, un ancien prisonnier de la Bérésina, resté royaliste aux Cent jours et qui a même souffert dans la geôle du fort Barraux, le colonel Victor de Vautré.

A la fin de mars 1816, la machine est définitivement « royalisée » dans le département de l'Isère ; de la base au faite, les rouages vérifiés, modifiés, remplacés, fonctionnent monarchiquement ; et les ennemis de l'État, qui un an auparavant acclamaient Napoléon sur la route impériale, les montagnards de l'Oisans et de la Malesine, les Vizillois enthousiastes qui, sous les murs de Grenoble, portaient des torches ou détruisaient les palissades, savent désormais à quoi s'en tenir : enserrés dans les mailles d'une administration soupçonneuse, ils deviennent dans le maire, le curé, le gendarme qui passe, un espion tout prêt à faire preuve d'un civisme de nouvelle qualité. Peut-être se seraient-ils soumis, apaisés ; mais il semblait qu'on s'ingéniait à les inquiéter, à les surexciter : les émigrés, qui en 1814 s'étaient contentés de murmurer contre le passé, vitupéraient maintenant et proclamaient la nécessité des représailles ; il fallait anéantir l'œuvre néfaste de la Révolution, restaurer la hiérarchie en rétablissant les privilèges de la noblesse, effacer jusqu'au souvenir des spoliations en revisant la vente des biens nationaux ; et, de leur côté, les prêtres ne cachaient pas leur volonté de retrouver la domination spirituelle et temporelle qu'ils exerçaient jadis.

Déjà frondeurs de nature, les Dauphinois supportaient mal un pareil régime. Encore tout pleins des souvenirs du 7 mars 1815, exaspérés par la nouvelle invasion étrangère, ils se rappelaient les paroles de l'Empereur, cette manière d'évangile qu'il leur avait transmis : le trône des Bourbons est illégitime parce qu'il n'a pas été élevé par la nation ; il est contraire à la volonté nationale...

Cette ferveur bonapartiste, cette fidélité intangible, foncière, n'étaient pas seulement entretenues par les maladresses du pouvoir et le zèle intempestif de ses agents ; elles se décuplaient encore de la présence en Dauphiné des innombrables officiers et anciens soldats que le licenciement de l'armée avait déversés sur la France et rejetés dans leurs foyers. Dans

les départements composant la 7^e division militaire, ils étaient 80 000, depuis le combattant d'Égypte jusqu'au « brigand de la Loire », qui avaient repris vaille que vaille leur métier ou reconquis une place au soleil, mais qui trouvaient leur seul, leur vrai aliment spirituel dans l'histoire, la légende impériale. A Grenoble et dans les environs, 1 000 officiers à demi-solde végétaient, ayant pour toutes ressources, les capitaines 73 francs par mois, les lieutenants 44, les sous-lieutenants 41. Ils formaient un monde à part, vivant en commun, et se réunissaient, quand ils avaient quelques sous, chez Mirandon, un cabaret voisin de la porte de France, de l'autre côté du pont, sur la rive droite de l'Isère; ceux qui étaient mariés avaient organisé des « popotes » que leur femme dirigeait et où les camarades payaient leur écot; ainsi, rue de Bonne, la femme du sous-lieutenant Vogue de la 8^e légère, une Italienne Maria-Julia Bona Signora, faisait la cuisine pour cinq officiers. Dans ces retraites claquemurées, Donnadieu et ses méridionaux, Louis XVIII et ses ministres n'étaient pas en odeur de sainteté: on s'y excitait en vase clos et l'on rêvait de revanches futures.

Enfin les Bourbons ne pouvaient compter sur le loyalisme des intellectuels, des étudiants qui en 1814 avaient crié vive l'Empereur sur le passage du prince de Hesse-Darmstadt, et défendu en 1815 leur ville contre les armées alliées. Depuis, ces « factieux » ne s'étaient point assagis en voyant la France soumise à la tutelle des étrangers, et, plus près d'eux, leurs maîtres en butte aux vexations du pouvoir; cela même avait renforcé leurs sentiments bonapartistes ou libéraux: c'était alors tout un.

D'ordinaire, cette malveillance, cette hostilité se feignent de prudence, et, pour qu'elles apparaissent au grand jour, il faut un acte du gouvernement, jugé trop décidément arbitraire. Mais, dans ce cas, les têtes s'échauffent et les ennemis de l'État s'opposent en masse aux fantaisies de l'autorité.

Ainsi, dans un petit village de la vallée de la Romanche, eut lieu une échauffourée dont le héros fut le colonel Camille Gautier, dit Moustache. Celui-ci avait, bien que nommé lieutenant-colonel par la première Restauration, coopéré au retour de l'île d'Elbe, et levé pendant les Cent jours un corps de volontaires montagnards, « les chasseurs des Alpes »; puis,

après la capitulation de Grenoble, il s'était retiré à Saint-Barthélemy de Séchilienne, son pays, sur les pentes du Taillefer, d'où il sortait parfois pour essayer de récupérer les avances jadis faites par lui en vue d'équiper ses hommes. C'était de l'ingénuité. Considéré à juste titre comme un ennemi de l'État, « Moustache » fut dénoncé à plusieurs reprises, notamment par un ultra qui déclarait avoir à se plaindre de lui, et Donnadiou finit par ordonner de l'arrêter. Mais les habitants prirent fait et cause pour le colonel qui était populaire, et l'autorité fut derechef bafouée. Ce n'est qu'au moment où le calme fut revenu que l'ex-commandant des chasseurs des Alpes se présenta « spontanément » à Donnadiou, qui l'envoya en résidence obligatoire à Lyon.

Ces incidents, qui se passèrent en janvier et février 1816, prouvaient suffisamment que les Dauphinois persistaient avec ténacité dans leur mauvais esprit, et Montlivault, Donnadiou redoublaient de vigilance. Il était pourtant un détail qui leur échappait, et un détail d'importance : la plupart de ces paysans « taquins » étaient armés. Les uns, anciens soldats, avaient gardé leur fusil ; d'autres en avaient trouvé, abandonnés sur place par des camarades ; et certaines mairies comme celle de Vizille semblaient de véritables arsenaux d'armes et de munitions. Le docteur Bonnardon (1), pour sa part, possédait chez lui plus de 3 000 cartouches, que prudemment il détruisit avec l'aide de sa servante, quand arrivèrent les temps troublés. Ceux-ci étaient proches.

UN LUNATIQUE

Le politicien homme d'affaires est devenu un personnage banal et qui n'étonne plus. Au commencement du XIX^e siècle, il avait encore une valeur de rareté ; et c'est là ce qui fait l'intérêt de la biographie de Jean-Paul Didier.

Fils d'un marchand, il est né à Upie dans la Drôme en 1753, étudie le droit à Valence, s'établit à Grenoble où il épouse M^{lle} Drevon, fille d'un procureur, et tout semble le destiner à la paisible carrière d'un basochien. Mais le sort l'envoie à l'Assemblée de Vizille en qualité de député, et il adopte aussitôt

(1) Parent de M. Dumolard, qui a publié de passionnants détails sur la conspiration de Didier.

avec ardeur les idées nouvelles, se charge allègrement de tout le bagage de formules politiques qui sert de préface à la Révolution.

Peu à peu cependant il déchanté, et la façon dont, à Paris, on applique les principes qui lui sont chers, fait tomber son enthousiasme, si bien que, de patriote convaincu, il passe à la contre-révolution. Il coopère à la création du camp royaliste de Jalès et à la défense de Lyon contre les troupes de la Convention, puis il émigre.

Sous le Directoire, il rentre en France et fonde à Paris un cabinet d'affaires, où l'on offre aux émigrés de les aider à recouvrer leurs biens. Une idée de génie; en trois ans Didier fait une fortune de 500 000 francs au moins, et devient l'habitué des salons aristocratiques. On le rencontre chez M^{me} de Quinsonnas, M. de Marcieu ou M. de Juigné; mais il surprend ses hôtes par l'étrangeté de son attitude : sans façon, de mise négligée, l'air distrait, égaré ou rêveur, il passe des heures sur un sofa à se ronger les ongles. Peut-être songe-t-il à la brochure qu'il va publier et qui le posera définitivement aux yeux de la noblesse. Cette brochure, parue sans nom d'auteur en 1799 sous le titre *l'Esprit et le vœu des Français*, est une pauvre amplification de rhétorique en faveur des Bourbons, de Louis XVIII, et telle qu'aurait pu l'écrire un émigré pur sang.

Aussitôt la presse révolutionnaire dénonce ce libelle infernal, dont chaque ligne « est un blasphème contre la République »; les exemplaires sont saisis, mis au pilon; mais, dans l'opinion des ci-devant, Didier est au pinacle. Pourtant, s'il a le goût de la gloire, même anonyme, l'auteur n'est point gêné par une fidélité trop aveugle; encouragé par son premier succès, il publie sous le Consulat un petit ouvrage intitulé : *le Retour à la religion*, dédié non à Louis XVIII, mais à Bonaparte, et dont l'objet est de « rappeler le peuple au pied des autels »; heureuse inspiration et qui répond si bien aux sentiments du maître que la police, jugeant cette fois la brochure excellente, s'occupe elle-même de la répandre; et Didier, du coup, la réimprime en y ajoutant ses initiales.

Ayant le vent en poupe, il revient à Grenoble où la considération l'entoure : avocat bien renté, membre du Conseil de ville... En 1805, après la création des Écoles de droit, il est nommé professeur de droit romain, puis directeur et, quand

l'École de Grenoble devient Faculté, doyen. Son homme, maintenant, c'est Napoléon, du moins en apparence ; car il n'est pas impossible qu'il ait continué dans le même temps à servir d'agent aux Bourbons. Mais la bonne opinion qu'il a de lui-même le rend infiniment susceptible et, l'un de ses collègues ayant été nommé recteur de la Faculté en 1809, il voit là un passe-droit et démissionne.

Alors, comme il a déjà gaillardement dépensé son demi-million et que sur quatre enfants il en a encore trois à sa charge, — l'aîné Louis est auditeur au Conseil d'État, — il se lance de nouveau dans les affaires avec une activité fébrile et une solide assurance. Tout d'abord, il participe au dessèchement des marais de Bourgoin, tenté depuis le xvii^e siècle, et reçoit comme rémunération quarante hectares de terres desséchées ; puis successivement il s'occupe du tracé d'une route dans les Alpes, de l'exploitation des mines d'anthracite de La Mure, de la création du canal d'arrosage de Pierrelatte ; mais l'Oisans, le pays de ses beaux-frères Drevon, l'attire avant tout : il achète une propriété au lieu dit « les Petites-Sables » dans la vallée de la Romanche, obtient en 1808, car il est bien en cour, la concession de la mine d'argent de Challanges, celle des fonderies d'Allemont, acquiert en 1809 la mine de fer d'Articol, a des intérêts dans la mine de plomb de La Grave. Jean-Paul Didier voit grand et cette avidité industrielle le conduit aux pires déboires ; à la fin de l'Empire, il a 3 ou 400 000 francs de dettes.

Mais les affaires ne l'absorbent pas uniquement et, s'il faut en croire un de ses biographes, Ducoin, il aurait tenté en 1813, tout en ménageant l'Empereur et Louis XVIII, d'entrer en relations avec le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, et projeté même d'aller en personne à Palerme pour lui offrir ses services ; mais cette intrigue, si elle fut ébauchée, n'eut point le temps d'être poussée. Les Bourbons rentrent en France. Aussitôt Didier fait réimprimer, en la signant cette fois, sa brochure *l'Esprit et le vœu des Français*, qui prend une valeur d'actualité ; il se distingue « en affichant le premier sur les murs de Paris une adresse : A Sa Majesté, les François ses fidèles sujets » ; et grâce à la protection du duc de Sérent, ex-gouverneur des enfants du comte d'Artois, est nommé maître des requêtes au Conseil d'État. Fonction honorable, mais peu

rémunératrice : Didier se regarde comme mal payé de sa fidélité, des dangers courus sous la Révolution, et végète à Paris, assez démuni, logé dans un hôtel de la rue du Mail dont l'enseigne ne semble point sans ironie : Hôtel des Milords. Commit-il alors quelque imprudence ? Le gouvernement eut-il des raisons de se défier de lui ? Le fait est qu'au moment où l'on soumit au comte d'Artois une liste de bons serviteurs à décorer, le nom de Didier qui y figurait fut effacé.

Mais, prudemment, l'homme d'affaires jouait sur deux tableaux. Quand Napoléon reparait inopinément, il espère rétablir sa situation et, pour se signaler à la bienveillance de l'Empereur, se met à rédiger contre les Bourbons un pamphlet, dont la violence étonne un de ses amis, Félix Penet, futur député de l'Isère. Comme celui-ci s'enquiert des motifs d'une pareille animosité : « *Ils m'en ont trop fait*, répond Didier, *je me vengerai tôt ou tard, ou ils auront ma tête.* » Mais le pamphlet ne voit pas le jour, car le gouvernement impérial a déjà pris parti et rayé Didier du tableau du Conseil d'État.

C'est l'effondrement. Ruiné, révoqué, l'ex-maître des requêtes divague, ne sait vers qui se tourner, et il est possible que, dans sa détresse, il se soit alors adressé à Fouché, qui, sous main, menait l'intrigue orléaniste ; en tout cas, il manifeste farouchement son antibonapartisme. Le 22 juin 1815, quatre jours après Waterloo, une dame de Grenoble, passant boulevard Poissonnière, aperçoit à la hauteur de la rue du Sentier un homme assez âgé qui colle sur le mur des placards provoquant les Parisiens au renversement de Napoléon :

— Eh quoi ! s'écrie la dame. C'est vous, Paul ? Vous demandez le renversement de l'Empereur ! Vous semblez bien joyeux : vos Bourbons vont donc revenir ?

— Votre Bonaparte du moins va tomber, répond Didier.

C'est se montrer prophète à peu de frais ; mais la chute de Napoléon n'améliore pas ses affaires, car la seconde Restauration tient à juste titre en suspicion ce politicien dont la trahison semble être le passe-temps ordinaire. Alors Didier revient à sa dévotion pour les Orléans, déclare que la France ne sera jamais heureuse tant que le sceptre n'aura point passé des mains inhabiles de la branche aînée dans celles de la cadette ; et au mois d'octobre 1815 il trouve l'occasion de prouver son dévouement au nouveau prince de ses rêves.

Celui-ci siégeant à la Chambre des pairs vient de prononcer, dans la discussion de l'Adresse, un discours plein de sagesse et de modération, que ses amis l'engagent à publier. Aussitôt Didier se propose comme intermédiaire : il se charge de choisir un éditeur discret, de surveiller l'impression... Un familier du prince lui remet le manuscrit, mais la police a vent du projet, que le duc d'Orléans, politique et point téméraire, abandonne précipitamment. Et Didier retombe.

CONSPIRATEUR. — AVEC LES DEMI-SOLDE

Compromis avec les Bourbons, compromis avec l'Empire, suspect à tous les régimes et les haissant tous, il s'aperçoit qu'il en coûte cher d'être trop adroit et qu'à ce jeu, il s'est fermé toutes les portes. Seul un grand dessein peut le sauver.

Les Bourbons sont les derniers, les plus « frais » dans sa haine, et il enregistre avec une joie secrète les maladresses, les mesures de rigueur qui dressent contre eux une partie de l'opinion ; il voit la France humiliée par l'invasion étrangère, les rancunes, les mécontentements qui s'accumulent chez les anciens fonctionnaires, dans l'armée ; il voit monter la colère publique. Alors cet imaginatif, ce mythomane, construit dans son esprit un vaste plan de soulèvement national : il parcourra la France au nom d'un comité-fantôme, qu'il décore du nom de « Comité de l'indépendance nationale » et composé de personnages représentatifs, Talleyrand, Fouché, Carnot, qui serviront de drapeaux à une nouvelle révolution, dont lui, Didier, sera le promoteur.

Les Puissances étrangères appuieront le mouvement : l'Autriche a donné son assentiment secret, l'Angleterre approuve, à condition que le renversement du régime se fasse au profit des Orléans ; mais si l'Autriche se trouve à cet égard en désaccord avec l'Angleterre, on nommera un gouvernement provisoire présidé par Carnot, qui proclamera l'indépendance nationale et la déchéance des Bourbons.

Pour tout homme de sens, la fantasmagorie d'un tel projet était évidente : Talleyrand et Fouché, chassés du ministère, se trouvaient, l'un à Valencay, l'autre à Dresde, Carnot à Varsovie ; et la question essentielle demeurait en suspens : qui remplacerait les Bourbons ? Didier eût été embarrassé de répondre.

Le 20 octobre 1815, il quitte Paris et se dirige vers Grenoble, mais par quel bizarre chemin ! Après l'Orléanais et la Bourgogne, il traverse le Puy-de-Dôme, le Cantal, la Haute-Savoie, l'Ardèche, les Hautes-Alpes, l'Ain, la Saône-et-Loire, le Rhône. C'est qu'il tient moins à arriver rapidement qu'à « étudier l'opinion publique », et à rencontrer des complices possibles : à Clermont-Ferrand par exemple, il dîne à l'*Écu de France* en compagnie du général Guillet et de Méhée-Latouche, « contre lequel la Révolution lui a donné de terribles préventions », mais qui ont tous deux le mérite d'être victimes de la Restauration et portés sur les listes de proscription. En même temps, il écoute les doléances du peuple, lit les journaux, s'entretient avec « les hommes éclairés » ; et lorsqu'il est arrivé au terme de son voyage, sa conviction est faite : il a vu les souffrances, la profonde misère des paysans, la stagnation complète du commerce, la paralysie totale de l'industrie, la disparition du numéraire ; il s'est surtout persuadé que le sentiment national « attribue tous ces maux à la domination du gouvernement anglais ». Et maintenant, sa chimère change de forme : l'ennemi, celui qui plonge dans l'indigence la plus grande partie du peuple, c'est l'Anglais ; le maître de la France, c'est Wellington ! Il faut bouter l'Anglais hors de France comme au temps de Charles VII, arracher la patrie à sa tyrannie ; et dans sa candeur de lunatique, Didier juge qu'il a vocation pour accomplir cette œuvre : « une première impulsion donnée entraînera tout le reste ».

A Lyon, habite un de ses vieux amis, Benoît Rosset, fabricant de papiers peints et véritable « ennemi de l'État », qui, d'accord avec quelques officiers licenciés et notamment le capitaine Simon, un ancien de l'île d'Elbe, a juré de renverser le Gouvernement. Le 15 janvier 1816, Didier, sous le pseudonyme d'Auguste, vient de Grenoble se cacher dans le faubourg de la Guillotière, chez un certain Crozet qu'il a connu jadis ; il amène avec lui un officier mis en surveillance nommé Lavallette et donne rendez-vous à ses complices, soit aux Massues, la villa que Rosset possède aux environs de Lyon, soit rue de l'Enfant-qui-pisse, n° 11, dans l'appartement du beau-frère de Simon. Là, avec complaisance, il expose les projets grandioses du Comité de l'indépendance nationale, dont les ramifications enveloppent la France entière ; dix-sept délégués préparent,

en ce moment même, le soulèvement du pays; il est lui, Didier, l'un de ces délégués... En écoutant cela, le capitaine Simon s'exalte, et tout feu, tout flamme, déclare qu'« il faut s'emparer des quatre canons de l'hôtel de ville, des deux canons de Bellecour; aucune opposition à craindre ». L'affaire est fixée au 24 janvier. « Nous commençons à minuit, conclut Simon; à minuit et demie nous tirons le canon de l'Indépendance nationale, et tout est fini. »

Malheureusement, l'arrivée prochaine à Lyon du régiment des chasseurs d'Angoulême, corps essentiellement royaliste, déränge tout le programme et oblige à précipiter le mouvement. On décide de frapper le grand coup dans la nuit du 20 janvier. Mais, la veille, à trois heures du matin, une patrouille vient cueillir les conjurés; Rosset se défend comme un forcené, tâche d'asperger les gendarmes avec du vitriol... Simon, lui, est absent. Quant à « Auguste », prévenu à temps, il s'est échappé de Lyon par des chemins de traverse.

Le grand coup avait échoué, et pour une raison bien simple : le fougueux capitaine Simon, l'ancien de l'île d'Elbe, avait dénoncé la conspiration à l'autorité militaire...

Le lieutenant de police de Lyon télégraphiait alors au ministère : « Le chef du complot est le sieur Didier, maître des requêtes en 1814. Je poursuis sans relâche le perturbateur. » Mais, pendant qu'on le cherchait chez son gendre Fluchaire, notaire à Saint-Baudille-et-Pipet, le pseudo-Auguste était réfugié à Bourgoin. L'échec de Lyon ne l'avait nullement découragé : des précautions mal prises, une exécution prématurée. Il ne commettrait plus de pareilles fautes à Grenoble. Car c'est maintenant Grenoble, sa ville, qu'il a choisie comme foyer du mouvement insurrectionnel, c'est de là que partira « la première impulsion » qui entraînera Lyon et ensuite la France entière.

Quand la surveillance de la police se relâche, il quitte Bourgoin et va giter à Noyarey, — trois lieues au nord-ouest de Grenoble, — chez un ancien émigré qui lui a des obligations : un excellent poste d'observation, hors de la portée des mouchards de la préfecture et d'où il pourra exercer en sécurité son nouveau métier de recruteur. Désormais tous ses efforts ne tendent qu'à gagner des partisans, des hommes sûrs, qui collaboreront à l'œuvre de salut public, dont il est à la fois l'inspirateur et le chef.

L'une des premières recrues de Didier fut un lieutenant de gendarmerie d'origine piémontaise, nommé Gioanini. Celui-ci avait, en mars 1815, fait partie du « bataillon sacré » qui accompagna l'Empereur à Paris; licencié après Waterloo, il était revenu à Grenoble, où il menait une vie précaire. Indésirable dans son pays, le Piémont, où un régime quasi absolutiste avait remplacé l'administration impériale, ne pouvant espérer des Bourbons sa naturalisation en France, il se trouvait réduit à la situation d'un sans-patrie; c'était un de ces « êtres amphibies » signalés par un fonctionnaire savoyard, « qu'on ne sait si l'on doit regarder comme Français ou comme sujets de Sa Majesté le roi de Sardaigne ». Gioanini n'avait rien à perdre, et l'idée d'un bouleversement possible le séduisit aussitôt; il devint l'homme de confiance, « le bras droit » de Didier, et, avec une inlassable activité, travailla à lui gagner des partisans. Prudent et tenace, il sollicitait ceux chez lesquels il discernait la moindre trace de libéralisme, et c'est ainsi qu'il tenta de convaincre certains étudiants grenoblois; mais ceux-ci restèrent sur la réserve: ils ne voyaient pas clairement au profit de qui se ferait la révolution; et quand Gioanini, exhibant « une lettre qu'il attribuait à Didier », leur expliqua que l'on mettrait sur le trône « un prince qui, dès sa première jeunesse, avait donné des gages à la liberté », ils crurent deviner dans ce prince-là le duc d'Orléans. Ce n'était point du tout leur affaire: bonapartistes, ils ne voulaient entendre parler d'aucun Bourbon, aîné ou cadet, et rompirent les pourparlers. Avec les sociétés libérales, avec « l'Union » fondée par l'avocat Joseph Rey, il en fut de même; et Gioanini put se persuader à son tour que décidément les civils ne « marchaient » pas.

Les militaires en revanche marchaient avec enthousiasme; et bientôt une véritable phalange entoura Didier, ce politicien qui n'avait jamais combattu. Le sous-lieutenant Vogue, de la 8^e légère, dont la femme « tenait la popote » de la rue de Bonne, amena ses camarades Reynier, Pélissier; puis ce fut l'ex-capitaine Cousseau, devenu garde général des forêts, révoqué après Waterloo, et qui vivait misérablement avec sa famille du produit d'un bureau de tabac, dont sa femme était gérante rue Très-Cloîtres; Didier l'avait connu jadis à La Grave et le recruta facilement.

Bientôt la phalange, qui ne se composait jusqu'alors que de subalternes, se rehaussa de l'adhésion d'un officier supérieur, le commandant Biolet. Engagé sous l'Ancien Régime, sergent pendant la Révolution, fait commandant et officier de la Légion d'honneur par l'Empire, Biolet avait pris sa retraite en 1814 à Briançon, puis s'était fixé à Grenoble; ce petit homme de quarante-huit ans, râblé, aux yeux roux, au visage rond, coloré, marqué de petite vérole et orné d'une verrue sur la joue droite, ne se montra pas tout d'abord aussi passionné que les autres; flegmatique et paisible, il avait du goût pour la poésie, mais la seule muse qui l'inspirât était la muse bonapartiste; c'est pourquoi, sans doute, il finit par se laisser embriquer. Didier lui confia aussitôt un poste important : le commandement intérieur de la place de Grenoble avec mission de s'emparer de la porte de Bonne, où aboutit la route d'Eybens, et de la porte de France sur la rive droite de l'Isère. Biolet fut sensible à cet honneur; il en conçut de plus un respect particulier pour son chef, « un homme important » qu'on lui avait dit être un ancien sénateur!

Nanti d'un commandant, Didier ne s'arrêta pas en si beau chemin; il lui fallait mieux encore, et secrètement il donna rendez-vous au colonel Gautier qu'il avait déjà rencontré et qui, après quelques semaines de résidence obligatoire dans une prison lyonnaise, venait d'obtenir la permission de rentrer en Dauphiné. Le colonel était naturellement de fort méchante humeur : « Les méfaits et les crimes de la coterie de l'émigration tendent la corde tous les jours », disait-il, et la perspective d'une insurrection ne l'eût pas effrayé; mais Didier lui inspirait une sorte d'antipathie; il l'avait entendu naguère déblatérer contre l'Empereur, les patriotes, les républicains, prôner en revanche les Bourbons, le duc d'Orléans. Que voulait donc cet homme-là? Il y avait je ne sais quoi de trouble dans ses desseins, et le colonel Camille, qui aimait les situations nettes, refusa de s'engager tout de suite.

Ce demi-échec mécontenta Didier. Mais quoi! s'il avait besoin d'un nom populaire qui servit d'enseigne à son entreprise, n'était-il pas tout simple d'en inventer un? Justement le général Drouet d'Erlon, l'un des proscrits de 1815, s'était caché au Grand-Lemps, chez un ancien député nommé Perrin, puis à Grenoble, où il avait vécu sous le nom de Ravier; de

là, à la fin de l'hiver, il était passé en Savoie, ensuite à Genève, mais on le croyait toujours en Dauphiné, où les paysans ne mettaient pas en doute sa présence. Didier saisit l'occasion, affirma qu'il avait vu le général, — ce qui est possible, non prouvé, — que celui-ci donnait à ses projets un plein assentiment, plaça enfin son œuvre sous l'égide de Drouet d'Erlon, et le cas échéant sous celle de Grouchy, pour doubler la confiance.

C'était bien joué. Le complot prenait maintenant pour le populaire une allure nettement bonapartiste, qui allait faciliter le recrutement dans les montagnes. Didier n'habitait plus Noyarey; fébrile, il courait le pays de la Mateysine à l'Oisans, de La Mure à Vizille, poussait des pointes dans le Grésivaudan. Voyageur nocturne, accompagné seulement d'un paysan dont il était sûr, Pierre Roux, il ne couchait jamais à l'auberge, mais seulement dans des maisons amies et en s'entourant de précautions, ne donnait rendez-vous que sur les routes, dans les endroits déserts, parfois dans la banlieue de Grenoble aux environs de la Tronche ou de la Porte de France. Mais, quelle que fût son activité, il ne pouvait suffire à tout; et lorsqu'il avait découvert dans une région un partisan zélé et de fidélité insoupçonnable, il s'en remettait à lui du soin de la propagande : sa prudence d'ailleurs y trouvait son compte.

LA CONJURATION SE FORME

Sur la route parcourue en 1815 par Napoléon revenant de l'île d'Elbe, la conspiration est accueillie avec enthousiasme, car, depuis Waterloo, les habitants ont durement payé la journée du 7 mars. Brimés par les nouveaux maires, par la police, ayant particulièrement souffert de l'occupation étrangère, ils sont parmi les Dauphinois les plus hostiles aux Bourbons, et l'idée d'une revanche les surexcite aussitôt.

A La Mure, le chevalier de Ravel, successeur du vieux maire Genevois, laisse les coudées franches à son adjoint le notaire Chuzin, royaliste militant qui tient à se poser aux yeux du préfet Montlivault et dont l'ardeur s'exerce aux dépens des bonapartistes de l'endroit; mais ceux-ci, et notamment les fils de l'autre notaire Guillot, — car les querelles politiques se doublent de rivalités d'offices, — supportent mal cette tutelle

vexatoire et sont prêts à réagir vigoureusement. Pierre Guillot, lieutenant d'artillerie, condamné à mort pour avoir une nuit « grièvement blessé un soldat autrichien qui maltraitait une femme », a été gracié par le duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois, mais cette magnanimité ne l'a point rallié à la Restauration; plus farouchement bonapartiste que jamais, il sera avec son frère Marc-Antoine, professeur à Grenoble, l'un des plus chauds partisans de Didier dans la Mateysine.

C'est aussi à La Mure que s'est retiré le chef de bataillon Girard, dont le divertissement favori est de se gausser de l'autorité : un jour de baptême, sur la place, il propose à un vieux mendiant, Hugues Berthier dit Chave, de lui payer à boire, à condition qu'il crie Vive l'Empereur; et l'autre, « parce qu'il est mendiant et pour satisfaire sa soif », s'exécute de bonne grâce, lance vers le ciel le cri séditieux.

Dans les campagnes, les bourgs, l'ardeur est plus grande qu'à Grenoble; et les militaires ne sont pas seuls à se ranger sous le drapeau du Comité de l'indépendance nationale. Sur la liste des conjurés de La Mure, à côté de Pierre Guillot figurent un pharmacien Morin, un propriétaire Richard; et quand, à Vizille, Didier est reçu par l'ancien maire dans le domaine de la Plâtrière, il y rencontre un greffier, un négociant, un fournisseur aux armées; mais là, l'homme de confiance qui s'impose, c'est un ancien artilleur, un ancien esclave des Barbaresques, l'huissier Charvet, qui depuis mars a repris du service dans le corps des Chasseurs des Alpes, organisé par le colonel Gautier, et dont la flamme bonapartiste n'est pas près de s'éteindre.

A Eybens, Didier retrouve les fidèles de l'Empereur : Ravanat père, chez qui Napoléon a logé le 7 mars, Ravanat fils, ex-soldat au régiment de Soissonnais sous Louis XVI, ex-réquisitionnaire, Roblin l'aubergiste du *Cheval de renfort*, et un tailleur d'habits nommé Antoine Baffert, homme d'un dévouement absolu, qui se charge du recrutement sur les deux rives de l'Isère.

Dans l'Oisans, la tâche de Didier était relativement aisée : on l'y connaissait et sa réputation n'avait pas trop souffert. Il avait là un ami de trente ans, l'ancien maire d'Allemont, Pierre Dusser, surnommé « le Guide » pour avoir jadis fait partie de l'escadron des Guides sous Kellermann, quand celui-ci

commandait l'armée des Alpes. Dès le début de janvier 1816, Didier lui donna rendez-vous une nuit dans la vallée de la Romanche, sur la route de Livet; et Dusser l'emmena dans sa maison du Pont-Rouge à Allemont, où vint le retrouver son beau-frère Durif, propriétaire et ancien maire d'une commune voisine, Vaujany. Toutes portes closes, durant un jour entier, les trois fonctionnaires destitués restèrent en conciliabule et échafaudèrent des plans : « Le roi, disait Didier, est assez bon, mais ce qui l'entoure ne vaut rien; il est impossible que les choses tiennent; les impositions sont trop fortes pour que le peuple les paie, car si on ne parle que de 740 millions à payer aux étrangers, on doit leur en donner 1 400; on va rétablir les rentes et les dîmes... Je n'ai quitté ma place de maître des requêtes que pour me charger d'un rapport sur la restitution des biens nationaux... Ce n'est pas le roi, mais lord Wellington qui règne. » Puis, mystérieux, il disparut à nouveau dans la nuit. Trois mois après, Dusser le revit aux environs de Noyarey, déguisé en batelier : tout allait bien, le mouvement commencerait bientôt.

En effet, la propagande allait son train, mais au nord de Grenoble, Didier n'avait pas encore rencontré « le délégué » indispensable. Vers le milieu d'avril seulement, il le découvrit sous les espèces du colonel Brun, dit le Borgne ou le Dromadaire. Ancien officier de cavalerie mis à la tête du régiment des Dromadaires en Égypte, Brun, ayant eu l'œil droit crevé, s'était retiré à Quaix, son village natal, dont il avait été maire de 1805 à 1815. Compris dans la fournée des fonctionnaires remplacés par Montlivault, il gardait pour les Bourbons une haine solide et, quand Didier vint une nuit « lui offrir un commandement », il accepta sans hésiter. Un auxiliaire précieux, ce Brun : il était populaire dans sa montagne, de Voreppe au Sapey; les gens l'écoutaient volontiers, et ses connaissances militaires le désignaient pour un rôle de premier plan. Avec le commandant Biolet et Gioanini, il composa l'état-major de la conspiration, qui se réunissait parfois à Grenoble même, chez Mirandon, près de la porte de France.

Mais le coup de maître de Didier, ce fut l'embrigadement des douaniers du Grésivaudan. Ceux-ci étaient pour la plupart d'anciens soldats qui venaient de faire les campagnes de 1814-1815, et détestaient les Alliés; avec les Piémontais, leurs

voisins, ils étaient presque sur le pied de guerre, et l'on parlait encore dans le pays d'un douanier nommé Garcin, ex-grenadier de la Garde, qui avait à lui seul mis à mal quatre ennemis. Quant à leur chef, l'inspecteur Adine de Pontcharra, il ne professait à l'égard des Bourbons qu'une médiocre estime; et ses subordonnés, le contrôleur Pelletier, de Barraux, le lieutenant d'ordre Jullien partageaient ses opinions.

Didier vint s'établir aux Adrets, petit village au-dessus de la vallée, chez son ami le notaire Brunet, et là, avec l'aide d'un ancien clerc de son hôte, le sous-lieutenant Joly, il commença ses travaux d'approche. L'affaire marcha rondement, et au cours d'une entrevue l'inspecteur Adine déclara qu'on pouvait compter sur lui et ses trois cents douaniers, « qu'il tirerait son épée et ne la remettrait dans le fourreau que lorsque les affaires seraient terminées, à moins qu'il ne vint à périr ».

Cette fois, le cercle se resserrait autour de Grenoble, et les groupes d'insurgés disséminés de La Mure à Eybens, d'Allemont à Voreppe, prendraient en se réunissant la figure d'une armée.

La leçon que Didier récite à ces braves gens est presque toujours la même : misères de la patrie, honte de la domination étrangère et particulièrement de la domination anglaise, Comité de l'indépendance nationale, concours assuré de l'Autriche, unanimité de l'opinion française contre les Bourbons, renversement de la monarchie, gouvernement provisoire... Mais, chose curieuse, bien qu'il ait placé par nécessité son entreprise sous le vocable de Napoléon, il évite autant que possible de prononcer son nom; et si les simples accueillent avec candeur et bonne volonté tout le fatras dont il les régale, d'autres se montrent plus exigeants et réclament des précisions.

Le colonel Camille, qui commence à soupçonner en Didier un vulgaire agent provocateur, le harcèle de questions : « Carnot fera-t-il partie du gouvernement provisoire ? — Je me f... bien de ce bougre-là, qui me ferait couper le cou ! » répond Didier en allongeant le cou qu'il a long. Et pourtant Carnot était quelques semaines auparavant l'un des « héros » dont il se réclamait.

— Qui appuiera le mouvement ? reprend le colonel.

— Un prince qui n'a jamais trahi sa foi plus que sa patrie...

Cette façon de répondre par énigmes irrite Gautier qui insiste, finit par apprendre qu'il s'agit du prince Eugène, « qui arrivera à la tête de cent mille Bavares » ; sur quoi le colonel presse Didier de partir pour Munich et de s'assurer ce concours essentiel. L'autre ne refuse point, s'éloigne en effet le temps de faire le voyage de Bavière (au vrai il ne semble pas avoir dépassé la Savoie et Genève), puis reparait en affirmant qu'il a vu le prince, que celui-ci approuve tout... ; mais lorsque Gautier lui demande des preuves, il répond que « le prince ne pouvait sans se compromettre rien signer ni faire d'apparent ».

— Ne comptez en aucune manière ni sur mon concours, ni sur celui des Lyonnais ! s'exclame Gautier, et la discussion devient orageuse.

Mais, si la précision n'est point son fort, Didier reprend ses avantages lorsqu'il use de la rhétorique, un genre où il se sent tout à l'aise, où il excelle. Un soir, dans une auberge de La Buisserate, aux environs de Grenoble, il donne en présence du colonel Brun et de quelques affiliés lecture d'une proclamation dont il attend grand effet : « C'est lord Wellington qui règne sur nous ! Sommes-nous ses sujets ? La fatale époque de Charles VI recommence... Celui qui se dit notre roi est l'allié des Anglais... Arborons donc l'étendard de l'honneur français ! Marchons d'un pas assuré sous le drapeau de l'Indépendance nationale, et méritons par notre conduite que le ciel puisse protéger la plus sainte des entreprises, et l'humanité tout entière la couvrir de ses vœux... »

— Qu'est-ce que vous nous f... donc là ? s'écrie le Dromadaire impatienté. Il n'est pas seulement question de l'Empereur dans votre proclamation. Il faut parler de l'Empereur !

— C'est bon, c'est bon, j'arrangerai cela, répond Didier qui, en effet, ajoute à son texte un coup de clairon final : « Nous sommes les lieutenants du roi de Rome et nous vous disons : « Vive Napoléon II, empereur des Français ! » »

Ce pathos, revu et corrigé, eut les honneurs d'une nouvelle lecture aux Adrets chez le notaire Brunet ; mais Didier, expert en jeux de scène, simula une improvisation qu'il dicta au lieutenant Joly et qu'on s'accorda à trouver fort éloquent. Pourtant un propriétaire nommé Millot qui se trouvait là ne

fut point dupe et, prenant familièrement le bras de Didier : « Tout cela est bel et beau ; mais allons, de bonne foi, pour qui travaillez-vous ? » A sa manière, Didier se lança dans de longues explications et conclut soudain qu'évidemment il travaillait pour Napoléon II.

L'assistance ne fut pas fâchée de le savoir et chargea le lieutenant Joly de faire imprimer à Grenoble la proclamation, ainsi qu'un faux extrait du *Journal de Vienne* annonçant que l'empereur d'Autriche avait déclaré solennellement à l'Europe qu'il voulait rendre Napoléon II aux sollicitations de la France ; mais l'imprimeur, la veuve Peyronnard habitant au Jardin de Ville, demanda mille francs. C'était vraiment trop cher, et l'on se contenta de distribuer des copies manuscrites.

Ces honnêtes conspirateurs n'avaient pas le sou.

LE 4 MAI 1816

Depuis près de quatre mois, Didier menait une existence de vagabond ; mais il avait beaucoup appris au cours de ses randonnées nocturnes, de ses conciliabules secrets dans l'Oisans, la Mateysine et le Grésivaudan ; il s'était enfin aperçu que, pour entraîner son monde, un nom, un seul exerçait une sorte de fascination et élevait les esprits jusqu'à ce haut degré de stoïque vertu où le risque de la vie même ne compte plus. C'est pourquoi, lui qui à l'origine ne savait trop de quel drapeau il se réclamerait, avait été conduit à parler de Drouet d'Erlon, puis de Napoléon, du roi de Rome : les Dauphinois lui avaient imposé leur foi.

Il était convaincu maintenant que la meilleure méthode pour réussir consistait à regarder comme non avenu ce qui s'était passé depuis avril 1814, à se replacer au moment où l'Empereur avait abdiqué en faveur de son fils et à rétablir celui-ci en exploitant l'irritation causée par l'occupation étrangère... Et voici, autant qu'on puisse fixer sa pensée ondoyante, comment il voyait se dérouler les événements : parmi les Alliés, l'Autriche, la Russie, la Prusse étaient d'accord pour reconnaître Napoléon II ; seule l'Angleterre n'en voulait pas, mais on se passerait de son consentement avec d'autant plus de facilité que l'insurrection nationale serait dirigée contre elle ; le mouvement commençait à Grenoble ;

Lyon et trente-trois départements suivaient, puis Paris où quatre-vingt mille hommes des faubourgs étaient prêts. Pendant ce temps, les Autrichiens, le prince Eugène à la tête de ses Bavaïrois franchissaient le Mont-Cenis, amenant avec eux l'ex-impératrice Marie-Louise et le roi de Rome, qui séjourneraient en Dauphiné une huitaine de jours. Si Paris résistait, les Alliés marchaient sur la capitale, proclamaient Napoléon II empereur et Marie-Louise régente.

Cela, c'était la vue panoramique du drame, et Didier en négligeait un peu les détails ; mais pour son œuvre propre, celle qui devait lui rapporter gloire et fortune, la prise de Grenoble, il la voyait s'accomplir avec une régularité mathématique.

Le quartier général sera à Eybens, l'endroit même que l'Empereur a choisi le 7 mars ; là se réuniront les insurgés de la Mateysine et de l'Oisans avant de marcher sur la ville ; cent douaniers viendront les y rejoindre, pendant que les autres, avertis par un feu qui sera allumé sur la Bastille au-dessus de Grenoble, s'avanceront le long des rives de l'Isère, drainant les habitants de la vallée. Cependant, un détachement sous les ordres du contrôleur des douanes Pelletier s'emparera du fort Barraux et transportera à Grenoble les canons qui s'y trouvent. On attaquera par la porte de Bonne, ainsi que l'a fait l'Empereur ; et il est certain que, comme l'année précédente, tout se passera sans un coup de fusil : Biolet, chargé du commandement de la place, ouvrira la porte ; on occupera les édifices publics, la préfecture, l'hôtel de la division, les casernes, on exilera Donnadiou... Enfin, des paysans honnêtes seront placés en faction devant les demeures des royalistes, « afin d'empêcher d'y pénétrer, d'assurer le respect des propriétés et de contenir le mouvement dans les bornes de la modération ». Une révolte innocente.

L'affaire naturellement aurait lieu de nuit. Mais à quelle date ? Dans les campagnes, les bonapartistes commençaient à s'énervier, reprochaient à Didier ses lenteurs et « ne concevaient pas ce qu'il pouvait attendre d'après les dispositions universelles ». Le lieutenant Gioanini, qui depuis des semaines était sur le qui-vive, pressait son chef d'agir ; mais au moment de se décider, de sauter le pas, Didier hésitait : des doutes lui venaient sur les sentiments des Grenoblois et la discrétion des

affiliés, car Biolet lui avait dit un jour : « Je n'y comprends plus rien. On me salue de toutes parts ; des gens que je ne connais pas me *lèvent leur chapeau* du plus loin qu'ils m'aperçoivent. » Cela donnait à penser. En outre, à la fin d'avril, comme Didier tâchait une fois encore, au cours d'une entrevue nocturne à Eybens, de rallier le colonel Gautier, celui-ci opposa à toutes ses sollicitations « un refus net et sec » : l'affaire échouerait infailliblement. Didier s'indigna, tempêta en vain ; le colonel « Moustache » faisait défection.

Or, à ce moment, les journaux annoncèrent que Marie-Caroline de Naples, qui venait d'épouser le duc de Berry, neveu du roi, remontait la vallée du Rhône de Marseille vers Lyon, et que les chefs militaires, avec une partie de la garnison de Grenoble, iraient à Valence lui rendre les honneurs. L'occasion était trop belle pour la laisser échapper, et du coup Didier reprit confiance : le mouvement fut fixé au 4 mai, le rendez-vous donné chez Roblin au Quartier général d'Eybens à neuf heures du soir ; et des émissaires furent envoyés dans toutes les directions, porteurs d'un billet ainsi conçu :

« Mon cher ami, malgré les difficultés ordinaires dans de pareilles affaires, nous avons enfin terminé ; on ne s'occupe plus maintenant que de la noce qui est fixée à dimanche. Nous vous invitons à nous faire le plaisir d'y venir ; nous comptons sur vous, et vous devez être bien persuadé qu'en amenant vos amis vous nous ferez d'autant plus de plaisir que vous serez plus nombreux. Comme la fête doit être, je vous l'avoue, sans façon, vous nous ferez plaisir si vous apportez quelques provisions. »

Cet éloquent appel aux armes ne pouvait manquer son effet. On était au 30 avril, et les conjurés attendaient avec confiance le grand jour de la revanche. Biolet, poète qui passait facilement du découragement à l'enthousiasme, parcourait Grenoble en rappelant aux affiliés quel était leur poste de combat : « Jeune homme, disait-il à l'un d'eux, ne manquez pas de vous trouver dans la rue Saint-Jacques », et à Didier, qui lui exprimait encore quelque crainte, il répondait : « Soyez tranquille ; à minuit je vous ouvrirai la porte de Bonne : la victoire est à nous. »

L'autorité semblait ne s'apercevoir de rien. Entourée d'une armée d'agents, d'« observateurs de l'esprit public », comme

on disait aux temps héroïques de la Révolution, avait-elle d'ailleurs la moindre surprise à redouter ? Sans doute, il courait en ville des histoires étranges : Napoléon devait débarquer en Italie à la tête d'une armée turque ou d'insurgés d'Amérique, on allait voir Marie-Louise et le roi de Rome arriver en Savoie... Et des proclamations, affichées la nuit, appelaient le peuple à la liberté : « Français, l'esclavage a un terme ; le vôtre est sur le point de finir. Ne vous laissez pas abattre sous le poids des chaînes dont on cherche à vous accabler. Réunissez au contraire tous vos efforts pour les briser et seconder par là ceux qui travaillent à votre délivrance. Elle n'est pas éloignée. Vive la liberté ! » Cette rhétorique belliqueuse n'inquiétait point les Lecamus de la préfecture ; peut-être était-elle leur œuvre...

Pourtant, une dizaine de jours avant le 4 mai, l'un des beaux-frères de Didier, Drevon, se présenta, dit-on, chez Montlivault auquel il proposa « d'étouffer toute menée conspiratrice » : il avait la douleur de voir son parent, un honnête homme, se jeter dans une entreprise qui le perdrait ; heureusement « on pouvait tout prévenir » ; et Drevon s'engagea à faire connaître la retraite de Didier pourvu que l'on se contentât de l'écarter du territoire, de le conduire en Savoie. Mais le préfet ne s'émut pas plus que ses agents : des bruits vagues, répondit-il ; d'ailleurs il se réservait d'agir quand cela serait nécessaire.

Dans son outrecuidance naïve, Montlivault refusait donc de prendre aucune nouvelle au tragique ; mais, à son insu, les événements le servaient.

Le 2 mai, le lieutenant Joly, délégué de Didier dans le Grésivaudan, qui s'était rendu à Pontcharra, pour alerter les douaniers, trouva leur chef, l'inspecteur Adine, prêt à partir pour Aix, afin d'y soigner, disait-il, un rhumatisme inflammatoire. Maladie réelle ? Prudence tardive ? Le fait est qu'Adine venait de recevoir la visite de trois nobles Grenoblois qui lui avaient dit que Didier le trompait et ne songeait qu'à proclamer le duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois, en l'honneur duquel il allait faire distribuer des cocardes vertes... Mais l'inspecteur ne souffla mot de cette information sensationnelle et rassura Joly en lui affirmant que rien n'était changé au programme, que simplement ses lieutenants le remplaceraient au moment de l'action.

Or, l'un de ces lieutenants, Jullien, avait une attitude sin-

gulièrement équivoque. Agé de vingt-trois ans, bonapartiste d'opinion, mais désireux avant tout de faire sa carrière, il affectait une sorte de neutralité, louvoyait de la révolution au loyalisme, s'engageant un jour, se dérochant le lendemain; mais, s'il faut l'en croire, « une jeune et belle dame qui l'honorait d'un vif et pur attachement », et lui donnait rendez-vous dans les ruines du château Bayard, parvint à lui dessiller les yeux et à le détourner définitivement du complot. Éclairé par l'amour, Jullien ne regarda plus l'entreprise de Didier que comme une basse intrigue de police, « qui s'ourdissait à ciel ouvert », sous la protection bienveillante de l'administration, comme un abominable guet-apens, au moins « une insigne folie »; car n'en était-ce point une de tenter de renverser un régime « appuyé par la présence de 700 000 baïonnettes étrangères »?

Ces sentiments, Jullien les fit sans doute partager à son collègue Pelletier, à ses hommes déjà désorientés par l'absence de leur chef, si bien que, le samedi 4 mai, le lieutenant Joly recevait de Goncelin et de Lumbin, villages de la vallée, deux billets anonymes l'avisant que « rien ne tenait plus : les réticences de Didier avaient frappé tout le monde », on ne savait en faveur de qui l'affaire était montée et « de nouveaux renseignements faisaient craindre un insuccès »; dans ces conditions, les douaniers ne marchaient plus, et Joly était prié d'en informer Didier.

Celui-ci veillait alors mystérieusement aux derniers préparatifs de l'insurrection et était insaisissable; « il ne restait pas deux heures de suite au même endroit ». Cependant, sous l'œil des délégués, « la montagne mobilisait ».

* * *

Le 4 mai, dès le matin, on s'agite à La Mure. Les deux frères Guillot, le lieutenant Arribert-Dufrène partent en avant avec un groupe de fidèles; et un tisseur, Miard, dit Parassat, rassemble les retardataires, entraîne les indécis : « C'est pour l'entrée de Marie-Louise, et il y aura une gratification! Rendez-vous à Eybens! » Certains suivent par curiosité, comme le bourrelier Marigot qui emmène avec lui un ferblantier, son ami. D'autres les imitent, croyant qu'« on va à Grenoble pour la fête de la duchesse de Berry ».

— Allons, à vos rangs ! marchons ! crie Parassat, qui s'improvise commandant de l'arrière-garde.

Et la troupe s'engage sur la route de Laffrey.

Il fait froid et la bise souffle sur le plateau de la Mateysine ; heureusement il y a des auberges à Petit-Châtel, Pétichet, Laffrey, où l'on se réchauffe en buvant, et l'on repart joyeux, ragaillard... Une troupe baroque et bigarrée : uniformes d'officiers, bonnets à poil d'anciens grognards, shakos de chasseurs, qui depuis plus d'un an n'ont pas revu la lumière ; habits de bourgeois, blouses de paysans. C'est en miniature, et dans un tohu-bohu pittoresque, la troupe mêlée qui suivit la même route le 7 mars 1815. Au passage, on interpelle les habitants sortis sur le pas de leur porte, on les enrôle : c'est pour une noce ! et quelle noce !... Encore un verre ! et l'on chante.

Après les Traverses, à l'endroit où la route se resserre, un cavalier qui descend la côte au grand trot rejoint la colonne. C'est Chuzin, l'adjoint au maire, le royaliste, un gaillard qui va sans doute faire quelque mauvais coup. On ne le moleste pas, — ces anciens soldats n'ont aucune brutalité, — mais on lui ordonne de rester en arrière, de ne pas dépasser la colonne ; et Chuzin qui, sur l'ordre du chevalier de Ravel, maire de La Mure, allait en effet avertir le préfet, est contraint de suivre les Mateysins braillant des refrains, qui ne sont pas à la louange des Bourbons.

Vers le milieu de la journée, on arrive à Vizille après un trajet de vingt et un kilomètres ; mais personne n'est fatigué, et les stations dans les auberges ont entretenu l'enthousiasme.

Les Vizillois ébahis regardent passer « ceux de La Mure », une soixantaine de gars marchant au pas accéléré, l'air fier, goguenardant : « Vous verrez bientôt du nouveau ! » ou : « Nous allons à *la vogue* à Grenoble ! » Mais, comme ils n'ont aucune femme avec eux, « cela donne matière aux soupçons ». Chuzin cependant a disparu ; profitant d'un moment d'inattention, il est entré chez un de ses cousins, a fait prévenir le maire et s'est concerté avec lui : on enverra au préfet trois messagers par des routes différentes, et Chuzin lui-même se charge d'atteindre Grenoble par les marais de la Basse Jarrie. Comme les rebelles ont rompu les rangs et se sont dispersés dans les

cabarets, il saute par une fenêtre, derrière la maison, et s'élance à travers la campagne.

A l'hôtel de ville, le Conseil municipal convoqué d'urgence par le maire Boulon délibère sur les mesures à prendre, quand trois jeunes gens en uniforme, l'épée au côté, font irruption dans la salle. Boulon leur demande ce qu'ils veulent... Rien qu'annoncer au conseil qu'ils vont « faire un baptême à Grenoble et qu'ils ne manqueront pas de compères » ; après quoi, les intrus, — Guillot, Arribert-Dufrène et leur camarade, Victor Dumoulin, fils du juge de paix de La Mure, — se retirent paisiblement, sans la moindre menace, contents de leur petite manifestation.

A peine sont-ils sortis, Boulon réunit la Garde nationale, qui fournira un poste de quatorze hommes, et envoie le brigadier de gendarmerie à l'auberge Sirand où, paraît-il, il y a du bruit ; mais le brigadier se trouve en présence de quatre-vingts hommes qui boivent ensemble et ont l'air de le braver « en le toisant des yeux du haut en bas », et prudemment n'insiste pas. D'ailleurs la municipalité va être délivrée de ces hôtes incommodes : l'ex-garde champêtre Bellugon, dit Bellefleur, un vieux sergent de l'armée d'Égypte, a sorti son tambour et bat le rappel avec une frénésie joyeuse : il va revoir le fils de son Empereur ! La troupe des gars de La Mure, qu'accompagnent quelques Vizillois, se rassemble et, toujours chantant, s'éloigne dans la direction d'Eybens.

Il est cinq heures passées. Vizille a retrouvé le calme, mais le maire n'est pas au bout de ses peines ; vers neuf heures, nouveau vacarme : ce sont les montagnards de l'Oisans qui envahissent le bourg...

Avant midi, Dusser le guide a vu arriver chez lui, au Pont-Rouge d'Allemont, une dizaine d'habitants de Vaujany escortant une voiture chargée d'armes et de munitions. Certains ne sont pas fort excités, notamment Pierre Tronel, qui n'est venu que par crainte de « rester en prison jusqu'à ce qu'il soit pourri » : c'est du moins ce dont on l'a menacé, et Tronel a suivi « pour faire figure d'homme ». Entre les deux hautes murailles de rochers qui enserrent la vallée de la Romanche, la petite troupe, conduite par Dusser et son beau-frère Durif, dévale vers Vizille en respectant, cela va sans dire, les stations traditionnelles dans les auberges, à Gavet, à Séchi-

lienne. Là, elle retrouve Charvet l'huissier, qui loge chez sa maîtresse, M^{lle} Boissac, marchande de tabac, et aussi le colonel Camille, dont la maison est toute proche, à Saint-Barthélemy; mais autant Charvet voit l'affaire en beau, autant le colonel est pessimiste; déjà il a cherché à retenir les jeunes gens de son village en leur disant qu'on les trompe, que ni Marie-Louise, ni le roi de Rome ne viendront, mais ils ont refusé de l'écouter, « voulant leur part des récompenses que Didier a promises ». Pour lui, Gautier, son siège est fait : il sait par un parent qu'à Grenoble on se méfie et, sans éclairer ses compatriotes, ce qui n'est guère généreux, déclare qu'il ne bougera pas.

A son aise ! La troupe des croyants, une trentaine d'hommes, s'apprête à repartir, quand un paysan, qui arrive de Vizille, remet à Dusser un billet l'invitant à retarder sa marche de façon à n'entrer dans le bourg qu'à huit ou neuf heures ; cela pour ne pas éveiller les soupçons. L'arrêt à l'auberge se prolonge et les gens de l'Oisans commencent à « avoir leur compte ». Lorsque, l'heure venue, ils quittent Séchilienne, un nouveau message, signé du docteur Bonnardon, — qui, bien que ne participant point à la rébellion, a une âme sensible, — avertit Dusser de se tenir sur ses gardes avant de pénétrer dans Vizille, où l'alerte est donnée. Aussitôt on décharge la voiture, chacun s'arme; et c'est le fusil à la main que les insurgés font leur entrée dans le bourg.

Le poste de la garde nationale n'ose s'opposer à leur passage, et Charvet, qui a revêtu son vieil uniforme, prend la direction des opérations. Suivi d'une vingtaine d'hommes, il se rend chez Angelier, « le mandeur de la mairie », lui enlève de force son tambour et va battre la générale devant l'auberge Sirand sur la place. Les habitants accourent, forment le cercle : « Allons, mes enfants, en avant ! Grenoble se rendra dans le jour de dimanche; les Autrichiens sont déjà à Chambréry avec Marie-Louise et le petit Napoléon. Vive Napoléon II ! » Les insurgés, dont la plupart arborent la cocarde tricolore, répètent en chœur : « Vive Napoléon II ! » et tâchent d'entraîner, un peu vivement, les hésitants. — « Allons ! coquins de Vizillois, marchez ! Si vous ne venez pas avec nous et que la chose tourne bien, vous êtes tous perdus !... Le drapeau tricolore flotte de Strasbourg à Huningue et même jusqu'à

Metz! Le gouvernement changera avant la fin du mois! »

Mais les coquins de Vizillois ne sont pas convaincus; alors on fait appel à leurs sentiments, et un insurgé dit au fils de l'aubergiste, Hubert Sirand : « Comment, toi qui es un ancien soldat de la Garde, tu es assez lâche pour ne pas partir? » Paroles magiques. Hubert Sirand suit les camarades.

Il est neuf heures, nuit complète. Le maire Boulon, qui a entendu tout ce bruit, ceint son écharpe et, escorté du juge de paix, de trois gendarmes, de quelques douaniers, précédé d'un homme qui porte une lanterne, va au-devant des insurgés », « une centaine environ, en bataille, très bien armés », — c'est ainsi du moins qu'il les entrevoit.

— Où est le chef?

Charvet s'avance, le tambour à la ceinture. Boulon lui demande de quel droit il bat la générale sans sa permission et somme les perturbateurs de « se dissoudre au nom du roi ». Mais cette sommation n'est point du goût de Charvet, qui d'un ton imposant répond « qu'ils veulent être indépendants, qu'ils sont las du joug que le maire de Vizille impose, qu'ils ne veulent pas obéir au roi, qu'ils ne veulent pas des Bourbons, etc... » Puis, les gendarmes et douaniers esquissant un geste d'attaque, il fait croiser la baïonnette.

Alors, c'est une fuite éperdue de l'autorité. Le maire, qui a cinquante-six ans, est vite rattrapé, reçoit deux coups sur la tête qui ne lui font d'autre mal que « de l'étourdir », mais il tombe à terre, « se foulant une main et une joue ». Les Vizillois le croyant mort disparaissent dans toutes les directions et ferment leurs boutiques; Dusser et Durif relèvent Boulon, et « le tenant au collet, tête nue, » le conduisent jusqu'à la cure, où l'on fait halte. — « Que va-t-on en faire? — Messieurs, répond Charvet, faites-en ce que vous voudrez, je vous l'abandonne », puis réfléchissant que le maire n'est plus à craindre, il ajoute : « Vous savez que nous sommes convenus de ne faire aucun mal à personne. » Boulon est ramené chez lui, mais tandis qu'il souffle un peu et que son entourage lui prodigue « des soulagements », une bande d'insurgés survient, réclamant les fusils déposés à la mairie. Boulon n'a plus le courage de résister, les fusils sont livrés, et les perturbateurs quittent enfin Vizille qui retombe dans le silence.

L'incident a fait mollir l'enthousiasme des habitants, dont

une douzaine seulement accompagnent le détachement. Mais les gars de l'Oisans, bien réchauffés par le vin qu'ils boivent depuis le matin, restent aussi allègres, et sur la route de Brié, dans la nuit, entonnent à pleine voix des refrains bonapartistes :

Napoléon, ta gloire
Est au-dessus des rois...

Ils chantent même d'un tel cœur, que deux domestiques du fermier Boujard, de Vaulnaney, — un village au-dessous de Brié, — attirés comme par un aimant en entendant ces rythmes ressuscités, montent sur la colline et suivent les chanteurs.

DIDIER A EYBENS

Ce samedi-là, Didier s'était caché à une demi-heure d'Eybens, dans les bois d'Échirolles, d'où il donnait ses ordres. Personne n'aurait eu l'idée de les discuter, car Didier pour beaucoup restait un être mythique, une sorte de puissance invisible qui traitait d'égal à égal avec rois et princes; et Roblin l'aubergiste, qui lui était un initié et connaissait la face du maître, ne le désignait jamais devant les paysans que sous le nom de « Père Éternel ».

Quand la nuit tomba, Didier descendit au village d'Échirolles, chez son ami Buisson qu'il avait connu jadis au barreau : là il vit arriver quelques fidèles, l'ancien grenadier de la garde Piot et le fils de Genevois, l'ex-maire de La Mure qui, parti à une heure du matin de la Mateysine, lui apportait des armes dissimulées sous une charretée de foin. La femme de Buisson s'en fut chercher du vin et de quoi manger, et après souper, vers huit heures et demie, tous se rendirent de compagnie à Eybens : on eût dit qu'ils allaient à une fête, Buisson avait emmené son enfant avec lui.

Eybens n'est qu'un village de carrefour. À l'est, débouchant en pente rapide, la route de Vizille; à l'ouest, celle d'Échirolles; et vers le nord, piquant droit vers l'Isère, celle de Grenoble. Voici, au levant, l'église avec son allée d'arbres, à côté le cimetière, et au delà, sur le versant de la colline, le château du maire qui émerge des bois; autour de la place, des

cabarets; il y en a plusieurs à Eybens, et quoi de plus naturel? C'est la dernière halte, à six kilomètres de Grenoble; et les paysans, les charretiers de l'Oisans et de la Mateysine, se sont arrêtés là de temps immémorial.

Mais le cabaret le plus achalandé, ce soir-là, c'est *le Cheval de renfort*, au haut de la montée à droite, en regardant vers Grenoble. Roblin, sachant « de quoi il retourne », a garni sa cave de victuailles, engagé même le charron Constantin pour l'aider; et en effet, depuis sept heures, la clientèle afflue : des habitants de La Mure, qui ont devancé la colonne; d'autres de Varcès, Pont-de-Claix; et le curé d'Eybens s'étonne de ces figures étrangères, en qui il ne reconnaît point des paroissiens.

Dans la salle de l'auberge, Didier confère avec ses lieutenants, quand tout à coup survient un petit homme replet, rougeaud : Biolet! Comment est-il ici? Pourquoi a-t-il quitté son poste?... Et le commandant raconte que, le matin à Grenoble, il y a eu des arrestations, en particulier celle d'un chef de bataillon; or, il a appris que cet officier avait été emprisonné par erreur et que c'était vraisemblablement à lui Biolet qu'on en voulait : un agent de la police avait prononcé son nom. Alors, prudemment, il a quitté la ville après déjeuner, vers une heure et demie, et gagné les bois d'Échirolles où il s'est caché en attendant l'heure du rendez-vous. Ces bois d'Échirolles, un refuge de conspirateurs! Didier avait passé la journée à deux pas de son chef d'état-major.

Biolet devait ouvrir la porte de Bonne au moment de l'attaque; son départ compromet gravement la situation, dérange tous les plans. Heureusement, Cousseau, chargé de s'emparer de la porte Très-Cloîtres, reste dans la place. Mais, à l'instant même où Didier commence à se rassurer, voici Cousseau en personne, qui entre chez Roblin : l'ex-garde général a jugé plus sage, lui aussi, de filer vers la campagne.

L'affaire vraiment s'annonce mal, mais l'arrivée du détachement de La Mure, précédé de Bellugon dit Bellefleur toujours battant la caisse, ramène la confiance. On place des sentinelles à l'entrée du village pour empêcher toute communication avec Grenoble, on prépare des feux sur la colline pour répondre à ceux que doivent allumer le colonel Brun et ses hommes à la Bastille, et Cousseau réquisitionne les armes qui se trouvent chez les particuliers, en remettant des bons qu'il

signe superbement « le comte Bertrand ». La conspiration, approchant de son terme, se revêt des grandeurs passées.

Jamais, depuis un an, on n'a vu tant de monde sur la place d'Eybens. C'est un grouillement de soldats, de bourgeois, de paysans qui, à la lueur des torches, vont et viennent, chantant, criant, gesticulant, car « grand nombre ont trop bu »; mais l'intérêt se concentre sur les chefs : un groupe d'une douzaine de personnes dont sept ou huit en uniforme, et avant tout sur ce « Père Éternel », dont Roblin prononce le nom avec tant de respect. Enfin on le voit ! Un homme d'une soixantaine d'années, grand, assez maigre, le visage pâle, les cheveux gris, coiffé d'un chapeau rond, vêtu d'« une lévite bourgeoise bleue », la croix de la Légion d'honneur attachée à un large ruban et une épée en sautoir. A côté de lui, faisant les cent pas, ce petit homme « en frac bleu entièrement croisé », avec un chapeau rond un peu allongé, qui a la mine d'un militaire habillé en bourgeois, c'est « le général ». « Lequel ? Grouchy, Drouet d'Erlon ? » demandent les simples. Le général est simplement Biolet qui, pour l'occasion, s'est haussé en grade.

Cousseau, lui, ne fait point les cent pas en attendant le moment de l'action; suivi de quatre hommes, il va frapper à la cure, demande à la vieille servante qui lui ouvre les clefs du clocher : si on les lui donne de bon gré, il n'arrivera rien de mal; sinon, on enfoncera la porte de l'église... Mais le curé déclare qu'il ne se dessaisira des clefs que sur un ordre écrit du maire ou de l'adjoint; changeant de ton et soudain pacifié, Cousseau se rend chez l'adjoint Picard, — le maire Augustin Perier étant absent, — obtient l'ordre et le curé s'exécute. On pourra sonner le tocsin à l'heure de l'attaque.

Le temps passe. Point de nouvelles du détachement de l'Oisans ni des douaniers. Pour faire patienter ses hommes, Didier les harangue, leur parle de Marie-Louise, du petit Napoléon qui vont arriver et explique son plan de campagne : Grenoble prise, la garde nationale suffira pour défendre la ville, et l'armée des paysans marchera aussitôt sur Lyon; mais ce qu'il faut éviter avant tout, c'est « par de mauvaises actions d'indisposer les Puissances étrangères ». « Ne souillons une si belle cause par aucun attentat, conclut ce conspirateur moraliste. Tout ira bien. Allons, mes amis, bon courage ! »

Le village est en rumeur. A chaque instant des isolés rejoignent, demandant invariablement : « Où c'est chez Roblin l'aubergiste ? » Les frères Guillot, Gioanini distribuent des fusils, des cartouches ; et Ravanat fils, bonapartiste fervent, entre délibérément dans les maisons, forçant les gens à se lever, à prendre les armes comme les camarades ; mais certains ne veulent rien entendre, et, — tel le cabaretier Moine, un concurrent de Roblin sans doute, — persistent à « se fermer chez eux ».

En attendant, fera-t-on manger la troupe ? Biolet y est opposé, disant qu'une fois à table on n'en sera plus maître et qu'il faut tout au plus « leur laisser boire un verre d'eau-de-vie » ; mais ce verre-là et d'autres sont bus depuis longtemps. Le « général » d'ailleurs se sent déprimé et dit à Didier : « Si vous n'êtes pas sûr de l'assistance des Puissances étrangères et de Marie-Louise, il vaut mieux faire retirer chacun chez soi plutôt que de faire verser le sang inutilement. — Soyez tranquille, monsieur Biolet. Ce que je dis, c'est la vérité même. »

A ce moment, le lieutenant Joly, qui arrive à franc étrier de la vallée du Grésivaudan, prend Didier à part et lui remet les deux billets annonçant la défection des douaniers. Une catastrophe ! Les douaniers, c'était la force principale de l'insurrection. Le chef pourtant supporte le choc, pose d'un air confiant sa main sur l'épaule du lieutenant en lui recommandant de ne rien dire, mais quelques minutes après, il le fait rappeler : « M. Cousseau va vous donner une liste de personnes que vous aurez à voir d'ici à Pontcharra. Nous ne pouvons reculer d'une minute, nous allons nous mettre en route. Les portes de Grenoble nous seront ouvertes. Tout va bien. Ainsi, partez de suite. » Joly objecte qu'il vient de faire sept ou huit lieues, mais on lui donne un cheval frais et sans plus récriminer il repart.

Pourtant, la nouvelle de la défection des douaniers s'est répandue peu à peu. « Eh bien ! monsieur Didier, ça ne va pas ! ricane Biolet. On dit que les douaniers n'agiront pas ! » Et Gioanini, qui se croit visé : « Ce n'est pas ma faute, jamais engagement ne fut mieux pris, mais que voulez-vous ? on dit que trois nobles sont allés les faire renoncer... » Didier, lui, garde son calme : Joly va recruter dans la vallée des partisans ; au surplus, si les douaniers manquent, les gens de l'Oisans

les remplaceront et, pour presser l'arrivée de ceux-ci, un émissaire est envoyé à Dusser sur la route de Vizille.

* * *

Pendant ce temps, sur la rive droite de l'Isère, le colonel Brun faisait sa besogne. Il parcourait le pays en uniforme et épaulettes, et comme il connaissait bien les habitants de Quaix et des environs, il leur parlait le langage qu'ils comprenaient : « Eh bien ! jeune homme, disait-il au paysan Marsallat, ne vas-tu pas samedi soir à la Bastille ? — Pour quoi faire ? — Vas-y toujours, tu y verras des choses curieuses. » A Jean Beyle : « Viens avec moi, nous allons rire. » Aux fervents chasseurs comme Jean-David Laure, il proposait une battue : « on monterait le samedi au frais, et le lendemain on serait plus dispos. » Mais les bonapartistes bon teint, comme Claude Galle surnommé Tranquille ou David Laure le père, avaient les honneurs d'une espèce de vérité : Marie-Louise était attendue à Grenoble et l'on allumerait des feux de joie sur la montagne pour la fêter. Il est vrai que, pour ceux dont il était moins sûr, le colonel remplaçait Marie-Louise par la duchesse de Berry.

Le samedi, Tranquille et un de ses camarades allèrent d'avance couper du bois au lieu dit le Plon, et quand le soir vint, tout le monde se trouva réuni à Quaix chez « le Dromadaire » qui distribua du pain, du vin, des cartouches, mais pas d'argent. Ils étaient là une vingtaine, chacun avec son fusil, l'un même portant sur le dos le tambour de la commune, car il n'y a pas de vraie expédition sans tambour. Joyeusement, dans l'obscurité, ils se mirent en route le long des pentes escarpées du Rachais ; aucun incident ; seulement, près de la ferme d'un nommé Miquet, un chien aboya ; Brun le fit taire en le menaçant de son sabre ; à Saint-Martin-le-Vinoux, en passant devant la maison du nommé Levet, on prit de la paille et aussi un « charasson », c'est-à-dire une échelle, qui pourrait servir à pénétrer dans la Bastille.

La descente dans la nuit n'était point facile au milieu des taillis épais et des rochers souvent à pic ; enfin l'on arriva au modeste bâtiment militaire glorieusement nommé la Bastille, que Brun fit aussitôt barricader et mettre en état de défense ; puis on s'assit tranquillement, le fusil entre les jambes, en

attendant minuit, l'heure convenue pour allumer les feux. Dans l'ombre, à leurs pieds, les « chasseurs » du Dromadaire devinaient la vallée, l'Isère... Tout paraissait fort calme.

Mais ce qu'ignoraient Brun et sa troupe, c'est qu'à quelques pas d'eux se cachaient les gardes forestiers de Quaix et de Saint-Martin-le-Vinoux; le premier, venu de bon matin à la halle de Grenoble pour faire des provisions, avait entendu des commères parler d'un rassemblement à Quaix; en bon fonctionnaire, il avait averti le maire de sa commune et sur son ordre s'était mis à suivre la curieuse partie de chasse du colonel. Son collègue de Saint-Martin l'accompagnait, armé d'un sabre.

Dans sa quiétude avant la bataille, Brun ne s'imaginait pas qu'il pût être espionné et songeait uniquement à ne point manquer l'heure; quand minuit approcha, il fit allumer les feux.

C'était le signal attendu à Eybens. Mais Dusser et le détachement de l'Oisans n'avaient pas encore rejoint, et Didier sagement entendait n'attaquer qu'avec tout son monde; il allait de groupe en groupe, prêchant la patience: encore un moment, et l'on partirait tous ensemble; mais les insurgés, énervés par ce piétinement sur la petite place, excités par les chants, par le vin, par l'approche de la lutte, n'écoutaient plus « le Père Éternel ». Le tocsin sonnait, les feux de la Bastille les appelaient, les camarades comptaient sur eux... Didier ne put les retenir et, précédés des frères Guillot, ils s'élancèrent vers Grenoble.

J. LUCAS-DUBRETON.

(A suivre.)

LE REDRESSEMENT

NÉCESSAIRE

Si l'on en croit certaines informations récentes de la presse américaine, le Président des États-Unis se montrerait sceptique sur l'aptitude des pays fidèles à l'étalon-or à préserver leur monnaie d'une dépréciation qui se trouve en puissance dans le déficit persistant de leurs budgets.

Qu'on émette une pareille hypothèse n'a rien en soi-même qui puisse nous surprendre comme une nouveauté. Depuis plus d'un an que notre crise budgétaire est entrée dans sa phase aiguë, l'opinion française a été alertée de toutes parts, trop souvent pour ne point pressentir à quels dangers peut être exposée notre monnaie si nous ne remédions, par un prompt redressement, au désordre de nos finances.

Mais, venant d'Amérique, ce nouvel avertissement prend une signification singulière. L'opposition irréductible des thèses française et américaine sur le plan monétaire a provoqué, à Londres, l'échec de la Conférence économique mondiale. Nous avons cependant fait prévaloir cette vérité essentielle qu'il n'y a pas de relations économiques possibles entre les nations sans une mesure fixe des valeurs, et que tout effort en vue de ranimer les échanges internationaux postule la stabilisation préalable des devises fluctuantes. Nous avons hautement proclamé la volonté de la France de maintenir l'intégrité de sa monnaie. Autour de nous se sont groupés un certain nombre de pays qui partagent nos vues et ont souci de se prémunir contre les mêmes risques en se soumettant aux mêmes disciplines. Le « bloc de l'or » s'est constitué, îlot de stabilité dans un monde mouvant; nous en avons pris l'initiative, et, pour une large part, la responsabilité.

On peut dire que, sur le terrain de la doctrine, la position française a triomphé à Londres, puisque les conclusions de la sous-commission monétaire ont consacré l'incontestable supériorité de l'étalon-or et en ont déclaré désirable le libre fonctionnement.

Mais ce serait une maigre satisfaction que d'avoir raison en principe, si nous n'étions capables de dominer les faits. Qui pourrait affirmer qu'une semblable déconvenue ne se prépare pas pour nous, si, après avoir reconnu et dégagé la vérité, nous négligeons de la servir; si, ayant proclamé l'horreur de notre peuple pour une aventure monétaire dont il a le triste privilège d'avoir fait naguère une expérience concluante, nous refusons de lui demander les sacrifices qui pourront seuls le sauver; si, ayant condamné l'inflation, nous la laissons s'introduire insidieusement dans nos finances?

Qui veut la fin veut les moyens. La fin, c'est la stabilité du franc, instrument de l'épargne française, garantie de la sécurité des transactions, dernier rempart de ce qui reste sain dans le monde. A ce titre, elle intéresse au plus haut degré les pays qui, dans la « guerre des monnaies », se sont rangés à nos côtés.

Les moyens, — nous essayerons de le prouver dans la suite de cet article, — se résument en quelques mots : la compression des dépenses publiques.

Avant Londres, le déficit de notre budget posait en France un problème d'ordre intérieur, dont la solution mettait en cause la responsabilité des gouvernants vis-à-vis du pays. Après Londres, c'est un problème d'ordre international et qui engage la responsabilité de la France à l'égard d'autres pays.

Est-il étonnant, dans ces conditions, que le monde entier observe attentivement nos efforts pour mettre en harmonie notre action et nos principes?

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE CONDITION DE LA STABILITÉ DU FRANC

Ce qui fait la complexité de la question, en dissimule quelque peu la gravité et a contribué jusqu'à présent à en retarder la solution, c'est qu'il n'existe pas de relation directe, évidente, nécessaire, entre la fixité de la monnaie et le bon ordre budgétaire; à telle enseigne que certains esprits, séduits

par des arguments qui concilient, avec une apparente rigueur, l'opportunité politique et la technique financière, ont pu mettre en doute l'urgence ou même la nécessité réelle, impérative, du redressement budgétaire.

Il faut reconnaître qu'un premier examen, un peu superficiel, des faits, donne à cette façon de voir un semblant de raison.

Gagé par une encaisse métallique qui s'élève aux environs du niveau le plus élevé qu'elle ait jamais atteint, puisque 82 milliards d'or couvrent dans la proportion de près de 79 pour 100 le total des engagements à vue, le franc n'a jamais paru aussi solide. Il l'est en effet, si on ne considère que l'aspect technique de la question.

Rien ne semble le menacer sérieusement parmi les événements extérieurs qui agitent les marchés mondiaux. Le déficit de notre balance commerciale, conséquence directe de la crise mondiale, ne peut suffire avant longtemps, en dépit de son importance, à entamer nos réserves d'or, au point de constituer un péril pour la monnaie. Bien mieux, la chute du dollar et sa répercussion sur la place de Londres ont encore fortifié, par comparaison, l'attrait que le franc, monnaie refuge, exerce sur les capitaux du monde entier : l'accroissement récent de l'encaisse de la Banque de France en est la preuve.

Lorsqu'interviendra, dans un temps plus ou moins rapproché, la stabilisation des devises anglo-saxonnes, nous assisterons sans doute au phénomène inverse : les capitaux réfugiés en France tendront à regagner leur pays d'origine, dès qu'aura disparu l'insécurité qui les en a chassés.

Il convient de ne pas s'exagérer la gravité de ce reflux inévitable : outre qu'il ne se traduira jamais que par la disparition d'un apport qui n'était point indispensable, il ne portera que sur des sommes trop faibles, même si le retrait en est brutal, pour mettre en péril la stabilité de notre devise. Il ressort en effet de récentes études, que les capitaux de cette nature ne dépassent guère une dizaine de milliards, chiffre qui, par rapport au montant de notre encaisse métallique, apparaît incontestablement modeste. Au surplus, il convient de se garder de cette idée simpliste que la prospérité d'un pays se mesure à l'ampleur de ses réserves monétaires. Dans les temps troublés que nous traversons, celles-ci représentent

à vrai dire pour la France une supériorité indéniable. Elles apportent la preuve matérielle que dans un monde bouleversé par la crise économique nous sommes les moins gravement atteints ; mais nous ne saurions prétendre les maintenir indéfiniment à leur niveau actuel, sans que se prolongent également les circonstances anormales qui ont provoqué leur accumulation insolite. Une partie des lingots détenus par la Banque de France est appelée un jour à sortir de ses caves comme elle y est entrée, c'est-à-dire pour les besoins normaux des règlements internationaux : ce serait le symptôme du rétablissement de la confiance internationale.

Un pays, qui dispose d'une encaisse métallique aussi importante, n'a guère à en redouter les variations provoquées par des circonstances extérieures. Ces variations seraient nécessairement limitées. Si le péril existe, il est intérieur.

Un exode massif de l'or ne serait à craindre que si les Français eux-mêmes perdaient confiance dans leur monnaie, si les capitaux français, comme au cours de notre dernière crise financière, cherchaient un refuge à l'étranger.

Par quoi seraient-ils incités à le faire, si ce n'est par la crainte que l'État, dans l'impossibilité d'ajuster ses dépenses à ses recettes, se voie contraint, pour combler le déficit budgétaire, de procéder d'abord à des émissions de bons à terme de plus en plus court, à des conditions de plus en plus onéreuses, jusqu'au moment où, son crédit étant épuisé, il n'ait d'autre ressource que de faire appel aux avances de l'institut d'émission.

Hypothèse extrême, nous le croyons sincèrement. Avons-nous le droit de la tenir pour invraisemblable ? Ce serait à notre sens une lourde faute, car nous sommes ici en une matière où les réactions psychologiques, si sensibles, sont difficilement prévisibles.

La Trésorerie, après avoir connu au début de l'année des heures périlleuses, dispose à l'heure actuelle de liquidités qui lui permettront de couvrir tous ses besoins au cours des prochains mois.

Il ne faudrait pas que sous prétexte de faire adopter plus sûrement des moyens techniques on cherche à les enrober sous des mesures de démagogie. L'épargne et l'industrie troublées par les symptômes inquiétants de la politique extérieure et par

le marasme des affaires n'y résisteraient pas. Il faut une politique financière franche et saine, exempte de toute préoccupation de majorité. A cette condition seule le pays aura confiance. Mais le moment est venu où de la parole il faut passer à l'action, et si l'action déçoit les espoirs que la parole a fait naître, croit-on que, même ayant assuré les prochaines échéances, la Trésorerie serait à l'abri des aventures ?

Prenons garde : pour avoir éprouvé, il n'y a pas très longtemps, les méfaits de l'inflation, l'épargnant en connaît le processus ; averti du danger, il s'en exagère facilement l'étendue. Nous n'en voulons comme preuve que l'excessif fléchissement du cours de nos rentes qui tranche sur la fermeté des fonds publics en Angleterre et aux États-Unis, où cependant les fluctuations monétaires sembleraient devoir susciter d'autres craintes. En réalité, l'opinion française est plus émotive qu'ailleurs, et on aurait tort de ne pas prêter l'attention qu'il mérite à cet aspect essentiel du problème tel qu'il se pose en France.

Que 6 milliards de déficit budgétaire, si on adopte le chiffre donné par M. Lamoureux dans son discours de Boussac, ou même 8 milliards, si on écoute des voix plus pessimistes, ne constituent pas, par eux-mêmes, un danger pressant, annonciateur de catastrophes monétaires, nous le reconnaissons volontiers. Mais la gravité de ce fait réside dans l'inquiétude qu'il susciterait dans l'opinion : il suffirait alors de concevoir la possibilité du péril pour en faire surgir la réalité.

N'oublions pas que notre dette flottante atteint un volume important, qu'aux 12 milliards de bons du Trésor en circulation il faut ajouter les 28 milliards de bons de la défense nationale, dont les échéances ont été judicieusement aménagées, il est vrai, par la Caisse autonome, mais dont le renouvellement, — 1270 millions par mois en 1934, d'après le récent rapport de la Caisse autonome, — n'en pèserait pas moins lourdement sur le marché, au cas où l'État lui-même viendrait à rencontrer des difficultés de trésorerie. N'oublions pas non plus les capitaux gérés par la Caisse des dépôts et consignations en provenance des dépôts aux Caisses d'épargne, — plus de 50 milliards, — et que le maintien de ces dépôts suppose la confiance des déposants. N'oublions pas que cette masse énorme de capitaux à court terme, confiés directement

ou indirectement aux Caisses publiques, pourrait se contracter dangereusement, si la persistance du déficit budgétaire contraignait l'État à ruiner son crédit par un recours excessif à l'emprunt.

Ces observations suffisent à démontrer la nécessité d'un rétablissement budgétaire prochain. Sans doute une œuvre aussi considérable exige-t-elle peut-être des délais ; mais n'en a-t-on pas déjà trop usé ? A vouloir temporiser plus longtemps, n'affaiblirait-on pas la vertu psychologique des promesses les plus formelles ? Le pire danger serait celui d'une opinion rendue sceptique pour avoir trop souvent confronté les discours et la réalité.

LE RÉTABLISSEMENT BUDGÉTAIRE SÉRAIT PLUS FACILE ET PLUS EFFICACE
S'IL ÉTAIT IMMÉDIATEMENT RÉALISÉ

Il importe tout d'abord de dissiper une illusion qui, conduisant à contester la nécessité de l'effort, détruirait au départ les ressorts mêmes de notre action : c'est l'illusion que l'équilibre budgétaire peut, avec le temps, se rétablir de lui-même, la courbe des recouvrements budgétaires qui a exagérément fléchi du fait de la crise économique devant normalement reprendre son ascension, lorsque la crise aura pris fin, et rejoindre le niveau des dépenses.

Si cet espoir était fondé, si le déséquilibre que l'on constate actuellement entre les charges publiques et les ressources de la nation était vraiment passager, s'il correspondait à une ambiance économique qui normalement ne doit pas se prolonger, on ne voit pas bien pourquoi on soumettrait le pays à de pénibles sacrifices. Le problème budgétaire se poserait, dès lors, d'une façon différente : il ne s'agirait plus de savoir comment on ajustera les recettes aux dépenses, mais seulement quelles précautions il faut prendre pour traverser la période difficile au cours de laquelle ce rajustement se fera automatiquement et sans heurt. En un mot, il s'agirait moins d'agir que de gagner du temps.

Or, cette façon de voir plus ou moins avouée a, dans une large mesure, inspiré notre politique budgétaire depuis un an. Elle a parfois été exposée sans détour dans la presse ou au Parlement. Les Gouvernements eux-mêmes ne lui ont-ils pas

réserve une discrète adhésion, et la lenteur mise au cours de l'année dernière à poursuivre l'effort de redressement, le caractère fragmentaire, partiel, des mesures adoptées, ne sont-ils pas la preuve que les pouvoirs responsables de nos finances publiques n'ont pas désespéré d'entrevoir, dans les résultats mensuels des recouvrements fiscaux, l'annonce, sinon d'un rétablissement, du moins d'une amélioration sensible, substantielle, de notre situation budgétaire?

Il faut renoncer courageusement à cet espoir : sa réalisation impliquerait le retour impossible des conditions économiques antérieures à la crise, conditions qui elles-mêmes étaient anormales parce qu'elles étaient fondées sur l'exagération des possibilités humaines. A moins de retomber dans de nouveaux excès annonciateurs de nouvelles convulsions, le monde devra se contenter d'un niveau de vie plus modeste, et les États seront contraints d'y adapter leurs ressources.

En France, ce serait folie que d'attendre de notre système fiscal un rendement voisin de ce qu'il atteignait en 1930. C'est pourtant à cet étiage, — 50 milliards, — qu'il devrait s'élever pour couvrir les charges publiques.

Deux raisons, si voisines en réalité qu'elles se confondent en un même argument, en démontrent l'impossibilité : la restriction des débouchés et la baisse nécessaire des prix.

Le ralentissement des échanges internationaux affecte lourdement l'activité française : de 1929 à 1933 le volume global de notre commerce extérieur est tombé de 35 320 millions à 24 083 millions de francs, c'est-à-dire près de 60 pour 100. Nos importations ont fléchi de 50 pour 100, nos exportations de 65 pour 100. Il n'y a pas apparence qu'une telle situation puisse se modifier prochainement : le monde entier se hérisse de barrières douanières de plus en plus élevées, et les fluctuations monétaires mettent un obstacle de plus aux relations commerciales entre les peuples. Il en résulte tout d'abord une réduction considérable des recettes douanières : celles-ci ont enregistré, pour les huit premiers mois de 1933, une moins-value de 389 millions. Conséquence beaucoup plus grave encore : nos industries exportatrices se trouvent dans une situation parfois critique et leurs embarras se répercutent sur toute l'activité nationale, source des recettes de l'État.

Pour conserver les rares débouchés qui nous restent, pour

nous efforcer de les étendre, il est certes nécessaire de pratiquer une politique douanière qui s'inspire des circonstances nouvelles, et on ne peut que se féliciter de voir le Gouvernement s'engager dans la voie des accords de réciprocité; mais cette politique se heurterait aux plus graves difficultés, si les prix en vigueur sur notre marché demeuraient les plus élevés du monde. Leur réduction doit être, à ce titre, une de nos premières préoccupations, mais il est bien évident que, au moins pendant une assez longue période d'adaptation, le rendement des impôts indirects ne pourrait qu'en subir les effets déprimants.

L'augmentation naturelle des recettes fiscales paraît donc une chimère, en contradiction avec les buts raisonnables de notre politique économique.

Vouloir gagner du temps, dans ces conditions, c'est s'exposer à en perdre. Or les événements peuvent évoluer avec une telle brutalité, que le temps n'a jamais été plus précieux.

Puisqu'il est avéré que, à moins de mépriser les leçons de l'expérience pour nous confier aux aventures, un effort pénible est inéluctable, il serait coupable de ne point achever sans délai l'œuvre de redressement entreprise depuis un an, et qui, pour n'avoir pas été menée assez loin, a perdu beaucoup de son efficacité.

Nous objectera-t-on encore la nécessité de ménager les étapes? Si le Gouvernement avait employé à exiger du pays les sacrifices indispensables l'ingéniosité qu'il a mise à justifier les délais qui lui furent imposés, c'est aujourd'hui que, — pour user d'une expression en honneur — le pays pourrait « souffler ».

Le Gouvernement peut certes réclamer les circonstances atténuantes. Qui pourrait les lui refuser, de ceux qui connaissent les difficultés de sa tâche et qui savent que, selon le mot de Bismarck, « la politique est l'art des possibilités »? Nous admettons volontiers qu'il faille parfois accepter un compromis entre les exigences de la vérité théorique et les réalités de l'action pratique. En présence d'un problème aussi délicat que celui qui se pose depuis deux ans dans l'ordre financier, on conçoit qu'il soit imprudent de s'aventurer à des solutions improvisées. Des tâtonnements sont inévitables, et mieux valent des mesures incomplètes qu'un projet trop ambitieux

resté à l'état de projet. Mais il semble qu'aujourd'hui le moment soit venu où tout nouvel attermoisement est inadmissible : d'abord parce que le Gouvernement s'est lié par des engagements formels, ensuite et surtout parce que le mal s'aggrave au fur et à mesure qu'il se prolonge.

Cette vérité est d'évidence dans sa manifestation la plus simple, la plus aisément perceptible : l'augmentation de la dette publique.

La persistance du déficit budgétaire d'un exercice aggrave le déficit de l'exercice suivant de la charge des emprunts que l'État est contraint d'émettre. Compte non tenu des émissions des chemins de fer et des P.T.T., la dette de l'État s'est accrue en 1933 de quelque douze milliards. Le projet de budget de 1934 accuse par rapport au budget de l'exercice en cours, pour le service de la dette publique, une augmentation de 636 millions. Et voici largement entamée l'économie de 1407 millions que nous devons à l'esprit de sacrifice des rentiers, grâce auquel la conversion a remporté l'an dernier le succès que l'on sait. Pour n'avoir point achevé le redressement budgétaire dont les conversions ne devaient être que la préface, — considération qui en a déterminé le vote, — on a déjà perdu dans une large mesure le bénéfice d'une opération qui a coûté tant d'abnégation à une des catégories les plus intéressantes de la nation.

Autre raison d'aller vite. Un effort massif, immédiat, pour combler le déficit, ne serait pas seulement efficace par ses conséquences directes ; il apparaîtrait à juste titre comme un témoignage de volonté de la part des pouvoirs publics qui provoquerait à coup sûr un regain de confiance chez les épargnants. Un effort échelonné, même s'il finissait par atteindre son but, serait loin d'avoir la même portée psychologique. Or on sait que la thésaurisation n'est pas la moindre cause du marasme économique. Et le rôle de la Trésorerie qui, en tout état de cause, devra continuer à faire appel au crédit pour couvrir ses charges propres et ses avances normales au budget serait singulièrement facilité par le réveil des « capitaux somnolents ».

Enfin, dernière considération, peut-être la plus importante en faveur d'une action rapide : il importe au plus haut point dans l'intérêt de notre monnaie que l'ordre soit remis dans nos finances, avant que les monnaies actuellement errantes ne

recouvrent leur stabilité. Dans le cas contraire, le reflux qui doit un jour ou l'autre drainer hors de France les capitaux qui s'y sont réfugiés, pourrait se produire avec une brutalité dangereuse. Il nous appartient d'écarter cet aléa.

Le but de notre action est donc clair : le rétablissement rapide de l'équilibre budgétaire. Il reste, et ce n'est pas le plus aisé, à en définir les moyens.

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE DOIT ÊTRE OBTENU
SANS RECOURS A LA FISCALITÉ

Au cours de l'étude si solide et si documentée que notre collègue et ami M. Germain-Martin a récemment publiée dans *le Capital*, l'ancien ministre des Finances voulant à juste titre, à la différence des « donneurs d'avis », faire œuvre constructive, envisage dans le détail les diverses mesures qui pourraient être retenues pour combler le déficit de 6 milliards annoncé par le ministre du Budget. Il aboutit ainsi à un ensemble de mesures se chiffrant à 6 milliards et demi à provenir, — pour 3 milliards et demi, d'économies portant principalement sur la dette viagère et la rémunération des personnels de l'État, — pour 1 milliard, du renforcement du contrôle fiscal, — pour 2 715 millions, du retour sur certains dégrèvements et de la revision du système des abattements à la base en matière d'impôts directs.

Nous ne saurions admettre tous les termes de ces propositions. Autant nous sommes convaincus qu'une déflation massive des dépenses s'impose dans l'intérêt non seulement de l'équilibre budgétaire, mais aussi de l'assainissement économique, autant nous estimons que des mesures de fiscalité, de quelque couleur qu'on les pare, n'apporteraient rien au budget, et seraient par surcroît funestes à l'activité nationale.

Notre système fiscal est parvenu à un tel état de saturation que toute aggravation de tarif provoque une réduction de la matière imposable, soit qu'en grevant les prix elle décourage la consommation s'il s'agit d'impôts indirects, soit qu'elle pousse invinciblement à la fraude s'il s'agit d'impôts directs. Or l'expérience prouve qu'il n'y a pas de système de contrôle dont les mailles soient assez serrées, lorsque l'excès du prélèvement fiscal rend la fraude rémunératrice.

Plusieurs organisations économiques ont récemment protesté contre l'éventualité de nouvelles mesures fiscales. Elles fondent leur argumentation sur l'écart existant entre l'indice de la production industrielle qui dépasse à peine son niveau de 1913 et l'indice de la progression des charges fiscales qui atteint 250 pour 100. La matière imposable n'a pas augmenté, et l'édifice fiscal s'élève à la manière d'une pyramide sur une base trop étroite qu'elle menace d'écraser.

Il en résulte que, par rapport aux prix qui calculés en or n'ont pas sensiblement varié, l'impôt représente un élément incompressible de plus en plus important. Les prix, régulateurs de la vie économique, ne peuvent plus s'adapter aux conditions nouvelles de la demande, et cela explique dans une large mesure les difficultés que rencontre notre système économique à retrouver son équilibre parce qu'il manque d'élasticité.

Toute aggravation de taxe se traduirait, dans la situation présente, par une perte définitive de richesses pour le pays, et par l'amointrissement de ses possibilités de relèvement.

Alourdir les impôts existants ou créer de nouveaux impôts reviendrait en réalité à creuser un nouveau déficit dans le budget de 1935, sans l'avoir comblé qu'en apparence dans celui de 1934. Nous en dirons autant du retour sur certains dégrèvements votés en 1929 et 1930 : on oublie trop souvent, dans les critiques qu'il est d'usage depuis quelque temps de leur adresser, qu'ils furent une mesure de sagesse et notre seule sauvegarde contre la progression des dépenses qu'encourageait alors l'apparition mensuelle de plus-values fiscales inespérées. En tout cas, par ses conséquences, leur suppression équivaldrait aujourd'hui, du point de vue économique, à une véritable augmentation d'impôts, et nous ne pouvons qu'en être les adversaires résolus.

Quant au renforcement du contrôle, s'il satisfait au premier abord notre sens de l'équité, un examen plus approfondi de ses possibilités techniques, une appréciation plus exacte des réalités fiscales, nous induit à quelque méfiance. Dans son livre si nourri et si nuancé à la fois, où la pureté de la forme sert avec tant de précision l'élégance de la pensée, M. Piétri, traitant de « l'injustice » et, sans doute par souci de symétrie, de la « justice fiscale », défend le système du précompte de

l'impôt général, au moment du paiement des coupons de valeurs mobilières, dont il s'est lui-même fait le promoteur dans une récente proposition de loi. Nous avouons que ses arguments ne nous ont pas convaincu. Si notre système fiscal est injuste par son exagération même, il n'en deviendra pas plus juste ni plus acceptable lorsqu'un contrôle d'une efficacité absolue en assurera l'application rigoureuse. Mais un tel contrôle est impossible ou du moins il ne peut être que partiel, et saisir seulement les capitaux qui ne chercheraient pas refuge à l'étranger. Or une pareille fraude contre laquelle le précompte serait impuissant, — bien plus, que le précompte encouragerait inévitablement, — accuserait encore l'injustice de l'impôt en en faisant porter tout le poids sur les fortunes modestes qui n'ont point la possibilité de l'é luder. Et nous ne parlons pas du grave dommage économique que causerait à notre pays une fuite de capitaux.

Un contrôle fiscal rigoureux, à quelque impôt qu'il s'applique, n'est efficace que si la contribution dont il vise à assurer le paiement intégral n'est pas une expropriation. Et si nous voulons emprunter une formule heureuse à M. Germain-Martin, la fraude n'est le plus souvent que « le casuel d'une fiscalité défectueuse et le contrepoids fatal des impôts trop lourds ».

Ne sommes-nous pas fondé à mettre en doute l'opportunité des solutions de ce genre, quand, nous référant aux résultats des recouvrements fiscaux de l'exercice en cours, nous constatons qu'ils accusent, par rapport aux évaluations budgétaires, — dans lesquelles le renforcement du contrôle fiscal entraînait pour plus d'un milliard, — une insuffisance de 4493 millions pour les huit premiers mois de l'année ?

On se garderait du reproche d'apporter à la recherche des solutions du problème budgétaire un esprit trop exclusivement doctrinaire, en admettant peut-être que certaines exonérations imparfaitement justifiées soient abandonnées. Mais M. Germain-Martin, qui évalue à 2715 millions le total des récupérations à escompter de ce chef, tient-il un compte suffisant, dans le détail des mesures qu'il envisage, des considérations sociables respectables, des raisons traditionnelles, parfois de l'utilité économique qui expliquent et légitiment souvent les prétendues faveurs fiscales ? Nous ne le croyons pas, et il nous

paraît prudent de limiter à 500 millions l'évaluation des ressources qu'il est possible d'attendre de leur suppression.

Mais, dira-t-on, après cette légère concession aux solutions fiscales, est-il raisonnable de demander le surplus des ressources nécessaires au redressement budgétaire, — 5 milliards et demi environ, — à la seule réduction des dépenses? Des économies de cet ordre de grandeur ne sont-elles pas impraticables sur un budget où les dépenses compressibles, à l'exclusion de la dette publique (10 milliards) et des dépenses de la Défense nationale (7 milliards, non compris les traitements et les soldes), ne s'élèvent au maximum qu'à 33 milliards?

Il est de toute évidence qu'une pareille réduction, qui s'élèverait à 17 p. 100, est pratiquement irréalisable.

Aussi n'estimons-nous pas qu'il soit interdit de recourir, cette année encore, comme à un moindre mal, à des mesures exceptionnelles.

S'il est illogique d'admettre en déduction du déficit budgétaire le montant de l'amortissement contractuel (2 milliards environ), c'est-à-dire de l'amortissement que l'État s'est engagé vis-à-vis des souscripteurs à pratiquer chaque année, et qui constituerait, si la Caisse autonome ne l'avait pris en compte, une charge obligatoire pour le budget, on n'en saurait dire autant des ressources, — 1 milliard environ, — que la Caisse affecte à l'amortissement facultatif. Il n'est pas, en principe, de bonne politique d'amortir dans le même temps qu'on emprunte, et il est évident que si l'État avait la disposition des ressources dont il s'agit, il les appliquerait cette année à ses besoins normaux. Il ne peut être question, — la procédure constitutionnelle serait d'ailleurs nécessaire, — d'en priver la Caisse autonome qui est appelée à rendre de grands services dans l'avenir; du moins peut-on accepter que l'abandon qu'en fait l'État vienne en déduction du déficit comptable de son budget, réduit ainsi à 4 milliards et demi.

Nous ne verrions pas de grands inconvénients à procéder en 1934 à une nouvelle frappe de monnaies de nickel et d'argent, que les besoins normaux de la circulation paraissent pouvoir absorber aisément, opération qui procurerait au budget des ressources s'élevant à 1 milliard environ.

Le succès que rencontre l'émission des premières tranches

de la Loterie nationale autorise à espérer que le produit en sera très supérieur au rendement prévu. Celui-ci devait s'élever à 350 millions; malgré la date tardive de l'émission, il est d'ores et déjà avéré qu'il dépassera sensiblement ce chiffre. Rendue permanente par l'émission régulière d'une tranche par mois, la Loterie nationale pourrait fournir à l'État une recette de 720 millions. Or, cette recette n'est pas entrée en ligne de compte dans les évaluations de l'exercice de 1934 et devrait donc être déduite du déficit probable de cet exercice si le Parlement consentait à continuer d'y avoir recours.

Il resterait, dans ces conditions, moins de trois milliards à couvrir : l'intégralité de ce solde doit être demandée, selon nous, à la déflation budgétaire.

L'augmentation exagérée des dépenses publiques est à l'origine de notre crise budgétaire : c'est dans leur compression qu'on en doit chercher le remède.

Dans son discours de Boussac, M. Lamoureux annonce qu'avant tout projet spécial de redressement, le total des demandes de crédit, telles qu'elles apparaissent dans les différents fascicules de dépenses déjà distribués à la Commission des finances, est inférieur de 30 millions aux crédits votés pour 1933. Ce total s'élèverait, dans ces conditions, aux environs de 50 450 millions.

Or, n'oublions pas que, si le montant apparent des crédits de 1933 se montait à 50 486 millions, il avait été bien entendu, lors du vote de la dernière loi de finances, ainsi qu'en témoignent les termes mêmes de l'article premier, qu'il convenait d'en déduire, pour obtenir le chiffre réel des crédits, un certain nombre d'annulations qui devaient être ultérieurement effectuées par décret. Cette procédure avait été admise pour des raisons de commodité, les économies dont il s'agit n'ayant pas pu être immédiatement ventilées entre les ministères et les chapitres intéressés. Ces annulations devaient résulter, pour 100 millions, de la réforme administrative, pour 266 millions de la revision des indemnités, pour 520 millions de la réduction de 3 pour 100 et de 10 pour 100 applicable à diverses dépenses budgétaires, pour 80 millions de l'arrondissement au franc inférieur des paiements faits par l'État, enfin, pour 250 millions, du rattachement au budget, suivant la procédure des fonds de concours, du produit net de la Loterie.

Ainsi allégés, les crédits de 1933 s'élevaient, en définitive, à 49 270 millions.

Par rapport à ce chiffre, les demandes de crédits comprises dans les budgets de dépenses des divers ministères, accusent une progression d'une année à l'autre de plus d'un milliard.

Une partie des économies prévues en 1933 n'ont pu être réalisées. Nous n'avons pas de précisions suffisantes sur la réforme administrative. La revision des indemnités, confiée comme on le sait à une commission spéciale qui devait rapporter ses propositions avant le 1^{er} juin dernier, à défaut de quoi devait intervenir une réduction uniforme de 10 pour 100, est encore à espérer : ni la commission n'a terminé ses travaux, ni la réduction prévue par la loi n'a été appliquée. La réduction de 5 pour 100 et de 10 pour 100 sur certaines dépenses budgétaires, sur la réalisation de laquelle, il faut le reconnaître pour être juste, le ministre du Budget avait fait toutes réserves devant le Sénat, a fait l'objet le 16 août d'un décret qui apporte 441 millions d'économies au lieu de 520 millions prévus. Quant à l'arrondissement au franc inférieur des paiements faits par l'État, les modalités d'application en devaient être fixées, avant le 1^{er} septembre, par des décrets qui, à notre connaissance, n'ont pas été pris.

Quelles que soient les raisons qui seront données pour expliquer ces mécomptes, un fait subsiste, brutal : malgré les compressions réalisées par le ministre du Budget sur les demandes de crédits formulées par ses collègues et qui s'élèvent à 2 600 millions, le montant actuel des crédits prévus pour 1934 est encore supérieur de 4 milliard à celui des crédits de 1933.

Nous touchons ainsi du doigt la cause profonde du mal : la progression automatique de certaines dépenses publiques. Malgré les efforts réels que nous avons faits pour réduire les charges de l'État, celles-ci continuent d'augmenter, et nous nous trouvons, après chaque effort, moins avancés qu'auparavant.

Le flot grossissant des dépenses nous empêche de progresser. Si on ne lui oppose un barrage, la rapidité du courant aura raison de la peine des rameurs qui s'acharnent à le remonter. C'est dans la réforme organique des lois coûteuses que nous devons rechercher le salut.

Il suffit pour en avoir un aperçu de passer en revue les principales augmentations de dépenses « inévitables et incompressibles » dont le total s'élève, d'après les indications fournies par le ministre du Budget, à 1500 millions environ.

Passons sous silence l'augmentation des charges de la dette publique qui est, en somme, le prix du déficit, et qu'il dépend de nous de faire cesser en équilibrant le budget.

Au titre de la dette viagère, l'excédent des concessions de pensions sur les extinctions exige en nombre rond un supplément de crédit de 200 millions, dont 120 millions pour les pensions de guerre et les suppléments temporaires; la péréquation des pensions, quoique l'application de la troisième tranche en soit reculée d'après les propositions du gouvernement jusqu'au 1^{er} octobre 1934, entraîne une augmentation de 140 millions. Au ministère des Pensions, la retraite du combattant (106 millions), les allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides (17 millions et demi), les indemnités temporaires aux tuberculeux pensionnés à 100 pour 100 et non hospitalisés (13 millions) absorbent des crédits supérieurs de 136 millions et demi à ceux de 1933.

Les lois d'assistance exigent 60 millions de plus, en faveur des femmes en couches, des mères qui allaitent leurs enfants au sein, des familles nombreuses, des enfants assistés, de l'assistance médicale gratuite. Il va de soi que les bénéficiaires de ces dépenses sont des plus dignes d'intérêt, mais on ne peut s'expliquer autrement que par un sérieux désordre dans l'organisation des services, que les dépenses de cette espèce, qui devaient diminuer avec l'application de la loi sur les assurances sociales, soient encore en constante progression.

Les dépenses d'intérêt économique accusent une très forte augmentation, puisque, pour n'en citer que les deux catégories les plus importantes, les subventions aux entreprises de transports maritimes dépasseront de près de 127 millions celles de 1933, et que les diverses annuités afférentes aux Compagnies de chemins de fer s'accroissent de plus de 288 millions. C'est là, évidemment, dans une large mesure, une conséquence directe de la crise économique; il n'en est pas moins vrai qu'il faut s'attaquer résolument et sans délai à la réorganisation de ces services publics, et notamment pousser beaucoup plus loin

l'ébauche qu'on en a faite dans la dernière loi relative aux chemins de fer.

Qu'on ajoute à ces principales rubriques une poussière de chapitres qui se gonflent d'année en année : on découvre la cause principale de nos difficultés budgétaires, à laquelle il est essentiel de remédier d'abord, car il serait illusoire et d'ailleurs vite impossible de s'acharner chaque année à comprimer certaines dépenses si d'autres postes absorbaient à l'avance les économies ainsi réalisées. Nous espérons que le Gouvernement nous apportera dans son prochain projet des propositions précises en ce sens. A cette seule condition le travail de redressement budgétaire cessera de rappeler celui de Pénélope.

Il sera, bien entendu, encore nécessaire d'apporter des réductions massives aux dépenses compressibles du budget, qui, s'élevant nous l'avons vu à plus de 30 milliards, pourraient supporter dans l'ensemble une diminution inférieure à 10 pour 100. Il y faudra certes du courage; l'opération eût été plus facile si depuis un an, comme l'ont réclamé des voix autorisées, et comme nous persistons à le voir possible, le Gouvernement s'était plus énergiquement appliqué à obtenir une baisse du coût de la vie. A quelques difficultés qu'elle se heurte, il faudra cependant que l'œuvre d'assainissement budgétaire aboutisse rapidement, car il y va du salut de la nation.

LE PROJET DU GOUVERNEMENT

Au moment où nous terminons cet article, le gouvernement vient de déposer son projet de loi tendant au redressement financier. Nous ignorons le sort qui lui aura été réservé par les Chambres au moment où paraîtront ces lignes; quelle que soit l'issue des discussions qui vont s'engager autour de ce projet, nous ne dissimulons pas qu'il nous déçoit beaucoup.

Nous remarquons tout d'abord qu'il ne permet pas de rétablir l'équilibre intégral du budget. Le déficit s'élève, d'après l'évaluation donnée à la commission des finances et reconnue exacte par le ministre du Budget, à 7 600 millions. Le projet de redressement n'en couvre que 5 400 millions; le surplus, soit 2 200 millions, devant être comblé par le budget et la loi de finances, qui risquent d'être votés avec un long retard.

Si nous entrons dans le détail des propositions gouvernementales, nous constatons qu'elles n'apportent sous la rubrique « *économies* » que 1858 millions, moins de 33 pour 100. Encore y trouvons-nous des dispositions déjà votées l'an dernier, telles que la revision des indemnités (400 millions) et la réforme administrative (100 millions) qui, pour n'avoir point été appliquées en temps utile, peuvent difficilement passer pour des mesures nouvelles. Pas une réforme organique (hormis peut-être la réduction de la majoration de l'État dans les assurances sociales agricoles) ne vient interrompre la progression des dépenses que nous verrons réapparaître dans le budget de 1935.

Quant à la réduction de 6 pour 100 des traitements, pensions et allocations servies par l'État, nous l'avions approuvée comme une économie pénible mais nécessaire, si le gouvernement n'avait pas cru devoir insérer dans le même article une taxe d'égale montant sur les revenus stables, ce qui confère à l'ensemble un caractère nettement fiscal.

Malgré les précautions employées pour en masquer sous des vocables divers la véritable nature, la fiscalité est à l'honneur : elle intervient dans le projet pour 40 pour 100, le reste étant fourni par des ressources exceptionnelles. Est-il besoin de dire que le précompte, dont on attend 700 millions, sera la source d'une paperasserie abondante, mais se révélera illusoire, parce que les rentes, par une prudence très légitime, mais dont la nécessité même condamne le système, y doivent échapper ?

Mécompte certain sur les recettes, absence de déflation réelle sur les dépenses, ces deux constatations suffisent à montrer que si, dans quelques jours, le projet du gouvernement est voté sous sa forme actuelle, le problème politique sera peut-être provisoirement résolu : le problème budgétaire restera posé.

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

KOUFRA

NOTRE DAME DES SABLES

EN AVION VERS KOUFRA

Le désert. Sept heures de vol, et nous n'avons pas encore fini de franchir l'effroyable Sahara libyque, rigoureusement hostile et désertique. Un million trois cent mille kilomètres carrés de sables ! Dans le sens est-ouest, comme dans le sens nord-sud, ce désert cent pour cent, mesure mille deux cents kilomètres. Traversée sans arbres, sans eau, sans vie.

Paysage grandiose par sa désolation sous l'impassible azur. Il se décompose en sérirs, hammades et dunes houleuses. Imaginez, sur cette grève sans fin, plumes d'oiseaux et coquillages remplacés par un relief d'« épaves » végétales et animales : palmes sèches hérissées, tibias énormes, grands râpeaux blancs des squelettes de dromadaires... Ça et là, un tronc de palmier mort, qui flotte comme un noyé. Un *guémir*, petit tas de pierre, « amer » du désert, indique la route aux caravanes. L'avion marche à la boussole. Depuis ce matin nous mettons le cap droit sur Koufra. Une seule escale sur sa route : Gialo ; « le Sahara est une mer sans eau, disent les nomades, et Gialo est son port ».

Midi... La terre n'est plus qu'un immense disque jaune et plat qui reflète les rayons de soleil dans une vibration violente. Une dizaine d'aiguilles noires y tournent en file : une auto-colonne.

Deux heures. Nous approchons... 24^e parallèle. L'horizon s'ouvre sur le Djebel Neri; clapotis de montagnes noires, puis de nouveau c'est la grande crue des sables, elle atteint son plus haut niveau avec la « Montagne du Feu ». Colline affouillée par l'eau, calcinée par le soleil, derrière laquelle Koufra se cache, et le ghibli, vent du sud, vieux potier de la nature, modèle tout cela depuis des millénaires.

L'ARRIVÉE

Koufra! Koufra! ce nom s'échappe des lèvres comme « la Terre » des marins de Colomb. L'arrivée est irréllement belle. Dans une conque de sable rose vif, un archipel d'oasis et des taches neigeuses d'efflorescences salines. Au milieu, posée comme une âme sans joie au sommet de la roide colline d'El Tag, voici Koufra la sainte, la cité sénoussite.

Son paysage cloîtré, barbelé, dérouté les sens. Dès le premier contact, elle vous donne, dans le chaud silence saharien, une violence de choc intérieur. Et la profuse fraîcheur des oasis, des plages roses, des lacs bleus qui s'allongent à ses pieds de lave, la font paraître plus farouchement nue dans son exaltante sécheresse. Le soleil empourpre ses murs rugueux de pisé. Son passé est encore présent dans la Zavia, énorme et bas caravansérail d'aspect médiéval qui a sa légende épique. La tour sarrasine qui la domine, sans porte, sans fenêtres, fait corps avec elle. L'aire sacrée est un îlot de pierre, presque entièrement recouverte par son sanctuaire.

Au delà, c'est le Sahara rebelle, à peine connu. Il s'étend tout autour, soulevé parfois de houles tumultueuses. A l'ouest, le sable couleur de corail est rayé d'une cicatrice pâle : le lit d'un oued laiteux qui va se perdre vers l'Égypte. C'est un des paysages uniques où la sensation physique du vide de l'espace, de l'horizon fuyant grandiosement démesuré, vous étreint d'émotion religieuse. Oublierai-je jamais cette arrivée?...

D'autres cités d'Islam sans doute ont des balcons suspendus, des palais d'argile, de somptueuses palmeraies et des sources, où éclate et jaillit, plus belle, la beauté de l'Orient. Mais nulle ville au monde ne donne cette impression d'oiseau de proie échoué en plein sable, comme Koufra, marchande de chair et cité de prières.

Ses collèges sacrés commandaient les routes caravanières de la moitié d'un continent, ses marchés se gonflaient d'un flux d'esclaves venus des quatre coins de l'Afrique. Ses oasis avaient les plus belles dattes du Sahara. Elle porte encore à son front le sceau indélébile de sa grandeur morose. Sur une longueur de cinq kilomètres, la palmeraie allonge sa riche écharpe verte, agitée par le vent au pied de la colline. C'est El Gïof « le cœur », au pied d'El Tag « la couronne ». On monte à El Tag par une route rocailleuse et rapide, bordée de palmes sèches, jalonnée de poteaux téléphoniques. Au début, de chaque côté, des dardres blanchâtres : ce sont des marais salants aux âcretés magnésiennes. Des petits Soudanais, en peau noire et chemise blanche, font paître sur leurs maigres bords des bœufs du Tibesti crottés de boue saumâtre. Le pont-levis des fils barbelés écarté, nous voici soudain devant la muette enceinte de murailles rouges. Elle est sinistre et attirante comme une couronne de sang. Elle contient tous les anciens bâtiments de la Sénoussie, le fort où claque la « banderia », et les nouvelles constructions italiennes. Celles-ci, plâtres cubiques badigeonnés de chaux récente, sont d'une blancheur cruelle, aveuglante.

Après un labyrinthe de venelles gardées par des ascaris, soldats libyques enturbannés, voilés, mousqueton à l'épaule, voici la *mensa*, le *presidio* et les logis des officiers. Comment vivent-ils en Sénoussie ? me direz-vous... Fort confortablement, dans une héroïque solitude.

Dans la *mensa*, un maître d'hôtel en gants blancs et pieds nus, sert de délicieux poulets au *fel-fel* (1), et de fraîches salades, sur une table au linge fin, chargée d'argenterie, de cristaux.

La discipline, et le souci de tenue des jeunes méharistes italiens, me frappent. J'apprends qu'un prince des maisons royales de France et de Savoie est fondateur de leur corps : c'est le jeune duc d'Aoste, fils d'Hélène de France. Il a su conserver la grande tradition saharienne française, au cœur du désert italien.

Ce qui rattache au monde Koufra perdue dans le Sahara?...

(1) Poivre rouge fait de piment broyé.

L'auto-colonne qui tous les quinze jours porte le ravitaillement, le courrier, des disques, quelques livres... Des souvenirs, des projets... Et tous les mois une visite d'avion.

DANS LA CITÉ SÉNOUSSITE

Au milieu de la cour principale, voici la maison de Mohamed el Ahmed, dernier chef sénoussite de Koufra. Il réussit à s'enfuir en Turquie avant l'occupation italienne. Sa blanche demeure, agrémentée d'arcades mauresques, fut le harem, où, voilées et parfumées, ses femmes étaient parquées, attendant le choix du seigneur mystique et trafiquant. Car le principal commerce de la Sénoussie était l'esclavage. Mais il est juste de dire que l'esclavage en Orient n'avait rien des horreurs de la « Case de l'oncle Tom ». Fiers de leurs maîtres, dévoués à leurs intérêts, les esclaves étaient traités comme des membres de la famille. Le Palais est devenu station de radio. Autour de la Zavia, sont groupées les demeures vides des Akouans, frères missionnaires. Le Sénoussisme comptait trois millions de ceux-ci en Afrique. Tous ces pèlerins visitant Koufra, avaient droit aux trois jours de l'hospitalité sénoussite. A ce propos, il est curieux de rappeler le dicton arabe qui dit : « Le premier jour l'hôte est le fils du ciel, le deuxième, il est le fils de l'homme, et le troisième, c'est celui du chacal ».

Ni palmiers, ni jardins, ni puits à El Tag : toutes les nécessités de la vie étaient transportées d'El Gïof, l'oasis, à la Cité de pierre, par les esclaves. Les souks étaient dans le village au pied de la colline, et le marché s'y tenait deux fois la semaine. En haut, jamais de foule dans l'immense cour. Une silhouette isolée d'akouan, son chapelet à la main. Quelque esclave soudanais courant, un plateau de cuivre en équilibre sur la tête. Un groupe de jeunes élèves du collège, drapés dans les blancheteurs de leurs djellabas, assis sur une natte, psalmodiant le Coran... Vie silencieuse et close autour de laquelle s'esquissait l'infini.

La vie arabe, qui se passe tout entière derrière de hautes murailles, est à Koufra plus impénétrable qu'ailleurs. Aucun moucharabieh ne perce les murs aveugles et muets. C'est une vraie Cité des morts. Boire, fumer, danser, était ici également interdit. L'austérité du sénoussisme défendait aussi à ses fidèles

le port de l'or et des bijoux, et la loi sénoussite était d'une telle sévérité qu'un homme pouvait avoir la main et le pied coupés rien que pour avoir fumé ou dansé!

Berbères, Zouéias, esclaves soudanais et Tebbous, formaient le fond de la population de Koufra. Mais seuls les Zouéias, gaillards décidés et infidèles, se distinguaient par une farouche indépendance à l'égard de la Sénoussie. Ils s'emparèrent du pouvoir à un moment donné, et proclamèrent même la République de Koufra! Coupeurs de routes, détrousseurs de caravanes, ils avaient fait un repaire hors la loi, du village d'Hâïari, émergeant de l'Oasis d'El Gïof. Ils avaient érigé en règle la coutume de se faire payer le *darb* (la dime) par toutes les caravanes de passage.

Sans le darb, celles-ci étaient assaillies, pillées. Les Zouéias tombaient en pleine nuit sur les hommes, les éventraient, confisquaient les chameaux, se partageaient le butin, protégés par les Djins qui rendent invisibles. Pour ces nomades déguenillés, le vol à main armée était une puissante occasion de s'enorgueillir. Aussi, que de sang, de violence et de mort, derrière les murs austères et rougeoyants, comme sous la tente basse et noire! Malgré sa nudité, qu'elle est lourde de passion, cette Koufra où le vent seul froisse le silence!

FOYER DE FANATISME ET DE RÉVOLTE

Il est difficile de retracer en quelques lignes la longue histoire des luttes passionnées et du fanatisme de la Sénoussie en Afrique, dans le sud libyque en particulier. Ce n'était pas une tribu, mais une congrégation religieuse, la plus austère de l'Islam. Fondée en 1769 par Mohamed Ben Ali, venant de la Mecque, elle devint avec son fils et successeur, le Mahdi, une force guerrière et fanatique. Il prêcha la guerre sainte, payant de sa personne. Par haine des infidèles, il avait choisi Koufra, oasis la plus lointaine de la planète, comme siège de la congrégation. La pensée fondamentale du chef était de protéger ce nouveau fief islamique de toute immixtion européenne. Des milliers de kilomètres de sables impitoyables entouraient la Cité sainte, qui gardait ainsi jalousement ses secrets.

Après la mort du Mahdi, la congrégation se mua en force politico-commerciale. Vingt Zavias furent installées en Tri-

politaine, quarante-huit en Cyrénaïque. Ces collèges religieux étaient placés à tous les points stratégiques du désert. Les missionnaires semaient la bonne parole sans se déranger, et leurs troncs drainaient les fidèles d'argent liquide. Étrange Vatican sénoussite, Koufra se fit désormais payer la dime par les indigènes, sur les récoltes de ses deux cent mille dattiers, ses orges et ses jardins. Tout pèlerin qui visitait le pontife était tenu de lui faire un présent. Ce denier de saint Pierre variait entre une caisse de thé, un ballot de sucre ou un chameau. Le fidèle avait en échange une prière, qui lui assurait le bonheur et la bénédiction d'Allah pour toute sa vie. S'il regimbait, il recevait une dégelée de coups de bâton, et était publiquement traité d'infidèle.

Ce fut, hélas ! le sort tragique de tous ces sanctuaires, vers lesquels affluaient des milliers d'êtres humains, se prosternant face contre terre, que d'être sous la garde de mercantis sans scrupule. Mais, comme dit Kipling, l'« Orient est l'Orient, et l'Occident est l'Occident ». C'est-à-dire qu'un abîme d'incompréhension existera toujours entre les deux races. Dominée par l'idée théocratique, la société musulmane est surtout débordée par la haine des mécréants. En Orient, le pouvoir spirituel est synonyme de pouvoir temporel, et la Sénoussie, en prêchant le retour à l'orthodoxie, était devenue florissante. Elle ne tarda pas à pousser à l'émigration tous les mahométans vivant sous les lois européennes. Ce fut là le danger. C'est de Koufra, devenue clef de voûte de la Sénoussie au Sahara, que partirent tous les mouvements pan-islamiques d'Afrique. Ses chefs organisèrent les révoltes, fournirent des fusils aux rebelles contre les envahisseurs européens. Ce fut elle qui arma les mains des assassins de la mission Flatters, ordonna au Hoggar français le massacre de la garnison de Fort Charlet et celle de Sebha en Tripolitaine. Elle souleva le Fezzan contre les Italiens, et institua en Cyrénaïque une politique d'harassantes guérillas.

Le régime fasciste décida d'une campagne coloniale vigoureuse, et dénonça en 1930 les accords de Régima. Par ceux-ci, il avait consenti, de concert avec l'Angleterre, à donner l'Émirat de l'hinterland libyque au dernier grand chef de la Sénoussie, Mohamed Idriss. Les oasis d'Augila, Gialo et Koufra étaient sous la dépendance de ce dernier. En échange de quoi,

le Grand Sénoussi devait s'efforcer de pacifier le pays. Mais Koufra était devenu un État dans l'État, et la moitié des tragédies du Sahara peut être imputée à la Sénoussie jusqu'à son écrasement définitif par l'Italie.

LA CONQUÊTE ITALIENNE

Ce fut un bel acte de cran et de courage sahariens, que la campagne de Koufra, mathématiquement conduite par le général Graziani, aujourd'hui gouverneur de la Cyrénaïque : elle aboutit à l'occupation de la Cité sainte, et de toutes les oasis sud-libyques, en 1931. Il ne fallut rien moins que des escadrilles d'aviation, des autos blindées, divers bataillons et l'artillerie méhariste pour avoir raison d'une poignée de rebelles. Mais ce fut surtout la victoire de l'homme sur le désert. Koufra résonne de sonorités guerrières. Mitrailleuses italiennes, écho des fusils rebelles, hantent encore les boyaux de ses dunes et ses vertes oasis. Ce fut une ère de violente pacification. La zone de dissidence est aujourd'hui complètement soumise. Les patrouilles méharistes et l'aviation font bonne garde, la radio remplit le désert ; il y a peu de chance qu'un mouvement d'insurrection réussisse ; mais le territoire reste pour le moment zone purement militaire. Au point de vue politique, la prise de Koufra établit définitivement le prestige de l'Italie en Afrique. Si la cité a perdu de son importance comme nœud caravanier des routes du Soudan, de l'Égypte et de l'Afrique occidentale française, depuis l'abolition de l'esclavage, elle doit en revanche servir de point d'appui aérien sur cette route impériale des airs qui unira sous peu Bengasi à Asmara, en Érythrée : soit environ cinq mille kilomètres en prolongement du boulevard Tripoli-Bengasi. Sentinelle avancée de l'hinterland, Koufra est la plus proche voisine du lac Tchad, cœur économique et politique du Sahara. Et cela seul suffirait pour lui donner une importance de vigie stratégique. L'étrange cité sainte, ses collèges et sa mosquée, ne furent visités que par trois Européens au cours des siècles : l'Allemand Rohsf en 1879, chargé de mission par Guillaume I^{er} auprès du Grand Sénoussi, la jeune et courageuse Anglaise Rosita Forbes, en 1921, et Bruneau de Laborie, le paladin français d'Afrique, en 1924. Je dois à la haute bienveillance

du chef du Gouvernement italien, et au concours des autorités militaires, d'avoir pénétré dans Koufra, la première, après ces hardis explorateurs.

SUR LA TOMBE DU MAHDI

Tassée au ras du sol, la Zavia, d'aube sanglante et épique, étire la masse rude, rectiligne, de ses murailles, sur le ciel bleu. Méhara baraqués, frangés de lanières multicolores, croix des racclas cloutées d'argent, hommes en gandouras blanches, la fascia écarlate du groupe croisée sur la poitrine, composent une fresque barbare. Ça et là quelques akouans aux vêtements retombant lourdement autour d'eux. Ils ne sont plus vivants, mais sculptés dans la pierre. Faces ardentes à peine visibles, ils rôdent, pour une garde défendue, autour de leur Saint des Saints.

J'ai obtenu, non sans difficulté, la permission de visiter le sanctuaire, qui est fermé pour des raisons politiques.

Qu'abrite cette chasse aux rudes cloisons, où des chicots de boue durcie, quelque pierre qui ressort, font sculpture?... A la taille de quel dieu ce farouche tabernacle ?

Il renferme la tombe du Mahdi, le plus grand saint de l'Islam après Mahomet, vénéré en Afrique, autant que le Prophète. Un officier déleste la porte basse, en troncs de palmes, de son lourd attirail de chaînes et de cadenas. Nous fonçons dans une obscurité complète ; je tâtonne un pan de ténèbres. Peu à peu, à l'aide d'une lampe électrique de poche, je distingue les détails. Je rêve ou je me trompe ? Nous sommes dans un garde-meuble militaire... Des lits de camp, des seaux de toilette, des cuvettes, des brocs, de la paille sortant de caisses éventrées. Des nattes trouées, effilochées, se déroulent sur le sol. Évidemment ce n'est que l'entrée du sanctuaire et le spectacle peut rappeler celui des tambours d'églises campagnardes, avec les bicyclettes, volatiles et paniers de provisions qui y sont déposés le dimanche matin.

L'air qui, jadis, sentait l'encens, la bougie, les offrandes, ne sent plus que la terre nue. Le plafond plat est fait de gros troncs de palmiers, soudés par la boue, le sable et les feuilles sèches. La salle est à trois nefs, comme les églises byzantines. Toutes les fenêtres sont murées.

Dans la nef de droite, sorte de chapelle latérale, je compte vingt-sept tombes. Nature morte. Ce sont de pauvres rectangles de sable ourlés d'un bourrelet de chaux et de gravier blanchi. Une tombe un peu plus haute que les autres est surmontée d'un cerceau de bois grossier, recouvert d'un voile rouge. C'est celle du Mahdi. Il dort, le guerrier austère, sous son plafond de palmes, face à la Mecque. Le renoncement absolu de ce Pontife musulman qui disposait d'un royaume spirituel s'étendant du Maroc au Yémen, et du Hoggar au Ouadaï, est la sensation la plus forte que l'on puisse éprouver devant une tombe.

Et cette chambre basse, souillée, obscure au milieu du Sahara, m'a donné la même impression que le Temple du ciel à Pékin.

La nudité, ici, tient lieu de grandeur. Combien on comprend l'extase mystique du rude pèlerin qui, dès l'entrée, se prosternait, égrenant son chapelet sur les nattes du seuil ! « *Bismillah! Arahman, Arahim!*... Au nom du Dieu puissant... » Il criait ces paroles, les mains levées au ciel, avec la sincérité de sa dévotion. Seul, face à face avec son Dieu, ses yeux brûlés par le vent, le sable et le soleil, de quelle douceur devait être pour lui l'obscurité de la mosquée !

Aux murs, s'étale tout un fatras de bazar à bon marché. Ce sont des ex-votos ; miroirs posés comiquement par le travers ; tableaux où courent les versets du Coran, en lettres d'argent ou d'or. L'un deux représente le Mahdi à cheval, blessé, tendant sa jambe coupée à Allah. La légende veut qu'une femme l'ait vu monter au ciel dans cette étrange posture, Allah le tirant par les cheveux... par la touffe que tout bon musulman porte au milieu de son crâne afin que l'ange de la Mort, l'ange Azraïl, l'emporte au Paradis.

Mais qu'elle est pâle la légende, à côté de la brutale réalité !

Magnifiquement guerrier, commerçant autant que religieux, le Mahdi fut blessé à mort dans un combat contre les Français, en 1906. C'était en Afrique équatoriale. Il s'y était rendu afin de s'approvisionner en esclaves, et semer la bonne parole parmi les idolâtres. Son vieux compagnon, le « laveur des morts » de Koufra, l'avait accompagné. Fidèle à la tradition, celui-ci accomplit les derniers gestes rituels sur le cadavre du maître. Il l'enferma dans une caisse grossière sur laquelle

s'étalait « Royal Kebir ». Il attacha le funèbre colis à son dromadaire, à côté de sa guirba, outre d'eau, et de son sac de dattes, et rapporta, brinquant ballant, le corps du Mahdi à Koufra. Aux sonnaillies des clochettes de la monture, la randonnée dura trois semaines, à travers les monts du Tibesti et les sables du désert. Le voile rouge qui est sur la tombe du Mahdi est celui avec lequel le laveur des morts avait ligoté le corps pour la dernière cavalcade.

Du plafond de la Zavïa, tombent des lustres de goût douteux, de fabrication allemande, des boules d'argent et de couleur, semblables à celles que l'on suspend aux arbres de Noël européens, des œufs d'autruche apportés par des pèlerins du Ouadaï. Au mur, deux pendules à coucou sont suspendues : l'une marque l'heure de la Mecque, l'autre celle de l'Europe. Heure du destin pour la Sénoussie. Quelle main aux gestes lents monta l'aiguille pour la dernière fois?... Quels yeux ardents emplis d'espoir ou de désespoir se fixèrent sur l'heure inexorable, tandis qu'au dehors éclataient les bombes et que vrombissaient les avions italiens sur l'oasis?...

Il semble que le temps se soit arrêté comme les pendules, pour écouter passer les pensées des êtres.

Le silence est religieux entre les jeux d'ombre et de lumière des arches. Un peu de nostalgie inexprimable étreint à l'idée que, dans ce silence, nulle voix grave ne chantera plus la strophe sacrée que tous les fidèles répétaient, une chandelle fumeuse à la main. La niche du Coran est vide. Le muezzin ne lancera plus dans l'air son triomphant : *Allahu Akbar* (Dieu est grand). Seul le chœur du vent gronde au dehors. Un souffle de sépulture vous pénètre.

— Sortons... Regardons la place.

Sitôt dans la lumière, l'impression mystique s'efface. Des officiers jettent des ordres brefs. Des ascaris libyques et érythréens passent au pas de course. La radio crépite. Le camp des chameliers à côté de la mosquée résonne de plaintes désespérées. Méhara aux cols de cygne, à la tête de serpent sont baraqués. Quelques bêtes, genoux pliés, museau contre museau, mastiquent le grain, d'autres s'acheminent, disloquées. Leur odeur violente et celle du goullon qui cautérise leurs plaies, empestent l'air.

DANS L'OASIS

En bas, dans l'oasis d'El Giof, le soleil se balance entre les éventails des palmes. Le sable, terre de la terre pulvérisée, est tiède comme une chair. J'éprouve une joie physique à m'y enfoncer en marchant, les pieds nus, dans mes sandales sahariennes. J'ai l'impression de pénétrer ainsi au cœur même du pays, de m'enfoncer jusqu'aux moëllles dans son essence, où se mêlent le vent, l'eau et le soleil. Au loin voici les *garas* taraudées par l'érosion, qui servent de but aux rallyes sahariens des officiers. Dans l'oued défunt, la large trainée de végétation désertique. Il faut si peu de vie au désert, pour l'animer ! Une broussaille naine, dure, sèche, une chèvre qui bondit. Quelques tentes d'un douar dressées hâtivement par des pasteurs errants. Un puits ... âpre relais de la soif autour duquel s'agglutinent hommes et bêtes.

Bruma, le lac, glisse entre les touffes vertes des palmiers, semblable à un serpent effilé.

Aret-Afum, large miroir, garde l'image renversée de la Montagne du Feu aux noires dentelures. Des femmes Tebbous, aux robes nocturnes, passent se rendant au puits, la calebasse haute sur l'épaule. Les Libyennes enroulées de voiles somptueusement barbares, tachent les sables de rouge, d'orangé ou d'indigo. Avec les cliquetis de leurs colliers, bracelets, anneaux de chevilles, chacun de leurs mouvements est une cadence musicale. *Salamu aleïkoun !* leur dis-je. Étonnées et mises soudain en confiance, elles se dévoilent rapidement pour me répondre : *Wa Rahmab Allah !* Que la paix d'Allah soit sur toi.

Ici la végétation a pris un air de fête. Les oueds, devenus souterrains depuis l'époque quaternaire, gonflent la terre. Chaque fosse creusée est un puits. Autour de chaque puits des champs d'orge aux rases fourrures. Des vergers, la vigne, des orangers. Maisons de pisé et *zéribas*, huttes de palmes sèches, ont leurs jardins limités par des petits murs de terre plus ou moins éboulés... Un royaume de verdure de quelques kilomètres, visage épanoui du désert !

Le *Campo famiglia* des soldats libyens est installé non loin. Toukoules rondes, aux toits de chaume, pointus comme des chapeaux de clowns. Petites tentes grises ou blanches. Celle du *shoumbachi*, chef de camp, plus grande, s'orne de larges rayures noires. Des femmes au dehors tissent, d'autres préparent le thé sur un réchaud arabe où l'eau chante. Les enfants épluchent des graines de colchiques, pour les griller et les mêler au thé. Et des vierges de dix et douze ans, qu'on me présente, sont des candidates au mariage. Tout ce monde, courbé hier sous une dure servitude, ou s'affrontant sans cesse dans de sanglantes guerillas, commence-t-il à comprendre la beauté harmonieuse de la vie organisée, disciplinée par le vainqueur?... Avec leurs luttes de tribu à tribu, me dit un officier, ils n'avaient jamais jusqu'ici cultivé en paix un champ d'orge.

L'ŒUVRE CIVILISATRICE

Le pays vient d'être secoué par une crise tragique. Un prodigieux redressement s'y est fait d'un coup, très rapidement, trop rapidement peut-être... Il faut attendre les effets, et les inévitables répercussions. Aujourd'hui à l'étonnement, à la méfiance, il semble que la confiance ait succédé. On la doit surtout, dans les confins sauvages, à l'œuvre humanitaire du médecin, du maître d'école et de l'agriculteur, premiers pionniers qui parachèvent l'ingrate tâche du militaire.

L'œuvre de pacification a commencé, à peine l'ère de violence terminée. Dans l'oasis conquise durement, les pionniers italiens du désert creusent des puits, établissent des jardins potagers, édifient des bâtiments. Une école et une infirmerie se font face, affirmant, une fois de plus, la volonté fasciste d'une éducation italophile et une politique d'hygiène, à côté de la Bonifica intégrale du désert. Du même geste, le vainqueur fertilise le sol, féconde l'esprit et assainit la race. Le programme est beau, dans ce réservoir de rebelles, ce nœud de dissidences pillardes qu'étaient les oasis de Koufra. La France fut la première à appliquer ce programme dans toutes ses colonies, ce qui lui confère au seuil de la Méditerranée une magnifique préséance civilisatrice.

Et cette œuvre de colonisation toute neuve, accomplie avec enthousiasme, à mille deux cents kilomètres de toute civilisa-

tion, gagne à être étudiée de près, mérite d'être connue. N'est-elle pas la même, accomplie dans le silence depuis un siècle par nos Sahariens français, force mouvante de l'ordre au désert. Koufra n'est plus désormais le cœur mystérieux et secret du Sahara. Qu'est-ce donc?...

C'est une répétition de notre Europe, et de l'Italie fasciste. A tous les frontons, le faisceau. A tous les carrefours, le salut romain... Dans l'école, *Giovinezza* chantée aux sons du gramophone. Dans le fort, un soldat fait fonctionner une pompe à essence dernier modèle.

Vrombissement d'avion, sirène d'auto-colonne, crépitement de la radio, voilà la nouvelle chanson de geste du Sahara!

Viendra sans doute quelque jour, où un bus aérien, Paris-Londres-New-York, déversera sur les terrasses, des clients Cook en surprise-party désertique. Il y a un an de cela, un jeune prince sénoussite, arraché à son harem, envoyé en exil à Bengasi, y pleurait en silence... Ci-gît Koufra la Sénoussite.

Puissent l'économie politique et la stratégie guerrière gagner ce que la légende a perdu! Mais je pense à El Tag, faiseuse d'illusion... Gardienne des morts, fière et contractée là-haut, elle seule est restée fidèle et inviolable.

Derrière ses murs déferlent les plaintes d'un Océan invisible. Sortilège du vent ou appel étrange des morts?...

« Le tobol des marabouts défunts », comme disent les indigènes. Et le vent apporte à l'aire sacrée l'haleine du désert. Odeur nue et chaude dont je m'avoue passionnée. Elle monte des sables, blonde cendre de la terre faite de tous ses germes stériles, des pourritures de sa vie ardente, et de sa pierre broyée... Cendre qui met dans l'âme une violence comme du fel-fel dans la bouche, et donne à ceux qui l'ont goûtée l'enivrement du large.

Reverrai-je jamais Koufra la Cité sainte, Notre-Dame des Sables?...

— Vous reviendrez, m'ont dit les Sahariens, car eux savent que le désert brûle comme un tison rouge, et qu'on ne guérit pas de la maladie du Sud.

Inch Allah! Dieu est grand... et le désert aussi!

MARIE-ÉDITH DE BONNEUIL.

HEURES DE GENÈVE

(11-16 OCTOBRE)

Mercredi 11.

C'est devant une salle aux trois quarts vide, que M. Te Water, délégué de l'Afrique du Sud et président élu, a clos ce matin la quatorzième session de l'Assemblée. Il a prononcé un fort beau discours, qui résume des travaux nombreux et utiles. Mais visiblement l'intérêt est ailleurs. On adopte sans discussion des résolutions importantes sur l'esclavage, la traite des femmes et des enfants, la protection de l'enfance et de la jeunesse, le trafic de l'opium. Le seul débat qui se soit déroulé avec une certaine ampleur est celui qui concernait le traitement des minorités ethniques et religieuses ; et tout le mérite en revient à Hitler et à la persécution que son gouvernement a déchainée contre les juifs d'Allemagne. L'Assemblée, ce matin, écoute d'une oreille distraite le discours qui résume ses travaux ; elle ne se réveillera que pour applaudir un éloquent appel du président à l'esprit de générosité. « Les grands pays, s'écrie M. Te Water, ne voudront-ils pas enfin marcher vers cet esprit, et donner à tous les peuples de la terre la paix à laquelle ils aspirent si ardemment? »

Hélas ! les grands pays, ou du moins les hommes qui les mènent, ont fait jusqu'à présent à l'esprit de générosité des concessions bien inégales ; aux sacrifices que les uns s'empres-
saient de consentir, les autres n'ont répondu que par de nouvelles exigences. Entre les généreux et les violents un accord est-il possible ? On se prend à en douter, et rien ne justifie mieux ce doute que l'attitude adoptée au cours de cette

dernière session par les délégués allemands. L'envoi de M. Goebbels constituait, à lui seul, une insolente provocation. A qui le gouvernement du Reich a-t-il confié le soin de rassurer l'opinion internationale sur les intentions bienveillantes de sa politique ? au chef de la propagande hitlérienne et pan-germaniste ; à l'homme qui, non content d'inspirer à ses journalistes des articles haineux et violents, prononce lui-même dans les réunions publiques et devant l'appareil radiophonique les provocations les plus injurieuses à l'adresse des peuples étrangers et de leurs gouvernements. M. Goebbels, qui ne parle et n'entend ni le français ni l'anglais, ne pouvait prendre une part bien active aux travaux de l'Assemblée ; dans les couloirs, il n'apparaissait qu'entouré d'une dizaine de gardes du corps, qui le gardaient soigneusement de tout contact indiscret. Le jour où il reçut, à son hôtel, les représentants de la presse internationale, ce fut pour leur tenir des propos dont la contradiction avec son langage habituel était si flagrante, que l'effet produit fut désastreux.

Il faut rendre cette justice aux délégués allemands, qu'ils n'ont vraiment rien épargné pour répandre autour d'eux l'antipathie et la méfiance et pour indisposer contre leur pays ceux mêmes dont les sentiments lui étaient jusqu'ici le moins défavorables. Toutes les maladresses, ils les ont commises. C'est M. Goebbels qui, s'adressant à des Anglais, qualifie le régime parlementaire de ridicule et de suranné. C'est M. von Keller qui, sous prétexte de définir le *Volkstum* ou la « nationalité ethnique », menace d'annexion prochaine tous les peuples étrangers parlant la langue allemande ou ayant dans les veines quelques gouttes de sang germanique. Un délégué suisse s'élève avec esprit et bonne humeur contre cette extravagante prétention. « Oh ! fait M. von Keller, vous m'avez mal compris. Nous respecterons toujours la Suisse. » Autour du représentant du Reich, on sourit, on murmure, et l'on se demande ce qu'il compte faire des autres pays où vivent des gens qui parlent allemand...

Jamais l'Allemagne, à Genève, ne m'a paru aussi complètement isolée. Ceux qui naguère encore lui marquaient parfois quelque faveur, comme les Hollandais ou les Scandinaves, aujourd'hui lui tournent le dos. Les Italiens, à qui leur politique impose plus de circonspection, ne disent rien, mais

n'en pensent pas moins. Si les gouvernements de quelques grandes Puissances avaient un peu plus de courage, ils profiteraient de l'occasion pour exprimer franchement, à l'égard de la politique hitlérienne, une réprobation que l'opinion publique, dans tous les pays civilisés, manifeste avec une remarquable unanimité. Mais le courage n'est pas, à l'heure qu'il est, ce qui distingue les gouvernements des grandes Puissances, et ceux-ci, plutôt que de considérer l'isolement de l'Allemagne comme un fait dont ils pourraient tirer quelques avantages, emploient au contraire tous leurs efforts à rompre la glace et à ramener le Reich dans ce concert mondial que le Reich n'aspire qu'à troubler. Étrange entreprise, dont le succès serait plus redoutable que l'échec.

Jeudi 12.

La clôture de l'assemblée a passé inaperçue. L'ouverture du Conseil n'a pas éveillé beaucoup plus d'intérêt. Ce qui s'est fait au *Bâtiment électoral* ne compte guère ; ce qui se fait dans la *Maison de verre*, pas davantage. Le grand jeu se joue dans les salons d'hôtel, où se rencontrent et discutent les chefs des délégations et leurs collaborateurs. La commission générale de la Conférence du désarmement est convoquée pour le lundi 16 octobre : d'ici là, il faut trouver une base, convenir d'un point de départ qui soient également acceptés et permettent de franchir, à tout le moins, une partie de la distance qui sépare encore l'aspiration de la réalité.

Mais, tandis que les représentants des grands États tournent désespérément autour des problèmes, sans paraître avancer d'un pas vers leur solution, ceux des États secondaires, plus pressés, plus hardis aussi, travaillent à aplanir les difficultés qui les divisent et ne se soucient point d'attendre, pour se mettre d'accord entre eux, que les grands aient donné l'exemple. Comme ils ont raison ! Grande activité, et activité méthodique dans les milieux de la Petite Entente, dans ceux de l'Europe sud-orientale. Le hasard des rencontres m'a fait entrer d'abord en contact avec ces derniers ; et M. Tsaldaris, premier ministre de Grèce, a bien voulu m'expliquer le sens et la portée des négociations qui, engagées à Genève, se poursuivent à Ankara.

Je rappelle à M. Tsaldaris qu'il y a cinq ans, à Athènes, il

m'avait, comme *leader* de l'opposition, confié pour la *Revue* des déclarations très intéressantes.

— Ainsi va le monde, me répond en souriant l'éminent homme d'État. En 1928, je vous parlais en chef de parti; je vous parle aujourd'hui en chef de gouvernement; et mon point de vue n'a pas changé. Dans notre modeste sphère, nous continuons à travailler dans l'intérêt de notre pays et aussi, croyons-nous, dans l'intérêt de l'Europe. L'accord gréco-turc met fin à l'antagonisme de deux nations, dont l'une a longtemps opprimé l'autre, mais qui toutes deux n'ont aujourd'hui qu'une volonté : vivre en paix et s'entr'aider. Je ne saurais vous dire combien m'a touché l'accueil du peuple turc. Ce n'est pas une combinaison d'hommes d'État, c'est un mouvement populaire qui a rapproché la Turquie et la Grèce. Et ce mouvement, nous l'espérons, ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Moustapha Kemal et Ismet pacha ont constamment témoigné, dans les entretiens que j'ai eus avec eux, du souci d'organiser la paix dans la partie de l'Europe où peut s'exercer leur influence. En ce moment même, M. Titulesco signe avec eux un accord analogue à celui que nous venons de conclure. L'entrevue que le roi Alexandre a eue avec le chef du gouvernement turc avait pour but de rendre possible un troisième traité, avec la Yougoslavie.

« Les États balkaniques, — y compris la Turquie, — ont compris le besoin de s'unir et de se garantir mutuellement l'intégrité de leurs territoires. Jusqu'à présent, seule la Bulgarie se tient encore à l'écart. C'est pourquoi M. Titulesco a dû employer la formule : « Nous formerons dans les Balkans un réseau d'alliances, *avec* ou *autour* de la Bulgarie. » Mais nous avons l'espoir que c'est au premier terme de l'alternative que répondront bientôt les événements. Notre ambition est encore plus vaste. Le rapprochement avec la Yougoslavie et la Roumanie, qui appartiennent toutes deux à la Petite Entente, prolonge jusqu'en Europe centrale le rayonnement de notre politique. Pourquoi la Pologne et les États baltiques n'entreraient-ils pas dans le système, qui s'étendrait ainsi de la mer Baltique à la mer Noire ?

« Vous comprenez bien notre intention. L'atmosphère, en Europe occidentale, nous paraît lourde d'orage. Nous souhaitons de tout notre cœur que l'orage se dissipe. Mais si, par

malheur, il venait à éclater, nous ne voudrions pour rien au monde être entraînés, à la suite des grandes Puissances, dans un conflit où nos pays auraient tout à perdre et rien à gagner. Les pactes de solidarité par lesquels les États des Balkans sont en train de s'unir constituent, dans notre pensée, une sorte d'assurance contre les risques de guerre. Plus la chaîne en sera serrée et complète, plus la garantie sera efficace. Nous avons la conviction qu'en poursuivant cette politique, nous ne défendons pas seulement nos intérêts, nous servons encore la cause de l'Europe et celle de la paix.

Vendredi 13.

L'inquiétude des petits, des neutres, comme on continue de les appeler, voilà ce qui me frappe le plus dans les propos que j'entends ici, dans les impressions que je recueille. Ils ont sur nous l'avantage d'observer froidement le jeu de l'Allemagne. Leur jugement est exempt de passion, *sine ira nec studio*. Et tous, ou presque tous concluent de même sorte : le gouvernement du Reich prépare la guerre, avec tous les moyens dont il dispose. Pour le moment, ces moyens sont limités, et très inférieurs à la fin poursuivie. Il ne néglige rien pour s'en procurer de plus puissants. S'il demande des armes, c'est avec la ferme volonté de s'en servir. Selon les circonstances, il s'en servira pour la guerre ou pour « le chantage à la guerre ». Par l'une ou par l'autre voie, il compte atteindre son but, qui est de redevenir Puissance hégémonique sur le continent et de réorganiser l'Europe en fonction de ses propres intérêts. Comment l'en empêcher ? Comment conjurer la menace terrible que l'Allemagne fait peser sur le monde ?

Voici la réponse du représentant d'une de ces Puissances neutres, qu'il ne m'est pas permis de désigner plus précisément :

— Que la France prenne l'initiative d'une action résolue : elle sera suivie. Votre position à Genève n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. La politique d'Hitler, les provocations allemandes, ont soulevé dans le monde entier une vague d'inquiétude et un mouvement de réprobation. On ne doute plus de la mauvaise volonté, des intentions mauvaises du Troisième Reich. Mais à la manœuvre allemande il faut opposer une politique nette et énergique. Il ne suffit pas de constater

que seule l'Allemagne met obstacle au désarmement, ou à la réduction progressive des armements. Il est indispensable d'annoncer franchement la volonté d'agir et de réprimer toute contravention dûment constatée.

— Quelle serait l'action que vous envisagez ?

— Celle qui est prévue au traité de Versailles : réoccuper la Rhénanie !

— Et vous pensez que l'Angleterre admettrait cette réplique ?

— L'Angleterre ne suivrait pas, mais elle laisserait faire. Les Anglais ont très peur de la guerre. Les récentes manœuvres navales leur ont révélé une réalité amère, mais qu'ils ont, selon leur coutume, regardée en face et admise : c'est que la flotte britannique, cette suprême défense, ne suffit plus à les protéger depuis qu'il y a l'aviation. Le jour où l'Allemagne disposera de la force aérienne qu'elle a le dessein d'acquérir, l'Angleterre sera menacée aussi directement, aussi dangereusement que si, Puissance continentale, elle avait avec le Reich une frontière commune. Voilà ce qu'ont appris les Anglais. Après cela, on peut croire qu'une politique énergique soulèvera moins d'objections de leur part.

— Admettons. Mais vous pensez bien que les Allemands s'opposent par les armes à une nouvelle occupation de la Rhénanie. Ils ne se borneront point, comme pour la Ruhr, à la résistance passive.

— Soit ! ce sera la guerre ; mais, à tout prendre, une guerre moins terrible que celle qu'il vous faudra faire dans quatre ou cinq ans, si vous laissez l'Allemagne s'armer à son gré.

Je ne pense pas qu'il y ait un lieu en Europe où l'on parle autant de guerre que dans les couloirs de la Conférence du désarmement.

Samedi 14.

Que se passe-t-il à Berlin ? Hitler devait prononcer mercredi soir devant le microphone un grand discours pour répondre à celui de M. Daladier. Cette manifestation a été différée, à ce qu'on prétend, sur les instances très pressantes de M. Mussolini. On parle aussi de dissentiments au sein du cabinet allemand : les enragés, Goering, Goebbels, etc.,

ne voudraient pas attendre plus longtemps pour déclarer que le gouvernement du Reich juge insuffisantes les concessions envisagées lors des entretiens de Londres et de Paris et rejette purement et simplement le projet de convention. Des conseils moins imprudents auraient attiré l'attention du *Führer* sur les inconvénients d'un geste aussi brutal. Tous ces bruits font qu'on attend avec plus d'anxiété l'ouverture de la séance du bureau pour dix heures et demie.

On sait depuis hier qu'il y aura, non pas une déclaration commune des gouvernements anglais, américain et français, mais un exposé du premier délégué britannique, auquel les représentants de la France et des États-Unis donneront leur adhésion. A l'heure dite, tous les journalistes sont à leur poste, mais on ne voit pas encore de délégués. Les gens bien informés assurent qu'au dernier moment les Italiens, — d'autres disent les Américains, — ont demandé à sir John Simon d'adoucir certaines formules de son texte, afin d'ôter aux Allemands tout prétexte de refus; le chef du *Foreign Office* aurait cédé à leurs instances.

Onze heures et demie; le Bureau entre en séance. Séance privée, dont la presse et le public sont exclus. Mais à onze heures trois quarts, on distribue dans les couloirs le discours du représentant de la Grande-Bretagne. Il présente, sous une forme claire et modérée, le résultat des pourparlers qui ont eu lieu entre Français, Anglais, Italiens et Américains, en vue d'arrêter d'un commun accord les grandes lignes d'une convention de désarmement. C'est un peu mou, un peu flottant, mais tout y est. M. Norman Davis, qui prend la parole après sir John Simon, déclare qu'il est d'accord avec lui sur les points essentiels, et marque avec force qu'avant tout la convention projetée doit rendre impossible tout réarmement. Le marquis di Soragna, qui, en l'absence de M. Aloisi, représente l'Italie, approuve avec réserve, adhère sans adhérer. *Ha parlato in un modo molto sibillino* (1), me dit très discrètement un Italien qui vient de l'entendre.

Puis vient le tour du délégué de la France. M. Paul-Boncour montre clairement la nécessité du contrôle que doit instituer la convention. C'est du contrôle qu'il fait dépendre la

(1) Il a parlé d'une façon tout à fait sibylline.

sécurité. Il déclare que la « période d'épreuve » ne saurait avoir une durée inférieure à quatre ans. Enfin il affirme que l'égalité doit être progressivement obtenue, non par le réarmement des Puissances à qui les traités ont imposé des restrictions, mais par une réduction des forces dont disposent les Puissances les mieux armées. Le représentant de la Belgique recommande un contrôle efficace. M. Benès, parlant au nom de la Tchécoslovaquie, approuve sans réserve les principes exposés par sir John Simon et émet le vœu que la Commission générale prenne nettement position sur tous les problèmes que pose la réduction des armements.

Il est midi passé lorsque le président donne la parole au délégué du Reich. M. Nadolny étant resté à Berlin, c'est l'ancien confident de Stresemann, le baron de Rheinbaben, qui parle au nom du gouvernement allemand. Voici comment on nous résume sa déclaration : « L'Allemagne a, sur l'objet actuellement débattu, des idées très arrêtées. Elle demande : 1^o le désarmement des autres; 2^o pour elle-même, l'égalité de droits en matière d'armement. Sur le premier point, une discussion est possible; mais nous n'en admettons aucune sur le second. » Avant de se séparer, les délégués conviennent que le programme exposé par sir John Simon sera soumis lundi à l'examen de la Commission générale et fera l'objet d'un vote.

Je rentre vers une heure et demie à l'hôtel Carlton, où j'habite, et où s'est installée cette année la délégation allemande. Branle-bas général! Un ordre est venu de Berlin par téléphone : quitter Genève au plus vite. Aussitôt les voitures roulent, les chambres se vident, les malles s'emplissent. Vraiment, ces gens-là entendent la mobilisation. Un premier échelon, avec M. von Keller, est prêt à partir à six heures après-midi : le reste s'embarquera demain. Cependant, peu de temps après le premier départ, nouveau brouhaha. Que se passe-t-il? Tout ce qui reste de la délégation du Reich, secrétaires, attachés, dactylos, policiers, domestiques, se rassemble dans le salon de l'hôtel autour du coffre de T. S. F., d'où sort, parfaitement distincte, la voix d'Hitler.

Le chancelier du Reich revendique pour son pays les droits que lui confèrent les traités. L'Allemagne exige l'égalité avec les autres nations, mais elle ne veut pas la guerre; en particulier, l'idée d'une guerre avec la France lui fait horreur.

L'Allemand n'a qu'estime et admiration pour le soldat français, son glorieux adversaire. M. Daladier est un noble cœur. « Français, soyons amis ! Et Dieu punisse l'Angleterre ! » Voilà le thème principal d'une homélie qui a duré trois quarts d'heure. Hitler a-t-il pu penser que cela suffirait pour détruire l'accord entre Londres et Paris ? Que le procédé est de mauvaise grâce, et comme la tactique est grossière !

Les auditeurs allemands écoutent avec respect, mais sans enthousiasme, la parole du maître. Ont-ils conscience de la faute commise par leur gouvernement, ou regrettent-ils simplement le geste malencontreux qui abrège une villégiature agréable ? Ce brusque retour dans la patrie ne leur cause aucune joie.

Tard dans la soirée, j'apprends que la décision de Berlin a été signifiée à M. Henderson par un télégramme du baron de Neurath. Aux termes de cette communication, l'Allemagne se retire, non seulement de la Conférence du désarmement, mais aussi de la Société des nations. Or, jusqu'à présent, le secrétaire général de l'organisme genevois n'a été officiellement avisé de rien. M. von Keller s'est borné à lui faire connaître qu'il ne pourrait pas assister cet après-midi à la séance du Conseil. Ainsi la maladresse politique se double d'une inconvenance.

Dimanche 15.

Le centre des opérations est aujourd'hui l'Hôtel de la Paix, où réside M. Henderson, président de la Conférence. A onze heures, les délégués des grandes Puissances y ont tenu une première réunion, pour se concerter sur les suites à donner à l'incident. Les avis semblent très partagés. Sir John Simon et M. Norman Davis, tous deux indignés de la conduite des Allemands, estiment que la Conférence doit poursuivre son œuvre sans eux. Mais le délégué de l'Italie est d'un autre sentiment : l'ajournement lui semble le seul moyen de réserver l'avenir. M. Mussolini voudrait-il reprendre, à Rome ou ailleurs, le rôle de médiateur qui jusqu'à présent lui a si mal réussi ? La négociation relative au désarmement serait ramenée devant un concile restreint, comprenant, avec l'Amérique, les quatre Puissances signataires du Pacte de Rome. Mais ce pacte ne peut jouer qu'en fonction de la Société des nations,

d'où l'Allemagne vient de se retirer! On se sépare sans avoir pris aucune décision.

Nouveau conciliabule l'après-midi à cinq heures. Les délégués doivent se mettre d'accord sur un projet de réponse au télégramme du baron de Neurath et finalement décider du sort de la Conférence. L'Anglais et l'Américain restent sur leurs positions. Ils y sont soutenus par M. Benès, rapporteur de la Commission, qui, en parfait connaisseur de la psychologie allemande, prévoit tout l'avantage qu'Hitler saurait tirer du fait que le départ de ses délégués aurait tué la Conférence. Loin de sentir le poids d'une responsabilité gênante, l'Allemagne éprouverait un immense orgueil. La délégation française s'est prononcée, dès ce matin, pour la poursuite des travaux, soit immédiatement, soit après un délai de quelques jours. Mais on se heurte toujours à la résistance courtoise du marquis de Soragna.

Dans les salons voisins de celui où discutent les délégués, la presse internationale s'agite et s'impatiente. Vers sept heures, un officieux allemand, plein d'importance, va de groupe en groupe, annonçant et commentant à sa manière une note de l'agence Stefani, que le télégraphe vient de transmettre à Genève. La décision du gouvernement allemand est accueillie avec calme dans les milieux romains, qui n'y voient rien dont on doive s'émouvoir. Le discours et les messages du chancelier Hitler, conçus dans un esprit pacifique, ne ferment point les portes à une entente. Cependant un ajournement s'impose, jusqu'à ce que des conditions plus favorables rendent possible un nouvel examen. Celui-ci aura-t-il lieu à Genève ou ailleurs, c'est ce que ne dit point le communiqué italien.

A sept heures et quart, sir John Simon traverse les salons, se dirigeant vers la sortie. Vingt journalistes se précipitent, interrogent. « Londres m'appelle au téléphone », répond simplement le délégué britannique. Dix minutes plus tard, il n'était plus question que d'un « revirement du cabinet de Londres » et des reproches adressés par M. MacDonald au chef du *Foreign Office*, coupable d'avoir provoqué, par l'excessive fermeté de ses déclarations, le départ regrettable des représentants du Reich!

L'attente se prolonge jusqu'à neuf heures du soir. On apprend alors que les délégués se sont mis d'accord, en pre-

mier lieu sur une réponse assez catégorique au gouvernement allemand, ensuite sur la continuation, sans l'Allemagne, des travaux de la Conférence, après un entr'acte de quelques jours.

Lundi 16.

La soirée d'hier a été marquée par une grande réunion publique, au cours de laquelle lord Cecil, l'infatigable et généreux apôtre du désarmement et de la paix, jugea sévèrement l'attitude de l'Allemagne et dit son ardent espoir de voir la Conférence triompher du nouvel obstacle dressé devant elle par des hommes de mauvaise volonté. Ce matin, M. Henderson reçoit, au siège de la Société des nations, les délégués des associations qui prirent part au *meeting* d'hier soir. Des discours, encore des discours : celui du président de la Conférence offre du moins l'intérêt de confirmer la désastreuse impression produite par le geste de l'Allemagne dans les milieux anglais, même travaillistes. Les Allemands ont une mauvaise presse : ceux qui auraient envie de les défendre gardent un silence prudent.

A trois heures après-midi, dernière réunion du Bureau, avant la séance publique que la Commission générale du désarmement doit tenir à quatre heures. Les couloirs ont l'animation des grands jours. Après l'accord intervenu hier, on ne prévoit pas de surprise ; mais tous sont curieux de savoir en quels termes M. Henderson évoquera l'incident créé par l'Allemagne. La grande salle des séances est pleine à craquer. La parole, si l'on peut dire, est d'abord aux photographes, qui réclament de l'assistance quelques secondes d'immobilité. Ce rite accompli, le président prononce le discours tant attendu. Il rappelle brièvement les travaux antérieurs de la Conférence, ses propres efforts, ses voyages à travers l'Europe, ses négociations personnelles avec les chefs de gouvernement, avec Hitler lui-même, en vue de préparer les voies à un accord acceptable pour tous. Épilogue : le télégramme du baron de Neurath !

M. Henderson en donne lecture. Puis il fait connaître les termes de sa réponse, accentuant fortement des mots comme « Je regrette » — ou « cette grave décision, prise pour des raisons que je ne puis considérer comme fondées ». Des applaudissements éclatent sur presque tous les bancs. Mais le président veut que sa réponse au gouvernement du Reich soit

approuvée par un vote régulier de la Commission. « Pas d'objection ? » interroge-t-il. Le Hongrois se lève et lit une déclaration brève et inoffensive : on s'attendait de sa part à plus d'éclat. Puis le représentant des Soviets, M. Dovgalewski, fait quelques réserves sur la partie du texte qui se réfère à des négociations entre les cinq grandes Puissances, dont son gouvernement a été exclu. Le délégué turc en fait autant. On éprouve quelque surprise à voir M. Racinski, représentant de la Pologne, se lever à son tour et unir ses réserves à celles de ses collègues orientaux. A tous les trois, M. Henderson répond que, dès le 9 octobre, il a exposé à tous les membres du Bureau les résultats de ces pourparlers officiels et que samedi dernier sir John Simon en a fait devant eux un résumé très complet. « S'il n'y a pas d'autre objection, conclut-il sur un ton bref et énergique, la réponse sera envoyée. »

Quand les applaudissements ont cessé, le président reprend : « Le départ de l'Allemagne entraîne des difficultés d'ordre politique qui ne sont point négligeables. Cependant nous poursuivrons nos travaux, nous aboutirons à une convention plus que jamais nécessaire. Il faudra donner aux chancelleries le temps d'examiner la situation nouvelle et de délibérer sur les mesures qu'elle comporte. Je propose de fixer au mercredi 25 octobre la prochaine réunion du Bureau, et au jeudi 26 celle de la Commission générale. » Il en est ainsi décidé.

Huit jours, ce n'est pas grand chose. Mais c'est plus qu'il n'en faut pour amortir le choc causé par la décision allemande et peut-être pour relâcher les liens qui unissent aujourd'hui la plupart des gouvernements représentés à Genève dans un commun sentiment de réprobation envers les ennemis de la paix. Voilà le vrai danger de l'ajournement...

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

A PROPOS D'UN TROISIÈME CENTENAIRE ⁽¹⁾

VAUBAN ET LACLOS

Au mois de mai 1786, notre Compagnie recevait une protestation intitulée : « Lettre à MM. de l'Académie française sur l'éloge de Monsieur le maréchal de Vauban proposé pour le sujet du prix d'éloquence de l'année 1787. »

L'Académie française venait en effet d'inviter les candidats au prix d'éloquence à prendre pour thème le panégyrique de la vie du grand maréchal. Ce choix ne paraissait devoir susciter aucune critique, la mémoire de Vauban étant, comme dans l'armée, vénérée dans la France entière. Et Voltaire, en le déclarant « le premier des ingénieurs et le meilleur des citoyens », n'avait-il pas mis le sceau à une si pure renommée ? Deux années auparavant, l'Académie de Dijon avait choisi le même sujet et décerné les deux premiers prix à Lazare Carnot et à Bernard Maret, le futur duc de Bassano.

C'est dire que la lettre à MM. de l'Académie française à laquelle son auteur avait donné la plus large diffusion, fit beaucoup de bruit. Pour parler plus exactement, elle fit scandale. L'auteur était un officier, un capitaine d'artillerie, membre de l'Académie de la Rochelle, que le fracas fait autour de son nom laissa certainement impassible, car il avait l'habitude de ces mouvements de l'opinion. Il s'appelait Choderlos de Laclos et se vit sans émoi, comme sans déplaisir, porté à nouveau sur la scène de l'actualité. L'auteur des *Liaisons dangereuses* en avait vu bien d'autres quatre années auparavant, lorsqu'avait paru l'audacieux roman dont l'esclandre surpassa un succès certainement très grand.

(1) Lecture faite, au nom de l'Académie française, à la séance des cinq Académies.

Après avoir, à cette occasion, soulevé une réprobation à peu près générale, après avoir provoqué l'inquiétude ou la vanité de ceux qui pouvaient passer pour les modèles de ses héros, après avoir intéressé les gens de goût par la finesse de son raisonnement et le charme de son style, que pouvait-il redouter dont il ne connût déjà la vanité ou les profits ?

Bien que la marquise de Merteuil eût tourné contre lui la plupart des femmes et qu'il eût vu se fermer la porte de quelques-unes des plus influentes ou des plus gracieuses, il avait continué de s'occuper d'elles et il avait mis sur le chantier un mémoire « sur les meilleurs moyens de perfectionner l'éducation des femmes », sujet offert au concours par l'Académie de Châlons en 1785. Sans le suivre dans ses parallèles entre la femme sociale et la femme naturelle, revenons à la fameuse lettre dont le sujet était de tout autre qualité.

Comme il l'avait fait pour les *Liaisons dangereuses*, Laclos tient à bien affirmer en commençant la moralité du but qu'il se propose d'atteindre. Puis il entame son procès.

L'Académie de Dijon a couronné un compatriote ; ce faisant elle exaltait une gloire locale et c'était son droit. Mais le jugement de l'Académie française a une tout autre portée : il est primordial et définitif, il constitue une consécration nationale.

Laclos juge cette consécration imméritée. Vauban n'est pas un grand homme et la génération actuelle ne lui doit pas de reconnaissance. Il a certes montré beaucoup de talent dans l'attaque des places, dont aucune ne lui a résisté. Mais il n'a pas su les défendre. Il n'a en effet rien inventé pour rendre les citadelles imprenables, qui n'eût été trouvé avant lui. N'a-t-il d'ailleurs pas repris sans difficulté des places qu'il avait fortifiées lui-même ? Enfin les forteresses construites par lui exigent pour leur défense d'énormes garnisons, et elles ont coûté des sommes considérables : 1 400 millions, gaspillés sans résultat, affirme Laclos.

Tels sont les principaux arguments de ce réquisitoire qui étonna tous les milieux, et souleva dans les sphères militaires, en particulier dans le Corps Royal du Génie, une violente indignation.

Ce germe de discordes tombait, il est vrai, dans un terrain préparé. Déjà la querelle de Guibert et du chevalier de Folard

sur les avantages de l'ordre profond et de l'ordre mince avait échauffé les cerveaux. Et sur le sujet plus spécial qui nous occupe, le marquis de Montalembert, ancien officier de cavalerie, homme d'esprit cultivé, s'était depuis quelques années posé en réformateur des doctrines de Vauban. Il avait mis en balance les mérites de la fortification perpendiculaire et les insuffisances de la fortification bastionnée. Pour cette raison, il avait été vivement pris à partie par l'inspecteur du Génie, M. de Fourcroy.

Or, le capitaine Ghoderlos de Laclos avait eu, dès 1790, l'occasion de travailler sous les ordres du marquis de Montalembert. Sous sa direction il avait participé à la construction et à l'armement d'un fort dans l'île d'Aix. Il n'avait eu qu'à se louer des procédés de son chef et il avait trouvé dans le commerce de cet homme intelligent et passionné, marié à une femme agréable et instruite, de sérieuses raisons de s'attacher à lui.

Fut-ce la reconnaissance qui l'engagea à partir en guerre, à la suite de son bienfaiteur, contre la renommée de Vauban? Fut-ce seulement le désir de ce grand ambitieux de faire une fois de plus parler de lui? Fut-ce un jeu d'homme de lettres d'essayer la souplesse de sa dialectique et la perte habileté de son style contre une gloire indiscutée jusqu'alors? Sans doute y eut-il un peu de tout cela.

Il est pourtant difficile de ne pas reconnaître sous la plume de Laclos l'influence des idées du marquis de Montalembert, lorsqu'après avoir écrit que la véritable fortification doit suppléer au nombre, ce qui est une vérité indiscutable, il ajoute : « et même à la qualité des troupes ainsi qu'au génie des commandants ». Ce sont bien là les doctrines de l'auteur du *Traité sur les fortifications perpendiculaires ou l'art défensif supérieur à l'art offensif*. Et il est vraiment étonnant de voir un homme d'esprit attacher à la manière et au procédé l'efficacité complète et décisive qu'il refuse au talent et à la vaillance.

Les réponses à la lettre sacrilège ne se firent point attendre. Elles affluèrent de tous les points de la France et, comme il convenait, celles des officiers du Génie furent les plus ardentes, les plus convaincues et les plus documentées.

MM. de Lersé, de Vergnes, de Curel, d'Antilly, de Saunac, le chevalier de Bousmard, manifestèrent leur indignation qu'une pareille attaque fût sortie des rangs de l'armée. L'un d'eux chercha querelle à l'académicien de la Rochelle sur les imperfections de son langage. Mais la plupart, tout en rendant hommage au talent littéraire de leur adversaire, battirent en brèche les arguments de cet « avocat du diable ».

La voix la plus haute et la plus juste qui se fit entendre fut celle du général d'Arçon. Dans ses *Considérations sur l'influence du génie de Vauban*, il s'éleva contre la « chimère des fermetures hermétiques »; il combattit les empiriques qui, pour accréditer leurs dogmes, disent à leur patrie : « Abandonnez l'esprit militaire... Reposez-vous sur mes secrets. Voilà des forts ronds, en voici d'angulaires, voilà des défenses perpendiculaires; voici des étoiles inexpugnables. Je vous promets des places imprenables et dont la résistance invincible n'exige ni talents, ni courage, ni mouvement. Accordez-moi votre confiance, croyez-moi, livrez-vous au sommeil. » Et il concluait que le premier rempart de la nation réside dans le génie combatif de l'armée et que l'art des forteresses ne doit qu'en développer l'énergie. L'on ne saurait mieux dire.

La vieille querelle de doctrine qui se renouvelle périodiquement se terminait donc heureusement grâce au langage sage et fort d'un véritable soldat.

Quant aux convenances violées, il appartenait au ministre de la Guerre d'y ramener le coupable. C'est le dernier chapitre de cette petite histoire. Sans se soucier de la tempête qu'il avait soulevée, Laclos arrivait à Paris pour y sceller son union avec M^{lle} Duperré, sœur de celui qui devait illustrer plus tard la marine française. Le jour même de son mariage, le maréchal de Ségur, ministre de la Guerre, se concertait avec Gribeauval, inspecteur de l'Artillerie, sur la sanction méritée par le téméraire capitaine. On estima n'en pouvoir trouver de meilleure que de renvoyer dans la ville de Metz, à sa compagnie, cet officier qui avait résolu le difficile problème d'être absent de son régiment depuis sept à huit années pour des motifs à sa seule convenance. Il y reprendrait, dit le texte officiel, « connaissance de la discipline et de l'esprit de subordination ».

Telle fut la décision notifiée à Laclos, lorsqu'on eut découvert le coin secret où il abritait sa lune de miel. Laclos s'y soumit respectueusement, tout en faisant agir de nombreux amis. Puis il se décida à quitter l'armée. En attendant son heure, qui ne pouvait manquer de venir à une époque où l'ancien ordre de choses était si fortement ébranlé, il vit son talent littéraire lui ouvrir bien des salons. Il pensa un moment partir chez le Grand Turc avec l'ambassadeur Choiseul-Gouffier. Et finalement il dut à l'amitié du vicomte de Ségur, fils du ministre qui l'avait frappé, d'entrer, malgré la réprobation de M^{me} de Genlis, dans la maison du duc d'Orléans comme secrétaire de ses commandements.

Ainsi se termina un incident qui fit grand tapage à son époque. Avec la fin de sa vie littéraire, Choderlos de Laclos y trouva le commencement d'une carrière politique dont son ambition attendait beaucoup. Il estima sans doute n'avoir rien perdu dans l'aventure.

Quant au maréchal de Vauban, son œuvre ni son renom n'en furent atteints. Nous avons vu, en 1914, les inondations auxquelles il avait donné tous ses soins durant la dernière année de sa vie, barrer dans les Flandres la route à l'envahisseur. Et le tribut d'hommages que le troisième centenaire de sa naissance valut hier à sa mémoire, témoigne que, pour cette fois, Plutarque n'avait pas menti.

GÉNÉRAL WEYGAND.

P
l'aut
déjà
plais
ville
du r
ou s
pou
sage
la n
hom
préf
n'eù
qu'il
à rec
C
à ce
l'exi
assi
M. l
âge,
un
raon
sem

(4
York
(trad

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

TERRE D'AMÉRIQUE⁽¹⁾

Parmi les « moins de quarante ans », M. Louis Bromfield, l'auteur de *Précoce automne* et de *Vingt-quatre heures*, est déjà presque aussi célèbre en France qu'en Amérique. J'ai le plaisir d'être l'été son voisin de campagne, près de la petite ville d'Ile-de-France où il s'est fixé depuis trois ans. Il y est du reste moins souvent qu'aux Indes, dans le Tyrol, à Venise ou sur la Côte d'azur. Ce diable d'Écossais de six pieds cinq pouces, au masque brouillé de taches de son, comme un paysage plein de vent, d'allégresse et de cordialité, est une fête de la nature. Quoi de plus bienfaisant que le spectacle d'un homme heureux? J'ai eu l'occasion d'écrire quelques pages de préface à la traduction d'un de ses livres. C'est dommage qu'il n'eût pas encore fait à ce moment le volume de Souvenirs qu'il vient de publier. Je m'aperçois que mon portrait est à recommencer.

On sera peut-être surpris qu'un homme de son âge s'amuse à ce passe-temps d'ancêtre qui écrit ses mémoires. C'est que l'existence nous vieillit très vite aujourd'hui. Nous avons assisté, nous assistons encore à une révolution immense. M. Louis Bromfield n'avait pas vingt ans en 1914. Jusqu'à cet âge, il a vécu dans un monde dont il ne subsiste aucune trace, un monde disparu, presque aussi englouti que celui des Pharaons, une sorte d'Atlantide que personne ne reverra plus. Il semble que ce qui précède cette rupture appartienne à une

(1) Louis Bromfield, *The Farm*, 4 vol. in-8°, Harper and Brothers édit., New-York et Londres, 1933. Du même auteur : *Précoce automne*, *Vingt-quatre heures*, (trad. françaises), le « Cabinet cosmopolite », Stock édit., Paris.

autre époque géologique. Cette crise n'a été nulle part aussi profonde qu'en Amérique. Le témoignage de M. Bromfield revêt ainsi une signification singulière. En dédiant ses Souvenirs à ses fillettes, afin qu'elles sachent quelque chose de leurs origines, il n'a pas seulement écrit un livre pour les siens, un livre de famille, où les images d'autrefois se colorent de nostalgie et prennent le charme irrévocable de l'âge d'or : il a écrit aussi pour la grande famille américaine, et son livre, livre du foyer, des mânes, des pénates, est un document pour le pays.

Cette monographie domestique a enfin pour le lecteur européen un intérêt que ne saurait présenter le plus brillant reportage fait par un étranger. L'étranger ne sort guère de quelques endroits toujours les mêmes. Or, on commence à s'apercevoir du poids que pèse dans le pays cette masse agricole des États du centre, qui se groupent autour des Grands Lacs et de la vallée du Mississipi, dans l'ancienne Louisiane. Ces millions de ruraux, inconnus du touriste, raillés du citadin, ignorés de la littérature, qui ne fréquentent ni les *palaces* ni les plages à la mode, sont pourtant l'élément déterminant du pays, celui dont la voix prépondérante emporte les grandes résolutions. Réduit au désespoir, c'est lui qui fait trembler Wall-Street. Il a fallu apprendre à compter avec ces mouvements agraires, qui font vaciller sur ses bases l'édifice orgueilleux des banques. Lorsque, de cent lieues à la ronde, montés sur leurs vieilles Ford, dix mille cultivateurs se rassemblent pour empêcher l'expulsion d'un des leurs, menacé de vente à l'encan par quelque créancier, le pouvoir apprend à ses dépens que la loi n'est pas la plus forte, ou plutôt qu'il y a un droit qui prime ceux de la finance, le droit de la terre où un homme a versé ses sueurs et dont on ne peut pas plus le dépouiller que de sa chair. Tous les échafaudages de la spéculation viennent se briser devant cette simple réalité. C'est à ce grand procès que nous assistons aujourd'hui. De la solution dépendra l'avenir des États-Unis; le livre de M. Bromfield apporte sur les causes et la nature du drame une lumière qu'on ne trouverait pas dans mille statistiques.

Mansfield, la petite ville dont l'auteur nous raconte l'histoire, et qu'il évite d'ailleurs de désigner par son nom (il l'ap-

pelle simplement la Ville, pour lui laisser un caractère très général), est un chef-lieu de district de l'Ohio, situé à une centaine de kilomètres au sud du lac Érié, à mi-chemin de Pittsburgh et de Chicago, et à la croisée du chemin de fer qui rejoint ces deux villes et de celui qui va de Cleveland à Columbus, la capitale de l'État. Cette ville paraît tout à fait dénuée de monuments et de curiosités. Le guide Baedeker dans son édition de 1904 se bornait à dire qu'elle est située à 400 mètres d'altitude et qu'elle comptait alors une vingtaine de mille âmes (exactement 17350), ce qui n'est rien pour l'Amérique. C'est le trou de province dans toute son horreur, un de ces lieux sans gloire où aucun voyageur n'aura l'idée de s'arrêter, et que les grands express brûlent et raturent de la mémoire. M. Louis Bromfield a donc toutes les raisons de lui garder l'anonymat. Ce qu'il en dit pourrait s'appliquer à cent autres petites villes de l'Illinois, du Kentucky, du Tennessee, de l'Indiana, à une foule d'endroits de ces États du centre ou de l'Amérique moyenne, de ce grand pays du milieu, presque inconnu de l'étranger, qui est le cœur des États-Unis et qu'on appelle le *Middle West*.

Il y a un peu plus de cent ans, cette petite ville n'était encore qu'un village, moins encore, un campement de moins de trois cents âmes en pleine solitude, dans cet immense domaine que le Premier Consul venait d'abandonner au gouvernement fédéral pour la somme dérisoire de quatre-vingts millions, et que celui-ci appelait la Réserve de l'Ouest. Jusqu'alors, ce vaste pays n'était guère parcouru que de quelques aventuriers français et de quelques missionnaires jésuites. C'était encore la forêt vierge de Chactas et des Natchez. En 1814, à l'époque où commence le récit de M. Bromfield, avec l'arrivée de son bisaïeul, le colonel MacDougal, cette première étape finit : il se produit en quelque sorte un relais de l'histoire. Le colon arrive au moment où l'apôtre se retire. L'homme de Dieu pressent qu'il n'y a plus rien à faire pour lui et que cette avant-garde ne présage rien qui vaille : le « monde » suivra, tôt ou tard, c'est-à-dire le diable et son train. Déjà dans la salle de l'auberge où le militaire cause avec le religieux, on voit circuler un de ces *Yankees* de l'Est, un camelot attiré par l'appât du gain et qui cherche à placer sa pacotille chez les colons. Dans cette courte scène, on a déjà les

éléments de la lutte : de 1814 à 1914, on verra grandir peu à peu le pouvoir du marchand, et finalement la Ville l'emporter sur la Terre, l'intermédiaire sur le producteur, les affaires sur le travail et sur l'agriculture, jusqu'à la ruine progressive, au dépècement et à la disparition des champs. Il aura suffi pour cela de trois générations, celles du bisaïeul, du grand-père et du père de l'auteur.

En 1814, le colonel MacDougal se décidait à faire une fin : il venait de se marier, à l'âge de cinquante ans passés, et se retirait pour y vivre en paix le reste de ses jours sur la terre dont le gouvernement lui laissait le choix dans la Réserve de l'Ohio, en récompense des services qu'il avait rendus pendant la guerre. Il avait évacué le dernier la capitale incendiée par les Anglais. C'était un philosophe et un ami de Jefferson. Pendant sa jeunesse, il avait visité l'Europe et connu un Paris « où il n'était pas encore question de Bonaparte et où Voltaire venait de mourir ». Il avait pratiqué la société la plus exquise à l'heure de sa perfection suprême. Peut-être, comme beaucoup de ses contemporains, avait-il compris qu'à un certain point de son progrès, la vie cultivée devient une impasse, et qu'il est bon de revenir à l'existence primitive; peut-être l'abus des plaisirs et des délicatesses l'avait-il conduit comme tant d'autres à la satiété et au dégoût. En tout cas, il ne pouvait plus souffrir la compagnie des marchands de la côte et cette société d'épiciers et de philistins, occupés de gros sous; et il s'en allait au désert, pour y mener au milieu de gens simples une existence frugale, digne d'un sage et d'un homme libre.

En somme, c'était le type de ces idéologues et de ces philanthropes à la mode du XVIII^e siècle, un de ces disciples de Jean-Jacques, qui avaient la tête pleine d'utopies et de Salentes, un de ces hommes qui parlaient de retour à la nature, et prétendaient donner à la vie une chance nouvelle, la recommencer sur de nouveaux frais, prendre ce qu'on appelle *a fresh start*. Depuis l'origine, il y a eu dans le phénomène américain cette mystique de nouveauté, de jouvence, de libération, cette idée qu'on pourrait enfin dépouiller le vieil homme et renaître dans des conditions que ne connaissait plus l'usure du vieux monde : c'est là la vraie richesse, le merveilleux Eldorado que promettait le jeune continent.

C'était comme une dernière carte réservée par la Providence, et qui permettait à l'homme de gagner la partie perdue, la partie de sa destinée. En fondant sa maison, qui n'était d'abord qu'une loge de bois, au sommet d'une colline défrichée par ses mains à quelques milles du camp occupé par le *settlement*, le colonel nourrissait-il vraiment l'illusion de fonder la colonie modèle, la démocratie pastorale dont avait rêvé le siècle de Rousseau, de Gessner et du patriarche de Ferney? Peut-être était-il trop clairvoyant pour être dupe d'une pareille chimère. Dans le fond, peu lui importait de faire ou non des prosélytes. Il lui suffisait de créer un monde à son usage, un petit univers complet, un îlot pouvant subsister par ses propres ressources, où il fût maître de vivre à sa guise et sans dépendre de personne.

Le colonel vécut jusqu'à un âge très avancé et mourut presque centenaire à la veille de la guerre de Sécession. Sa tombe, qu'il se fit creuser dans son jardin, porte ces deux dates : 1763-1861. Sa femme lui donna trois filles, dont la dernière naquit lorsqu'il avait soixante-dix ans. Presque toutes héritèrent de sa prodigieuse longévité. La cadette, Marie, épousa vers 1850 un jeune homme appelé Ferguson, d'origine écossaise, qui, après quelques années d'aventures à Panama et à San Francisco, rescapé de la fièvre, des naufrages et des *placers* de Californie, était entré comme ouvrier dans la maison du colonel. Tel Jacob épousa Rachel, la fille de Laban. Le jeune couple fut marié selon la coutume d'Écosse, non pas à l'église du village, mais dans la maison paternelle, sous le joug des bœufs, Buck et Perry, qui avaient amené trente-quatre ans plus tôt la mère de famille et pendant six semaines tiré son chariot sur les pentes des Alleghanys ; ces animaux avaient été ensevelis avec honneur dans un coin du domaine comme de vieux serviteurs.

Dans l'enfance du petit Johnny (c'est ainsi que se désigne dans son livre M. Bromfield) bien des choses avaient déjà changé : la ferme n'était plus aux environs de 1900 ce qu'elle avait été un demi-siècle plus tôt, au temps du colonel et des grands-parents Ferguson. Mais la grand mère survécut jusqu'en 1905 (son mari, le vieux Jamie, ne mourut qu'en 1916) et tant qu'elle fut là, il subsista quelque chose de l'esprit de l'aïeul.

Les dernières traces des origines n'avaient pas disparu. Le cadre était encore debout. C'était toujours la vieille case qu'avait construite le colonel, mais agrandie, avec des rallonges en tous sens pour les accroissements successifs de la famille. Un croquis répété sur les feuilles de garde du volume, nous montre la maison en équerre, la cour encadrée des étables, des écuries et des remises, le verger aux arbres en choux-fleurs, le ruisseau qui limite ce pays enchanté : c'est le plan du Paradis terrestre. L'auteur ne se lasse pas de nous décrire chacune des pièces, le salon avec ses chromos de *la belle Pocahontas* et du *Voyage du chrétien*, le cabinet noir du colonel, rempli d'un capharnaüm de curiosités, de fossiles, d'herbiers, et de pointes de flèches en silex, que pillaient les brigands d'enfants, et qui, de dimanche en dimanche, retournaient, dans leurs jeux, se perdre une à une dans les champs, la cuisine succulente, l'office obscur et embaumé comme une sacristie.

Il y avait encore la tante Jane, celle qui habitait le « château » : une extraordinaire bicoque à fenêtres gothiques, à clochetons et à tourelles, image du caractère extravagant de leur propriétaire, et la tante Suzanne, et je ne sais combien de cousins et de cousines, et comme ces dames ne mouraient jamais, et qu'elles avaient eu chacune une douzaine d'enfants, qui proliféraient à leur tour, le petit Jeannot (ou plutôt M. Bromfield) se souvient d'une enfance entourée d'une tribu de géants, doués du privilège d'une durée interminable, et auxquels l'ancêtre avait légué, avec sa stature colossale, une fougue surhumaine et un pouvoir d'immortalité. C'était le carré de la vieille Garde, des gens qui ne se rendaient pas. Tout avait beau changer autour d'eux, rien n'y faisait, rien ne mordait sur ce peuple éternel. Une des pages les plus saisissantes du livre est celle des cent ans de Sapphira. Vers 1817, cette fillette de douze ans avait fait la route à pied, avec la caravane qui amenait du Maryland la femme du colonel, ramassant dans son tablier tout le long du trajet des cailloux et des fleurs. Elle avait traversé ainsi le reste de sa longue vie, sans cesser d'amasser et de devenir de plus en plus riche. En 1903, centenaire, après quarante ans de veuvage, elle célébra son anniversaire, qui était presque celui de la colonie, dans un vaste festin où elle convoqua tous les siens et les

enfants de ses petits-enfants jusqu'à la cinquième génération. Un siècle de l'Amérique venait s'asseoir à son foyer :

« Quatre tables d'une longueur immense dressées sous les ormes de la pelouse réunissaient ce jour-là la postérité de Jorge et d'Elvira van Essen. Si l'on eût été au complet, c'eût été une tablée de quinze cents personnes, mais plus des deux tiers s'excusèrent ; il y en avait d'épars jusqu'en Californie, d'autres fixés à Washington ou dans l'Oregon, quelques-uns en Europe ; un arrière-petit-fils, à la tête de cinq enfants, était consul à Singapour. Il y avait des Patterson, des Butterworth, des Willington, des van Essen, des Jones, des Mac Donald, tous honnêtes gens, bien posés, depuis l'un qui était chaudronnier, jusqu'au fils aîné de la vieille, ancien membre du Congrès, et à son petit-fils, sénateur de l'Ohio. Rien que de son sang, ils n'étaient pas moins de cent quatre-vingt-six ; ils n'avaient pas mal travaillé, les patriarches, Jorge et Elvira. De leur postérité, ils laissaient derrière eux de quoi peupler une ville.

« Pour le repas, on avait sacrifié trois bœufs, cinq moutons et une quantité incalculable de volailles, rôtis avec du maïs et des pommes de terre sur les cendres d'un feu fait de plusieurs troncs d'arbres. Le service était fait par les filles de Sapphira, par ses petites-filles et les filles de celle-ci. On avait même réservé une place auprès de la vieille dame pour un arrière-arrière-petit-fils de onze ans, au haut bout de la table d'honneur.

« Sous les arbres, autour des feux, se rencontraient les oncles et les tantes, les cousins, les neveux, les nièces, une foule d'enfants et de petits-enfants qui ne s'étaient jamais vus et dont beaucoup, la veille encore, ignoraient mutuellement leur existence. Une seule personne de la société connaissait tout le monde, c'était Eben, le fils de Sapphira, l'ancien membre du Congrès ; âgé de quatre-vingt-deux ans, la famille était son *dada*, et il possédait un registre où il tenait à jour la généalogie des siens.

« Enfin, quand tout fut prêt, et les rôtis à point, la centenaire, escortée de son fils, parut sur le seuil de la maison.

« C'était une toute petite vieille, pas plus grosse qu'une mauviette. Vêtue de cramoisi (car elle détestait le noir), elle arborait un chapeau couvert de sequins et harnaché de plumes d'autruche... A la vue de ce vieux fantôme, Johnny demeura muet de saisissement et serra plus fort la main de son père. Près de lui quel-

qu'un disait : « Eh ! elle est encore un peu là, la vieille, pour ses cent ans », et une autre voix répondit : « Sans elle, nous voilà cent quatre-vingt-six qui ne serions pas ici. » Une acclamation s'éleva. Elle s'arrêta un moment, comme surprise, jeta un regard autour d'elle, appuyée sur sa canne. Alors elle comprit et sa vieille figure s'éclaira. Elle sourit et levant sa canne comme un sceptre, avec le geste d'une vieille reine, elle l'agita doucement en signe de bienvenue et de bénédiction sur toute la descendance de Jorge et d'Elvira. Alors une voix entonna « *Auld Lang Syne* », que tout le monde reprit en chœur, et on se dirigea vers les tables... »

Cependant, à l'heure où se passait cette scène admirable, c'en était fait depuis longtemps de cette ancienne Amérique agricole et patriarcale. Elle n'était déjà plus qu'une épave, un souvenir aussi désuet que les bergeries galantes de l'*Astrée* et de la *Reine des fées*. On se rappelle ce colporteur, appelé Bentham, arrivé en même temps que le colonel Mac Dougal pour écouler sa camelote dans la colonie naissante. Ce parasite avait grandi avec la colonie. Longtemps celle-ci était demeurée un village, puis un bourg, un marché pour l'échange des produits de la région. Le petit bazar de Bentham avait végété modestement pendant cette période. Puis était survenue la construction du chemin de fer, avec une première vague d'émigrants irlandais, terrassiers ou manœuvres. Ce furent des clients du bazar. Mais le chemin de fer apportait avec lui les pratiques et les idées des affairistes de la côte. Les colons avaient fui la « civilisation » ; elle les rattrapait. La vapeur sur ses roues de feu et de fumée apportait dans ce pays agreste ses machines et ses industries. Pour alimenter ses usines, le commerce allait pomper dans les parties les plus misérables d'Europe, les mines de Silésie, la Bohême, la Pologne, les Balkans, une main-d'œuvre qu'amenaient dans leurs cales les paquebots de Hambourg, un rebut d'humanité lugubre qu'on jetait au Baal des forges et des manufactures, aux fonderies et aux métiers qui ne s'arrêtaient ni jour ni nuit, et qui venait crever dans les taudis de famine et de tuberculose. Qu'importait, puisqu'il en venait toujours, et que le Nouveau-Monde dévorait moins vite ces malheureux que l'Ancien ne se hâtait d'en fournir ? Ce prolétariat vivait dans un enfer de vice,

d'ordure et de désespoir, que n'avait jamais égalé la condition des esclaves, quand la traite jetait aux planteurs leur provision de bois d'ébène. Qu'importait, si les Gould, les Astor et les Vanderbilt édifiaient sur cette oppression leurs monstrueuses fortunes, si les patriens de la V^e Avenue élevaient toujours plus haut leurs tours de dollars, les gratte-ciels leurs châteaux de cartes, et si « un Frick pouvait meubler à sa guise son palais de Vermeer et de Fragonard » ?

Cette époque fut l'âge d'or de Bentham. Le petit-fils du boutiquier était devenu peu à peu le propriétaire d'un grand magasin. La ville prospérait et la campagne déperissait. Les commerçants faisaient fortune et le producteur s'endettait. Tout coûtait de plus en plus cher, excepté le grain qu'il cultivait. Les bouchers devenaient opulents, et l'élevage ne rapportait rien. Le drapier était millionnaire, et la laine se vendait à vil prix. La terre ne nourrissait plus son homme. Pour parer aux mauvaises années, on avait été obligé de recourir aux hypothèques. La mévente se prolongeant, on ne pouvait même plus payer les intérêts de l'emprunt. Alors, c'était la catastrophe. L'une après l'autre, les familles des anciens colons, qui avaient créé le pays, se voyaient chassées de leurs terres déjà souillées par le voisinage des usines et l'haléine de la suie, et qui devenaient la proie de l'agio et de la spéculation. La ville avait vaincu. Le camelot triomphait.

Tel est le drame que nous raconte le beau livre de M. Bromfield, et il me semble qu'il éclaire ce qui se passe sous nos yeux beaucoup mieux que ne font les meilleures enquêtes, qui n'ont pris leurs informations que dans les journaux de New-York et les bureaux de Washington : ce n'est pas là qu'est la clef de la crise. Écoutons encore M. Bromfield :

« Ces oncles et ces tantes étaient également pleins de préjugés et d'énergie, et le spectacle qu'il lui donnèrent pendant toute son enfance devait expliquer dans la suite à Johnny plus d'un trait de la vie et du caractère américains. C'était des gens de tête, parfaitement équilibrés, passionnément vivants, incultes au sens académique, mais avec des trésors d'expérience et de sagesse pratique. On les aurait crus pleins de bon sens, mais à la réflexion, rien ne paraissait moins vrai. Leur physique trompait. En réalité, avec des airs de sens commun, c'étaient

d'incorrigibles romantiques, et la mère de Johnny plus que tous les autres. L'épargne, la prudence, le calcul ne sont pas, quoi qu'on dise, des qualités des « marches », et fils des « marches », ils l'étaient dans le sang, par la tradition et par toute l'expérience de leur vie. Si les hommes qui ont conquis les déserts de l'Amérique avaient été des boutiquiers circonspects et timorés, l'Amérique serait encore un désert. S'ils avaient eu du sens commun, soigneux avant tout d'entasser des dollars dans la doublure de leurs matelas, ils ne se seraient pas risqués à mener la rude vie du front. L'énergie, l'endurance, le ressort et une pointe de romanesque, telles sont les vertus qu'ils avaient, en veux-tu ? en voilà. Rien du bourgeois ni du paysan. Il y a peu de choses plus différentes que le paysan sédentaire du type européen et le fermier américain du temps de Jamie Ferguson.»

Au fond de nos idées sur l'Amérique, il y a une méprise. Nous ne voyons que la façade, la Babel gigantesque qui étourdit le voyageur arrivant par l'estuaire de l'Hudson : ce décor nous cache tout le reste. Nous prenons l'Amérique pour un monde où le dollar est roi, où la mesure du mérite, du talent, de la puissance, du prestige est le chiffre d'un compte en banque et un total plus ou moins grand de milliards et de millions. Tout le pays ne nous paraît plus qu'une vaste usine à faire de l'or. Or, pour les hommes et les femmes de la race du colonel, cette ploutocratie de trafiquants et de politiciens est proprement la bête noire. Toute la famille du « petit Johnny », tous les exemples qu'il a eus sous les yeux, sont ceux d'un monde où l'argent n'était pas le premier des biens, et venait même en dernière ligne dans l'ordre des préoccupations, comme une chose mercantile et une commodité méprisable ; personne n'aurait eu l'idée de se tuer de peine pour si peu. On connaissait une foule de choses préférables à la fortune, un trésor de richesses bien supérieures à la richesse, un luxe de liberté que n'eût pas payé tout l'or du monde. Pour les gens de cette espèce, bien campés sur la terre qui leur appartenait, les parvenus du type Bentham faisaient toujours l'effet de nouveaux riches ; leur argent ne leur ôtait pas une tache de vulgarité. Cette roture était l'ennemi.

En deux mots, pour les hommes de l'Est, assis aux comptoirs de la côte, l'Amérique n'était en effet qu'une affaire, et la pros-

périté un signe de la bénédiction divine. Pour les autres, elle était une entreprise de noblesse. Ceux-ci avaient pour les premiers la nuance de colère et de dédain que le front, pendant la guerre, nourrissait pour l'arrière et le combattant pour l'embusqué. C'était une race de plein air, des gens qui aimaient leurs condées franches, qui se moquaient de l'opinion et ne savaient s'accommoder d'aucune servitude. La terre leur semblait le seul objet digne des soins d'un homme libre : mais ils la chérissaient d'une manière à eux, bien différente de l'instinct charnel, de la passion tenace et de la jalousie avare qui attachent au sol le paysan français : elle n'était pour eux que la mère de l'abondance et surtout la condition de leur indépendance. C'étaient de grands aristocrates, des gens qui ne courbaient la tête devant qui que ce fût, et qui, dans la vie, recherchaient avant tout une certaine dignité de la personne et du travail. C'étaient de fiers originaux, maniaques et souvent baroques, mais qui ne ressemblaient pas à tout le monde. Ils n'étaient pas faits en série. Ils avaient une idée de la valeur qui ne se chiffrait pas en billets. Ils savaient vivre. Ils représentent une Amérique dont l'idéal n'était pas encore de se conformer au pharisaïsme et aux dogmes du troupeau. C'étaient des fanatiques de la personnalité.

Ce sont ces hommes et ces femmes qui ont fait l'Amérique, en lui donnant l'intérieur, les ressources d'un continent, les inépuisables trésors de ce grenier du monde, au lieu de la frange sans profondeur de la Nouvelle-Angleterre : et c'est cette fortune que les États de l'Est, après en avoir dépouillé ceux qui la produisaient, sont arrivés à compromettre par l'orgueil, la démenche et le mépris téméraire de toute réalité. Ils ont ruiné la terre au profit de la machine, et voilà que la machine à son tour se détraque; elle tombe en pièces sur la terre épuisée. « Patience! répétait le grand-père du petit Johnny. Vous verrez où ils nous mèneront, vos banquiers et vos hommes d'affaires. » Et, tandis qu'il assistait à l'agonie de sa maison, le vieillard murmurait encore : « Il viendra tôt ou tard le jour de régler les comptes. Le pays s'apercevra qu'il a plus besoin de fermiers que de commis-voyageurs, et qu'une nation n'existe qu'autant qu'elle s'appuie sur la terre. Mais il en coûtera cher avant d'en venir là. Il faudra payer le diable pour faire cette découverte. »

L'oracle du vieux se réalise : voici l'heure du règlement de comptes ; c'est la faillite d'un système, la liquidation d'une erreur. Des deux traditions de l'Amérique, laquelle l'emportera ? Il faut opter, de même que la grande voix d'Emerson proclamait en 1866 son dilemme fameux : « Il faut abolir l'esclavage ou abolir la liberté. Choisissez. » Les vœux de M. Bromfield sont clairs : il est le petit-fils d'un homme pour qui « la ville représente une certaine idée de vice et de contamination », et pour tout dire, de péché. Il y a toujours chez lui, à défaut de foi religieuse (cette corde, comme à tous les siens, lui manque étrangement), quelque chose de la mystique de Rousseau, de la vieille utopie spartiate et bucolique, qui a fait soupirer tant de fois le *O fortunatus* du poète de Mantoue.

Ce que l'Amérique paie aujourd'hui, selon lui, c'est ce qui faisait son orgueil et ce qui l'a tant fait admirer dans le monde (et a pensé empoisonner le monde en même temps qu'elle), le *business*, le *Big Business*, le démon, le vertige, la folie des affaires. Comme son aïeul le colonel, il pense que dans le désordre et le marasme présents, les champs sont le remède, la guérison, le moyen de « faire son salut ». Il songe que les plus grandes pensées de l'Amérique lui sont venues toujours de ce milieu dont il est lui-même, de ces fermiers du *Middle-West*, dont le modèle est ce héros, Lincoln. Comme au temps de la Guerre civile, il lui semble que la crise n'est pas tant une crise économique, que de valeurs spirituelles. Il dirait volontiers : « La République sera noble, ou elle ne sera pas. » Mais on peut croire que sur ce terrain l'accord n'est pas si difficile. Ce n'est pas seulement dans l'Ouest (et M. Bromfield le sait bien) qu'on trouve cet esprit d'aventure, ce dédain du terre-à-terre, qui poussait les pionniers toujours ailleurs, toujours plus loin, et les obligeait à courir là-bas, jusqu'au bout de l'horizon, embrasser « le pied de l'arc-en-ciel ».

LOUIS GILLET.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA TRANSMUTATION DES ATOMES

La chimie classique, celle qui a été fondée par le génie de Lavoisier, nous a habitués à la connaissance des *corps simples*, matériaux indestructibles et immuables, dont tout ce qui nous entoure est composé; on en connaissait ou on en supposait une vingtaine du temps de Lavoisier; nous avons aujourd'hui de bonnes raisons de penser qu'il y en a quatre-vingt-douze, tous connus à deux ou trois exceptions près. Le sol de notre planète est le réservoir unique d'où nous pouvons les tirer, mais nous avons la presque certitude que dans tout l'univers il n'y a rien d'autre que ces quatre-vingt-douze éléments; les mystérieuses pierres tombées du ciel ne nous ont rien apporté de nouveau, et l'analyse de la lumière des astres ne nous fait pas soupçonner l'existence d'un élément qui ne se trouve pas dans les vitrines des chimistes. L'univers matériel le plus lointain est déplorablement dénué de diversité.

L'atomisme, vieux comme le monde, mais scientifiquement né avec Dalton, n'a fait que préciser cette notion de corps simples. Il y aurait quatre-vingt-douze espèces d'atomes, irréductibles les uns aux autres, qui se combinent entre eux d'une infinité de manières diverses, formant les innombrables composés qu'étudient les chimistes; l'homme et la nature seraient également incapables de créer, de détruire ou de transformer un seul de ces atomes. L'univers matériel serait composé d'un nombre déterminé d'atomes de chaque espèce, et

ce nombre ne pourrait subir, soit spontanément, soit par artifice, aucun changement.

Sous cette forme rigide, la doctrine des corps simples condamne toute idée de *transmutation* d'un corps simple en un autre : le rêve des alchimistes cherchant à transformer un métal en un autre, à faire de l'or avec un métal vulgaire, plomb ou mercure, serait une pure absurdité. Faut-il aujourd'hui réformer ce jugement ? Du point de vue du chimiste, pour qui rien n'existe qui ne se révèle par la balance ou le précipité, à plus forte raison pour le technicien ou le financier rien n'est changé à la chimie classique. Pour ces diverses catégories de personnes, *un* atome est absolument sans réalité ; il en faut des milliards de milliards pour que quelque chose existe réellement, autrement que dans l'imagination des physiciens. De leur point de vue, il n'y a pas lieu de reviser le procès des alchimistes.

Mais depuis le temps de Lavoisier, une nouvelle science est née, dont les méthodes, les moyens d'expression, les résultats, diffèrent complètement de ceux de la chimie, bien que les deux sciences aient pour but l'étude de la matière. On peut, à cette science nouvelle, donner le nom d'*atomistique expérimentale*. On y révèle et on peut y étudier *un* atome séparé, ou quelques unités. Pour cette science, le dogme de l'invariabilité de l'atome, de l'impossibilité de la transmutation, ce dogme est une erreur. Je veux dire ici ce qui est acquis dans ce domaine nouveau.

DE QUOI L'ATOME EST-IL BÂTI ?

De quoi l'atome est-il composé ? La question n'aurait aucun sens si l'atome était, comme le veut l'étymologie, vraiment *insécable*, indécomposable en éléments plus simples. La physique moderne a complètement abandonné cette hypothèse ; il suffit d'ouvrir un des périodiques scientifiques consacrés à la physique pour voir qu'une des principales occupations de nos physiciens est de disséquer l'atome et de voir de quoi et comment il est composé.

La première lueur sur cette question provient de la constatation suivante : de toute matière on peut *extraire* de l'électricité ; et comme toute matière est formée d'atomes, on peut

en conclure, par une généralisation un peu hardie, que tout atome contient, comme élément constituant, de l'électricité. Les vieilles expériences sur l'électrisation par frottement auraient pu faire naître cette idée : en frottant de l'ambre sur un morceau de drap, on électrise les deux corps ; les charges électriques ainsi libérées, d'où proviennent-elles ? Ou bien elles ont été créées de toutes pièces, ou bien on les a extraites de la matière.

La seconde hypothèse, qui est la vraie, était confusément celle des précurseurs au XVIII^e siècle ; plus tard, l'idée de la matérialité de la charge électrique semble avoir subi une éclipse, mais l'étude approfondie de l'électricité dans les gaz ne laissa plus aucun doute : d'un gaz pur, sans aucun corps étranger, on peut extraire, en quantités énormes, de l'électricité ; de chaque atome de matière on peut extraire un ou plusieurs atomes d'électricité négative, tous identiques entre eux, qu'il faut considérer comme un des éléments communs à tous les atomes de matière. Il a bien fallu donner un nom à cet être si universellement répandu : on l'a nommé *électron*. Naturellement, l'atome qui a subi cette amputation en a été quelque peu modifié ; sa masse a été à peine diminuée, mais il se trouve électrisé positivement ; il a acquis ce que l'on peut appeler l'activité électrique qu'il n'avait pas, en même temps que ses activités chimiques ont été profondément modifiées, parfois même complètement annulées. Cet atome est devenu un *ion*. L'atome le plus simple, celui d'hydrogène, perdant un seul électron, donne l'ion positif le plus simple, ou *proton*, ayant la même charge électrique que l'électron, mais de signe inverse, avec une masse beaucoup plus grande.

Nous voyons déjà que l'atome n'est pas *insécable*, puisqu'on a réussi à le couper ; mais la facilité même avec laquelle se fait et se défait cette coupure nous montre qu'elle ne porte que sur des éléments superficiels. Prenons un métal vulgaire, le plomb par exemple. Il est très facile d'ioniser les atomes de plomb, et d'obtenir ainsi d'autres atomes ayant des propriétés différentes ; mais cette transformation ne fait pas apparaître un seul atome d'un autre métal ; si l'atome ionisé reprend l'électron qu'il a perdu, nous retrouverons le métal plomb. Une image, qui a passé dans la langue scientifique, s'impose : la partie centrale, le *noyau* de l'atome est resté inaltéré ; nous

n'avons agi que sur sa partie superficielle. La doctrine de l'atome intangible n'a besoin que d'une légère retouche : la façade, visible du dehors, est à notre portée ; nous pouvons changer son aspect ; mais l'intérieur échappe à notre action et reste immuable.

On en serait sans doute resté là, si la nature ne nous avait offert, dans les corps radio-actifs, à la fois des exemples flagrants de transmutation vraie et des moyens d'action pour transformer les autres atomes.

LA TRANSMUTATION SPONTANÉE DES CORPS RADIO-ACTIFS

Car c'est bien une véritable transmutation que subissent spontanément les corps radio-actifs, et c'est à cette extraordinaire transformation qu'ils doivent leurs extraordinaires propriétés. Chacun de ces corps est bien un corps simple, avec toutes les prérogatives que les chimistes attachent à cette qualité ; la plupart d'entre eux sont des métaux, quelques-uns connus depuis longtemps, mais il en est aussi de gazeux, liquéfiables à basse température comme le sont tous les gaz. Mais chacun de ces corps se *transmute* spontanément en un autre, sans même que nous puissions agir en quoi que ce soit sur cette transformation. Selon les corps, la transformation est plus ou moins rapide, de sorte que chaque atome a une durée de vie moyenne plus ou moins courte. Il en est dont la transformation est pratiquement complète en une petite fraction de seconde, de sorte que leur existence nous échapperait s'ils ne se reformaient par décomposition d'un père moins fugace ; il en est d'autres dont la vie moyenne est extraordinairement longue, tels l'uranium qui subsiste, en moyenne, pendant quelques milliards d'années. Le radium, le plus connu et le plus actif de tous ces corps, occupe un juste milieu : il est réduit à la moitié en mille cinq cent quatre-vingt-dix ans.

Dans le langage de l'atomistique, nous dirons que, de temps en temps, un atome de radium se décompose et se transforme en autre chose. Sur cette transformation, les causes extérieures n'agissent pas ; c'est un phénomène interne inconnu de nous qui le provoque, et rien ne nous permet de dire que tel atome plutôt que tel autre explosera dans la seconde qui va venir ;

nous n'observons qu'un effet statistique. Prenons une petite quantité de radium, ou plutôt d'un de ses sels (car l'état de combinaison ne change en rien les phénomènes dont nous parlons), contenant un milligramme de métal radium. Bien qu'un milligramme ne soit pas un bien grand poids (il y en a cependant, dans le cas du radium, pour un millier de francs), le nombre d'atomes qu'il renferme est immense; on l'exprimera en écrivant le chiffre trois suivi de dix-huit zéros. Dans chaque seconde un certain nombre de ces atomes font explosion; nous dirons, pour masquer notre ignorance des causes, qu'ils sont « pris au hasard »; mais cette ignorance ne nous empêche pas de faire le compte de ces accidents, de même que l'on connaît le nombre des décès survenus dans une ville pendant une année, même si l'on ignore les causes des décès. Nous trouvons que, dans notre milligramme de radium, 40 millions d'atomes se transforment dans chaque seconde, et les choses continuent ainsi, sans rémission. Naturellement, le nombre d'accidents dans chaque seconde diminue à mesure que décroît le nombre d'atomes non transformés, de même que dans un pays qui se dépeuple le nombre quotidien des décès va en diminuant; mais dans le cas du radium le nombre des atomes à transformer est si grand qu'il faudra environ 16 siècles pour que la moitié du précieux métal ait disparu.

J'ai pris comme exemple la transmutation du radium; les autres transformations de corps radio-actifs se font d'une manière analogue. Cela se termine par la production de corps simples ordinaires, n'ayant plus rien de l'activité de leurs ancêtres : un gaz léger et inerte, l'hélium, et un métal vulgaire, le plomb. Le gaz s'est échappé; c'est en « un plomb vil » que s'est changé, dans le court espace de quelques siècles, le radium, bien autrement précieux que l'or.

Dans tout ceci, le grand fait nouveau est la transmutation spontanée des atomes. Toutes ces transformations, auxquelles nous ne pouvons rien, se font dans le sens de la simplification; chaque atome qui se transforme perd quelque chose, mais cette perte n'est plus dans les couches superficielles, la perte est définitive, et nous ne voyons pas se produire la transformation inverse; en reprenant la même image que tout à l'heure, nous dirons que la transformation a été faite *dans*

le noyau, dans ces couches profondes que nos moyens ne nous permettaient pas d'atteindre.

Cette expulsion de quelque chose existant dans le noyau ne se fait pas sans fracas. Ce que l'atome perd est projeté avec violence, et c'est cette projection qui donne aux corps radio-actifs leurs propriétés si curieuses, si redoutables même, si on en manie sans précautions des quantités un peu importantes. Ces particules, débris de noyaux d'atomes, sont projetées avec de telles vitesses qu'elles se propagent en ligne droite et peuvent traverser des épaisseurs plus ou moins grandes des divers corps; leur étude est du plus haut intérêt pour nous faire connaître les éléments constitutifs de ces parties profondes de l'atome, sur lesquels, par ailleurs, nous ne savions rien. Or nous y retrouvons des atomes d'électricité négative, des électrons, que nous avons déjà rencontrés dans la partie extérieure de l'atome; projetés avec des vitesses qui approchent de celle de la lumière, ces électrons constituent les *rayons bêta* émis par les corps radio-actifs. Mais nous trouvons aussi une autre catégorie de projectiles, constituant les *rayons alpha*; ce sont encore des particules électrisées, mais en sens inverse, et avec une masse bien plus grande, plus de sept mille fois, que celle de l'électron. Cette *particule alpha* n'est autre qu'un atome d'hélium ionisé; quand elle a perdu sa vitesse et retrouvé les deux électrons qui lui manquent pour devenir électriquement neutre, elle n'est autre que l'atome inerte de gaz hélium, et c'est de là que provient l'hélium dégagé spontanément par le radium, très lentement mais cependant en quantité suffisante pour faire éclater la petite ampoule de verre mince où l'on a enfermé un peu du corps radio-actif.

On voit, par ces trop rapides indications, quelle a été l'importance de la découverte et de l'étude des corps radio-actifs. Du point de vue qui nous occupe, elle nous a appris que la transmutation des atomes n'est pas une absurdité, puisqu'elle se produit spontanément dans certains cas; la nature nous donne un exemple qu'il n'est pas ridicule d'essayer de suivre. Mais en même temps, les *rayons alpha* nous donnaient un moyen d'action incomparable pour agir sur les atomes, et c'est par eux que des transmutations artificielles commencent à être obtenues. Elle nous donnait aussi, par l'étude de ce que perd

l'atome dans ses désintégrations spontanées, des renseignements précieux sur ce que contient le noyau de l'atome; on devine en partie ce qu'il peut être en examinant ce qui en sort. Enfin, la radio-activité nous a donné le moyen de déceler un seul atome isolé, d'en suivre les mouvements, de le peser, et a ainsi ouvert la voie à une véritable science nouvelle.

L'ATOMISTIQUE EXPÉRIMENTALE

Parler des atomes n'est pas une habitude nouvelle, mais jusqu'à une époque récente on parlait d'eux sans avoir pu isoler l'action de l'un d'eux séparé des autres. On les connaissait comme formant un peuple innombrable, on les ignorait comme individus séparés. La grande nouveauté en physique a été la possibilité de déceler *un* atome isolé, de suivre son mouvement, d'étudier les dégâts qu'il peut produire dans sa course. On ne connaissait les atomes que comme matière à statistique; on les connaît maintenant d'une manière individuelle, en quelque sorte personnelle. Cette science nouvelle est encore un cadeau de la radio-activité; et c'est après sa fondation que la possibilité de la transmutation artificielle des atomes a pu être entrevue.

A vrai dire, c'est seulement l'atome en mouvement rapide, l'atome-projectile, que nous pouvons individuellement saisir; l'atome isolé au repos nous échappe et nous échappera sans doute toujours, perdu au milieu d'un trop grand nombre d'autres; mais quand il est lancé avec une grande vitesse, comme le sont les éléments atomiques éjectés par l'atome radio-actif au moment où il se transforme, nous pouvons le saisir.

C'est d'abord, de la manière la plus simple, par la lumière jaillie du choc du projectile contre certains corps qu'on a pu déceler l'effet d'une seule particule. Certains corps phosphorescents, exposés au « rayonnement alpha » que les corps radio-actifs émettent spontanément, deviennent lumineux. Peu de temps après la découverte de la radio-activité, Crookes remarqua que cette luminosité se compose d'étincelles séparées, qui donnent un aspect continu, si elles sont très nombreuses et très rapprochées. En en réduisant le nombre, ce qui est facile en prenant un faisceau de rayons peu

intense, on arrive à compter les étincelles qui jaillissent dans le champ visuel. L'idée fut émise, et plus tard reconnue exacte, que chacune de ces lueurs décelait l'arrivée d'un des atomes-projectiles dont l'ensemble constitue le faisceau de rayons alpha. Ce fut le premier effet, directement constaté, produit par une particule atomique séparée.

Plus tard, la belle expérience de Wilson, « la plus belle expérience de la physique contemporaine », a-t-on dit probablement avec raison, vint donner le moyen de voir la trajectoire de ces projectiles, et non plus seulement de saisir leur arrivée au but. L'atome-projectile, tout le long de sa trajectoire, choque violemment les molécules qu'il rencontre, sans que sa course en soit grandement modifiée, si ces chocs ne sont pas trop nombreux; chacun de ces chocs imprime quelque modification à la molécule qui l'a subi, et si l'on dispose d'un moyen pour déceler les particules ainsi atteintes, on pourra déterminer la trajectoire de l'atome-projectile, à peu près comme l'on peut reconstituer la trajectoire d'une balle de fusil en examinant des dégâts qu'elle a produits. La très belle idée de Wilson est d'utiliser la propriété que possèdent les ions produits par le choc de favoriser la condensation de la vapeur d'eau.

Sans entrer ici dans le détail technique de l'appareil, disons que la trajectoire de chaque projectile atomique se trouve marquée par un trait blanc, qui rappelle l'effet de ces obus traceurs qu'emploient parfois les artilleurs pour étudier la trajectoire de leurs projectiles. C'est une chose vraiment impressionnante que de voir, dans la « chambre de condensation » de Wilson, les trajectoires en éventail des projectiles invisibles lancés, comme par une batterie de mitrailleuses, par une parcelle d'un corps radio-actif. Mais bientôt les trajectoires s'effacent par évaporation, et peuvent être remplacées par d'autres; l'œil se fatigue à les suivre; le cinématographe est tout indiqué pour les enregistrer. Sur chacune de ces trajectoires, des particularités intéressantes peuvent être remarquées. La longueur du trajet effectué avant l'arrêt du projectile donne une idée de sa vitesse initiale. Parfois, un choc particulier montre la formation d'un second projectile, analogue à un caillou frappé par une balle. L'action d'un champ électrique ou d'un champ magnétique pourra courber la tra-

jectoire et montrer si le projectile était électrisé, et comment il l'était. En un mot, l'étude du petit trait de brouillard apprendra au physicien averti une infinité de choses sur la nature du projectile qui l'a produit, et c'est peut-être là le plus délicat moyen dont on dispose pour l'étude des atomes-projectiles.

Mais il y en a d'autres. L'ion produit par choc peut se manifester aussi par ses propriétés électriques. Soumis à une action électrique, il devient projectile à son tour, brise d'autres atomes, et ainsi de suite; en un temps presque infiniment petit, l'action déclenchée par un seul projectile se traduit par un effet suffisant pour faire fonctionner un de nos appareils d'observation, pour faire entendre un bref craquement dans un téléphone ou dévier l'aiguille d'un galvanomètre. C'est le principe du « compteur d'ions »; si l'on en approche une trace d'un corps radioactif, on peut *entendre* le passage de chaque projectile; l'oreille les perçoit séparément si le corps émetteur est placé loin; ils se rapprochent jusqu'à former un roulement continu si les projectiles envoyés au but sont plus nombreux.

J'ai entraîné le lecteur un peu loin de la transmutation; il fallait bien lui faire connaître les moyens, qui ne ressemblent en rien à ceux de la chimie classique, dont dispose le physicien pour suivre des transformations portant *sur* quelques atomes seulement.

BOMBARDEMENT ET TRANSMUTATION

Nous avons vu le choc des projectiles atomiques, en particulier de ces *rayons alpha* qui ont la plus grande énergie cinétique, produire des dégâts sur les atomes, en leur enlevant quelques électrons de leur couche extérieure; mais rien n'avait montré une action sur la partie centrale, sur le noyau de l'atome. On serait tenté de comparer cette action superficielle à celle d'un projectile qui, atteignant un homme, enlèverait sa coiffure ou un peu de ses vêtements, dommages facilement réparables, sans lui avoir fait aucune blessure. N'est-il pas possible, par le même procédé, d'obtenir une action plus profonde, ayant pour effet une véritable transformation d'un atome en un autre atome, appartenant à une autre espèce

chimique? On peut dire aujourd'hui, à la suite de recherches de plus en plus nombreuses, qu'un tel effet se produit réellement.

C'est à l'illustre physicien Rutherford, le chef de l'école anglaise en radio-activité et en atomistique, que l'on doit l'introduction en physique de cette « méthode du bombardement » pour l'étude des atomes et de leurs transformations. Dans une première série de recherches, dès 1909, il avait examiné ce que devient le projectile atomique, noyau d'hélium lancé par les corps radio-actifs et formant un *rayon alpha*, dans sa course à travers la matière, qui lui inflige de nombreux chocs. Il put, de ses observations, déduire des données importantes sur les forces que les deux noyaux, le projectile et l'atome, exercent l'un sur l'autre aux très faibles distances. L'atome qui a subi le choc prend, à son tour, une grande vitesse, et devient projectile; en 1919, Rutherford commença à se demander si l'atome ainsi projeté ne pourrait pas avoir subi quelque modification profonde, allant jusqu'à un changement de son espèce chimique. Il arriva à cette conclusion que, par exemple, des atomes d'azote pouvaient, par certains chocs exceptionnels, se résoudre en atomes d'hydrogène, caractérisés par leur plus grande aptitude à traverser la matière. Remarquons bien que cet hydrogène n'est pas ici décéléré par ses propriétés chimiques ou physiques bien connues; ce n'est pas un gaz inflammable et léger que Rutherford voit se produire; ce qu'il voit, ce sont quelques scintillations sur l'écran phosphorescent; nous faisons de l'atomistique et non de la chimie.

C'est en suivant la même voie, mais avec des moyens de plus en plus perfectionnés, que les études ont été continuées; elles sont, en ce moment, poussées avec une remarquable activité et l'on peut suivre, de semaine en semaine, les nouveaux résultats obtenus, tant sur la transmutation des atomes que sur la constitution intime des noyaux atomiques; car les deux questions sont intimement liées entre elles. Les progrès de la technique reposent, d'une part, sur le perfectionnement des méthodes propres à déceler et identifier les atomes-projectiles et, d'autre part, sur l'augmentation de puissance de notre artillerie atomique, qui reste notre seul moyen d'action sur le noyau des atomes.

Sur le premier point, l'art de déceler un atome en mouvement, les progrès, en quelques années, ont été réellement étonnants. Toute une technique nouvelle a pris naissance ; avec certains appareils, tout atome-projectile qui passe est enregistré sur une bande photographique qui se déroule. Mais, comme il arrive toujours en physique, plus on apprend et mieux on s'aperçoit qu'on ignore. On voudrait, pour chaque projectile, savoir sa vitesse, sa masse, sa charge électrique, s'il en possède une, connaître en détail l'histoire de l'accident qui lui a donné naissance. Sur tout cela on a bien quelques données, mais encore trop imprécises et trop incertaines à notre gré.

Quant aux moyens propres à produire les projectiles actifs, on les voudrait de plus en plus puissants et de plus en plus variés. On voudrait avoir à volonté des projectiles de masses diverses et de diverses vitesses (car il n'est pas évident que les plus rapides soient toujours les plus actifs), avec ou sans charges électriques, rares ou abondants, selon les cas. Jusqu'à une époque toute récente, on était obligé de se contenter de ceux qu'émettent spontanément, inlassablement, les corps radio-actifs, déjà très efficaces et très divers, avec cet immense avantage que, si l'obtention de la matière radio-active est une opération délicate, aucun soin n'est nécessaire pour la maintenir en action, pendant des années ou même pendant des siècles. Mais, depuis peu, on s'efforce à faire mieux ou à faire autrement, ce qui offre, en tout cas, des possibilités nouvelles. Sur les molécules neutres, comme celles des gaz qui nous entourent, nous n'avons presque aucun moyen d'action ; mais dès qu'une particule porte une charge électrique, nous savons la mettre en mouvement par l'action d'un champ électrique, à peu près comme l'on voit les corps légers sauter autour d'un corps électrisé dans une expérience qui, dit-on, date de Thalès de Milet. Mais le problème est de donner à ces particules les énormes vitesses qui les rendent efficaces dans la lutte atomique, et c'est à partir de dix mille kilomètres par seconde qu'une particule atomique peut mériter le nom de projectile. On s'emploie, de divers côtés, à réaliser ce canon à atomes ; on a déjà obtenu des résultats qui peuvent rivaliser avec ceux que donnent les corps radio-actifs et on fera certainement mieux.

Mais, d'autre part, des recherches toutes récentes montrent

que l'on n'avait pas épuisé les possibilités qu'offrent les projectiles naturels. Une « particule alpha », lancée par le radium, peut atteindre un atome matériel et lui infliger une grave blessure; les morceaux sont projetés par le choc et peuvent, à leur tour, servir de projectiles. C'est ainsi que sont nés les « neutrons », découverts tout récemment, et ces nouveaux-nés de l'atomistique ont déjà été efficacement employés pour produire des transmutations. Enfin, les rayons cosmiques, dont j'ai eu l'occasion de parler ici (1), commencent à manifester leur aptitude à produire des transmutations.

Les laboratoires où l'on s'occupe de ces questions, parmi lesquels il faut citer, en France, le laboratoire de M. Maurice de Broglie et celui de M^{me} Curie, sont en pleine période de travail; il ne saurait être question d'entrer ici dans le détail des résultats obtenus, qui seront d'ailleurs dépassés et en partie rectifiés dans quelques semaines. Disons seulement que l'on a déjà un assez grand nombre de cas de transmutations bien constatées. Le plus souvent, un atome est coupé en éléments plus légers, mais parfois la transformation est plus complexe, le projectile atomique restant uni avec une partie de l'atome qu'il a brisé. Tous ces effets, d'ailleurs, ne se produisent qu'avec une extrême rareté; plusieurs millions de chocs inefficaces se produisent avant qu'un seul atome subisse la transmutation. Il y a cependant des exceptions : l'atome de lithium explose, d'une manière relativement facile, en donnant deux « particules alpha », qui deviennent elles-mêmes deux atomes d'hélium. On peut dire, finalement, que l'on a réussi à transformer le métal lithium en gaz hélium. Et c'est là une réaction chimique qui eût sérieusement inquiété les chimistes, il y a seulement deux ans; mais il faut dire que tout cela se passe à l'échelle atomique, en quantités absolument impondérables, échappant complètement aux méthodes classiques de la chimie.

L'ATOMISTIQUE ET L'ALCHIMIE

Après cet exposé rapide d'une question qui passionne en ce moment le monde des physiciens, je m'attends à entendre poser la question suivante : « Est-il donc vrai que nous allons

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} décembre 1931.

assister à la réalisation du rêve des alchimistes, voir utiliser les sels de lithium que contiennent les sources thermales chères aux rhumatisants pour la fabrication du gaz hélium, utile pour le gonflement des ballons et, dans un an ou deux, voir fabriquer de l'or avec quelque métal vulgaire ? »

Il faut bien vite dissiper toute illusion possible à cet égard. Nous avons fait de l'atomistique et non de la chimie, encore beaucoup moins de l'industrie. Quand un chimiste a réussi, dans son laboratoire, à préparer quelques grammes d'une substance utile, il peut sérieusement envisager la création d'une industrie pouvant en fabriquer des tonnes; ce n'est plus qu'une question de technique, et aussi de prix de revient et de prix de vente possible. Il en est tout autrement pour le physicien atomiste; si, par malheur, il avait la tentation d'utiliser ses recherches pour un but lucratif, il se trouverait devant les impossibilités résultant des grands nombres, qui mettraient une barrière infranchissable à ses désirs. Le chimiste compte par grammes ou milligrammes; l'atomiste compte par atomes, et ces deux quantités sont d'un ordre de grandeur tout différent.

Voici, à ce sujet, le résultat d'un calcul bien simple.

Supposons que l'on ait réalisé une formidable machine à transformer les atomes, capable d'en transmuter un million dans chaque seconde; imaginons, pour mettre les choses au mieux, qu'elle produise des atomes lourds, par exemple ceux du plus inutile de tous les corps simples, de l'or. Cette formidable machine, travaillant jour et nuit pendant cent ans, aura produit environ un milligramme d'or, valant, au cours actuel, un peu moins de deux centimes.

On a cependant beaucoup parlé, il y a peu de temps, de procédés industriels pour fabriquer de l'or; malheureusement, comme chacun le sait, ces procédés ne relèvent ni de la chimie ni de l'atomistique, mais seulement des tribunaux correctionnels.

CH. FABRY.

REVUE DRAMATIQUE

L'Arlésienne à la COMÉDIE-FRANÇAISE.

THÉÂTRE DE PARIS : *Tovaritch*, pièce en trois actes et quatre tableaux de M. Jacques Deval. — ODÉON : *La Colombe poignardée*, pièce en trois actes de M. Gaston Sorbets.

L'entrée de *L'Arlésienne* à la Comédie-Française est un heureux événement. Peu de pièces, dans le théâtre moderne, qui fussent plus certainement marquées pour faire partie du répertoire, ayant tous les caractères des œuvres destinées à devenir classiques : simplicité et grandeur, vérité humaine et poésie. Daudet, qui n'était pas auteur dramatique, l'a écrite sans se préoccuper des conventions du théâtre et sans se rattacher à aucune école. On songe à Musset écrivant, hors de la scène et loin d'elle, ces comédies qui sont aujourd'hui l'honneur et la joie de notre scène. Comme le théâtre romantique, celui du second Empire et des années qui ont suivi, s'est démodé. *L'Arlésienne* a gardé ses fraîches couleurs et pris son visage de toujours.

Pièce paysanne, elle n'a rien d'une paysannerie. Nulle fadeur, mais la noblesse et la dignité qui se conservent aux champs mieux que dans l'air des villes. Sur cette terre où des générations se sont succédé et qu'elles se sont transmise, dans ces vieux murs où d'âge en âge la même famille s'est abritée, des traditions se sont léguées d'honneur et de devoir. Une des minutes les plus émouvantes du drame est cette rencontre de Balthazar et de la Renaude, où les deux amoureux échangent après cinquante ans leur premier baiser. Et quel « raisonneur » pour une telle pièce que ce type de berger grave et sentencieux ! A vivre dans la solitude et le silence de la montagne, à rêver dans la nuit qu'éclairaient les étoiles, le vieil homme s'est pénétré de l'éternelle Sagesse. Il rejoint, par delà les temps, ces bergers des époques pastorales qui surent les premiers lire dans les astres.

L'amour qui soudain se lève dans cette atmosphère paisible

a la violence de ce vent du Rhône qui, de son souffle embrasé, change à certains jours une contrée en désert. Frédéri a entre les mains les lettres qui prouvent l'infamie de son Arlésienne ; il la méprise, il la déteste, et il l'aime toujours. C'est le mal sacré dont on ne guérit pas. C'est l'amour, fléau du monde.

Celle qui l'a inspiré ne paraîtra pas en scène. C'est la trouvaille de la pièce. Nous ne sommes plus au temps où les vieillards de Troie, voyant passer Hélène, disaient entre eux : « Il est juste que pour une telle femme des peuples s'entretuent. » La beauté d'aucune femme ne nous paraît valoir le désespoir de toute une famille. En poète qu'il était, Daudet a compris que l'image de l'absente devait seule planer sur le drame, comme la Fatalité plane sur le drame antique.

Le rôle de Vivette est délicieux ; mais celui qu'on ne saurait trop admirer, pour ce qu'il enferme d'humanité profonde, c'est celui de Rose Mamaï. Dirai-je que la souffrance de cette mère nous émeut plus que celle même de son malheureux fils ? Du jour où l'idée est entrée en elle que ce fils pourrait attenter à ses jours, elle va vivre en proie à cette idée, devenue l'idée fixe. Une absence, un retard, une parole, un silence, tout est pour elle le signe du malheur dont l'image la hante. A force de trembler pour la vie de son enfant, elle en arrive à penser que, hors cette vie si chère, rien ici-bas ne compte. Elle en devient féroce et égoïste. Elle dira à son fils ce mot atroce qui a été, sinon sur les lèvres, du moins dans le cœur de tant de mères : « Ce n'est pas le bonheur de cette enfant que je cherche, c'est le tien. » Elle sait d'ailleurs au fond d'elle-même, cette mère douloureuse, la vanité de la garde qu'elle monte si désespérément, et qu'elle n'échappera pas au malheur qui est sur elle.

La Comédie-Française a monté *l'Arlésienne* avec grand soin et lui a donné ses meilleurs artistes. Nous étions plusieurs, l'autre soir, qui nous souvenions de la reprise de 1885 à l'Odéon : Paul Mounet superbe en Balthazar, Aimée Teissandier si dramatique en Rose Mamaï. Et ce n'est pas sans émotion que nous revoyions, cinquante ans après, sous les traits du vieux berger, le même Albert Lambert qui avait tracé une si émouvante silhouette du jeune Frédéri. Mais il s'agit des interprètes d'aujourd'hui, non de ceux d'hier. A vrai dire, c'est l'un de ceux-ci, M. Albert Lambert, déjà nommé, qui, cette fois encore, a tiré à lui la plus grande part du succès. M. Alexandre est un très beau Mitifio, que nous avons

quelque peine à tenir pour un vulgaire meneur de chevaux, comme à voir en M. Yonnel un simple paysan. L'excellent Brunot pousse trop au comique le rôle du patron Marc. M^{lle} Madeleine Renaud, charmante en Vivette, soupire le rôle plus qu'elle ne le joue ; M^{lle} Delvair a de beaux accents de mère tragique. Dans l'ensemble, je ne sais quoi de trop lent et de solennel, qui par la suite devra disparaître, en même temps qu'un peu de poussière atténuera les couleurs d'un décor rose vif et tout battant neuf... Restent la partition de Bizet et son exécution ; mais ce n'est pas à moi d'en parler.

Tovaritch est une pièce des plus gaies sur le sujet le plus triste. De la verve, de l'entrain, de la fantaisie, un jaillissement d'inventions plaisantes et de mots drôles, sur un fond de ruines et de détresses. A quiconque n'est pas auteur dramatique l'idée ne serait sans doute pas venue, que l'émigration russe pût fournir une matière comique. Mais parmi les situations sur lesquelles vit le théâtre, — on sait qu'elles sont en petit nombre, — il en est une fertile en effets sûrs, et, comme on dit, tout en or : celle qui consiste à prendre une personne pour une autre et la traiter au rebours de ce qui lui est dû : le quiproquo, pour l'appeler par son nom. Toute émigration, qu'elle soit française ou russe, est en ce genre une mine inépuisable. M. Jacques Deval n'a pas résisté à la tentation.

Voici, dans la plus étroite chambre du plus sordide hôtel d'un faubourg parisien, deux épaves, deux malheureux, mari et femme, qui s'y sont échoués, ayant perdu toutes ressources, sans toutefois rien perdre de leur gaieté. Cette formidable invraisemblance, en nous jetant tout de suite en pleine convention, vient au secours de la pièce. *Elle*, réduite pour manger à dérober des artichauts aux étalages, n'est autre qu'une propre nièce du malheureux Nicolas II, Tatiana Petrovna Ouratief ; tandis que *Lui*, le général Ouratief, ancien chambellan du tsar, cire ce qui lui sert de chaussures.

Au second acte, le couple s'est placé comme valet et femme de chambre chez le député socialiste Arbezziats. Tout le comique est tiré du paradoxal renversement des rôles, les maîtres étant ici tout juste dignes de servir de valets à leurs domestiques. Au troisième acte, la scène attendue, inévitable et escomptée d'avance, où le valet de chambre se découvrira Excellence et la servante

Altes
Goro
mera
en es
U
quab
d'auj
où se
de n
trans
nom
quer
horre
T
Mar
C
dans
gnar
et fa
moll
tion
elle
très
sa r
lang
à l'a
cons
émig
ren
fille
pièc
Thil
am
dist
Thil
a é

Altesse impériale. Le quatrième acte, où paraît le camarade Gorotchenko, est le moins bon, et même n'est pas gai. On estimera que la présence d'un commissaire du peuple sur la scène en est une raison plus que suffisante.

Une fois de plus M. Jacques Deval a fait preuve d'une remarquable dextérité. Son dialogue vif, spirituel, est éminemment d'aujourd'hui et « à la page ». J'imagine que les prix astronomiques où sont montées les places de théâtre épargneront à la plupart de nos hôtes, les réfugiés russes, le chagrin de contempler cette transposition de leur misère dans le mode comique. Quant aux nombreux spectateurs français ou étrangers que *Tovaritch* ne manquera pas d'attirer, souhaitons qu'il leur remette en mémoire des horreurs que nous avons trop de penchant à oublier.

Tovaritch est admirablement joué par MM. André Lefaur, Marcel Simon et M^{me} Elvire Popesco.

C'est aussi de révolution et de choses slaves qu'il est question dans l'émouvante pièce de M. Gaston Sorbets, *la Colombe poignardée*, que l'Odéon vient de représenter avec succès. L'intègre et farouche sectionnaire Thibaut, qui, cravaté de rouge, bottes molles et bonnet rond, est un des chefs du mouvement révolutionnaire, sauve la princesse Marie-Marguerite au moment où elle allait, avec le roi son père et les siens, au supplice. Et ce serait très bien si celui-ci, le soir même, n'abusait de la situation et de sa royale protégée. Désormais, Marie-Marguerite mène une vie languissante jusqu'au moment où des conspirateurs, appartenant à l'ancienne cour, viennent lui offrir la couronne. Hélas ! elle a conscience d'en être indigne. Et quand, au troisième acte, les émigrés s'emparent de la ville, elle cédera le trône au duc de Clarence, et, prenant le voile d'abbesse dans un couvent de jeunes filles nobles, laissera Thibaut à son désespoir. Cette très noble pièce se déroule dans une atmosphère cornélienne. Les scènes où Thibaut se trouve placé entre son idéal révolutionnaire et son amour ont été particulièrement applaudies.

M^{lle} Jeanine Press a été la jeune princesse avec charme et distinction ; M. José Squinquel a fait valoir dans le rôle de Thibaut de beaux dons de tragédien et M^{me} Madeleine Silvain a été une éloquente confidente.

RENÉ DOUMIG.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'ALLEMAGNE FAIT UN ÉCLAT

La politique du chancelier Hitler se développe, logique avec elle-même, dans cet esprit nationaliste et populaire qui est la marque des doctrines et du gouvernement nazi et qui n'est d'ailleurs, en Allemagne, ni une nouveauté ni une anomalie. Elle vient d'aboutir à un éclat. Le Reich a signifié, le 14 octobre, qu'il se retirait de la Conférence du désarmement et qu'il était résolu à abandonner la Société des nations. En même temps, le Reichstag était dissous ; le peuple allemand sera appelé, le 12 novembre, à approuver par un plébiscite la politique du chancelier Hitler. Comment s'est produite cette rupture et quelles en peuvent être les conséquences ?

L'Allemagne attendait de la Conférence soit que toutes les Puissances s'engageassent à réduire leurs forces armées et leur outillage au même niveau qui lui a été imposé à elle-même par le traité de Versailles, soit qu'elle obtint la faculté de posséder le type d'armée et l'outillage militaire que le général von Seeckt considère comme les plus propres à assurer la victoire dans une prochaine guerre. Si la Conférence aboutissait à une convention, l'Allemagne comptait arriver, par l'une ou l'autre de ces deux voies, au résultat qu'elle souhaite. Si, au contraire, la Conférence n'évolue pas selon ses vœux, l'Allemagne s'en ira en claquant les portes, rejettera sur les autres la responsabilité de l'échec, et en prendra texte pour procéder à son réarmement. C'est ce second cas qui s'est réalisé.

Ce qui, peut-être, aurait été accordé à un Stresemann, plus hypocrite, plus patelin, mais non moins dangereux, un Hitler plus

brutal, moins diplomate, n'avait aucune chance de l'obtenir. Sa politique intérieure, son mépris pour les droits de l'individu, les violences de son antisémitisme, ont choqué, dans ce qu'il a de plus délicat et de plus profond, le sentiment britannique de la justice et de la liberté. Le programme du pangermanisme envahissant, l'application qui en a été tentée aux dépens de l'Autriche, ont alarmé jusqu'à la bonne volonté de l'Italie fasciste. La presse hitlérienne s'étonne et s'indigne de cette différence de traitement; elle n'a qu'à se relire elle-même, à relire *Mein Kampf*, que l'on répand à des millions d'exemplaires, pour comprendre, — si elle était capable, dans la fièvre qui l'agite, du moindre effort d'objectivité, — pourquoi, à l'heure décisive où elle escomptait le succès, elle s'est trouvée isolée.

Nous touchons ici au point essentiel. Les concessions que tous les ministères qui se sont succédé en France ont faites, ont eu du moins un résultat : nous avons maintenu et, en ces derniers temps, resserré l'entente avec l'Angleterre, facilité un rapprochement avec l'Italie, esquissé une collaboration avec les États-Unis, sans éloigner nos amis de Pologne et de la Petite-Entente. L'opinion médit souvent de la diplomatie française, et il arrive que ce soit à juste titre; mais quand elle évite un piège, quand elle résout au mieux quelque difficulté, quand elle franchit sans heurts un obstacle, le public l'ignore et ne peut lui en savoir gré. La manœuvre, à la Conférence pour le désarmement, était particulièrement délicate, parce que, la plupart du temps, il fallait évoluer entre le péril allemand, le particularisme britannique, les suspicions italiennes; on a côtoyé le précipice, mais on n'y est pas tombé; on a frôlé les écueils, mais on ne s'y est pas brisé. En politique, comme à la guerre, on gagne du terrain par les fautes de l'adversaire, on recule par ses propres erreurs; l'art consiste à utiliser le terrain, à tirer parti des circonstances, en restant toujours dans la juste mesure.

Le réarmement de l'Allemagne est l'objectif que, dès l'origine, depuis le 2 février 1932, le gouvernement du Reich s'est proposé d'atteindre. Tandis qu'il ne demandait ouvertement que le désarmement des autres nations au niveau « qualitatif » qui avait été imposé à lui-même, dans ses entretiens privés, M. Nadolny abordait déjà confidentiellement la question des « prototypes » que l'Allemagne souhaitait posséder, afin, disait-elle, de manifester l'égalité de droits. L'objet de cette demande était, en réalité, de dissimuler plus aisément la fabrication du matériel prohibé.

L'Allemagne, grâce aux « prototypes », aurait des armes et, en tout cas, le moyen d'en fabriquer aisément de nouvelles, tandis que les formations soi-disant sportives militarisées lui donneraient des hommes exercés et entraînés. Déjà, dans le mémorandum du 23 juillet 1932, le cabinet de Berlin réclamait officiellement le réarmement. La France y répondit par le « plan constructif » du 14 novembre 1932, dont l'objet principal était d'établir un contrôle des armements. Si l'Allemagne est de bonne foi, si elle ne prépare pas clandestinement son réarmement, elle acceptera le contrôle que l'on devra organiser sérieusement. Si elle le rejette, la preuve sera faite qu'elle a déjà réarmé.

Le plan constructif comporte trois points : désarmement « qualitatif » étendu aux effectifs, dissolution de la Reichswehr, résorption des formations paramilitaires ; sécurité assurée par un contrôle général et permanent qui permette de vérifier la stricte exécution de la convention du désarmement ; égalité des droits réalisée par la réduction progressive des armements, à l'exclusion de tout réarmement. Ces trois points sont inséparables. C'est dans ces conditions que M. Herriot fit, le 11 décembre, la déclaration par laquelle la France accepte « l'égalité des droits dans un régime assurant la sécurité à toutes les nations ». L'institution d'un contrôle en était la condition essentielle.

C'est ce plan français, repris par M. MacDonald, qui, finalement, a été accepté par toutes les Puissances, à l'exception de l'Allemagne. Les extravagances hitlériennes eurent, dès la première heure, un résultat : l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie se trouvèrent d'accord sur un point capital : en aucun cas la Conférence dite du désarmement ne devait aboutir à un réarmement de l'Allemagne. En mars 1933, M. MacDonald présente un projet qui reproduit les grandes lignes du « plan constructif » français, mais qui accorde à l'Allemagne d'importantes concessions : la Reichswehr et les associations paramilitaires seraient remplacées par une armée de milices de 200 000 hommes ; les matériels, dans toutes les armées, seraient réduits au niveau prescrit pour l'Allemagne dans le traité de Versailles. Ce projet, après de longues et difficiles négociations, est adopté comme base de discussion. Le Reich l'accepte en principe ; il espère, par là, obtenir les « prototypes » convoités. L'Italie, jouant le rôle de « l'honnête courtier », prend à son compte la demande allemande, dont sans doute elle n'a pas mesuré le danger ; elle y renonce en pré-

sence des agissements hitlériens en Autriche. L'agitation hitlérienne, en Autriche et ailleurs, devient de plus en plus agressive ; tous les États se sentent menacés. Le gouvernement d'Hitler, porté au pouvoir par les grandes associations militarisées, ne peut pas les supprimer. La conscience du danger aide le rapprochement des points de vue. Au cours des entretiens de Paris, auxquels prennent part les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, d'Italie, de Pologne, M. Norman Davis, délégué des États-Unis, et auxquels sont associés les autres gouvernements, l'accord se fait sur quelques points essentiels : contrôle permanent et automatique, période d'épreuve de quatre ou cinq ans durant laquelle les armements ne seront pas réduits et l'Allemagne ne sera autorisée à aucun réarmement ; les réductions « qualitatives » de matériel ne commenceront que si l'efficacité du contrôle est reconnue et a fait ses preuves (1).

Ainsi se forme, non d'ailleurs sans quelques hésitations et quelques fissures, un front commun pour la paix et la stabilité européennes ; un désarmement ne serait possible qu'en face d'une Allemagne apaisée, pacifiquement articulée à une Europe pacifiée. Il devient de plus en plus clair qu'aucune concession ne saurait la satisfaire et qu'elle poursuit, par la réalisation du programme pangermanique, la destruction de l'Europe de 1919. Le gouvernement nazi est acculé à accepter la dissolution de la Reichswehr et de ses propres formations d'assaut militarisées, à admettre un contrôle de ses effectifs et de ses armements, ou à rompre. Ses efforts réitérés ne réussissent pas à briser le front commun de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. L'Italie se rallie. Le 6 octobre, le Reich communique à Londres et à Rome une note où il résume ses observations sur le plan qui lui a été proposé. Il accepterait le contrôle pourvu qu'il obtint non plus seulement des « prototypes » mais un certain contingent des canons, avions, tanks, interdits par le traité. Égalité complète, sinon l'Allemagne ne signera pas la convention. Visiblement, elle ne cherche qu'un résultat : se réarmer, couvrir ses réarmements en voie de réalisation grâce à l'octroi des prototypes. L'Europe pacifique a percé à jour sa manœuvre ; elle ne la laissera pas aboutir.

Au Congrès de Birmingham, M. Stanley Baldwin, avec son

(1) M. Albert Jullien, dans *le Petit Parisien* du 22 octobre.

autorité de chef du parti conservateur et de membre du gouvernement, prononce, dans la soirée du 6 octobre, les paroles décisives. « La situation mondiale n'est pas bonne. Le continent craint la guerre... et c'est une raison qui nous impose de parvenir à une convention de désarmement. Si cette convention est signée, la nation qui la rompra n'aura pas d'amis dans le monde civilisé; la même chose est vraie d'une nation quelconque qui empêchera délibérément d'atteindre un tel accord en présentant des réclamations qui pourraient être acceptables après un certain temps, mais qui ne le seraient aujourd'hui par aucun des cosignataires. » Puis, faisant allusion aux accords de Locarno, M. Baldwin continue : « La Grande-Bretagne tiendra ce qu'elle a signé. Elle a fait honneur à sa signature envers la Belgique; sa signature à ces accords a un caractère sacré... Une nouvelle guerre serait, en Europe, la fin de la civilisation que nous connaissons. Bien des gens disent : tenez-vous à l'écart de l'Europe, détachez-vous-en. C'eût été un argument valable avant l'invention de la machine à combustion interne. Aujourd'hui, je pense que c'est à la fois simple et puéril. La circulation aérienne n'en est qu'à ses débuts. L'air nous relie sans obstacle au continent d'une façon à laquelle nos parents n'auraient pas songé. »

En deux articles très remarquables, parus le 1^{er} et le 8 octobre dans le *Sunday Times*, Scrutator conclut, à propos des manœuvres navales et aériennes, que l'Angleterre a besoin d'être forte et que, pour assurer sa sécurité, elle aurait tort de se refuser à conclure des alliances. M. Baldwin a rendu un grand service à l'Allemagne et à la paix en parlant clairement. Sir Edouard Grey, s'il avait été, en 1906, en situation de dire que l'invasion de la Belgique entraînerait l'intervention de l'Angleterre, aurait sans doute sauvé la paix. Ainsi évolue l'opinion britannique sous la pression des circonstances et en présence des faits, non d'ailleurs sans résistances et sans contradictions.

Au Congrès du parti radical-socialiste, à Vichy, — par ailleurs si lamentable, — M. Daladier, le 8 octobre, faisait écho à M. Baldwin. « Dans une Europe inquiète et tourmentée, où souvent retentissent tant d'appels à la violence, où souvent le culte de la force est célébré comme celui d'une divinité, notre devoir est de faire en sorte que notre pays calme et pacifique assure en toute circonstance sa propre liberté. Le monde entier connaît notre volonté de paix. Nous lui avons consenti des sacrifices sans

exemple dans l'histoire. Nous ne songeons ni à menacer ni à humilier aucun peuple, quel que soit le régime qu'il se donne ou qu'il supporte. C'est pourquoi nous sommes résolus à n'admettre aucune réduction nouvelle de nos forces en dehors d'un accord international sincère et loyal qui organise un désarmement progressif assuré par l'établissement d'un contrôle permanent et automatique. » Puis, après avoir célébré l'entente avec l'Angleterre comme le plus efficace moyen de maintenir la paix, le président du Conseil se demande ce que veut l'Allemagne. « Il nous arrive d'entendre son gouvernement protester publiquement de sa volonté de paix et affirmer par la voie diplomatique son désir de travailler à un rapprochement des deux peuples. Mais pourquoi, de l'autre côté du Rhin, cette jeunesse dressée pour le combat ? Pourquoi ces manifestations répétées de masses encadrées ? Pourquoi ce refus de la première étape vers le désarmement ? Pourquoi demander le droit de construire aujourd'hui un coûteux matériel de guerre qui devra être détruit peu après sa mise en service si la convention est signée ? »

Ainsi, par le simple énoncé de quelques vérités de bon sens appuyant une position diplomatique aussi forte que loyale, l'Allemagne est mise au pied du mur, prise à son propre piège. Elle est dans l'alternative ou d'accepter le contrôle ou de sortir de la Conférence. Le bureau devait se réunir le 14, comme il en avait été décidé le 29 juin. Le 13, le président Hindenbourg est ramené à Berlin pour un Conseil de gouvernement qui a lieu le 14, au commencement de l'après-midi. Dans la soirée, un discours radio-diffusé d'Hitler annonçait la triple résolution de quitter la Conférence, la Société des nations, et de dissoudre le Reichstag. Ce dernier point indique que l'échec diplomatique de l'Allemagne n'est pas la seule raison d'une décision qui se préparait depuis longtemps. La situation intérieure y a sa part. Le régime nazi se donne l'apparence d'une démocratie directe où le maître effectif du pouvoir s'adresse sans intermédiaire au peuple dont il est censé incarner la volonté et auquel, en réalité, il inculque la sienne.

Le chancelier Hitler n'a jusqu'ici apporté aucun avantage positif à la nation allemande, si ce n'est le fracas des grands mots et la fumée de la gloire. La lutte contre le communisme n'est qu'un prétexte et la chasse aux Juifs qu'un dérivatif. Le national-socialisme se proposait d'abord de réaliser la Grande-Allemagne par l'absorption de l'Autriche ; ses procédés brutaux

n'ont réussi qu'à dresser en face du germanisme nordique un patriotisme germanique autrichien qui sait aujourd'hui se faire respecter. Cet échec a été très cuisant à l'amour-propre hitlérien. Un hiver s'approche où les misères de cinq millions de chômeurs seront plus cruelles. Il fallait faire un geste qui eût au moins l'apparence de l'énergie et qui parût différer de ce qu'auraient décidé un Stresemann ou un Brüning. Ce geste a été la rupture avec Genève. Le peuple allemand, le 12 novembre, est appelé à ratifier ou à rejeter, par oui ou par non, la politique de son Chancelier. Il va sans dire qu'il l'approuvera d'enthousiasme. Il ne serait sans doute guère prudent, en présence des Chemises brunes partout alertées sous la direction de M. Goebbels, de faire des réserves ou d'exprimer un blâme.

Cette perspective de plébiscite explique, partiellement du moins, le langage pacifique que le Chancelier a tenu à plusieurs reprises. En Allemagne aussi, il y a des pères et des mères, il y a des épouses qui ont gardé, de l'atroce expérience de quatre années, l'horreur de la guerre et qui répudieraient une politique ouvertement belliqueuse. A ce peuple honnête et pacifique, mais prodigieusement crédule, prodigieusement dépourvu de sens critique, on a réussi à faire croire que l'Allemagne de 1914 n'était pas responsable de la guerre, que son gouvernement l'avait subie, qu'il ne l'avait pas perdue, mais qu'il avait été trahi par les révolutionnaires de l'intérieur ; on lui a fait croire qu'il était l'innocente victime d'une paix injuste et qu'il restait en butte, impuissant et enchaîné, aux persécutions d'une coalition d'ennemis dont la France est le plus méchant et l'Angleterre le plus perfide. Et ce peuple croit tout cela ! Et il ne voit pas que, s'il le croit, il est conduit par une pente presque fatale à la guerre ! Alors son gouvernement, idole d'un peuple désorienté, lui répète qu'il ne veut que la paix, qu'il est prêt à tendre la main à tous ses voisins. Disons-nous qu'il n'est pas sincère ? Non, certes. Il préfère la paix, mais une paix qui lui apporte tous les avantages d'une guerre victorieuse. Il préfère la paix, mais il entraîne sans répit toute sa jeunesse, tout son peuple au nationalisme le plus intransigeant, le plus belliqueux ; tout l'enseignement est orienté vers la volonté de puissance, vers le culte de la force, vers la victoire. Qui sème le vent récolte la tempête. Qui veut la paix doit en vouloir les moyens ou ne pas s'étonner que les autres restent sceptiques et inquiets et ne se jettent pas dans les bras qui font le geste

étudié de se tendre et qui les étoufferaient avec tant de joie.

La manœuvre diplomatique est simple jusqu'à la naïveté. On n'a pas réussi à séparer l'Angleterre de la France ; on fait maintenant des avances à la France. Que n'accepte-t-elle un entretien direct ? on s'entendra si facilement et on se passera de l'Anglais. Air connu ; nous l'avons déjà entendu à la fin de la guerre ! Parce que l'Angleterre cherche, non sans maladresse parfois, à tenir la balance égale, on compte sur elle, on oublie sa loyauté traditionnelle ; on dépasse toutes bornes et toute mesure, et on s'étonne de retrouver en face de soi le front solide de 1914 ! Si Hitler et ses amis veulent la paix, pourquoi se retirent-ils de la seule institution qui ait reçu des traités la mission de l'organiser et de l'assurer ? La paix qu'il veut, c'est celle qui permettrait l'expansion dominatrice du germanisme sous sa forme hitlérienne, c'est-à-dire la destruction ou l'affaiblissement des autres États. Cette paix-là ne peut engendrer que la guerre ou la servitude. Ce n'est pas celle que l'on a promise à l'Europe et au monde. Comment en serait-il autrement ? Le national-socialisme ne se définit qu'en s'opposant ; il est, par instinct et par nécessité, incapable de comprendre les autres peuples, capable au contraire de les haïr. On lui a persuadé qu'il appartient à la race des purs afin qu'il se croie digne d'appartenir à la race des maîtres et qu'il estime juste de punir ceux qui lui résistent comme des esclaves révoltés. Tout ce qui ne tend pas à organiser l'Europe en fonction du péril germanique n'est que duperie et danger. Il en sera ainsi tant que le peuple allemand n'aura pas fait une cure prolongée de désintoxication.

Si la manœuvre du chancelier Hitler tendait à dissocier les Puissances européennes, elle a échoué. Si elle cherchait à affranchir le Reich des liens de la Société des nations et des pactes qu'il a signés sous les auspices de Genève, accords de Locarno, pacte Briand-Kellog, il se peut qu'elle ait réussi ; mais, alors, quelle lumière ne projette-t-elle pas sur les intentions prochaines de M. Hitler ? Pour le moment, le résultat de ce coup de tête prémédité, c'est l'isolement. Quelques journaux italiens avaient essayé de faire intervenir le Pacte à quatre ; ils n'ont pas tardé à y renoncer. Comme l'a dit M. Henderson, il n'est pas possible de dessaisir la Conférence pour traiter dans un comité restreint un sujet qui intéresse tous les États. La presse hitlérienne félicite le Fuhrer d'avoir éloigné l'Allemagne « de l'atmosphère empoisonnée de Genève » et de lui avoir par là rendu sa liberté de négocier.

Mais, jusqu'ici, ses coups de sonde pour entamer des négociations sur de nouvelles bases sont tombés dans le vide.

La phraséologie de la diplomatie raciste, « les droits vitaux de l'Allemagne », « le droit de l'Allemagne à la vie », ne trompe plus personne. Aucun peuple ne menace la vie de l'Allemagne, aucun n'y conteste ses droits. Elle ne court aucun risque, mais elle en fait courir aux autres. « Qu'a gagné l'Allemagne ? » se demande la *Reichspost*, journal de M. Dollfuss. Les obligations du traité de Versailles restent entières et, en quittant Genève, l'Allemagne se prive d'importants moyens d'action sur la situation internationale. Par le départ de l'Allemagne, les autres Puissances recouvrent une plus grande liberté d'action ; le front anti-allemand est moins affaibli que consolidé. » Il en sera ainsi, en effet, pourvu qu'aucun fléchissement ne se produise en Angleterre. Il ne peut être question de céder au chantage allemand, même partiellement, comme on l'a fait en décembre pour ramener à Genève les délégués du Reich. Mais d'importantes résolutions devront être prises prochainement. L'Allemagne a adressé au Secrétariat général le préavis réglementaire ; elle se retire de la Société des nations ; mais, aux termes du pacte, elle est liée pour deux ans encore aux règles de la Société dont elle n'est pas libre de s'affranchir brusquement. Qui l'obligera à s'y tenir ? Il s'agit de savoir si les accords de Locarno restent valables, alors que leur validité, aux termes de l'article 10, semble liée à la qualité, pour l'Allemagne, de membre de la Société des nations. Mais qu'arrivera-t-il si le Reich hitlérien procède ouvertement à un réarmement dans les conditions que lui interdit le traité ? Autant de dangereux problèmes qu'il s'agit d'examiner rapidement et de résoudre. « La formation d'un front solide, écrit M. Wickham Steed dans le *Sunday Times*, serait le seul moyen d'éviter des complications en Europe et ailleurs. » C'est bien notre avis. M. Steed pense aussi que « l'Italie ne se tiendrait pas à l'écart au cas où la Grande-Bretagne aiderait à la formation d'un front solide contre le réarmement de l'Allemagne ». Nous l'espérons. Mais tout dépend, d'abord, de l'Angleterre. Elle tient en ses mains la paix ou la guerre, la sécurité ou l'instabilité, la prospérité ou la ruine. On peut espérer beaucoup de la sagesse de ses hommes d'État. M. Boothby, membre de la Chambre des communes, qui revient d'Allemagne, y a constaté « quelque chose qui ressemble beaucoup à une fièvre guerrière ». Contre un peuple entier auquel on inculque le culte de la force et

la volonté de la puissance, une seule parade serait efficace : c'est l'entente étroite et publiquement affirmée des Puissances qui sont résolues à sauver la paix. Sans un avertissement clair, net, appuyé de sanctions éventuelles, les passions brutales qui entraînent l'Allemagne submergeront l'Europe.

Il appartient d'abord à l'Angleterre, à l'Italie, à la France de soutenir et de réconforter la Société des nations qui est la grande blessée du 14 octobre. Ces Puissances, le Japon et l'Allemagne partis, restent les seuls membres permanents du Conseil. Si l'organisation de Genève s'effrite et disparaît, les traités, eux aussi, seront caducs, puisqu'elle est chargée de les maintenir et de les faire exécuter. Il faudra bientôt aviser à une refonte et à une révision de ses statuts ; pour le moment, il importe de s'en servir et de la renforcer. Le moment est venu, pour elle, des initiatives hardies et salutaires ; si elle ne profite pas des circonstances pour saisir la direction et organiser la collaboration européenne, son rôle sera fini.

LE DÉFICIT ET LA CHUTE DU MINISTÈRE

L'heure où la France est appelée à prendre des résolutions, d'où dépendront son avenir et celui de l'Europe, est mal choisie pour un étalage de byzantinisme parlementaire. M. Daladier a prononcé, au Congrès de Vichy et depuis la rentrée des Chambres les paroles qu'il fallait ; elles ont été emportées dans le remous des querelles de partis. Jamais le parti radical-socialiste n'avait montré aussi cyniquement qu'à Vichy la médiocrité de ses aspirations et la violence de ses appétits. Sa préoccupation dominante fut d'obtenir la tête de quelques préfets coupables d'administrer leur département dans l'intérêt général et de ne pas obéir assez servilement aux rancunes électorales. Comment, avec de tels hommes, conduire une politique à la mesure et de la grandeur française et des périls de l'heure ? Lamentable spectacle d'impuissance en face du drame européen !

Pour être forte, à cette heure décisive, la France a besoin de finances saines et d'un budget en équilibre. Il n'est personne qui ne le proclame. Le déficit dépasse 6 milliards ; il faut, coûte que coûte, y faire face, sous peine de compromettre la solidité du franc et peut-être, par incidence, la stabilité de la paix. Le gouvernement a présenté un projet dont la Chambre a abordé la discussion le

21 octobre. Ce projet était médiocre, à la fois insuffisant et dangereux. Il organisait l'injustice sans parvenir à combler réellement le déficit. Comment en serait-il autrement, puisqu'il faut que le budget soit voté par le groupe radical-socialiste et le groupe socialiste dont les doctrines s'opposent mais dont les votes s'associent, car telle est la loi du cartel ? Pour faire sérieusement œuvre d'économie, ou, comme on dit aujourd'hui, de déflation budgétaire, il faudrait s'attaquer aux abus qui sont la source du déficit et qui tous ont pour origine une intervention parlementaire. Du haut en bas de l'échelle les abus se multiplient pour des raisons électorales. « L'équilibre budgétaire ne sera définitivement acquis que le jour où nous nous serons attaqués par des réformes organiques aux lois, aux conventions, aux institutions qui, chaque année, par leur seul jeu, aggravent les dépenses. » Qui parle ainsi ? C'est M. Jacquier, rapporteur général de la loi de finances.

Le projet financier était absurde et inique. Mais l'attitude des fonctionnaires, salariés de l'État, est révolutionnaire. C'est sur l'article 37 qui prévoyait une réduction sur les traitements des fonctionnaires que le cabinet a été renversé, dans la nuit du 23 au 24, par 329 voix contre 241. On ignore, à l'heure où nous écrivons, quel ministère il sera possible de constituer. Deux faits dominent la situation. Le cartel est brisé. Pour la troisième fois les socialistes renversent un cabinet qui n'avait voulu vivre qu'avec les voix du cartel. Le parti socialiste est lui-même divisé en deux fractions ennemies et sensiblement égales. M. Blum est vainqueur, mais il est très diminué, impuissant à toute autre besogne que la destruction. La situation financière impose une action énergique et immédiate. Le franc ne résisterait pas longtemps à de pareilles secousses. On ne veut pas d'inflation et on fait tout ce qu'il faut pour y acculer le gouvernement. Que l'on prenne garde. Le système parlementaire faussé, dégénéré, que l'on pratique aujourd'hui, s'avère incompatible avec une patrie forte et des finances saines. Si le parti radical-socialiste, qui est, malgré tout, un parti d'ordre, ne réussit pas à se libérer du marxisme, le régime ira aux abîmes et peut-être le pays avec lui. Il faut enfin choisir entre la France et M. Blum.

RENÉ PINON.

a-
nt
e
t-
t,
e
-
t
u
s
s
-
e
?
s.
e
t
s
u
u
x
e
e
é
t
e
e
-
a
a
e
e
,
a
.